

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 05/06/2019

N° : 2019/133

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/69

 **Décisions**

Page 70/305

ARRÊTÉS

Arrêté n° 19/078/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à cordonnerie
situé 63 bd Rabatau 13008, à la SARL Depannage Serrurerie Marseillaise,
représentée par Romanos Heghoyan**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 08 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

L'arrêté d'occupation temporaire n° 19/017/CM, délivré le 8 février 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Romanos Heghoyan ;

L'absence de mention relative à la raison sociale et à la forme juridique sur l'arrêté d'occupation temporaire n° 19/017/CM.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°19/017/CM, est abrogé.

Article 2

La SARL Dépannage Serrurerie Marseillaise, représentée par Monsieur Romanos Heghoyan, enregistrée au RCS Marseille sous le n°808 808 216 00010, est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de 12 m² sur le domaine public, sis 63 bd Rabatau 13008 à Marseille, en vue d'y exercer une activité de serrurier.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 mai 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/101/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour l'établissement "Carterie Richaud" situé 2 quai du Port 13002 Marseille à la SAS Manassas, représentée par Monsieur Pierre-Henri VIAL

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire n°17-138-CM, délivré le 31 mai 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Monsieur Pierre-Henri Vial,
- Le changement de statut social et la demande de la SAS Manassas, représentée par Monsieur Pierre-Henri Vial, domiciliée 2 quai du Port 13002 Marseille, en vue d'occuper un emplacement public au : 2 quai du Port 13002 Marseille, RCS Marseille: 842548794 00010.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°17-138-CM, délivré le 31 mai 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Monsieur Pierre-Henri Vial, est abrogé.

Article 2

La SAS Manassas, représentée par Monsieur Pierre-Henri Vial, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Carterie Richaud, sis 2 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- 31 m² d'étalages et deux parasols

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 7 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 8 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 9 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 11 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 13 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 14 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 15 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 28 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mai 2019

Arrêté n° 19/102/CM

Arrêté d'occupation temporaire pour la terrasse de l'établissement situé 22 quai du Port 13002 Marseille, à la SASU Cesar, représentée par Monsieur Georges BATAILLE

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

L'arrêté n° 18/006/CM du 2 février 2018 abrogeant l'arrêté n° 17/140/CM du 31 mai 2017 à la SASU Marché de Provence des Producteurs Associés représentée par Monsieur Claude BATAILLE, Président, pour l'occupation temporaire au droit de son établissement, dénommé L'Escale Marine, d'une terrasse simple de 20 m², d'un parasol et de 2 m² d'étalage.

- Le changement de statut social et la demande de la SASU Cesar, représentée par Monsieur Georges BATAILLE, domicilié 4 Montée des Accoules 13002 Marseille, RCS Marseille: 792 457 863 00019, en vue d'occuper un emplacement public au :

22 quai du Port 13002 Marseille

ARRETE

Article 1 :

La SASU Cesar, représentée par Monsieur Georges BATAILLE, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé le «Bazar de César», sis 22 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- 2 m² d'étalage

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Mai 2019

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 29 mai 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/104/CM

Arrêté modificatif de composition du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

VU

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°85-565 du 30 mai 1985, modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- Le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale et notamment l'article 28 précisant que l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination désigne les représentants de la Métropole parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de l'établissement ;
- La délibération FAG 052-3822/18/CM du 18 mai 2018 relative à l'approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme et décision de recueil de l'avis des représentants de la Métropole au sein du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (C.H.S.C.T) de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Procès-Verbal du 6 décembre 2018, établi par le bureau centralisateur, portant recensement des votes et la proclamation des résultats de l'élection professionnelle du jeudi 6 décembre 2018 des représentants du personnel au comité technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

Les modifications concernant les représentants de l'Administration

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 19/014/CM du 30 janvier 2019 est modifié comme suit :

Sont désignés en qualité de membres titulaires et suppléants de l'administration et du personnel au Comité d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

Titulaires :

- M. Martial ALVAREZ
- Mme Josette VENTRE
- M. Jean-Jacques POLITANO
- M. Alain ROUSSET
- M. Pascal MONTECOT
- M. Jean-Pierre BERTRAND
- M. Henri CAMBESSEDES
- M. Domnin RAUSCHER
- M. Laurent PERES
- Mme Nathalie N'DOUMBE

Suppléants :

- Mme Solange BIAGGI
- Mme Monique CORDIER
- M. Régis MARTIN
- Mme Nicole JOULIA
- M. Bernard DESTROST
- M. Auguste COLOMB
- Mme Béatrice ALIPHAT
- Mme Florence PARMANTEL
- M. Laurent BLANES
- M. Jean-Marc MERTZ

REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Titulaires

- M. Josué KNOPPERS (FO)
- M. Eric DOGNON (FO)
- M. Karim YAGOURB (FO)
- M. Nouredine ABECHA (FO)
- M. Francis ATOKO (FO)
- M. Laurent BENAC (SNUTER 13 – FSU)
- M. Franck PAPAIN (SNUTER 13 – FSU)
- M. César PITOISET (SNUTER 13 – FSU)
- M. Michel KROL (UNSA)
- M. Fabrice AUBERT (CGT)

Suppléants

- M. Laurent PARRINELLO (FO)
- M. Richard CAUVIN (FO)
- M. Olivier MOURNAUD (FO)
- M. Jean-Marc KUGOGNE(FO)
- M. Nicolas ANTONORSI (FO)
- M. Jérémy PORTE (SNUTER 13 – FSU)
- M. Fabien DUMAS (SNUTER 13 – FSU)
- M. Larbi BOURAS (SNUTER 13 – FSU)
- M Christophe CASTILLO (UNSA)
- M. Alain LAHMAR (CGT)

Article 2 :

Monsieur Martial Alvarez assure la présidence du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail.

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, Monsieur Pascal Montecot assurera cette même présidence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 mai 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/115/CM

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 16-5
situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 22 juin 1990 portant création de la ZAC de Fos-Lavalduc à Fos-sur-Mer ;
- L'arrêté préfectoral du 11 octobre 1991 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ;
- La Convention Publique d'Aménagement du 19 juillet 2002 conclue entre le SAN et l'Etablissement Publique d'Aménagement Ouest Provence ;
- L'avenant n° 4 du 22 décembre 2015 approuvant le transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la Société Publique Locale Aménagement Développement Ouest Provence (SPL ADOP) afin que celle-ci poursuive l'opération d'aménagement ;
- L'avenant n° 5 du 13 juillet 2017 modifiant la limite globale des emprunts contractés par l'aménageur ;
- L'avenant n° 6 du 11 avril 2018 modifiant la date de clôture de la Convention Publique d'Aménagement ;

- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC de Lavalduc a pour vocation principale d'accueillir des activités artisanales, commerciales, ainsi que des bureaux et services ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le dossier de réalisation de la ZAC.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 16-5, situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Mai 2019



SPL SENS URBAIN - Domaine de la Mériquette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

ZAC DE LAVALDUC COMMUNE DE FOS SUR MER

LOT 16-5

**Cahier des Charges de Cession de Terrain
établi en application de l'article L 311-6
du Code de l'Urbanisme**



SPL SENS URBAIN - Domaine de la Mériquette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

SOMMAIRE

PREAMBULE

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

V - DOCUMENTS GRAPHIQUES



PREAMBULE

La ZAC de FOS-LAVALDUC à FOS SUR MER a été créée par arrêté de Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 22 juin 1990.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 11 octobre 1991 par Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône.

La ZAC de FOS-LAVALDUC a pour vocation d'accueillir des activités commerciales, artisanales, de bureaux et de services.

Suivant la Convention Publique d'Aménagement en date du 19 juillet 2002, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord Ouest de l'Etang de Berre a confié à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence la poursuite de la réalisation de ladite ZAC.

La Convention publique d'aménagement a été transférée à la SPL SENS URBAIN (ex SPL Aménagement Développement Ouest Provence) le 1 janvier 2016.

Le présent cahier des charges est établi en application de l'article L311.6 du code de l'urbanisme, et de l'article 11 de la Convention Publique d'Aménagement, liant la SPL SENS URBAIN, concessionnaire, à Aix Marseille Provence METROPOLE, concédant.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur

La présente cession est consentie par la SPL SENS URBAIN à la **SCI des 3G**, représenté par **Hervé GRANIE 330 chemin de Mery 13270 Fos sur Mer** ci-après désigné "l'acquéreur" ou à toute personne morale ou privée qu'il se substituerait avec l'accord de la SPL SENS URBAIN.

2) Désignation des terrains

Le **lot 16-5** cédé est classé en secteur UE au PAZ (retranscrits de le PLU en révision) de la ZAC de Lavalduc et porte sur une partie de la **parcelle n° 3140** au Cadastre de la Commune de FOS SUR MER.

La superficie du lot est **900 m²**.



3) *Utilisation des terrains*

Le terrain susvisé est cédé en vue de la réalisation d'un bâtiment à usage d'atelier et d'aire de stationnement.

La surface de plancher totale autorisée est de **450 m²**.

4) *Conditions de Cession*

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PAZ ou du PLU en cours de révision, du règlement de la ZAC et aux prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la zone.

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE LA SPL SENS URBAIN ET DE L'ACQUEREUR

1) *Obligations de la SPL SENS URBAIN*

La SPL SENS URBAIN s'engage à mettre à la disposition de l'acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement des terrains cédés.

2) *Délais d'exécution*

L'acquéreur s'engage à :

- 2.1. Déposer la demande de permis de construire en conformité avec le PAZ et le PLU en cours de révision, dans un délai de 2 mois à compter de la signature de la promesse de vente.
- 2.2. Entreprendre les travaux de construction dans un délai de 12 mois à compter de la délivrance du permis de construire.
- 2.3. Avoir terminé les travaux et obtenu leur conformité dans un délai maximum de 16 mois à compter de la date de début des travaux.

3) *Prolongation éventuelle des délais*

Les délais d'exécution prévus ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de ce dernier.



Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.

4) *Sanctions à l'égard de l'acquéreur*

En cas d'inobservation de l'une des obligations du Cahier des Charges, de l'acte de cession, la SPL SENS URBAIN pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit obtenir des dommages et intérêts, soit résoudre la vente, dans les conditions suivantes :

4.1. Dommages et intérêts

Si l'acquéreur ne respecte pas les délais prévus à l'article II.2) Délais d'exécution, la SPL SENS URBAIN le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours en ce qui concerne les délais des paragraphes 2.1. et 2.2., ou dans un délai de trois mois en ce qui concerne celui du paragraphe 2.3.

Si passé ce nouveau délai, l'acquéreur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, la SPL SENS URBAIN pourra prétendre à une indemnité fixée à 1/1000^e du prix de cession hors taxes par jour de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 %, la SPL SENS URBAIN pourra prononcer la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

4.2. Résolution de la vente

La cession pourra être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN, notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais de l'article II.2) Délais d'exécution.

La cession pourra également être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN notifiée par acte d'huissier, en cas de non paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du cahier des charges, de l'acte de cession ou de location.

L'acquéreur aura droit en contrepartie à une indemnité de résolution qui sera calculée comme suit :

- a) Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT. Le cas échéant, en cas de versement initial que d'une partie du prix de cession, l'indemnité sera égale à cette partie du prix, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT.



- b) Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus pourra être augmentée d'une somme égale au montant de la plus value apportée au terrain par les travaux régulièrement réalisés sans que cette somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre utilisée.

Dans certains cas, une moins value sera appliquée aux travaux exécutés.

Cette plus value ou moins value sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de la SPL SENS URBAIN étant l'Administration des Domaines, celui de l'acquéreur pouvant, si celui-ci ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le Président du Tribunal de Grande Instance, sur la requête de la SPL SENS URBAIN.

Tous les frais seront à la charge de l'acquéreur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du concessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit, seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation dans les conditions fixées à l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

5) Mise à disposition des terrains

La mise à disposition des terrains, qui aura lieu, sauf dérogation, après signature de l'acte authentique de vente, ne pourra faire obstacle à la mission de la SPL SENS URBAIN concernant la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC.

6) Vente - Location - Partage des terrains cédés

Il est interdit à l'acquéreur de mettre en vente ou de louer les terrains qui lui sont cédés avant l'achèvement de la totalité des travaux prévus, sans en avoir, au moins quatre mois à l'avance, avisé la SPL SENS URBAIN qui pourra exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par lui ou, le cas échéant, que le bail soit résilié ou ne soit cédé qu'à un cessionnaire agréé par lui.

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession sera calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution, sans qu'il y ait lieu à une réduction de 10 %. En cas de vente à un acquéreur désigné ou agréé par la SPL SENS URBAIN, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement aménagée, la SPL SENS URBAIN pourra exiger que le prix de cession soit fixé dans les mêmes conditions.



7) Nullité

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par l'acquéreur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le Cahier des Charges, seraient nuls et de nul effet, conformément aux dispositions de l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de la SPL SENS URBAIN ou, à défaut, par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

8) Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux

Après achèvement des travaux, l'acquéreur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des terrains aménagés sans en avoir avisé la SPL SENS URBAIN au moins deux mois à l'avance.

A ce titre, il devra soumettre à l'agrément de la SPL SENS URBAIN tout projet de construction et/ou aménagement du terrain cédé qui surviendrait postérieurement au permis de construire initialement obtenu.

la SPL SENS URBAIN pourra jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un acquéreur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds, s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

1) Dispositions générales

La demande de permis de construire devra se conformer aux règles énoncées dans le PAZ et le PLU en cours de révision et le RAZ de la ZAC de Lavalduc ainsi qu'au présent cahier des charges de cession de terrains.

Toutes les pièces administratives liées à cette autorisation devront répondre aux prescriptions suivantes.

2) Aspect architectural

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et



des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

Dans le cas de toitures non architecturées, les façades des bâtiments devront présenter des acrotères horizontaux sur l'ensemble des façades et jusqu'à l'arase du faîtage.

3) Clôtures

La hauteur totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 m ; elles seront conformes au RAZ et au PLU en cours de révision.

Elles devront être indiquées dans la demande de permis de construire et soumises à l'obtention de la conformité.

4) Enseignes - Panonceaux

Il est interdit de procéder à un affichage ou une publicité sur les terrains, clôtures et constructions, à l'exception :

- de l'affichage réglementaire lié au permis de construire
- de la raison sociale et du sigle de la société.

Les projets d'enseignes devront figurer dans la demande de permis de construire.

5) Desserte

Le terrain est desservi à partir de la voirie publique réalisée par l'aménageur. la SPL SENS URBAIN a/aura à réaliser les réseaux sur lesquels l'acquéreur pourra raccorder, à sa demande et à sa charge, ses installations au droit de la propriété (électrique (BT 36kva), eaux usées, eau potable, génie civil du réseau télécom – hors gaz). Un seul point de desserte et un seul accès sont prévus aux frais de la SPL SENS URBAIN, toutefois, d'autres points de desserte seront éventuellement possibles, en accord avec la SPL SENS URBAIN, mais à la charge de l'acquéreur. De même, si les besoins de réseaux de l'acquéreur sont plus importants (puissance, débit...), ce dernier prendra en totalité la charge de l'acheminement en limite mitoyenne.

Si l'activité le nécessite, l'acquéreur sera dans l'obligation de traiter ses eaux usées avant rejet dans les réseaux publics.

L'acquéreur fera son affaire de la collecte des eaux pluviales : les eaux provenant des ruissellements de toiture pourront être infiltrées directement.

Les eaux de ruissellement sur voirie seront rejetées dans le réseau public au droit du terrain. Le débit rejeté au réseau public ne devra pas excéder 5litres/sec/ha du terrain imperméabilisé. Si ce débit maximal ne peut être respecté, l'acquéreur devra écreter le



débit d'eaux pluviales avant rejet au réseau au moyen d'un bassin de rétention étanche.

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

1) Gestion

La gestion du domaine public sera assuré par la collectivité.

2) Tenue générale

Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :

- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont proscrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.
- Les acquéreurs assureront l'évacuation de leurs déchets professionnels en un lieu adapté pour les recevoir.

3) Respect de l'environnement, pollution

Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce qu'aucune gêne ne soit occasionnée au voisinage.

En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte des propriétaires de parcelles dans la zone d'activité, ou par les propriétaires eux-mêmes, et dûment constatés par la SPL SENS URBAIN, des poursuites seront immédiatement engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.

COMMUNE DE FOS SUR MER

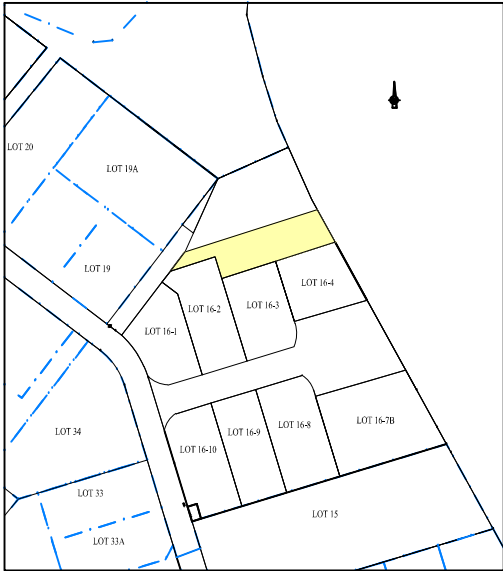
Quartier LAVALDUC

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

COMMUNE DE FOS SUR MER

ZAC LAVALDUC

LOT 16-5



1				
0	Plan de lots	11/04/2019	TIS	SDRA
Indice	Nature des modifications	Date	Auteur	Verifié par

ECHELLE: 1/200

Date du relevé : 11/04/2019

DOSSIER: MA119019-03

FICHER:
Plan du lot 16-5.dwg

PLAN DE LOT

COORDONNEES

RGF93 CC44

☒

COORDONNEES

INDEPENDANTES

☐

NIVELLEMENT

IGN 69

☒

NIVELLEMENT

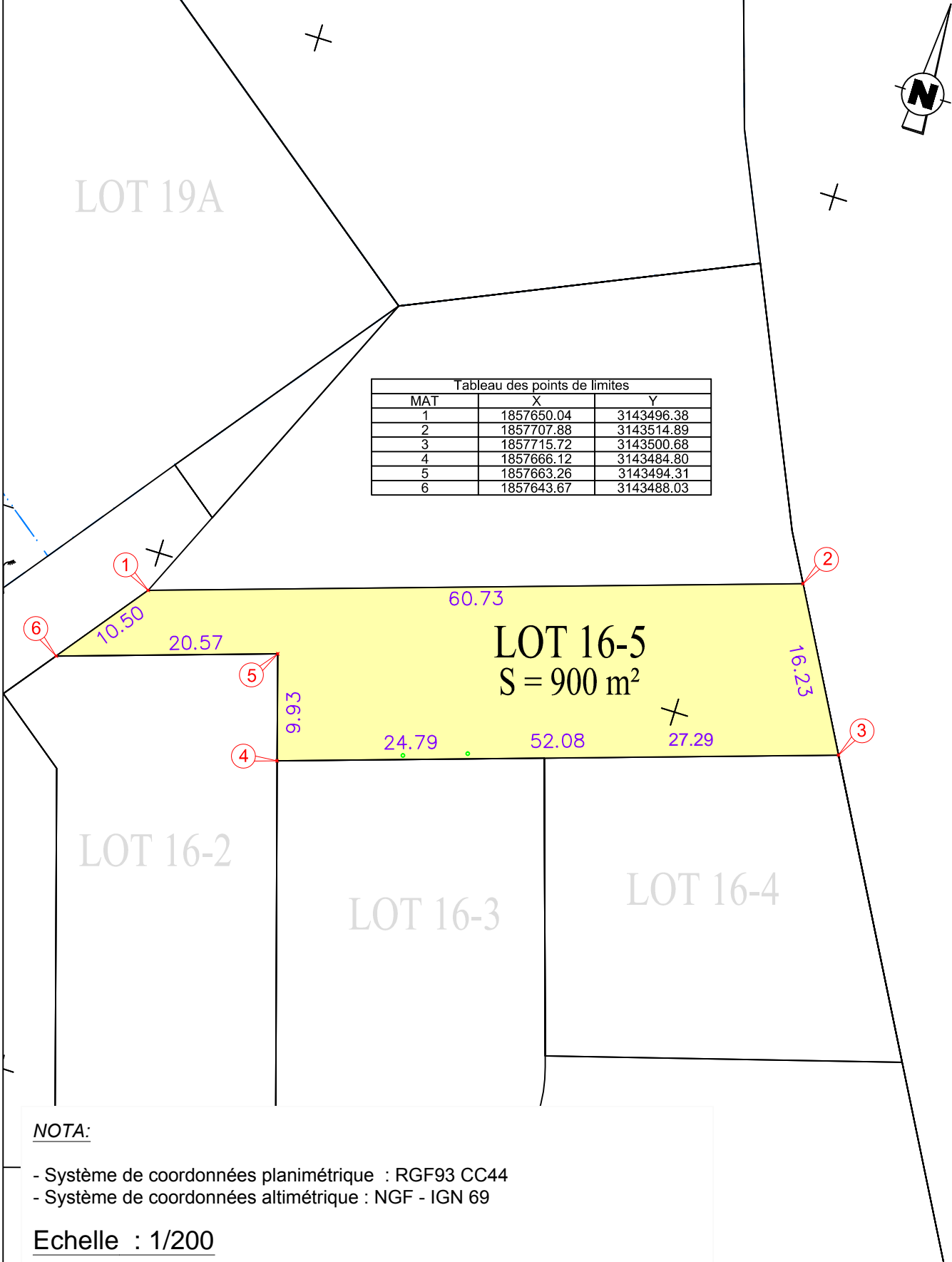
INDEPENDANT

☐



GEOFIT EXPERT Géomètre - Expert
Thomas GODBILLOT (n° 05245)
12 Bd Frédéric Sauvage
13014 MARSEILLE
Tel.04 86 76 03 22 - Fax: 04 91 37 56 84
marseille@geofit-expert.fr

PLAN DE LOT



NOTA:

- Système de coordonnées planimétrique : RGF93 CC44
- Système de coordonnées altimétrique : NGF - IGN 69

Echelle : 1/200

Date : le 11 Avril 2019 Dossier n° MA 119019-03
Dressé par **Thomas GODBILLOT**, Géomètre-Expert, Cabinet GEOFIT-EXPERT,
12 Boulevard Frédéric Sauvage 13014 Marseille
Tél. 04 86 76 03 22 - Fax 04 66 64 52 10 - marseille@geofit-expert.fr



Reçu au Contrôle de légalité le 17 Mai 2019

Arrêté n° 19/116/CM

Arrêté de déconsignation d'un montant de 85 000 euros au profit de l'Etude notariale Crique et Preti-Janin, Notaires associés.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement du 19 avril 2006 rendu par la juridiction d'expropriation en 1^{ère} Instance ;
- Le jugement du 27 juin 2007 rendu par la Chambre d'Expropriations de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence fixant définitivement les indemnités ;
- L'arrêté de consignation n° 05/171/CC du 5 août 2005 ;
- L'acte de vente entre les époux consorts Rigaud et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le protocole d'accord transactionnel entre les époux consorts et le Crédit Agricole.

CONSIDÉRANT

- Que l'acte authentique réitérant cette acquisition est intervenu le 26 mars 2019 ;
- Que l'obstacle au paiement est levé.

ARRETE

Article 1 :

La somme de 85 000 euros représentant la somme consignée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation sera déconsignée au profit de l'Etude notariale Crique et Preti-Janin, sise 10, cours Pierre Puget, à Marseille 6^{ème}, conformément au protocole d'accord signé entre les époux consorts et le Crédit Agricole Mutuel Alpes-Provence, créancier inscrit.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mai 2019

Article 2 :

Les intérêts générés par la consignation de la somme de 85 000 euros seront versés :

- Au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 21 septembre 2005, date de la consignation, au 26 mars 2019, date de la signature de l'acte de vente.
- Au profit des époux Cortes, du 26 mars 2019 à la date de déconsignation.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 28 mai 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/117/CM

Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau - Procédure de modification numéro 6

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 et L.153-37 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'Urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier du Maire de la commune de Fuveau du 2 août 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mai 2019

- La délibération n°2018_CT2_525 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence l'engagement de la procédure de modification n°6 PLU de la commune de Fuveau ;
- La délibération n°URB 012-5143/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau et ses évolutions successives approuvées en vigueur.

CONSIDÉRANT

- Que les objectifs de la procédure de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau envisagée sont notamment :
 - Des ajustements réglementaires portant sur des modifications réglementaires et graphiques à apporter aux zones UH et UK correspondant à la ZAC Saint Charles et celle de la Barque ;
 - La création d'une orientation d'aménagement et de programmation - secteur de la Barque ;
 - Des modifications d'emplacements réservés.

Les points objets de la présente procédure engendreront des modifications des pièces écrites et graphiques en conséquence.

- Qu'il s'avère utile, voire nécessaire, d'adapter le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau sur ces points ;
- Que cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ; ni de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ; ni de réduire une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; ni d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser au-delà des neuf ans suivants sa création ;
- Qu'en conséquence, les évolutions du document d'urbanisme projetées relèvent bien du champ d'application de la procédure de modification conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme ;
- Que suite au courrier du Maire de la commune de Fuveau du 2 août 2018, sollicitant l'engagement de la procédure de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau ;
- Que par délibération n°URB 012-5143/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau.

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau.

Article 2 :

Les objectifs de la procédure de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau envisagée sont notamment :

des ajustements réglementaires portant sur des modifications réglementaires et graphiques à apporter aux zones UH et UK correspondant à la ZAC Saint Charles et celle de la Barque ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mai 2019

- la création d'une orientation d'aménagement et de programmation - secteur de la Barque ;
- des modifications d'emplacements réservés.

Article 3 :

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Fuveau sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées à ses articles L.132-7 et L.132-9, avant d'être soumis à enquête publique.

Article 4 :

Conformément à l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Fuveau sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement.

Article 5 :

A l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4 ci-dessus, le projet de modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fuveau, éventuellement amendé de façon mineure pour tenir compte des avis émis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 28 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mai 2019

Arrêté n° 19/118/CM

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 16-3
situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC de Fos-Lavalduc à Fos-sur-Mer du 22 juin 1990 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics du 11 octobre 1991 ;
- La Convention Publique d'Aménagement du 19 juillet 2002 conclue entre le SAN et l'Etablissement Public d'Aménagement Ouest Provence ;
- L'avenant n° 4 du 22 décembre 2015 approuvant le transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la Société Publique Locale Aménagement Développement Ouest Provence (SPL ADOP) afin que celle-ci poursuive l'opération d'aménagement ;
- L'avenant n° 5 du 13 juillet 2017 modifiant la limite globale des emprunts contractés par l'aménageur ;
- L'avenant n° 6 du 11 avril 2018 modifiant la date de clôture de la Convention Publique d'Aménagement ;

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Mai 2019

- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC de Lavalduc a pour vocation principale d'accueillir des activités artisanales, commerciales, ainsi que des bureaux et services ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le dossier de réalisation de la ZAC.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 16-3, situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 20 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Mai 2019



SPL SENS URBAIN - Domaine de la Mériquette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

**ZAC DE LAVALDUC
COMMUNE DE FOS SUR MER**

LOT 16.3

**Cahier des Charges de Cession de Terrain
établi en application de l'article L 311-6
du Code de l'Urbanisme**



SPL SENS URBAIN - Domaine de la Mériquette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

SOMMAIRE

PREAMBULE

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

V - DOCUMENTS GRAPHIQUES



PREAMBULE

La ZAC de FOS-LAVALDUC à FOS SUR MER a été créée par arrêté de Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 22 juin 1990.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 11 octobre 1991 par Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône.

La ZAC de FOS-LAVALDUC a pour vocation d'accueillir des activités commerciales, artisanales, de bureaux et de services.

Suivant la Convention Publique d'Aménagement en date du 19 juillet 2002, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord Ouest de l'Etang de Berre a confié à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence la poursuite de la réalisation de ladite ZAC.

La Convention publique d'aménagement a été transférée à la SPL SENS URBAIN (ex SPL Aménagement Développement Ouest Provence) le 1 janvier 2016.

Le présent cahier des charges est établi en application de l'article L311.6 du code de l'urbanisme, et de l'article 11 de la Convention Publique d'Aménagement, liant la SPL SENS URBAIN, concessionnaire, à Aix Marseille Provence METROPOLE, concédant.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur

La présente cession est consentie par la SPL SENS URBAIN à la **SCI GMJC domicilié 75 traverse du Hameau 13 270 Fos sur Mer** représenté par **Madame Ghislaine CHARBONNEAUX** ci-après désigné "l'acquéreur" ou à toute personne morale ou privée qu'il se substituerait avec l'accord de la SPL SENS URBAIN.

2) Désignation des terrains

Le **lot 16.3** cédé est classé en secteur UE au PAZ (retranscrit de le PLU en révision) de la ZAC de Lavalduc et porte sur la **parcelle n° 3138** au Cadastre de la Commune de FOS SUR MER.

La superficie du lot est d'environ **936 m²**.



3) *Utilisation des terrains*

Le terrain susvisé est cédé en vue de la réalisation d'un bâtiment à usage d'atelier et de stockage pour l'activité d'électricité et de plomberie, ainsi qu'un logement pour fonction de gardiennage.

La surface de plancher totale autorisée est de **465 m²**.

4) *Conditions de Cession*

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PAZ ou du PLU en cours de révision, du règlement de la ZAC et aux prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la zone.

II - DROITS ET OBLIGATIONS DE LA SPL SENS URBAIN ET DE L'ACQUEREUR

1) *Obligations de la SPL SENS URBAIN*

La SPL SENS URBAIN s'engage à mettre à la disposition de l'acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement des terrains cédés.

2) *Délais d'exécution*

L'acquéreur s'engage à :

- 2.1. Déposer la demande de permis de construire en conformité avec le PAZ et le PLU en cours de révision, dans un délai de 2 mois à compter de la signature de la promesse de vente.
- 2.2. Entreprendre les travaux de construction dans un délai de 12 mois à compter de la délivrance du permis de construire.
- 2.3. Avoir terminé les travaux et obtenu leur conformité dans un délai maximum de 16 mois à compter de la date de début des travaux.

3) *Prolongation éventuelle des délais*

Les délais d'exécution prévus ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de ce dernier.



Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.

4) *Sanctions à l'égard de l'acquéreur*

En cas d'inobservation de l'une des obligations du Cahier des Charges, de l'acte de cession, la SPL SENS URBAIN pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit obtenir des dommages et intérêts, soit résoudre la vente, dans les conditions suivantes :

4.1. Dommages et intérêts

Si l'acquéreur ne respecte pas les délais prévus à l'article II.2) Délais d'exécution, la SPL SENS URBAIN le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours en ce qui concerne les délais des paragraphes 2.1. et 2.2., ou dans un délai de trois mois en ce qui concerne celui du paragraphe 2.3.

Si passé ce nouveau délai, l'acquéreur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, la SPL SENS URBAIN pourra prétendre à une indemnité fixée à 1/1000^e du prix de cession hors taxes par jour de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 %, la SPL SENS URBAIN pourra prononcer la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

4.2. Résolution de la vente

La cession pourra être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN, notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais de l'article II.2) Délais d'exécution.

La cession pourra également être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN notifiée par acte d'huissier, en cas de non paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du cahier des charges, de l'acte de cession ou de location.

L'acquéreur aura droit en contrepartie à une indemnité de résolution qui sera calculée comme suit :

- a) Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT. Le cas échéant, en cas de versement initial que d'une partie du prix de cession, l'indemnité sera égale à cette partie du prix, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT.



- b) Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus pourra être augmentée d'une somme égale au montant de la plus value apportée au terrain par les travaux régulièrement réalisés sans que cette somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre utilisée.

Dans certains cas, une moins value sera appliquée aux travaux exécutés.

Cette plus value ou moins value sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de la SPL SENS URBAIN étant l'Administration des Domaines, celui de l'acquéreur pouvant, si celui-ci ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le Président du Tribunal de Grande Instance, sur la requête de la SPL SENS URBAIN.

Tous les frais seront à la charge de l'acquéreur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du concessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit, seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation dans les conditions fixées à l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

5) Mise à disposition des terrains

La mise à disposition des terrains, qui aura lieu, sauf dérogation, après signature de l'acte authentique de vente, ne pourra faire obstacle à la mission de la SPL SENS URBAIN concernant la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC.

6) Vente - Location - Partage des terrains cédés

Il est interdit à l'acquéreur de mettre en vente ou de louer les terrains qui lui sont cédés avant l'achèvement de la totalité des travaux prévus, sans en avoir, au moins quatre mois à l'avance, avisé la SPL SENS URBAIN qui pourra exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par lui ou, le cas échéant, que le bail soit résilié ou ne soit cédé qu'à un cessionnaire agréé par lui.

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession sera calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution, sans qu'il y ait lieu à une réduction de 10 %. En cas de vente à un acquéreur désigné ou agréé par la SPL SENS URBAIN, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement aménagée, la SPL SENS URBAIN pourra exiger que le prix de cession soit fixé dans les mêmes conditions.



7) Nullité

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par l'acquéreur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le Cahier des Charges, seraient nuls et de nul effet, conformément aux dispositions de l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de la SPL SENS URBAIN ou, à défaut, par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

8) Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux

Après achèvement des travaux, l'acquéreur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des terrains aménagés sans en avoir avisé la SPL SENS URBAIN au moins deux mois à l'avance.

A ce titre, il devra soumettre à l'agrément de la SPL SENS URBAIN tout projet de construction et/ou aménagement du terrain cédé qui surviendrait postérieurement au permis de construire initialement obtenu.

la SPL SENS URBAIN pourra jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un acquéreur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds, s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

1) Dispositions générales

La demande de permis de construire devra se conformer aux règles énoncées dans le PAZ et le PLU en cours de révision et le RAZ de la ZAC de Lavalduc ainsi qu'au présent cahier des charges de cession de terrains.

Toutes les pièces administratives liées à cette autorisation devront répondre aux prescriptions suivantes.

2) Aspect architectural

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et



des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

Dans le cas de toitures non architecturées, les façades des bâtiments devront présenter des acrotères horizontaux sur l'ensemble des façades et jusqu'à l'arase du faîtage.

3) Clôtures

La hauteur totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 m ; elles seront conformes au RAZ et au PLU en cours de révision.

Elles devront être indiquées dans la demande de permis de construire et soumises à l'obtention de la conformité.

4) Enseignes - Panonceaux

Il est interdit de procéder à un affichage ou une publicité sur les terrains, clôtures et constructions, à l'exception :

- de l'affichage réglementaire lié au permis de construire
- de la raison sociale et du sigle de la société.

Les projets d'enseignes devront figurer dans la demande de permis de construire.

5) Desserte

Le terrain est desservi à partir de la voirie publique réalisée par l'aménageur. la SPL SENS URBAIN a/aura à réaliser les réseaux sur lesquels l'acquéreur pourra raccorder, à sa demande et à sa charge, ses installations au droit de la propriété (électrique (BT 36kva), eaux usées, eau potable, génie civil du réseau télécom – hors gaz). Un seul point de desserte et un seul accès sont prévus aux frais de la SPL SENS URBAIN, toutefois, d'autres points de desserte seront éventuellement possibles, en accord avec la SPL SENS URBAIN, mais à la charge de l'acquéreur. De même, si les besoins de réseaux de l'acquéreur sont plus importants (puissance, débit...), ce dernier prendra en totalité la charge de l'acheminement en limite mitoyenne.

Si l'activité le nécessite, l'acquéreur sera dans l'obligation de traiter ses eaux usées avant rejet dans les réseaux publics.

L'acquéreur fera son affaire de la collecte des eaux pluviales : les eaux provenant des ruissellements de toiture pourront être infiltrées directement.

Les eaux de ruissellement sur voirie seront rejetées dans le réseau public au droit du terrain. Le débit rejeté au réseau public ne devra pas excéder 5litres/sec/ha du terrain imperméabilisé. Si ce débit maximal ne peut être respecté, l'acquéreur devra écreter le



débit d'eaux pluviales avant rejet au réseau au moyen d'un bassin de rétention étanche.

6) Logements de fonction de gardiennage

Ce bâtiment sera obligatoirement intégré à la volumétrie générale du programme, sa surface ne pourra être supérieure à 50 % de la surface affectée à l'activité, **sans pouvoir excéder 100 m²** de surface de plancher.

IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

1) Gestion

La gestion du domaine public sera assuré par la collectivité.

2) Tenue générale

Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :

- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont prosrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.
- Les acquéreurs assureront l'évacuation de leurs déchets professionnels en un lieu adapté pour les recevoir.

3) Respect de l'environnement, pollution

Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce qu'aucune gêne ne soit occasionnée au voisinage.

En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte des propriétaires de parcelles dans la zone d'activité, ou par les propriétaires eux-mêmes, et dûment constatés par la SPL SENS URBAIN, des poursuites seront immédiatement engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.



BILICKI - DHOMBRES - OSMO

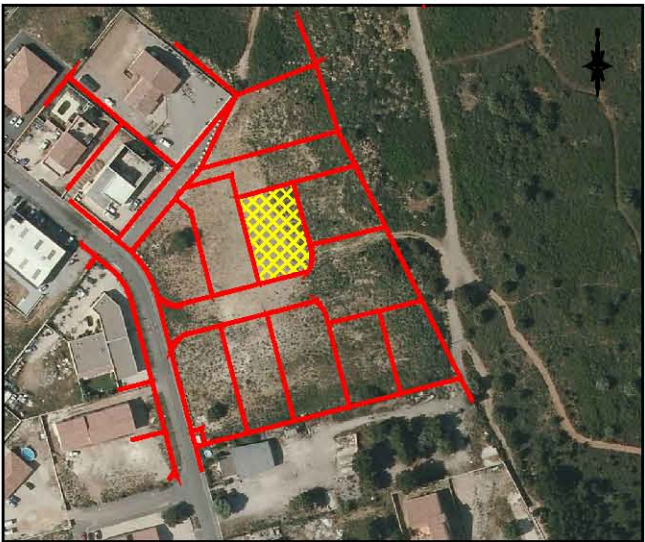
16 Rue Neuve Ste Catherine
13007 MARSEILLE
Tél : 04.91.542.542 - Fax : 04.91.542.543
E-Mail : marseille@dgema.fr

des G Experts m a
Successeur de M.GOYON

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE
COMMUNE DE FOS SUR MER

Z.A.C. de Lavalduc
Allée Charles Lavéran

PLAN DE VENTE



Date : 25 Avril 2014
Dossier : 13.3079

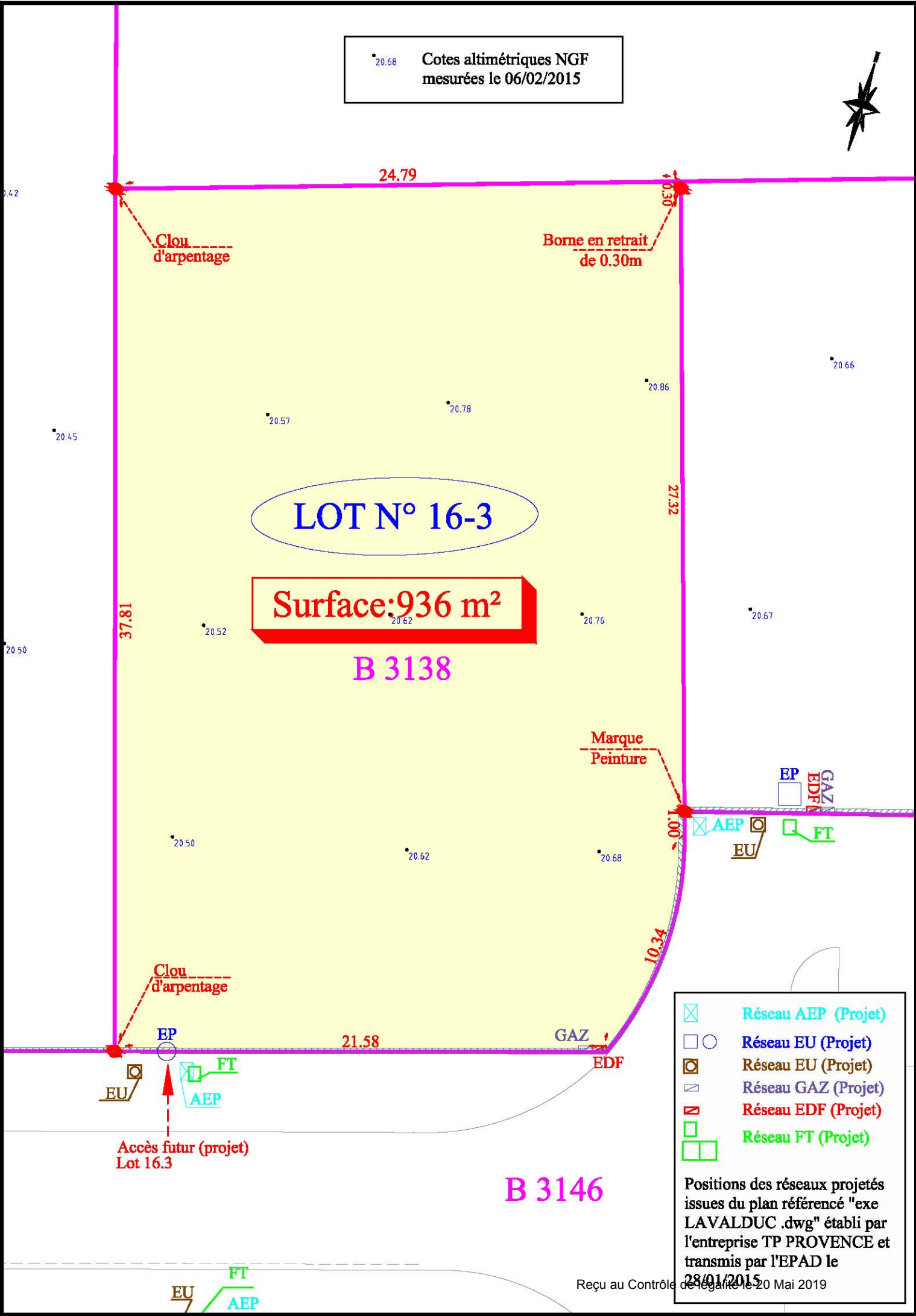
Echelle : 1 / 200

Terrain	Bureau	
GG	GG	A.BILICKI

Historique

indice	date	modification	Terrain	Bureau	
A	25/04/14	Livraison initiale	GG	GG	A.BILICKI
B	12/02/15		GG	AF	A.BILICKI

Fichier : 13.3079-Plans_de_vente.dwg



Arrêté n° 19/120/CM

Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 391 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) lors de chaque cession ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'EPAREB ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le CCCT comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la ZAC du Ranquet ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 1989 approuvant le CCCT du lot n° 391 ;
- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications de ce PAZ ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;

- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Le CCCT du lot n° 391 approuvé par arrêté préfectoral du 6 novembre 1989 ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et l'article I du CCCT précité.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 du CCCT du lot n° 391, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du CCCT de ce même lot.

Article 2 :

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur ; 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du CCCT demeurent inchangés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 20 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Mai 2019

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

Lot 391

Le présent avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il abroge et remplace le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **391** (section **DH n° 0186**) approuvé par l'arrêté préfectoral du 6 novembre 1989.

Le préambule est modifié comme suit :

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Etablissement Public d'Aménagement des Rives de l'Etang de Berre (EPAREB).

L'EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le présent CCCT est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

L'article I est modifié comme suit :

Article I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

2/ Désignation du ou des terrains

La parcelle cédée d'une superficie totale **de 699 m²**, figure au cadastre sous la section **DH n° 0186**. Elle est située en zone UDran du PLU de la commune d'Istres et constitue le **lot n° 391** à usage privatif.

3/ Utilisation des terrains

Le terrain susvisé se voit attribuer un droit à bâtir **de 100 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur, 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Arrêté n° 19/121/CM

Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 492 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) lors de chaque cession ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'EPAREB ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications de ce PAZ ;
- L'arrêté préfectoral du 24 juillet 1996 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 492 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du SAN en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;

- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 492 approuvé par arrêté préfectoral du 24 juillet 1996 ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain précité.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 492, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

Article 2 :

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur ; 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 20 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Mai 2019

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

Lot 492

Le présent avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il abroge et remplace le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **492** (section **DI n° 0124**) approuvé par l'arrêté préfectoral du 24 juillet 1996.

Le préambule est modifié comme suit :

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le Programme des Equipements Publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en date du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB.

L'EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le présent Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

L'article I est modifié comme suit :

Article I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

2/ Désignation du ou des terrains

La parcelle cédée d'une superficie totale **de 485 m²**, figure au cadastre sous la section **DI n° 0124**. Elle est située en zone UDran du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et constitue le **lot n° 492** à usage privatif.

3/ Utilisation des terrains

Le terrain susvisé se voit attribuer un droit à bâtir **de 100 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur, 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Arrêté n° 19/123/CM

Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 251 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres.

Abroge et remplace le CCCT approuvé par arrêté préfectoral du 6 novembre 1989, modifié par avenant n° 1 approuvé par l'arrêté n° 26/16 du 18 juillet 2016 du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'EPAREB ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la ZAC du Ranquet ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 1989 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 251 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres ;
- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications du PAZ ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en SAN Ouest Provence ;

- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Que Madame Alice Girones a sollicité de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'acquisition de la parcelle cadastrée section DE n° 18, d'une superficie totale de 26 m², qui jouxte son lot afin de l'agrandir ;
- Que la géométrie du lot n° 251 va en conséquence être modifiée par cette adjonction et que le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté préfectoral du 6 novembre 1989, modifié par avenant n° 1 approuvé par l'arrêté n° 26/16 du 18 juillet 2016 du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence doit donc être abrogé et remplacé ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le Plan Local d'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 251 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres, qui abroge et remplace le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté préfectoral du 6 novembre 1989.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juin 2019

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

VENTE MAMP / lot 251

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Etablissement Public d'Aménagement des Rives de l'Etang de Berre (EPAREB).

L'EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le lot 251 a fait l'objet d'un Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) approuvé par arrêté préfectoral du 6 novembre 1989 qui définissait un lot de 254 m² doté d'une surface de plancher de 50 m².

Depuis lors, la modification n° 2 du dossier de réalisation sus visé de la ZAC a modifié le calcul des droits à bâtir des lots de la ZAC, règle intégrée au PLU de la ville d'Istres lors de la révision générale du POS en forme de PLU approuvée le 26 juin 2013.

Par ailleurs, Madame Alice GIRONES a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'obtenir la cession d'une emprise complémentaire de 26 m² jouxtant son lot.

A cette occasion, il convient donc d'approuver la nouvelle composition foncière du lot 251 par un nouveau CCCT qui abroge et remplace le CCCT approuvé le 6 novembre 1989 et qui fixe les droits à bâtir du lot tels qu'ils résultent de l'application du PLU opposable.

Le présent CCCT est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1 / Désignation du vendeur et de l'Acquéreur

La présente cession est consentie par la Métropole Aix-Marseille-Provence à :

Madame Alice GIRONES, demeurant : 8 impasse des Arcades, ZAC du Ranquet à Istres (13800).

2 / Désignation du ou des terrains

Les parcelles cédées d'une superficie totale de **280 m²**, figurent au cadastre sous la section **DE n° 85 et n° 18** Elles sont situées en zone UDran du PLU de la commune d'Istres et constituent le **lot n° 251** à usage privatif.

3 / Utilisation des terrains

Le terrain susvisé est cédé en vue de l'attribution de droits à bâtir de **88 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

4 / Conditions de cession

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PLU, aux délais d'exécution du programme des équipements publics et aux prescriptions techniques urbanistiques et architecturales énoncées au titre III pendant la durée de la réalisation de la zone.

Le présent CCCT comporte les clauses types approuvées par décret en Conseil d'Etat, en application des articles L.411-2 à L.411-4 du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique.

Il détermine les conditions dans lesquelles les cessions, locations ou concessions d'usage sont résolues en cas d'inexécution des charges.

II – DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DES CONSTRUCTEURS OU UTILISATEURS

1 / Obligations de l'Aménageur

L'aménageur s'engage à réaliser les équipements publics et collectifs prévus dans le dossier de Réalisation de la ZAC.

2 / Délais d'exécution

NEANT

3 / Prolongation éventuelle des délais

NEANT

4 / Sanctions à l'égard du constructeur ou de l'utilisateur

En cas d'inobservation de l'une des obligations du CCCT, de l'acte de cession ou de location et de ses annexes, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit décider de la résolution de la vente, soit de l'application de la clause pénale ci-après stipulée:

4.1 Clause Pénale

Si le constructeur ou l'utilisateur ne respecte pas les obligations du présent CCCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours.

Si passé ce nouveau délai, le constructeur ou l'utilisateur ne s'est pas conformé aux termes de la mise en demeure signifiée, la Métropole Aix-Marseille-Provence sera en droit de prétendre à une indemnité irréductible fixée à 1/1000ème du prix de cession hors taxes par jour calendaire de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 % la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra demander la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

4.2 Résolution de la vente

La résolution pourra être demandée de plein droit par décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence, notifiée par acte d'huissier en cas d'inexécution des obligations prévues au présent CCCT.

La résolution pourra également être demandée de plein droit par décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence notifiée par acte d'huissier, en cas de non-paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du CCCT, de l'acte de cession et de ses annexes.

L'Acquéreur se verra rembourser les sommes versées à la Métropole Aix-Marseille-Provence le jour de la résolution, déduction faite de 10 %, à titre de dommages et intérêts forfaitaires.

Tous les frais seront à la charge du constructeur ou de l'utilisateur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du cessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation.

5 / Vente - Partage des terrains cédés ou loués

Le constructeur ou l'utilisateur est autorisé à céder le terrain à un organisme de crédit-bail, à la condition expresse que celui-ci consente le crédit-bail au profit du constructeur ou de l'utilisateur.

Aucune location des terrains cédés ne pourra être consentie, tant que les obligations du présent CCCT ne sont pas remplies.

En cas de cessions successives, les constructeurs ou utilisateurs successifs seront tenus par les présentes dispositions.

Tout morcellement, quelle qu'en soit la cause, des terrains cédés est interdit, même après réalisation des travaux prévus, sauf autorisation spéciale et expresse accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

6 / Nullité

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par le constructeur ou l'utilisateur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le CCCT, seraient nul et de nul effet.

Cette nullité pourra être évoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de vente par la Métropole Aix-Marseille-Provence ou à défaut par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

7 / Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux dans le cas d'une nullité.

Après achèvement des travaux, le constructeur ou l'utilisateur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des constructions sans en avoir avisé la Métropole Aix-Marseille-Provence au moins deux mois à l'avance.

La Métropole Aix-Marseille Provence pourra jusqu'à l'expiration de ce délai exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un constructeur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

III – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

L'aspect extérieur des constructions devra être amélioré.

Les imitations de matériaux, l'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérées) sont interdits. On fera usage d'enduits colorés de ton clair.

Pour les couvertures sont autorisés :

- L'usage de tuiles (terre cuite ou béton),
- Les toits-terrasse.

Les panachages de couleur sont interdits.

Les clôtures seront de forme simple (murets surmontés d'une lisse de bois ou clôture grillagée fixée sur poteaux métalliques doublée d'une haie vive).

IV – GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

Terrains destinés à être incorporés à la voirie ou aux espaces collectifs

Les espaces plantés figurant au PLU sont destinés à être incorporés dans le Domaine Public de la commune d'Istres.

Annexe : plan de bornage

COMMUNE D'ISTRES

Z.A.C. DU RANQUET

LOT N° 251

Propriété de Mme GIRONES Alice

Cadastre Section DE n° 85 (254m2)

PLAN DE BORNAGE ET DE RECONNAISSANCE DE LIMITES

Accord amiable

La valeur juridique de ce document n'est acquise que s'il a été joint en l'état à un acte authentique
L'authenticité de ce document est exclusivement assurée par la signature originale du Géomètre-Expert D.P.L.G. REPRODUCTION STRICTEMENT RESERVEE

SARL Cabinet MICHELETTI Géomètre-expert D.P.L.G.

10 Bd Jean-Marie L'Huillier - 13800 ISTRES - Tél: 04.42.55.00.83 - Fax: 04.42.56.92.37 - E-mail: jo.micheletti@wanadoo.fr

REFERENCE DOSSIER

11834

REFERENCE FICHIER

11834

Dressé le 16 JANVIER 2019

BUREAU : F. T. TERRAIN : F. T.

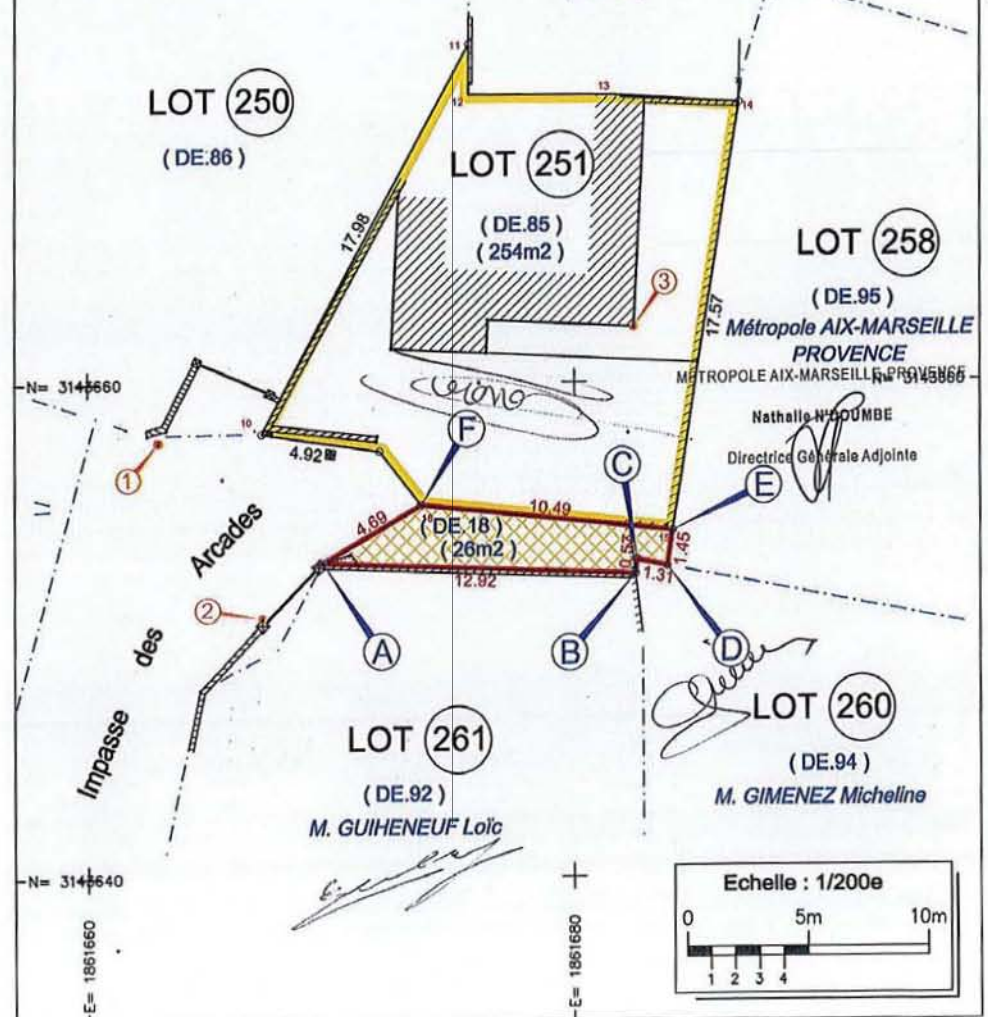
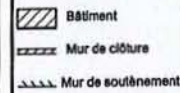
Modifié le	Indice	Objet de la modification



GEOMETRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISEUR GARANTIR

NOTA : Système de coordonnées RGF 93 CC44
Rattachement via Réseau TERIA
Nivellement rattaché au système IGN 69
Application cadastrale :
Classe de précision pour géoréférencement
- Classe 1 (de 0 à 5cm)
- Classe 2 (de 5 à 15cm)
- Classe 3 (au delà)

LEGENDE



Arrêté n° 19/124/CM

Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Berre l'Etang - Procédure de modification n° 2

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n° URB 0001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification de droit commun des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Le courrier de la Commune de Berre l'Etang du 5 décembre 2018 sollicitant l'engagement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Berre l'Etang ;

- La délibération n° 41/19 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Berre l'Etang ;
- La délibération n° URB 012-5748/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Berre l'Etang ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pélissanne en vigueur.

CONSIDÉRANT

- La nécessité d'engager une nouvelle procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Berre l'Etang afin de prendre en compte l'ensemble des adaptations devant être mises en œuvre afin d'accompagner les projets d'aménagement de la Commune ;
- Qu'il apparait en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ces points ;
- Que la modification n° 2 aura dès lors pour effet de modifier le règlement, le zonage, les pièces annexes du Plan Local d'Urbanisme et notamment l'Orientation d'Aménagement et de Programmation « Mauran » du Plan Local d'Urbanisme ;
- Que le projet envisagé ne change pas les orientations définies au Projet d'Aménagement et de Développement Durable, qu'il ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, ou une zone naturelle et forestière, qu'il ne réduit pas une protection ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite du courrier de la Commune de Berre l'Etang en date du 05 décembre 2018, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Berre l'Etang ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Berre l'Etang.

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Berre l'Etang.

Article 2 :

La modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Berre l'Etang doit permettre les adaptations du Plan Local d'Urbanisme suivantes :

- Amélioration de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation « Mauran », en vue d'une meilleure insertion du secteur d'extension urbaine dans le tissu existant ;
- Adaptation du règlement visant à faciliter la réalisation d'équipements publics dans certaines zones, à permettre l'installation de piscines en zone AS (agricole) et la réalisation d'extensions, l'introduction de normes et emplacements de stationnement mieux adaptés, la meilleure gestion des impératifs de limitation de l'imperméabilisation des sols, l'amélioration de la rédaction du règlement afin de clarifier certaines interprétations ;
- Meilleure réponse aux besoins de stationnement public ;
- Mise à jour des annexes relatives aux risques industriels ;

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juin 2019

- Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUd située le long de l'avenue de Sylvanès, en vue de l'accueil d'équipements publics (complexe sportif) et d'habitations ;
- Projet d'instauration d'un Périmètre Délimité des Abords (PDA) autour de la Chapelle Notre-Dame de Caderot (Monument Historique Inscrit) ;
- Prise en compte de différents jugements du Tribunal Administratif dans le cadre de procédures contentieuses sur le PLU (se traduisant notamment par des corrections de zonage) ;
- Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUa, dénommée Hameau de Mauran (parcelles cadastrées CH 501 et CH 418).

Article 3 :

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 juin 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/125/CM

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 187
situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres.
Abroge et remplace le CCCT approuvé par arrêté préfectoral du 22 juin 1990.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'EPAREB ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la ZAC du Ranquet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juin 2019

- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 22 juin 1990 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 187 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres ;
- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications du PAZ ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en SAN Ouest Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Que Madame et Monsieur Suire ont sollicité de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'acquisition des parcelles cadastrées section DE n° 227 et n° 229, d'une superficie totale de 70 m², qui jouxtent leur lot afin de l'agrandir ;
- Que la géométrie du lot n° 187 va en conséquence être modifiée par cette adjonction et que le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé le 22 juin 1990 doit en conséquence être abrogé et remplacé ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le Plan Local d'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 187 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres, qui abroge et remplace le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté préfectoral du 22 juin 1990.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juin 2019

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

VENTE MAMP / lot 187

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Etablissement Public d'Aménagement des Rives de l'Etang de Berre (EPAREB).

L'EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le lot **187** a fait l'objet d'un Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) approuvé par arrêté préfectoral du 22 juin 1990 qui définissait un lot de 237 m² doté d'une surface de plancher de 66 m².

Depuis lors, la modification n° 2 du dossier de réalisation sus visé de la ZAC a modifié le calcul des droits à bâtir des lots de la ZAC, règle intégrée au PLU de la ville d'Istres lors de la révision générale du POS en forme de PLU approuvée le 26 juin 2013.

Par ailleurs, Madame et Monsieur SUIRE ont sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'obtenir la cession d'une emprise complémentaire de 70 m² jouxtant leur lot, constituée des parcelles cadastrées section DE n° 227 et n° 229.

A cette occasion, il convient donc d'approuver la nouvelle composition foncière du lot 187 par un nouveau CCCT qui abroge et remplace le CCCT approuvé le 22 juin 1990 et qui fixe les droits à bâtir du lot tels qu'ils résultent de l'application du PLU opposable.

Le présent CCCT est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1 / Désignation du vendeur et de l'Acquéreur

La présente cession est consentie par la Métropole Aix-Marseille-Provence à :

Madame et Monsieur SUIRE, demeurant : 41 chemin de la digue, ZAC du Ranquet à Istres (13800).

2 / Désignation du ou des terrains

Les parcelles cédées d'une superficie totale de **307 m²**, figurent au cadastre sous la section **DE n° 159, n° 227 et n° 229**. Elles sont situées en zone UDran du PLU de la commune d'Istres et constituent le **lot n° 187** à usage privatif.

3 / Utilisation des terrains

Le terrain susvisé est cédé en vue de l'attribution de droits à bâtir de **90,70 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

4 / Conditions de cession

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PLU, aux délais d'exécution du programme des équipements publics et aux prescriptions techniques urbanistiques et architecturales énoncées au titre III pendant la durée de la réalisation de la zone.

Le présent CCCT comporte les clauses types approuvées par décret en Conseil d'Etat, en application des articles L.411-2 à L.411-4 du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique.

Il détermine les conditions dans lesquelles les cessions, locations ou concessions d'usage sont résolues en cas d'inexécution des charges.

II – DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DES CONSTRUCTEURS OU UTILISATEURS

1 / Obligations de l'Aménageur

L'aménageur s'engage à réaliser les équipements publics et collectifs prévus dans le dossier de Réalisation de la ZAC.

2 / Délais d'exécution

NEANT

3 / Prolongation éventuelle des délais

NEANT

4 / Sanctions à l'égard du constructeur ou de l'utilisateur

En cas d'inobservation de l'une des obligations du CCCT, de l'acte de cession ou de location et de ses annexes, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit décider de la résolution de la vente, soit de l'application de la clause pénale ci-après stipulée:

4.1 Clause Pénale

Si le constructeur ou l'utilisateur ne respecte pas les obligations du présent CCCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours.

Si passé ce nouveau délai, le constructeur ou l'utilisateur ne s'est pas conformé aux termes de la mise en demeure signifiée, la Métropole Aix-Marseille-Provence sera en droit de prétendre à une indemnité irréductible fixée à 1/1000ème du prix de cession hors taxes par jour calendaire de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 % la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra demander la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

4.2 Résolution de la vente

La résolution pourra être demandée de plein droit par décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence, notifiée par acte d'huissier en cas d'inexécution des obligations prévues au présent CCCT.

La résolution pourra également être demandée de plein droit par décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence notifiée par acte d'huissier, en cas de non-paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du CCCT, de l'acte de cession et de ses annexes.

L'Acquéreur se verra rembourser les sommes versées à la Métropole Aix-Marseille-Provence le jour de la résolution, déduction faite de 10 %, à titre de dommages et intérêts forfaitaires.

Tous les frais seront à la charge du constructeur ou de l'utilisateur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du cessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation.

5 / Vente - Partage des terrains cédés ou loués

Le constructeur ou l'utilisateur est autorisé à céder le terrain à un organisme de crédit-bail, à la condition expresse que celui-ci consente le crédit-bail au profit du constructeur ou de l'utilisateur.

Aucune location des terrains cédés ne pourra être consentie, tant que les obligations du présent CCCT ne sont pas remplies.

En cas de cessions successives, les constructeurs ou utilisateurs successifs seront tenus par les présentes dispositions.

Tout morcellement, quelle qu'en soit la cause, des terrains cédés est interdit, même après réalisation des travaux prévus, sauf autorisation spéciale et expresse accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

6 / Nullité

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par le constructeur ou l'utilisateur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le CCCT, seraient nul et de nul effet.

Cette nullité pourra être évoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de vente par la Métropole Aix-Marseille-Provence ou à défaut par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

7 / Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux dans le cas d'une nullité.

Après achèvement des travaux, le constructeur ou l'utilisateur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des constructions sans en avoir avisé la Métropole Aix-Marseille-Provence au moins deux mois à l'avance.

La Métropole Aix-Marseille Provence pourra jusqu'à l'expiration de ce délai exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un constructeur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

III – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

L'aspect extérieur des constructions devra être amélioré.

Les imitations de matériaux, l'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérées) sont interdits. On fera usage d'enduits colorés de ton clair.

Pour les couvertures sont autorisés :

- L'usage de tuiles (terre cuite ou béton),
- Les toits-terrasse.

Les panachages de couleur sont interdits.

Les clôtures seront de forme simple (murets surmontés d'une lisse de bois ou clôture grillagée fixée sur poteaux métalliques doublée d'une haie vive).

IV – GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

Terrains destinés à être incorporés à la voirie ou aux espaces collectifs

Les espaces plantés figurant au PLU sont destinés à être incorporés dans le Domaine Public de la Commune d'Istres.

Annexe : plan de bornage

COMMUNE D'ISTRES
Z.A.C. DU RANQUET
LOT N° 187

PLAN DE BORNAGE

Propriété de Mr SUIRE



Cadastre Section DE N° 159
Superficie = 237 m²

Parcelles à acquérir par M. SUIRE



Cadastre Section DE N° 227-229
Superficie = 70 m²

L'authenticité de ce document est exclusivement assurée par la signature originale du Géomètre-Expert D.P.L.G. REPRODUCTION STRICTEMENT RESERVEE

SARL Cabinet MICHELETTI Géomètre-expert D.P.L.G.

10 Bd Jean-Marie L'Huillier - 13800 ISTRES - Tél: 04.42.55.00.83 - Fax: 04.42.56.92.37 - E.mail: jc.micheletti@wanadoo.fr

REFERENCE DOSSIER

5666

Dressé le

19 avril 2019

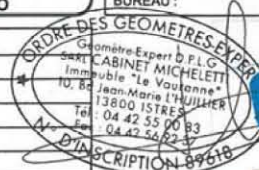
REFERENCE FICHIER

5666

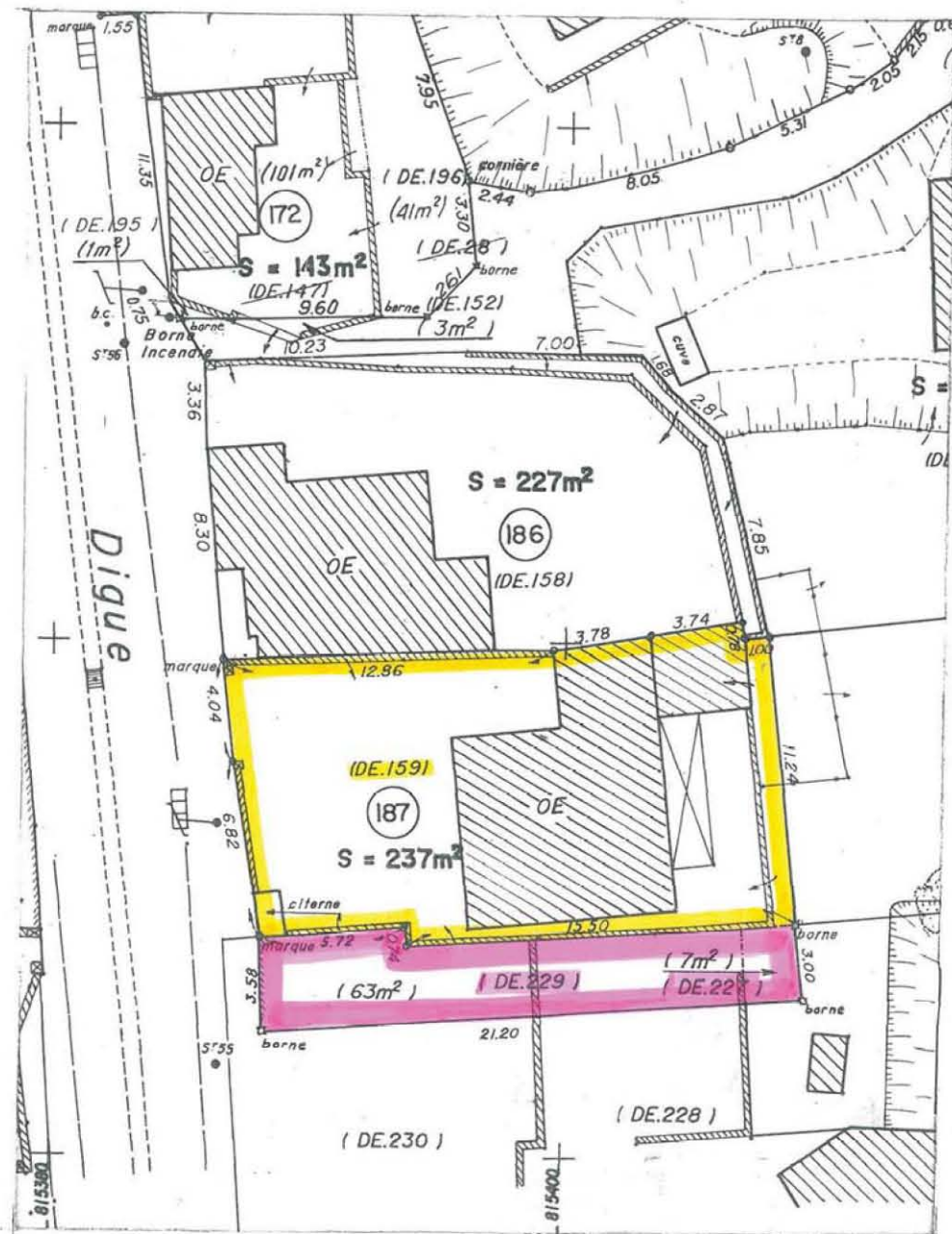
BUREAU :

TERRAIN :

Modifié le	Indice	Objet de la modification



PLAN DE MASSE



ECHELLE 1/200

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juin 2019

DÉCISIONS



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/287/D

Avenant 1 au bail n° 10/1072 - 27 Boulevard Joseph Vernet 13008 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Par acte sous seing privé du 10 mars 2010, la SCPI Edissimo a donné à bail à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (aux droits de laquelle vient désormais la Métropole Aix-Marseille-Provence) divers locaux dans un immeuble sis 27 Boulevard Joseph Vernet à Marseille (13008), à savoir :

- Surfaces de bureaux situées au rez-de-chaussée, 1er, 2ème, 3ème étages, d'une superficie de 2.640 m² environ (dont 76m² de quote-part de parties communes, hall d'entrée et accès étages),
- Surfaces de bureaux et archives, au sous-sol, d'une superficie de 625 m² environ,
- 15 emplacements intérieurs de stationnement (lots n°45 à 59 du règlement de copropriété),
- 53 emplacements extérieurs de stationnement (lots n°88 à 107, 128 à 152, 159 à 163, 171 à 173 du règlement de copropriété),

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Mai 2019

- Mise à disposition de la loge de gardien et de l'emplacement de parking n°90 en contrepartie d'une surveillance pendant les heures de service (8h30-16h45, 5 jours sur 7) de l'intégralité de l'immeuble, d'un rapport de surveillance régulier à destination de la société gestionnaire du site, ainsi que la présentation et le remisage des bacs roulants d'ordures ménagères.

Ce bail a été conclu pour une durée de neuf ans, ayant commencé à courir le 1er avril 2010 et venu à expiration le 31 mars 2019.

Par acte extra-judiciaire délivré par voie d'huissier du 30 mai 2018, le bailleur a délivré à la Métropole Aix-Marseille Provence un congé comportant refus de renouvellement du bail à son échéance.

Nonobstant le congé délivré par le bailleur pour le 1er avril 2019, les parties ont convenu d'une prorogation du bail et d'une résiliation effective à la date du 30 septembre 2019. Par ailleurs, le bailleur a accepté de consentir à la Métropole Aix-Marseille-Provence une possibilité de proroger le bail sur tout ou partie des locaux loués jusqu'au 31 décembre 2019, sous réserve d'en être informé avant le 31 juillet 2019.

L'avenant a pour but de prendre acte de la prorogation des effets du bail.

CONSIDÉRANT

Qu'il y a lieu de conclure un avenant 1 au bail n° 10/1072 du 10 mars 2010 compte tenu de ce qui précède.

DÉCIDE

Article 1 :

Est signé l'avenant n°1 au bail n°10/1072 du 10 mars 2010 afin de proroger ses effets.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 mai 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/288/D

Approbation de la convention temporaire à titre précaire révocable et onéreux relative à la mise à disposition de locaux sis ZAC des Portes de la Mer, 22 avenue Jean Jaurès à Fos-sur-Mer, au bénéfice de la commune de Fos-sur-Mer

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la propriété des personnes publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l’élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire du bien cadastré section BL n° 468 sis 22 avenue Jean Jaurès, ZAC des Portes de la Mer à Fos-sur-Mer ;
- Que la commune de Fos-sur-Mer a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant la mise à disposition de locaux pour les besoins de ses services ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a répondu favorablement à la demande de la commune de Fos-sur-Mer approuvant une convention d’occupation à titre précaire et révocable à son profit.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable de l'immeuble, sis 22 avenue Jean Jaurès, ZAC des Portes de la Mer à Fos-sur-Mer, sur la parcelle cadastrée section BL n° 468, au bénéfice de la commune de Fos-sur-Mer.

Article 2 :

La présente convention est conclue dans le cadre du régime de l'occupation temporaire du domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence. En conséquence, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions relatives à toute réglementation susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux ou tout autre droit sur le bien.

Article 3 :

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de signature et pourra être renouvelée pour la même durée, sur demande expresse du bénéficiaire, dans la limite de deux années au delà de la durée initiale.

Article 4 :

La redevance d'occupation annuelle est fixée à 7 706,16 euros net de TVA.

Article 5 :

La recette correspondante est imputée au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 75, nature 752.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Mai 2019

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE**

La Métropole Aix-Marseille-Provence
Territoire Istres-Ouest Provence
Chemin du Rouquier – BP 10647 - 13808 ISTRES Cedex

Direction des Affaires Immobilières
Tel: 04.42.55.97.83
Fax: 04.42.11.27.91

Entre :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par Madame Martine Vassal, sa présidente, dont le siège est situé BP 48014, 13567 Marseille Cedex 02, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision n° _____ en date du _____

Ci-après dénommé "LA METROPOLE"

D'une part,

Et :

La commune de Fos-sur-Mer, dont le siège est situé Hôtel de Ville, Avenue René Cassin – 13270 Fos-sur-Mer, inscrite au répertoire d'identification des entreprises sous le numéro SIREN 211 300 397, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jean Hetsch élu à cette fonction au terme du tableau du Conseil Municipal du 11 décembre 2018, transmis en Sous-Préfecture le 11 décembre 2018, dûment habilité aux fins de signature des présentes,

ci-après dénommée «L'OCCUPANT»

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bien cadastré section BL n° 468 sis 22 avenue Jean Jaurès, ZAC des Portes de la Mer à Fos-sur-Mer répondant au besoin de locaux exprimé par la commune de Fos-sur-Mer.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est favorable à une mise à disposition desdits locaux au bénéfice de la commune de Fos-sur-Mer.

Il convient alors de formaliser cette mise à disposition par une convention.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : DESTINATION DES LIEUX – JOUISSANCE

LA METROPOLE concède, sous la forme d'une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable à l'occupant qui l'accepte, l'occupation des immeubles désignés et décrits ci-après à l'article 2 pour un usage administratif.

L'OCCUPANT reconnaît expressément que la présente convention, consentie à titre précaire et révocable, ne lui confère aucun droit au maintien dans les lieux et aucun des droits et avantages reconnus au locataire d'immeubles à usage commercial. Par conséquent, il ne saurait se prévaloir, sous quelque forme que ce soit, de la législation applicable aux baux commerciaux régie par les dispositions du décret du 30 septembre 1953.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES LIEUX

Les locaux mis à disposition par la présente convention sont composées de 5 pièces et d'un sanitaire avec WC, et d'une salle d'eau pour une surface totale de 91,74 mètres carrés (cf. plan annexé).

ARTICLE 3 : ETAT DES LIEUX

L'OCCUPANT déclare bien connaître les lieux mis à disposition pour les avoir visités. Il déclare également que LA METROPOLE lui a remis, lors de la signature de la présente convention, un état des lieux établi dans les conditions définies ci-dessous :

Un état des lieux contradictoire établi lors de la remise des clés à L'OCCUPANT.

Au terme de la convention, lors de la restitution des clés par l'OCCUPANT, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec LA METROPOLE huit jours à l'avance, à des heures ouvrables.

L'OCCUPANT s'engage par avance à restituer les lieux en leur état initial. La remise en état sera constatée contradictoirement dès la fin de ce même délai.

A défaut, la collectivité pourra procéder à ces opérations d'office, aux frais et risques de L'OCCUPANT.

Reçu au Contrôle de légalité le 17 mai 2019

ARTICLE 4 : REDEVANCE D'OCCUPATION

Le montant global de la redevance d'occupation annuelle à la prise d'effet de la convention est de 7706,16 euros net.

La redevance est payable annuellement et d'avance à la date anniversaire de la convention, à la réception de l'appel de redevance émis par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le loyer fixé ci-dessus sera révisé automatiquement chaque année à la date anniversaire du contrat en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE. L'indice de référence est celui du 4ème trimestre 2018 (1703).

L'indice à prendre en compte lors de chaque révision sera celui du même trimestre de chaque année.

Il a été convenu qu'aucun dépôt de garantie ne serait versé.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature pour une durée d'un an reconductible tacitement dans la limite de deux périodes.

La présente convention pourra être dénoncée par les parties par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve d'un préavis de six mois.

ARTICLE 6 : ASSURANCE

L'OCCUPANT s'engage à s'assurer contre les risques dont il doit répondre en sa qualité d'occupant : incendie, dégât des eaux, ... et en justifier à LA METROPOLE en lui transmettant, dès son entrée dans les lieux, l'attestation émise par son assureur ou son représentant.

ARTICLE 7 : OBLIGATION DES PARTIES

LA METROPOLE est tenue des obligations suivantes :

- de délivrer à l'occupant les locaux en bon état d'usage et de réparations ainsi que les équipements mentionnés à la convention en bon état de fonctionnement,
- d'entretenir les locaux en état de servir à l'usage prévu par la convention et d'y faire toutes les réparations, autres que celles à la charge de l'occupant, nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux loués,
- de ne pas s'opposer aux aménagements réalisés par l'occupant, dès lors que ceux-ci ne constituent pas une transformation de la chose louée.

L'OCCUPANT est tenu des obligations suivantes :

- de payer la redevance d'occupation aux termes convenus,
- de prendre à son compte les contrats d'eau et d'électricité ainsi que le paiement des abonnements et consommations référencés comme suit :
Numéro de compteur électricité = 702 (PDL/RAE = 25208827703608) – P = 9KW
Numéro de compteur d'eau = 107285 (ancienne réf. Client : 98-9326901662)
- de souscrire une ou des polices d'assurances couvrant les risques locatifs,
- d'user paisiblement des locaux loués suivant la destination qui leur a été donnée par la présente convention,
- de répondre des dégradations et pertes qui pourraient survenir pendant la durée de la convention dans les locaux dont il a la jouissance exclusive, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu par cas de force majeure, par la faute de LA METROPOLE ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans les lieux,
- de prendre à sa charge l'entretien courant des locaux, des équipements mentionnés au contrat et à l'état des lieux, ainsi que les menues réparations et l'ensemble des réparations à sa charge définies par le décret n° 87-712 du 26 août 1987, sauf si celles-ci résultent de la vétusté, malfaçon, vice de construction, cas fortuit ou force majeure
- de laisser exécuter dans les lieux loués les travaux d'amélioration ou nécessaires au maintien en état de l'immeuble ; les dispositions de l'article 1724 du code civil sont applicables à ces travaux
- de ne pas transformer les locaux loués ou leurs équipements sans l'accord écrit de LA METROPOLE ; à défaut de cet accord, LA METROPOLE serait fondée à exiger de l'occupant la remise en état des lieux à son départ ou de conserver à son bénéfice les transformations effectuées sans que l'occupant puisse réclamer une indemnisation pour les frais engagés. LA METROPOLE se réserve la faculté d'exiger la remise en état immédiate des lieux aux frais de l'occupant lorsque les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des lieux loués.

ARTICLE 8 : INCESSIBILITE ET INTRANSMISSIBILITE

La présente convention est conclue intuitu personae avec l'OCCUPANT.

L'OCCUPANT pourra mettre à disposition d'associations d'intérêt général pour l'exercice d'activités conformes dans leur destination et leur nature à l'article 1.

Cette mise à disposition cessera d'avoir effet au plus tard à la même date que la présente convention et reprendra l'ensemble des clauses de résiliation figurant à l'article 9.

ARTICLE 9 : CLAUSE RESOLUTOIRE

En cas d'inexécution d'une seule des conditions du présent contrat et après une simple sommation d'exécution demeurée sans effet, ladite convention sera résiliée immédiatement et de plein droit, sans formalité judiciaire par LA METROPOLE, et sans que cette dernière ait à faire la preuve d'aucun préjudice.

ARTICLE 10 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Tous différends relatifs à l'exécution de la présente autorisation seront soumis à la juridiction du tribunal de Grande Instance dont le siège est situé à Marseille.

ARTICLE 11 : ELECTION DE DOMICILE

Les parties signataires des présentes font élection de domicile aux adresses mentionnées en en-tête des présentes.

ARTICLE 12 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

ARTICLE 13 : ANNEXES

- décision n° _____ du _____ autorisant la présente convention.
- état des lieux
- plan des locaux

Fait à Marseille, le

en 2 exemplaires originaux.

Le Maire de Fos-sur-Mer

**La Présidente de la Métropole
Aix-Marseille-Provence**

Monsieur Jean HETSCH

Madame Martine VASSAL

Décision n° 19/289/D

Convention d'occupation pour la mise à disposition des locaux situés 40 rue Fauchier - 13002 Marseille à la Métropole Aix-Marseille Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

La Ville de Marseille est locataire des locaux d'un immeuble situé sur les parcelles cadastrées 202 810 C0086, C0087, C0088, C0089, sises 40 rue Fauchier 13002 Marseille, pour une superficie totale d'environ 680 m².

La Ville de Marseille met à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence ces locaux désignés comme suit :

- 7 bureaux dans l'immeuble A (bureaux A219, A220, A222, A224 à A227),
- 29 bureaux dans l'immeuble B (B228 à B231, B234 à B239, B244 à B247, B251, B253 à B259, B261, B263 à B268),
- 9 bureaux dans l'immeuble C (C277 à C280, C271, C273 à C275),
- 2 bureaux à occupation mixte (B341b, B331, C269),

Ainsi que 11 places de parking (n°3-6-9-27-28-29-42-55-60-61-64).

Par conséquent, il convient de signer une convention d'occupation précaire avec la Ville de Marseille, locataire desdits locaux, pour leur mise à disposition à compter du 1^{er} juillet 2018 selon les conditions suivantes :

Durée :

La convention est conclue jusqu'à la fin du bail entre la Ville de Marseille et la SCI ANF, le propriétaire, soit le 30 septembre 2019.

Indemnité d'occupation :

L'occupant est redevable d'une indemnité trimestrielle d'occupation dont le montant hors taxe est fixé à 48 953,20 euros pour ce qui concerne les locaux à usage de bureaux, et 16 500 euros pour ce qui concerne les parkings, payable par trimestre d'avance.

Charges :

L'occupant est redevable d'un forfait pour charges dont le montant est à ce jour fixé à 75,75 euros/m²/an soit 12 877,50 euros par trimestre susceptible d'une régularisation annuelle.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer une convention d'occupation précaire pour que les locaux de l'immeuble situé sur les parcelles cadastrées C0086, C0087, C0088, C0089 sises 40 rue Fauchier – 13002 Marseille soient mis à disposition de la Métropole Aix-Marseille Provence pour le fonctionnement de ses services.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation précaire avec la ville de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le, 17 mai 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/295/D

Bail civil avec Sibacom pour la location de bureaux - 316 chemin de la maisonnette, 13760 Saint Cannat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Les agents du service Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (GEMAPI), actuellement logés dans des locaux de la ville de Pelissanne doivent quitter les lieux, la commune souhaitant récupérer ses bureaux ;

Après plusieurs visites, les locaux situés sur la commune de Saint Cannat correspondent au besoin du service à la fois en termes d'emplacement géographique et de surface.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer un bail pour la location de bureaux afin d'accueillir les agents GEMAPI de la Touloubre actuellement basés dans des locaux mis à disposition par la Mairie de Pelissanne.

DECIDE

Article 1 :

Est signé un bail civil pour la location de bureaux à Saint-Cannat avec la SIBACOM à effet au 22 mai 2019 pour reloger les agents du service de la Gestion des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations.

Article 2 :

Le présent bail est conclu pour une durée de 9 ans dont 3 ans ferme moyennant le paiement d'un loyer principal, annuel, hors charges et hors taxes de 19 584 euros.

A l'issue des 3 premières années le loyer sera ramené à 17000 euros hors charges et hors taxes.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, annexe GEMAPI.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Mai 2019

ENTRE LES SOUSSIGNES

SIBACOM – au capital de 7 622,45€ immatriculée au Registre du commerce sous le numéro 43309064400017 ayant son siège social à LAMBESC 28 ZA du Bertoire, 13410 LAMBESC

Ci-après dénommée « *LE BAILLEUR* »

Représentée par **M. BATTUT Benjamin**, dûment habilité à la signature des présentes,

D'UNE PART

ET

La **METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE** collectivité territoriale, personne morale de droit public, dont le siège social est situé à Marseille (13007), 58 Boulevard Charles Livon, identifiée au répertoire SIRENE sous le numéro 200 054 807,

Ci-après désignée par les termes « *LE PRENEUR* »

Représentée par sa Présidente Madame Martine VASSAL, dûment habilitée à l'effet des présentes.

D'AUTRE PART

ILYADE, Société à Responsabilité Limitée au capital de 8.000 Euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aix-en-Provence sous le numéro **484 729 009**, ayant son siège social au 21, Rue Frédéric Joliot 13290 Aix-en-Provence, titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur Immeubles et Fonds de Commerce » n° **A06-4312** délivrée par la Préfecture des BOUCHES DU RHÔNE,

Représentée par **Monsieur Olivier de GABRIAC**, dûment habilité.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

CONDITIONS PARTICULIERES

Le bailleur donne à bail au preneur qui accepte, moyennant les charges, clauses et conditions ci-après stipulées, les bureaux ci-dessous désignés :

I – DESIGNATION

Nature : **BUREAUX**

Adresse : **316 chemin de la maisonnette, 13760 SAINT CANNAT**

Surface : **136 m² ENVIRON**

Les locaux objets du présent bail sont les suivants, situés au sein de l'immeuble décrit au paragraphe I de l'Exposé :

- Bureaux situés au 1er étage
- Accès direct par 1 escalier
- 4 pièces
- 1 couloir
- 1 local technique annexe
- 5 places de parking (parking non sécurisé) à usage exclusif

La présente location comprend l'usage de sanitaires, situés sur le palier commun avec le locataire voisin.

Tels au surplus que lesdits locaux se poursuivent et comportent, Le Preneur déclarant parfaitement les connaître, et les acceptant dans l'état où ils se trouvent, sans répétition ni recours d'aucune sorte.

Au démarrage du bail un état des lieux sera dressé par le bailleur ou son représentant.

II - DUREE

2.1 DUREE

Le présent bail est consenti et accepté pour une durée de neuf **(9)** années entières et consécutives dont trois (3) années fermes, commençant à courir le 22 mai 2019.

Le Preneur aura seul la faculté de donner congé à l'expiration d'une période de trois (3) années fermes , soit le 23 mai 2022 par exploit d'huissier signifié au moins six (6) mois à l'avance.

2.2 DROIT AU RENOUVELLEMENT

De convention expresse, et déterminante, le Bailleur s'engage irrévocablement à accorder au Preneur le droit au renouvellement du bail à son expiration tel que ce droit est défini par les dispositions du Code du Commerce et ce même si le Preneur n'a pas la qualité de commerçant et qu'il n'exploitera pas un fonds de commerce dans les lieux loués.

En conséquence, le Preneur pourra exiger le moment venu, dans les conditions prévues ci-après, le renouvellement du présent bail, le Bailleur renonçant d'ores et déjà et ce, à titre de condition déterminante de l'engagement du Preneur, à invoquer le défaut de qualité de commerçant du Preneur, son défaut d'exploitation commerciale, son absence d'inscription au Registre du commerce et des Sociétés au titre des locaux loués, son absence de propriété d'un fonds de commerce exploité, l'éventuelle sous location ou prêt, partiel ou total desdits lieux loués, pour dénier au Preneur le droit au renouvellement du présent Bail.

La demande de renouvellement sera signifiée par le Preneur au Bailleur par exploit d'huissier au moins six (6) mois avant expiration du bail. En cas de refus du Bailleur de consentir au renouvellement du bail, les parties conviennent, à titre de disposition déterminante des présentes, qu'il sera fait application des dispositions de l'article L.145-14 du Code du Commerce alinéa 1 et versé au Preneur une indemnité d'éviction égale à l'ensemble des chefs de préjudice subis par le Preneur.

Pour le renouvellement et la fixation du montant du loyer renouvelé, il sera fait application des règles afférentes et relatives aux baux commerciaux pour les locaux à usage exclusif de bureaux.

Il est toutefois convenu que les améliorations apportées par le Preneur aux lieux loués ou les travaux d'adaptation des locaux à leur destination contractuelle ne pourront pas être pris en compte pour l'appréciation de la valeur locative des lieux lors du calcul du loyer de renouvellement.

D'une façon générale, le renouvellement implique la reconduction, dans les mêmes termes, de toutes les dispositions du présent bail (cela compris le présent article IX mais à l'exception toutefois de celles relatives au montant du loyer qui sera réévalué pour les besoins du renouvellement).

III – DESTINATION

Le preneur ne pourra utiliser les lieux loués qu'à usage exclusif de bureaux.

Le preneur devra faire son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives requises pour l'exploitation de son activité, comme du paiement de toutes sommes, redevances, taxes et autres droits afférents à l'utilisation des locaux.

Il devra également faire son affaire personnelle de tous griefs qui seraient formulés par des tiers en raison de ladite activité, de telle sorte que le bailleur ne soit jamais inquiété et soit garanti de toutes les conséquences susceptibles d'en résulter.

IV - LOYER

Le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer principal, annuel, hors charges et hors taxes de **19 584 €** (dix-neuf mille cinq cent quatre-vingt-quatre euros) payable trimestriellement et d'avance au domicile du bailleur ou de son représentant, le premier jour ouvrable de chaque trimestre civil.

De convention express entre les parties ce loyer s'applique à la première période triennale. A l'issue des 3 premières années le loyer annuel sera ramené à 17000€ (dix-sept mille euros) hors charges et hors taxes, payable selon les modalités indiquées à l'alinéa ci-dessus.

La présente location est assujettie à la TVA. Le preneur acquittera en conséquence, en sus du loyer et de ses accessoires (dont notamment les remboursements de taxes et charges de l'immeuble) le montant de la TVA ou de toute autre taxe nouvelle, complémentaire ou de substitution, au taux légalement en vigueur lors de chaque facturation.

Dans l'hypothèse où le présent bail cesserait d'être assujéti à la TVA, le loyer et ses accessoires donnera lieu au paiement de la contribution sur les revenus locatifs ou de tout autre droit ou taxe de remplacement ou de substitution, qui sera supportée par le preneur, si les locaux s'y trouvent assujettis.

Le Preneur s'oblige à payer les loyers et ses accessoires au Bailleur, à son domicile ou à celui de son mandataire, avec les taxes et droits y afférents, par trimestre et d'avance. Tout retard de paiement donnera lieu de plein droit à paiement d'intérêts au taux de 2% par mois, à courir jusqu'à paiement complet et qui sera ajouté au loyer du trimestre suivant, sans faire obstacle à l'application des dispositions de l'article "Clause Résolutoire" ci après.

V - INDEXATION

Le loyer ci-dessus sera indexé en fonction de la variation de l'indice des loyers des activités tertiaires (ILAT), l'indexation intervenant de plein droit, sans qu'il soit nécessaire pour le bailleur de formaliser une demande préalable, tous les ans, à la date anniversaire de la prise d'effet du bail.

Lors de la première échéance d'indexation, le calcul de l'indexation s'effectuera par comparaison entre l'indice du 4e trimestre 2018 soit 113.30 (indice de base) et l'indice correspondant de l'année suivante (indice de comparaison), et pour les années suivantes, l'indice de comparaison utilisé l'année précédente servira d'indice de base, l'indexation étant calculée en fonction de la variation entre cet indice et l'indice strictement correspondant de l'année suivante, de telle manière que chaque année, la période de variation entre les indices corresponde toujours à une année.

Dans l'hypothèse où l'indice ci-dessus ne pourrait être appliqué, pour quelque raison de ce soit, les parties conviennent qu'il serait alors fait application de plein droit de l'indice légal de substitution, ou à défaut de celui le plus voisin parmi ceux existants à ladite époque.

A défaut d'accord entre les parties pour le choix dudit indice de substitution, il sera déterminé par mandataire commun choisi d'un commun accord ou à défaut, désigné par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu de situation de l'immeuble, saisi sur requête, par la partie

la plus diligente, les frais et honoraires de l'expert mandataire commun étant partagés par moitié entre les parties.

Il est expressément convenu que la présente clause d'indexation constitue une condition essentielle et déterminante du présent bail, sans laquelle celui-ci n'aurait pas été conclu.

VI – CHARGES ET TAXES

Le preneur devra satisfaire à toutes les charges de police, de ville et de voirie dont les locataires sont ordinairement tenus et acquitter exactement ses contributions personnelles, les taxes locatives et notamment la taxe sur les ordures ménagères, la contribution économique territoriale et tous autres impôts à la charge des locataires, de manière que le bailleur ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet, et en justifier au bailleur à toute réquisition.

Le preneur devra satisfaire aux charges liées directement à son activité. Ceci concerne en particulier les abonnements et consommations électrique et téléphonique.

Il remboursera en outre, dans les mêmes conditions, sa quote-part de tous impôts, taxes et redevances liés à l'usage du local ou de l'immeuble ou à un service dont le locataire bénéficie directement ou indirectement, tels qu'énumérés dans l'inventaire évoqué ci-après, outre tous impôts, taxes et redevances nouveaux portés à la connaissance du Preneur par le Bailleur en cours de bail.

Il sera demandé au preneur de verser d'avance et au début de chaque trimestre, une provision correspondant au quart du montant des charges de l'année civile écoulée, une régularisation étant effectuée chaque année, après reddition des comptes afférents à l'exercice écoulé, l'éventuel trop perçu étant déduit, ou au contraire le complément étant facturé, lors de l'appel du terme trimestriel suivant ladite régularisation. Le montant prévisionnel des charges (provision pour taxe foncière incluse) est de **3.264,00€ H.T soit 816,00€ H.T. par trimestre.**

Ces charges incluent la consommation d'électricité, d'eau, l'entretien des communs, la cote part de taxe foncière. Lorsque le compteur électrique, spécifique aux locaux pris à bail, sera ouvert et l'abonnement transféré au Preneur, le montant prévisionnel des charges sera proportionnellement révisé .

VII – DEPOT DE GARANTIE

Pour la garantie de l'exécution des obligations lui incombant aux termes des présentes, le preneur verse ce jour au bailleur qui lui en donne quittance sous réserve d'encaissement, la somme de **4.896,00€** (quatre mille huit cent quatre-vingt-seize euros) laquelle correspond à un terme de loyer en principal.

Le montant du dépôt de garantie sera augmenté ou diminué à l'occasion de chaque modification du taux du loyer, de façon à demeurer égal à tout moment au même nombre de termes trimestriels ; il sera conservé par le bailleur pendant toute la durée du bail éventuellement prorogé, reconduit ou renouvelé, sans porter intérêts, et ne sera remboursable, sans imputation possible du dernier terme, qu'en fin de jouissance du locataire après déduction de toutes sommes pouvant être dues à titre de loyers, charges, impôts remboursables, réparations, indemnités d'occupation et à tous autres titres.

En cas de procédure collective du preneur, une compensation s'opérera de plein droit, entre le montant du dépôt de garantie et les sommes dues par le preneur au titre de la période antérieure au jugement d'ouverture de la procédure collective, étant précisé qu'en chaque hypothèse de consommation totale ou partielle du dépôt de garantie, celui-ci devra être immédiatement reconstitué entre les mains du bailleur, pour correspondre au même nombre de termes trimestriels.

CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

Le présent bail est d'autre part consenti et accepté sous les charges et conditions ordinaires résultant de la loi et des usages, ainsi qu'aux conditions ci-après stipulées, le preneur s'obligeant à :

VIII – MODALITES D'OCCUPATION

Le preneur devra se conformer à la législation et la réglementation en vigueur notamment :

- Ne pouvoir faire dans les lieux loués aucune vente publique de meubles, ou matériels.
- S'abstenir de jeter ou laisser jeter des produits corrosifs dans les égouts, vide-ordures et canalisations et ne rien faire d'une manière générale qui puisse les boucher, ou provoquer le gel des canalisations.
- S'abstenir de jeter ses déchets dans les récipients destinés à recevoir les déchets ménagers et se munir de tous récipients réglementaires, le preneur devant en outre assurer le remisage, le nettoyage, la sortie et la rentrée desdits récipients aux heures réglementaires, de telle manière que le bailleur ne puisse en aucun cas être inquiété ou recherché à ce sujet.
- Déclarer à la Mairie et au Bailleur, l'existence d'un foyer de contamination par les termites ou tout autre insecte xylophage en cas de découverte d'une telle contamination.

VII – ENTRETIEN – REPARATIONS – MISE EN CONFORMITE

Le Preneur devra prendre les lieux dans l'état où ils se trouveront lors de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exiger du bailleur, tant lors de l'entrée en jouissance qu'en cours de bail, aucuns travaux, ni remise en état ;

Lors de l'état des lieux d'entrée, une visite des installations techniques sera effectuée en présence d'un représentant du bailleur.

Le Preneur devra Informer le bailleur sans délai de toutes réparations qui pourraient incomber à ce dernier, comme de tout sinistre ou dégradation s'étant produits dans les lieux loués sous peine d'être tenu de l'indemniser du préjudice pouvant résulter pour lui du sinistre et de son défaut de déclaration en temps utile à la compagnie d'assurance.

De la même manière, Le Bailleur devra informer le Preneur de toute dégradation existante notamment au niveau des réseaux d'eau et d'électricité.

VIII – TRAVAUX

A la signature du bail, le bailleur entreprendra les travaux suivants :

- Création d'un compteur électrique indépendant pour la partie des locaux loués à la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Installation d'une climatisation réversible dans les locaux et le local informatique (3 Split)
- Séparation du lot avec le lot voisin notamment par le remplacement de la porte de jonction par un mur coupe-feu,
- Séparation en 2 de la pièce contenant le matériel informatique,
- Séparation des réseaux courant fort et courant faible pour toutes les installations,
- Installation d'un évier et de l'ECS (eau chaude et eau froide) avec meuble sur le mur de séparation avec les sanitaires,
- Mise en conformité électrique des locaux, réalisation de prises électriques complémentaires nécessaires à l'installation de 8 postes de travail (4 prises par poste) et mise en place de luminaires dans le couloir d'entrée.

En dehors de ces travaux le bailleur précise ne pas avoir réalisé d'autres travaux depuis 3 ans et ne pas envisager d'autres travaux dans les 3 années suivantes.

IX – ASSURANCES - RESPONSABILITE

1°) Assurances

1.1 Assurance du bailleur

Le bailleur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en sa qualité de propriétaire.

Le Bailleur fournira les coordonnées de son assureur au Preneur, ainsi que le n° de contrat de la R.C. des lieux.

1.2 Assurance du preneur

1°) Le Preneur devra faire assurer contre tout dommage résultant de l'incendie, fumées, dommages électriques, explosions, foudre, bris, vol, dégâts des eaux, inondations, refoulement d'égout et canalisations, effondrement, les installations, constructions et aménagements éventuellement effectués dans les locaux loués, son mobilier, son matériel,

Ainsi que les risques locatifs, la responsabilité civile et le recours des voisins auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.

Le Preneur devra faire assurer les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir du fait de son activité dans les locaux, notamment à l'égard des voisins et des tiers en général.

Il devra justifier de la souscription de ces polices et de leur maintien ainsi que de l'acquit des primes à toute réquisition du bailleur pendant la durée du bail et ses éventuels renouvellements.

Le Preneur s'oblige d'autre part à rembourser au bailleur et/ou le garantir contre toute réclamation d'autres locataires ou voisins, dans l'hypothèse où l'activité du preneur entraînerait, soit pour le bailleur, soit pour des tiers, une surprime d'assurances.

1.3 Renonciation à recours

Le Preneur s'engage pour lui-même et pour ses assureurs à renoncer à tout recours contre le bailleur et ses assureurs du fait de la destruction ou de la détérioration totale ou partielle de tous matériels, objets mobiliers et valeurs quelconques, du fait de la privation ou de troubles de jouissance des lieux loués et même en cas de perte totale ou partielle des moyens d'exploitation, y compris les éléments incorporels.

Le bailleur et ses assureurs renoncent en contrepartie à tous recours qu'ils seraient en droit d'exercer contre Le Preneur et ses assureurs.

1.4 Responsabilité

2°) Le Preneur renonce à tout recours en responsabilité contre le bailleur et à solliciter une indemnité ou une diminution du loyer :

a) en cas de vol, ou tout autre acte délictueux dont Le Preneur, son personnel ou ses clients, pourraient être victimes dans les lieux loués ou les parties communes de l'immeuble, le bailleur n'assumant notamment aucune obligation de surveillance, ni de gardiennage.

a) en cas d'agissements engageant la responsabilité de tiers, qu'ils soient ou non occupants de l'immeuble, Le Preneur devant faire son affaire personnelle des recours engagés contre l'auteur desdits agissements,

b) en cas de dégâts causés aux lieux loués et aux objets mobiliers, matériels et aménagements s'y trouvant, par suite de fuites, infiltrations, humidité, gel, etc..., Le Preneur devant s'assurer contre ces risques sans recours contre le bailleur, le bailleur ne pouvant en aucun cas, en particulier, être tenu pour responsable d'une insuffisance d'aération, d'éclairage ou de l'impossibilité d'évacuer les eaux usées, dans l'hypothèse où les locaux loués comporteraient un local en sous-sol,

c) en cas d'arrêt, même prolongé, dans le service de l'électricité, de l'eau, du gaz, du chauffage ou du fonctionnement de l'ascenseur ou de tous autres services de l'immeuble.

X- DROIT DE PREEMPTION DU PRENEUR EN CAS DE VENTE

Il ne ressort pas de l'Article L145-46-1 du code de commerce que ce local soit visé par le droit de préemption.

En conséquence il n'existe aucun droit de préemption du preneur dans le cadre de ce bail.

Cela ne fera pas obstacle à la faculté dont disposera le locataire de formuler une offre d'achat des Locaux, soit à l'occasion d'une vente projetée par le propriétaire, soit à tout moment. De la même manière, cette dérogation n'interdira pas au Bailleur de formuler s'il le souhaite, à tout moment, auprès du Locataire une offre de vente des Locaux.

XI – CLAUSE RESOLUTOIRE

Il est expressément convenu qu'à défaut de paiement à son échéance de toutes sommes dues en vertu du présent bail, qu'il s'agisse des loyers et/ou indemnités d'occupation, ou des accessoires, tels que charges, taxes, pénalités, intérêts, frais de poursuite, comme à défaut de paiement de tous arriérés dus par suite d'indexation, de révision ou de renouvellement, ou en cas d'inexécution d'une seule des conditions du bail, un mois après une mise en demeure restée infructueuse, le présent bail sera résilié de plein droit, si bon semble au bailleur, même dans le cas de paiement ou d'exécution postérieurs à l'expiration du délai du mois.

Il suffira d'une simple ordonnance rendue par le magistrat des référés auquel les parties attribuent en tant que de besoin expressément compétence, prescrivant l'expulsion du preneur, pour poursuivre cette dernière.

XII - SANCTIONS

A défaut de paiement à leur échéance, de toutes sommes dues en vertu du présent bail, huit jours après une simple lettre recommandée demeurée sans suite, les sommes dues seront automatiquement majorées de 10 %, ladite majoration restant indépendante d'un intérêt de retard conventionnellement fixé au taux de base bancaire majoré de trois points et de l'obligation pour Le Preneur de régler l'intégralité des honoraires et frais de procédure, en ce compris les frais de commandement et de recettes.

XIII – INDEMNITE D'OCCUPATION

L'indemnité d'occupation à la charge du preneur, en cas de maintien dans les lieux sans droit ni titre, sera établie forfaitairement.

Cette indemnité est due dès le jour suivant la fin de la location et ce jusqu'au jour de la restitution des locaux. Les charges demeurent également dues jusqu'au jour où les lieux sont restitués au bailleur.

XIV– RESTITUTION DES LIEUX

1°) Le Preneur devra préalablement à tout déménagement, justifier du paiement de toutes contributions à sa charge, ainsi que de toutes facturations correspondant aux abonnements et consommations de gaz, électricité, téléphone et autres ; il devra également être à jour de tous arriérés de loyers et accessoires.

A cet effet, au plus tard le jour de l'expiration de la location, un état des lieux sera dressé par le bailleur ou son représentant en présence du Preneur ou par son représentant. Un relevé du compteur d'eau sera établi à la sortie tout comme à l'entrée, la consommation d'eau étant à la charge du Preneur.

XV – DISPOSITIONS DIVERSES

1) Etat des risques miniers, naturels et technologiques

En application de l'article L.125-5 du Code de l'environnement, un état des risques miniers, naturels, technologiques ou sismique établi depuis moins de six mois est annexé aux présentes dans l'hypothèse où les locaux loués sont situés dans une zone couverte par un Plan de Prévention des Risques Technologiques ou par un Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles, prescrits ou approuvés ou dans une zone de sismicité définie par décret.

Le Preneur reconnaît en avoir pris connaissance et s'interdit tout recours à ce sujet envers le bailleur.

Le bailleur déclare d'autre part qu'à sa connaissance, le bien donné à bail n'a fait l'objet d'aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité résultant d'une catastrophe naturelle et/ou technologique, en application notamment des articles L.125-1 alinéa 3 et L.125-2 du code des assurances, survenu depuis qu'il est propriétaire des locaux.

2) Diagnostic de Performance Energétique (DPE)

Le DPE est annexé aux présentes.

3) Visite des lieux

Le Preneur s'engage à laisser au Bailleur ou à son représentant, valablement mandaté, le libre accès des locaux chaque fois que ce dernier le jugera utile, notamment en cas de travaux à exécuter.

Etant précisé que sauf cas d'urgence caractérisée, le Preneur sera informé 48 heures préalablement à la visite. Le Bailleur prendra les dispositions nécessaires pour perturber le moins possible l'activité du Preneur.

4) Changement d'état civil

Le Preneur s'engage à notifier au bailleur par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois de l'événement, tout changement d'état civil et toute modification au registre du commerce ou au répertoire des métiers.

5) Indivisibilité

Le bail est déclaré indivisible au seul bénéfice du bailleur et en cas de copreneurs, leur obligation sera réputée indivisible et solidaire.

XVI – SUBSTITUTION DU BAILLEUR

Pendant la durée du bail et de ses éventuels renouvellements, si le bailleur transfère la propriété de l'immeuble objet des présentes, par tous moyens de droit, à un tiers de son choix, qu'il s'agisse d'une personne morale ou d'une personne physique, cette dernière se trouvera de plein droit subrogée au bailleur, lors de ce transfert, dans tous les droits et obligations résultant du présent bail tant activement que passivement, sans que cette substitution d'ores et déjà acceptée par Le Preneur n'entraîne novation au présent bail.

XVII – FRAIS d'AGENCE

Les frais, droits et honoraires des présentes, et notamment les honoraires dus à **ILYADE** ainsi que ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge du bailleur et du preneur qui s'y obligent :

Honoraires de commercialisation bailleur : **2.937,60 € HT**

Honoraires de commercialisation preneur : **2.937,60 € HT**

XVIII – DROIT APPLICABLE - DEROGATIONS AU CODE CIVIL

Le présent bail et tous ses renouvellements successifs sont soumis au droit français.

Par dérogation expresse aux dispositions des articles 1219, 1220 et 1223 du Code civil, chaque Partie s'oblige à exécuter pleinement et intégralement l'ensemble de ses obligations stipulées au bail, sans pouvoir ni opposer unilatéralement à l'autre Partie une quelconque exception d'inexécution, ni suspendre l'exécution de ses obligations, ni accepter une exécution imparfaite du bail avec réduction proportionnelle du prix, et ce pour quelque motif et en quelque circonstance que ce soit.

Les Parties renoncent par ailleurs à résoudre unilatéralement le bail dans les conditions prévues aux articles 1217, 1224 et 1226 du Code civil, pour quelque cause que ce soit, la Partie non défaillante gardant toutefois la faculté de demander judiciairement la résiliation du bail au cas où un tel manquement serait avéré.

La présente clause s'entend également sans préjudice de la faculté pour le Bailleur de demander l'application de la clause résolutoire et sans préjudice pour le Preneur de demander l'application des clauses du présent bail prévoyant la résiliation de plein droit du bail au bénéfice du Preneur lesquelles demeureront applicables en tout état de cause, ce que les Parties reconnaissent.

Fait à SAINT CANNAT le.....

En 3 exemplaires

SIBACOM - Bailleur

Représentée par M.

Preneur

Représentée par M

Annexe 1 : ERP

Annexe 2 : DPE

Annexe 3 : Etat des charges

Annexe 4 : Etat des lieux

Décision n° 19/310/D

Convention d'occupation temporaire d'un bureau situé sous le n° 129 dans l'Hôtel Technoptic à l'établissement Nabu and Co

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'immeuble Hôtel Tecnoptic d'une surface de 3300 m² consacrée à l'accueil d'entreprises innovantes ;
- Qu'un bureau individualisé sous le lot n° 129 est libre d'occupation ;
- Que l'établissement NABU AND CO, représentée par Madame Lorène Dulin, souhaite occuper une surface pour le développement de son activité ;
- Qu'il est proposé de consentir une convention d'occupation temporaire pour un loyer de 80 euros m²/HT/HC/an ;
- Que la convention d'occupation temporaire prendra effet à compter du 2 mai 2019 et se terminera le 1^{er} mai 2022.

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée à titre onéreux l'utilisation du lot n° 129 sis à l'Hôtel Technoptic – 2 Rue Marc Donadille – 13013 Marseille par l'établissement Nabu AND Co.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole : sous – politique B330 – Service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 mai 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/314/D

Convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un terrain appartenant à la Résidence Les Eaux Vives.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5 km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Le projet du Boulevard Urbain Sud impacte La Résidence Les Eaux Vives et nécessite le déplacement de l'accès à la Résidence.

Dans le cadre de la réalisation de ce nouvel accès, la Métropole s'est rapprochée de la Résidence Les Eaux Vives et a sollicité son autorisation pour occuper temporairement le terrain permettant d'exécuter les travaux.

Les conditions d'occupation sont les suivantes :

- Durée initiale de deux mois, renouvelable expressément par période d'un mois jusqu'à l'achèvement des travaux du nouvel accès à la résidence.
- Conditions financières : l'occupation temporaire est consentie à titre gratuit par la résidence Les Eaux Vives

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation des travaux du Boulevard Urbain Sud (Marseille, 10^{ème} arrondissement) il est nécessaire de déplacer l'accès à la Résidence Les Eaux Vives.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée par la Résidence Les Eaux Vives à occuper temporairement, et pour une durée initiale de deux mois l'emprise nécessaire à la réalisation du nouvel accès à la Résidence Les Eaux Vives.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec la Résidence Les Eaux Vives, pour une durée initiale de deux mois.

Article 2 :

Cette convention est conclue à titre gracieux.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 mai 2019

Martine VASSAL

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN TERRAIN
APPARTENANT A LA RESIDENCE « LES EAUX VIVES »**

**Boulevard Urbain Sud à Marseille (10ème arrondissement)
Travaux d'aménagement de la Résidence Les Eaux Vives**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le syndicat des copropriétaires de l'immeuble dénommé « Résidence Les Eaux Vives », sis à Marseille (10ème) 240-248 et 254 avenue Paul Claudel, ledit syndicat des copropriétaires représenté par la Société à Responsabilité Limitée dénommée MARSEILLE SUD GESTION IMMOBILIERE dont l'établissement principal est dénommé « LEANDRI IMMOBILIERE » dont le siège social est situé à Marseille (8ème) 57/59 rue du Rouet, pris en sa qualité de syndic nommé aux dites fonctions suivant délibération à l'Assemblée Générale des copropriétaires en date du 10 mai 2017, et, spécialement habilité à l'effet des présentes suivant délibération de l'Assemblée Générale en date du 14 mai 2018.

La « SARL MARSEILLE SUD GESTION IMMOBILIERE » ou « LEANDRI IMMOBILIERE » représentée par Monsieur Laurent LEANDRI agissant lui-même en sa qualité de gérant de ladite société et, ayant tous pouvoirs en vertu de son statut.

Ci-après dénommée « les Copropriétaires »

D'une part

ET :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement de coopération intercommunale, ayant son siège à Marseille (13007) 58 boulevard Charles Livon, identifiée sous le numéro SIREN 200 054 807 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille.

Représentée par sa Présidente en exercice, ou son représentant, dûment habilité pour intervenir en cette qualité aux présentes, et domiciliée au dit siège ;

Ci-après dénommée « la Métropole » ou « l'Occupant »

D'autre part

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le Maitre d'Ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (BUS) sur la commune de MARSEILLE.

D'une longueur totale de 8,5 km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de



l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général de compléter le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- contourner le centre-ville,
- désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Le projet du Boulevard Urbain Sud impacte la « Résidence Les Eaux Vives » pour laquelle un protocole foncier a été établi entre la Métropole et la Résidence les Eaux Vives. Cet impact entraîne le déplacement de l'accès actuel à la Résidence ainsi que les aménagements induits.

Ces travaux nécessitent l'intervention des services métropolitains et des entreprises désignées par la Métropole sur les terrains appartenant à la « Résidence Les Eaux Vives » afin de permettre leur réalisation.

C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille Provence sollicite auprès des copropriétaires une autorisation d'occupation temporaire des terrains concernés le temps de la réalisation des travaux.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Les Copropriétaires autorisent par convention la Métropole et les entreprises désignées par cette dernière, qui l'acceptent, d'occuper temporairement les biens dont la désignation suit, afin de procéder à la réalisation des travaux conformément au protocole signé le 26 mars 2019.

L'autorisation est consentie en vue de la réalisation des travaux d'aménagement de la Résidence Les Eaux Vives à la Résidence, à l'exclusion de toutes autres activités.

ARTICLE 2 : DESIGNATION

La présente convention concerne les parcelles suivantes :

- Parcelle cadastrée Saint-Tronc 859 D 0018, située sur la commune de Marseille - 13010. Elle présente une superficie totale de 2 360 m² et l'autorisation d'occupation temporaire concerne l'emprise, d'une superficie approximative de 778 m² telle que délimitée sur le plan ci-joint.
- Parcelle cadastrée Saint-Tronc 859 D 0019, située sur la commune de Marseille - 13010. Elle présente une superficie totale de 2 202 m² et l'autorisation d'occupation temporaire concerne l'emprise, d'une superficie approximative de 566 m², telle que délimitée sur le plan ci-joint.
- Parcelle cadastrée Saint-Tronc 859 D 0088, située sur la commune de Marseille - 13010. Elle présente une superficie totale de 8 155 m² et l'autorisation d'occupation temporaire concerne l'emprise, d'une superficie approximative de 125 m², telle que délimitée sur le plan ci-joint.

Ces parcelles sont connues de l'occupant qui l'agrée sans réserve.



ARTICLE 3 : DUREE

La présente convention est consentie pour une durée de deux (2) mois à compter de la signature de la convention par les parties.

Elle pourra être renouvelée par reconduction expresse des copropriétaires par période d'un (1) mois en cas d'inachèvement des travaux objets de la présente convention.

La zone concernée par la présente Occupation est représentée sur le plan en annexe 1 de la présente convention.

ARTICLE 4: CONDITIONS FINANCIERES

La présente mise à disposition temporaire est consentie à titre gracieux par les Copropriétaires de la Résidence « Les Eaux vives ».

ARTICLE 5 : CHARGES ET CONDITIONS

CHARGES :

L'occupant s'engage à occuper les lieux de façon légale.

CONDITIONS :

1. L'occupant a l'obligation de prendre les parcelles occupées dans l'état où elles se trouvent.
2. L'occupant ne pourra effectuer de modifications des terrains, autres que celles pour lesquelles la présente convention est consentie, que sous réserve de l'approbation préalable et écrite des Copropriétaires, et sous le contrôle de celui-ci en cas d'accord.
En outre, le coût des modifications sera supporté par l'occupant seul.
3. L'occupant « sera seul responsable », sans recours contre les copropriétaires, de tous dégâts occasionnés aux parcelles mises à disposition ainsi que des troubles de jouissance.
4. Les copropriétaires ne pourront en aucun cas et à aucun titre être tenu pour responsable des vols, actes délictueux ou criminels dont l'occupant pourrait être victime ni d'accidents pouvant survenir sur les lieux mis à disposition.
5. L'occupant devra faire son affaire personnelle d'assurer comme il le jugera convenable la garde et la surveillance des matériaux éventuellement entreposés ou des constructions mobiles que l'occupant pourrait envisager d'aménager. Il s'engage à souscrire une assurance multirisques et responsabilité garantissant les sinistres de toutes natures pouvant survenir aux lieux occupés ou être causés au tiers du fait de l'utilisation de ceux-ci.
6. L'occupant s'engage à ne pas modifier la disposition des lieux, sans l'accord préalable des copropriétaires, à maintenir la viabilité des parcelles en cas de dégradation, à respecter toutes les mesures de sécurité vis-à-vis de la circulation.
7. Outre les travaux prévus dans le protocole foncier, il est acté les points suivants : mise en place de Grave Non Traitée (GNT) sur la surface du parking visiteurs, récupération du grillage gantois existant, enlèvement des roseaux, rehaussement bords de trottoir parking visiteurs, etc...



ARTICLE 6 : ETAT DES LIEUX ET RESTITUTION DES TERRAINS

La remise à l'occupant des terrains objets de la présente autorisation donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal contradictoire le jour de la prise de possession.

Les Copropriétaires autorisent la Métropole Aix-Marseille-Provence et les organismes chargés de la réalisation des ouvrages à faire pénétrer sur leurs parcelles leurs agents et ceux de leurs entrepreneurs dûment accrédités en vue de la construction, de l'entretien et de la réparation des ouvrages à réaliser jusqu'à leur remise aux copropriétaires.

Après achèvement des travaux, un constat d'état des lieux contradictoire sera alors effectué par les parties, valant remise du terrain aux copropriétaires, et expiration de la convention.

ARTICLE 7 : RESILIATION

Le non-respect par l'une des parties des termes de la présente convention entraînerait après discussion et désaccord persistant entre les parties la résiliation d'office de celle-ci.

ARTICLE 8 : ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature par les parties.

ARTICLE 9 : LITIGE

En cas de litige survenant à l'occasion de la présente convention, tant pour ce qui concerne son interprétation que son exécution, et à défaut d'accord amiable entre les Parties, compétence expresse est attribuée au Tribunal Administratif de Marseille, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgence ou les procédures conservatoires, en référé ou par requête.

La juridiction sera saisie par la partie la plus diligente.

u

ARTICLE 9 : ELECTION DE DOMICILE

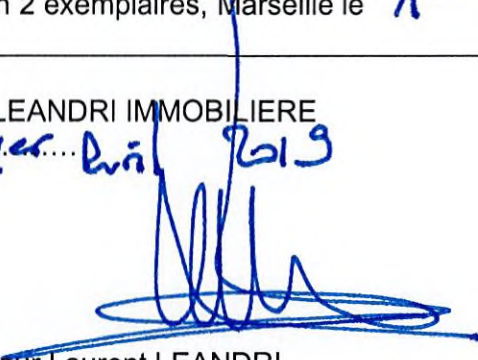
Pour l'exécution des présentes, et notamment la réception de tous actes extrajudiciaires, les parties font élection de domicile à :

LEANDRI IMMOBILIERE
57/59 rue du Rouet
13008 Marseille

La Métropole Aix-Marseille Provence
TLM 2Bis quai d'Arenc
BP 48014
13567 MARSEILLE Cedex 02

Fait en 2 exemplaires, Marseille le

1^{er} mai 2019

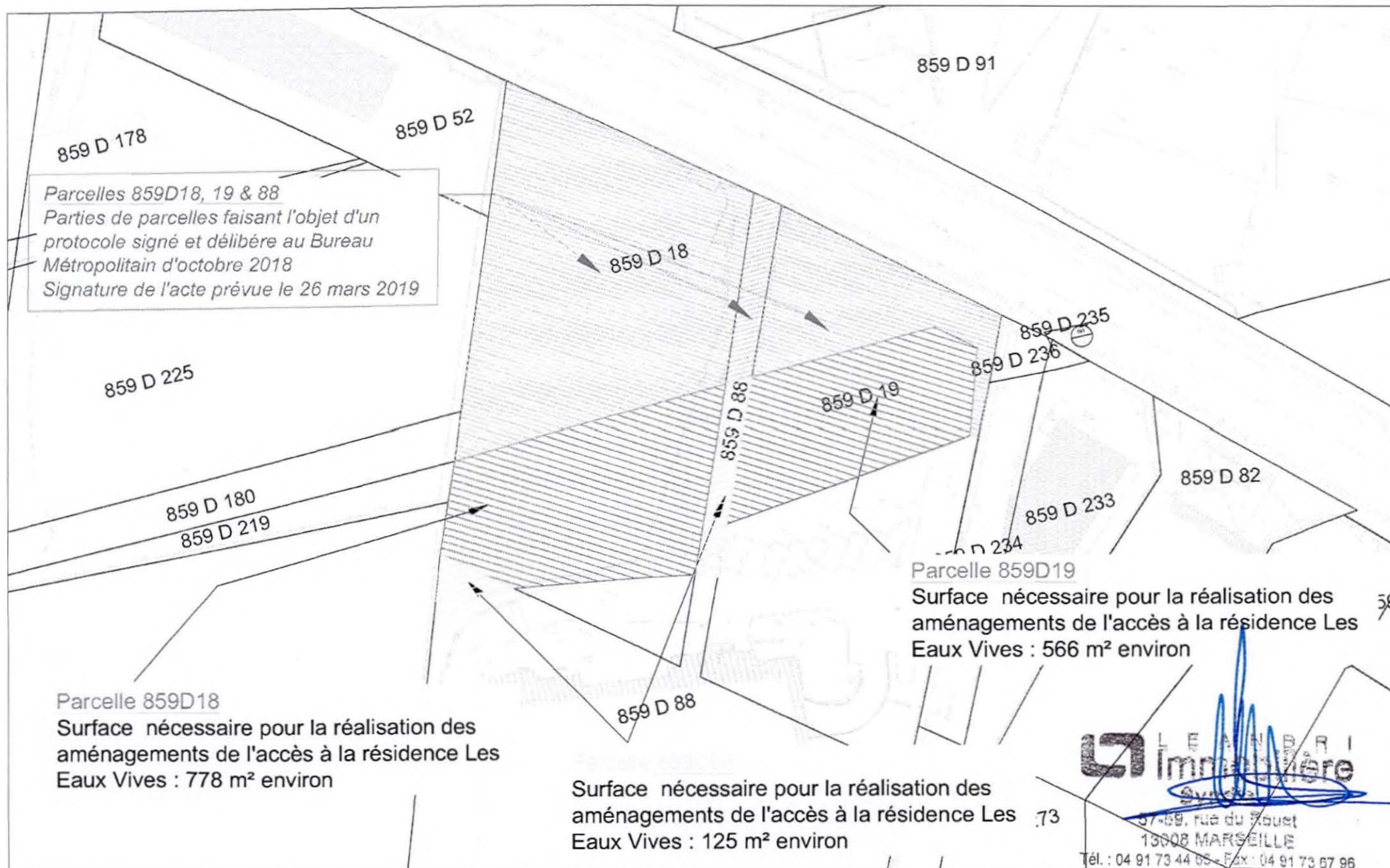
<p>Pour LEANDRI IMMOBILIERE Le ... 1^{er} mai 2019</p>  <p>Monsieur Laurent LEANDRI</p>	<p>Pour la Métropole Aix-Marseille Provence La Présidente</p> <p>Madame Martine VASSAL</p>
---	--

Documents de référence :

- Protocole Métropole Aix-Marseille Provence / Résidence Eaux Vives reçu au contrôle de légalité le 06 novembre 2017

Pièces jointes :

- Plan de situation de l'emprise mise à disposition



Immobilier

57-59, rue du Faubourg
 13008 MARSEILLE

Tél. : 04 91 73 44 65 - Fax : 04 91 73 67 96

Siret : au capital de 100 000 € - RCS Marseille B 368 368

Décision n° 19/315/D

Convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un terrain appartenant à la Soléam

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5 km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Depuis le 1er juillet 2017, l'opération du B.U.S. est entrée en phase opérationnelle avec le démarrage du marché de génie-civil des Tranchées couvertes entre l'échangeur de Florian et le boulevard Verdillon, Marseille, 10ème arrondissement. Sur le secteur entre le boulevard Sainte Marguerite et le chemin du Vallon de Toulouse, les travaux de voirie et réseaux divers ont démarré le 5 septembre 2018.

Dans le but de circuler le long du chantier et/ou de disposer des espaces nécessaires à la réalisation des soutènements en limite des emprises, la Métropole s'est rapprochée de la Société Locale d'Équipement et d'Aménagements de l'aire Métropolitaine (SOLEAM), afin de solliciter l'autorisation d'occuper temporairement les surlargeurs de l'emprise du Boulevard Urbain Sud, propriété de la Soléam. Ces surlargeurs sont nécessaires pour la réalisation d'une piste permettant la circulation des engins le long du chantier, et également afin de permettre la réalisation des ouvrages de soutènements en limite d'emprise foncière de l'assiette du Boulevard Urbain Sud.

Les conditions d'occupation sont consenties jusqu'au 31 décembre 2019, avec possibilité de restitution anticipée. De plus, l'occupation temporaire est consentie à titre gratuit par la Soléam.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation des travaux du Boulevard Urbain Sud, Marseille 10ème arrondissement, il est nécessaire de mettre en place une piste pour permettre la circulation des engins le long du chantier ;
- Que dans le cadre de la réalisation des travaux du Boulevard Urbain Sud Marseille, 10ème arrondissement, il est nécessaire d'avoir un retrait minimum pour permettre la bonne réalisation des ouvrages de soutènements ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée par Soléam à occuper temporairement, et jusqu'au 31 décembre 2019 une emprise sur la ZAC Régny.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec la Soléam jusqu'au 31 décembre 2019.

Article 2 :

Cette convention est conclue à titre gracieux.

Article : 3

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Mai 2019



CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAINS APPARTENANT A LA SOLEAM

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM), identifiée au RCS de Marseille sous le SIREN N° 524460888, dont le siège social administratif est situé à l'Hôtel de Ville CS 80024, 13232 Marseille Cedex 01.

Représentée aux présentes par Monsieur Jean-Yves MIAUX, Directeur Général, agissant au nom et pour le compte de la Société, en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la Société, en date du 26 juin 2014.

Ci-après dénommée « la SOLEAM » ou « Le Propriétaire »

D'une part,

ET :

La Métropole Aix-Marseille Provence, Etablissement de coopération intercommunale, identifiée sous le numéro Siren 200 054 807 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille, dont le siège social est situé 58 boulevard Charles Livon 13007 Marseille,

Représentée par sa Présidente en exercice, ou son représentant, dûment habilité pour intervenir en cette qualité aux présentes, et domiciliée audit siège ;

Ci-après dénommée « la Métropole » ou « l'Occupant »

D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5 km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'aire marseillaise afin de mieux desservir les quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement,
- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées sur des terrains appartenant à la SOLEAM.

Les travaux du B.U.S. nécessitant dès à présent l'intervention des services métropolitains et des entreprises mandatées par ses soins sur ces terrains, la mise à disposition préalable au transfert de propriété des emprises du B.U.S a été conclue entre la SOLEAM et la Métropole afin de permettre le démarrage du chantier.

Désormais, la Métropole sollicite l'autorisation d'occuper temporairement les surlargeurs de l'emprise du Boulevard Urbain Sud, propriété de la SOLEAM, dans le but de circuler le long du chantier et/ou de disposer des espaces nécessaires à la réalisation des soutènements en limite des emprises.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La SOLEAM autorise par convention la Métropole, et les entreprises désignées par la Métropole, qui l'accepte, d'occuper temporairement les biens dont la désignation suit, afin de réaliser une piste permettant la circulation des engins le long du chantier, et également afin de permettre la réalisation des soutènements en limite d'emprise foncière de l'assiette du Boulevard Urbain Sud (9^{ème} arrondissement).



ARTICLE 2 : DESIGNATION

La présente convention concerne les parcelles cadastrées :

- 847 D 3, pour une surface d'environ 508 m² ;
- 847 D 179, pour une surface d'environ 350 m² ;
- 847 D 192, pour une surface d'environ 107 m² ;
- 847 D 173, pour une surface d'environ 38 m² ;
- 847 A 180, pour une surface d'environ 1 772 m² ;
- 847 A 190, pour une surface d'environ 111 m² ;
- 847 A 191, pour une surface d'environ 1 620 m² ;
- 817 A 170, pour une surface d'environ 665 m² ;
- 817 A 172, pour une surface d'environ 200 m² ;
- 817 A 175, pour une surface d'environ 1 660 m².

situées 13009 Marseille, pour une surface totale arrondie à 7 035 m², telle que délimitée sur le plan en annexe 1 de la présente convention.

Ces parcelles sont connues de l'occupant qui l'agrée sans réserve.

ARTICLE 3 : DURÉE

La présente autorisation d'occupation est consentie jusqu'au 31 décembre 2019, avec possibilité de restitution anticipée sur proposition expresse de la Métropole Aix-Marseille Provence.

La zone concernée par la présente Occupation est représentée sur le plan en annexe 1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : CONDITIONS FINANCIERES

La présente convention d'occupation temporaire est consentie à titre gracieux par la SOLEAM.



ARTICLE 5 : CHARGES ET CONDITIONS

CHARGES :

L'occupant s'engage à occuper les lieux de façon légale.

CONDITIONS :

1. L'occupant a l'obligation de prendre les parcelles occupées dans l'état où elles se trouvent. Il a ainsi été porté à connaissance de la Métropole, que les travaux du projet « Esprit 9^{ème} », situé sur la parcelle 847 D 56, semblent empiéter sur la parcelle 847 D 179 pour la réalisation des terrassements menés par ICADE.
2. L'occupant fera son affaire de toutes démarches et autorisations à obtenir au vu de l'occupation du terrain telle qu'envisagée dans la présente convention,
3. L'occupant s'engage à clôturer les emprises occupées, et à les maintenir fermées en dehors des horaires de chantier,
4. L'occupant fera son affaire personnelle, sans recours contre le propriétaire, de tous dégâts occasionnés aux parcelles mises à disposition ainsi que des troubles de jouissance,
5. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être tenu pour responsable des vols, actes délictueux ou criminels dont l'occupant pourrait être victime ni d'accidents pouvant survenir sur les lieux mis à disposition,
6. L'occupant devra faire son affaire personnelle d'assurer comme il le jugera convenable la garde et la surveillance des matériaux entreposés ou des constructions mobiles que l'occupant pourraient envisager d'aménager.
7. Sur la zone concernée par la présente convention, l'occupant s'engage à protéger et conserver les arbres existants remarquables, sauf accord du Propriétaire. Ces arbres sont identifiés dans le rapport d'étude sanitaire et biomécanique des arbres, fourni par le propriétaire et en annexe n° 3 de cette convention.
8. L'occupant fera son affaire de maintenir une continuité des cheminements piétons nécessaires, aux abords des zones concernées.
9. L'occupant fera son affaire des DT et DICT de la zone, et par conséquent prendra en compte l'existence des réseaux pour lesquels elle aura été informée.
10. L'occupant s'engage à déposer, et livrer sur un terrain identifié par la SOLEAM, la tête de pilier situé sur parcelle 847 D 179.

ARTICLE 6 : ÉTAT DES LIEUX D'ENTRÉE

Un état des lieux contradictoire sera dressé lors de l'entrée dans les lieux.

L'Occupant prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance tels qu'ils résultent de l'état des lieux, sans pouvoir exiger de travaux de quelque nature que ce soit, ni remise en état de la part de la SOLEAM.

ARTICLE 7 : ÉTAT DES LIEUX DE SORTIE

A l'expiration de la présente autorisation, le site sera rendu dans l'état d'aménagement projeté tel que décrit sur le plan en annexe 2 de la présente convention. Après achèvement des travaux, un constat d'état des lieux contradictoire sera alors effectué par les parties, valant remise du terrain à SOLEAM, et expiration de la convention.

La SOLEAM sera informée de toute évolution du projet qui modifierait l'état d'aménagement projeté. En cas de modification substantielle sur les talus (pente, longueur, constitution...), les parties se concerteront au préalable pour évaluer l'impact sur le foncier sous compromis de vente avec les promoteurs.

Les éléments constitutifs des talus, restitués sur les propriétés de la SOLEAM conformément à l'annexe 2, seront transmis dès la réception du marché Voirie et Réseaux Divers.

ARTICLE 8 : RESILIATION

Le non-respect par l'une des parties des termes de la présente convention entraînerait après discussion et désaccord persistant entre les Parties la résiliation d'office de celle-ci.

ARTICLE 9 : ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature par les parties.

ARTICLE 10 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de litige survenant à l'occasion de la présente convention, tant pour ce qui concerne son interprétation que son exécution, et à défaut d'accord amiable entre les Parties, le Tribunal Administratif compétent est celui de Marseille.

ARTICLE 11 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, et notamment la réception de tous actes extrajudiciaires, les parties font élection de domicile à :

- SOLEAM
Le Louvre et Paix
49 La Canebière CS 80024
13232 MARSEILLE CEDEX 01
- La Métropole Aix Marseille Provence
Les Docks
BP 48014
13 567 MARSEILLE Cedex 02

Annexes :

Annexe 1 – Plan des surlargeurs

Annexe 2 – Plan de géométrie et de nivellement des talus

Annexe 3 – Rapport d'étude sanitaire et biomécanique des arbres

Fait en deux exemplaires, à Marseille

Pour la SOLEAM,

Le Directeur Général,

Le


SOLEAM
Le Louvre et Paix - 49 La Canebière
CS 80024 - 13232 Marseille cedex 01
Tel. 04 88 91 91 91 - Fax : 04 88 91 91 92

Monsieur Jean-Yves MIAUX

Pour la Métropole Aix Marseille Provence,

La Présidente,

Le

Madame Martine VASSAL

soleam

Le Louvre et Paix - 49 La Canobière
CS 80024 - 13232 Marseille cedex 01
Tél. 04 83 91 91 91 - Fax : 04 83 91 91 92

Rapport d'étude sanitaire et biomécanique des arbres

ZAC VALLON-REGNY - MARSEILLE



Coordonnées client et contexte de la prestation

Référence : CR-2018-029-rev.01 (annule et remplace CR-2018-029)

Commanditaire/contact : Soleam

Coordonnées du client : Le Louvre & Paix- 49 La Canetière - 13232 Marseille

Tel : +33 (0)4.88.91.91.97 Mail : m.alberghi@soleam.net

N° Devis/Facture associé : D20180409

Demande formulée : Etude sanitaire et biomécanique des arbres

Date de visite/réunion : Juillet 2018

Lieux de l'examen : ZAC Vallon-Régny (cf. plans)

Type d'examen : Examen et analyse visuelle de l'arbre (méthode VTA) et statique intégrée (SIA).

Contexte :

Contenu

1	Méthodologie générale	2
1.1	Limites de l'étude	2
1.2	Composition de l'équipe et rôle	2
1.3	Livrables	2
2	Composition du patrimoine arboré	3
2.1	Les espèces d'arbre	3
2.2	Les arbres d'exception	5
2.3	Caractéristique et état général du patrimoine arboré	6
2.4	Les problèmes sanitaires constatés	7
2.5	Les désordres abiotiques constatés	9
3	Recommandations générales	10
3.1	Travaux de mise en sécurité	10
3.2	Travaux complémentaires à prévoir pour peaufiner l'évaluation sanitaire et biomécanique	10
3.3	Travaux de sélection des arbres	11
3.4	Travaux d'entretien et de suivi des arbres conservés	12
3.4.1	Les travaux d'entretien	12
3.4.2	Le suivi sanitaire et biomécanique des arbres	13
3.4.3	Le plan de gestion	13
3.5	Protection des arbres à prévoir pendant les travaux d'aménagement	13
3.5.1	Mesures obligatoires pour éviter l'introduction et la dissémination du Chancre coloré du Platane	13
3.5.2	Mise en place des panneaux protecteurs	14
3.5.3	Précautions à prendre en cas d'ouverture de tranchée à proximité des arbres existants	14
3.5.4	Précautions générales visant à protéger les arbres	15
3.5.5	Suivi de la santé des arbres et contrôle de la bonne application des mesures de protection	15

1 Méthodologie générale

Les végétaux sont observés individuellement, depuis le sol, sans moyen élévatoire. Le diagnostic s'appuie sur une analyse visuelle (méthode VTA) et statique intégrée (SIA) de l'arbre afin de détecter et de localiser des défaillances mécaniques pouvant avoir une incidence sur un risque de rupture. L'état physiologique, sanitaire et mécanique est apprécié dans la globalité de l'arbre. Le risque mécanique et les défaillances sont identifiés et localisés. Des expertises et sondages supplémentaires peuvent être préconisés pour certains arbres suspects. Dans ce cadre, une expertise est réalisée. Un inventaire parasitaire est effectué. Des échantillons peuvent être prélevés en vue d'une analyse pathologique ou identification d'arthropodes. L'expert est le seul juge des besoins et des outils analytiques. Ces analyses sont confiées à des laboratoires spécialisés pour les pathologies végétales ou d'entomologie. Pour cette étude aucune analyse pathologiques n'ont été nécessaires.

1.1 Limites de l'étude

L'arbre présente en général une grande inertie dans leur réponse à un stress, une blessure ou un agent pathogène. Ces agressions ne peuvent s'affirmer qu'au bout de plusieurs mois voire de plusieurs années. Le système racinaire reste dans la plus part des cas inobservable.

L'analyse de dangerosité des arbres étudiés s'appuie une appréciation de la fréquentation du public et le risque de rupture au regard d'une description de l'état sanitaire et mécanique de l'arbre le jour de l'étude. Les contraintes climatiques, les anciennes plaies de taille, les travaux dans l'environnement proche et les modifications de l'environnement de l'arbre peuvent engendrer des défauts évolutifs indécélables. Certains de ces défauts peuvent être masqués par l'écorce, un végétal grimpant ou situés au niveau du système racinaire et peuvent engendrer une rupture.

Le présent rapport relatif à la dangerosité des arbres a une validité d'un an, dans la limite d'événements climatiques exceptionnels ou de modifications substantielles de l'environnement des arbres.

1.2 Composition de l'équipe et rôle

Les travaux ont été conduits par une équipe composée :

- De deux élagueurs et forestiers (Bruno Bartoli, Grégory Fabre, La Compagnie des Forestiers), chargés de l'identification, de mesurer et de localiser les arbres.
- D'un expert arboriste (Marc Duplan, L'arbre en question) et d'un expert en santé du végétal (Eric Chapin, Cosave), chargés d'évaluer l'état des arbres et de définir les mesures de gestion pour chaque arbre identifié.

1.3 Livrables

Les résultats de notre étude sont répartis en trois documents :

- Ce rapport de synthèse destiné à fournir les éléments essentiels aux gestionnaires et acteurs impliqués dans le projet d'aménagement urbain de la ZAC de Vallon-Régny
- Un fichier Excel (CR-2018-29-résult détaillés-rev.01.xls) contenant les résultats détaillés permettant à la Soleam de disposer et de travailler les données brutes.
- La localisation des références dans le fichier CR-2018-29-cartographie.pdf

2 Composition du patrimoine arboré

2.1 Les espèces d'arbre

564 références ont été attribuées dont certaines regroupent plusieurs arbres solidaires, des haies bocagères ou des populations de jeunes arbres. Par conséquent, cette zone contient plus de 600 arbres d'espèces différentes.

Le patrimoine arboré est composé d'une trentaine d'espèces différentes, majoritairement de micocouliers (commun et de Virginie), de frênes (commun et oxyphylle), de chênes-verts, de cyprès de Provence, d'ailantes, d'arbres de Judée, de pins, de platanes, de robiniers, de sophoras et de tilleuls. La figure n°1 dresse la liste des espèces recensées.

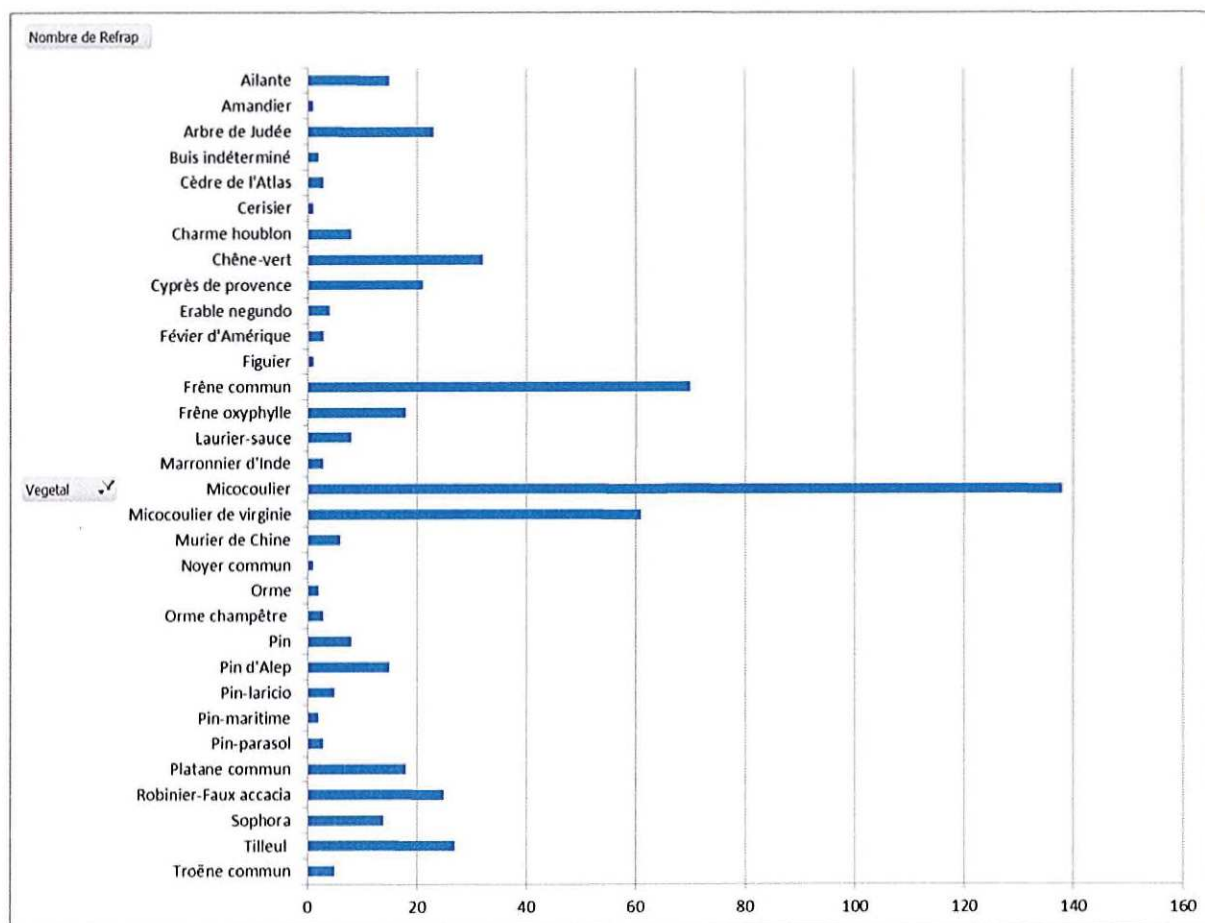
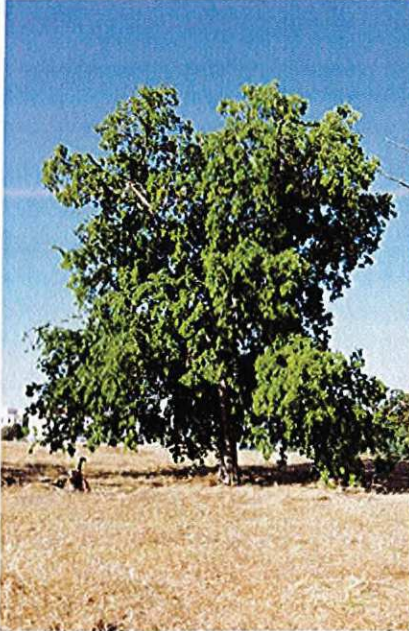


Figure 1 : Liste des espèces et composition du patrimoine arboré.

La très grande majorité de ces arbres sont des espèces communes et fréquentes dans les espaces verts des villes de la région Paca sauf pour deux espèces : le Micocoulier de Virginie (population d'une soixantaine d'individus adultes) et un buis indéterminé (2 individus sur les parcelles cadastrales n°3 et n°231). L'identification des espèces et des cultivars de buis est l'affaire de spécialiste et il nous a été impossible d'attribuer un taxon à ces arbres. La forme des feuilles, leur port érigé et leur emplacement dans un ancien jardin paysager suggèrent qu'il peut s'agir d'une espèce ou d'un cultivar de buis peu commun qui peuvent constituer un intérêt patrimonial sur le plan botanique. Ces buis méritent d'être conservés et mériteraient une identification. Il est à noter que nous n'avons recensé aucun bio-agresseur sur ces buis alors que les buis (toutes espèces

confondues) sont soumis à une pression parasitaire très forte ces dernières années. L'absence de bio-agresseur peut être liée à de nombreux facteurs comme les conditions environnementales, l'isolement, le patrimoine génétique des buis, etc.



Un Micocoulier de Virginie



Feuilles et fruits du Micocoulier de Virginie



Aspect du tronc et recouvrement des plaies de coupe dynamique.



Buis au port fastigié



Feuilles des buis.



Buis au port fastigié

2.2 Les arbres d'exception

En plus des arbres cités au paragraphe 2.1, cinq arbres ont été considérés comme exceptionnels de par leur forme, leur port, leur dimension, leur état général ou encore leur intérêt paysager. Ces arbres sont les suivants :

- Le pin laricio (n° 136) sur la parcelle n°231,
- Le tilleul (n° 137) sur la parcelle n° 231,
- L'ailante (n° 140) sur la parcelle n° 231,
- Le micocoulier (n° 144) sur la parcelle n° 3,
- Le pin laricio (n° 145) sur la parcelle n° 3,



Pin laricio n°136



Tilleul n°137



Ailante n°140



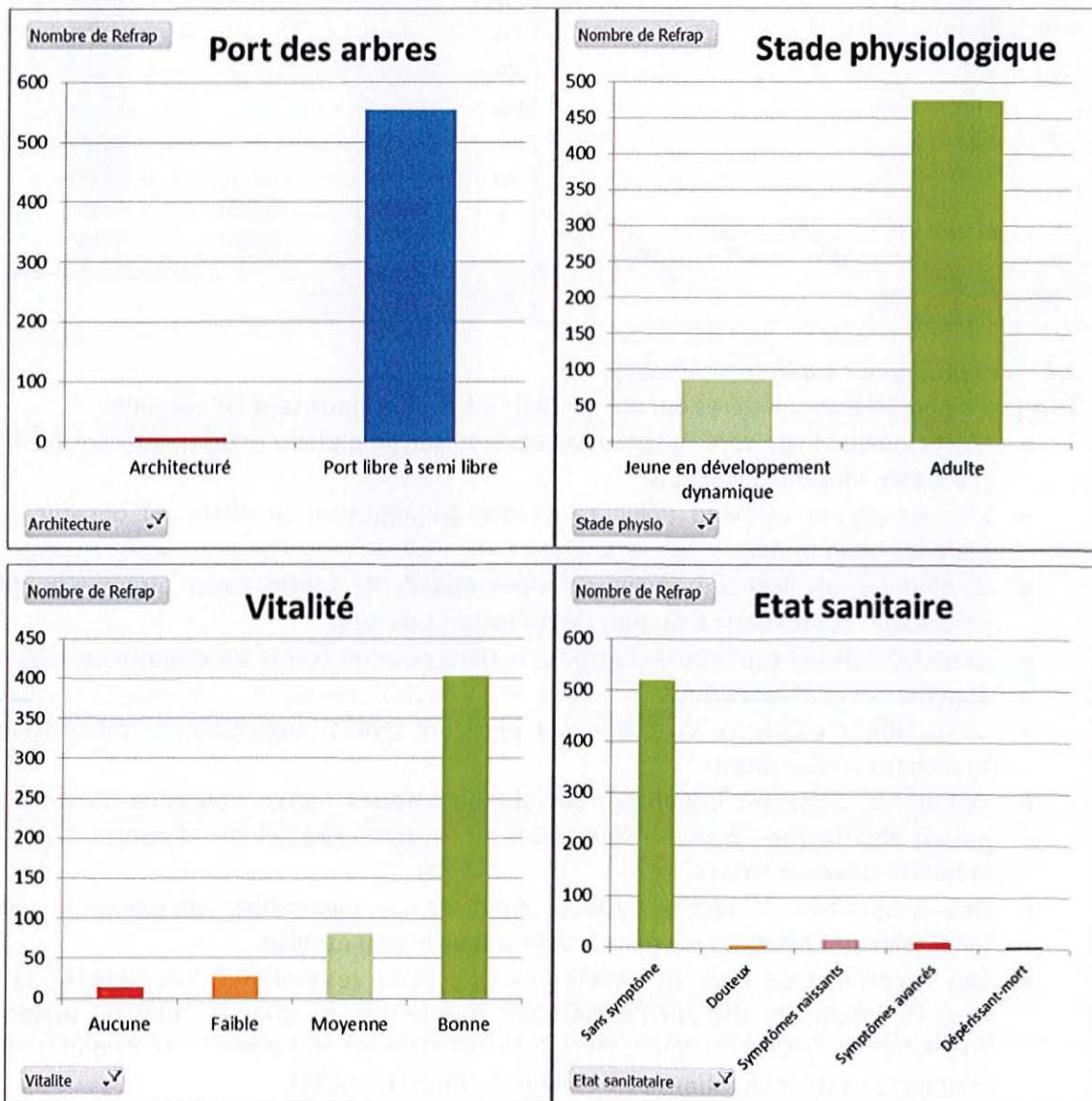
Micocoulier n°144

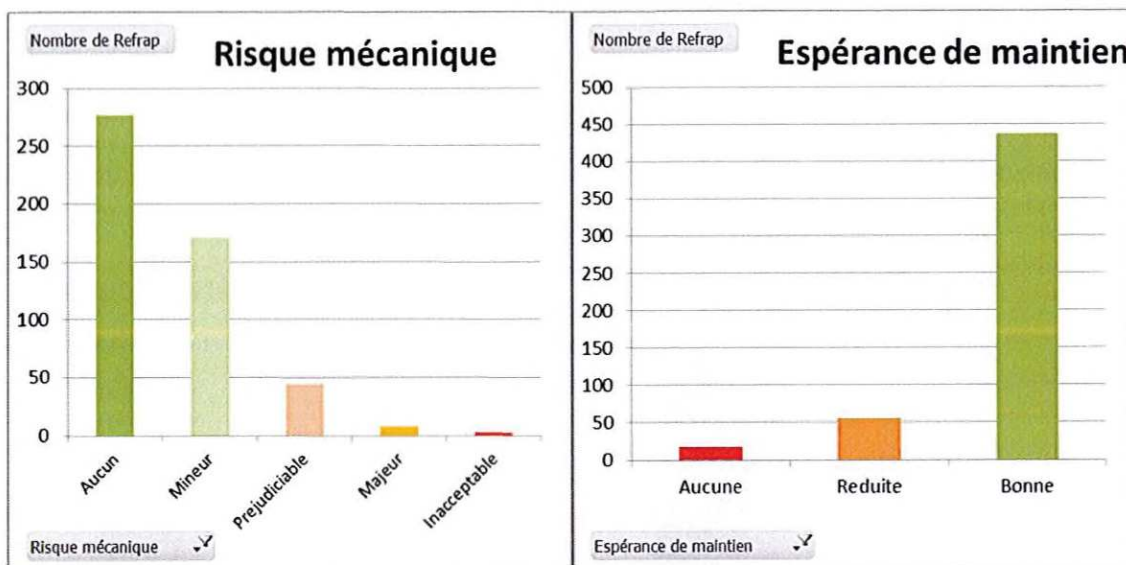


Pin laricio n°145

2.3 Caractéristique et état général du patrimoine arboré

Dans l'ensemble le patrimoine arboré est composé majoritairement d'arbres à port libre ou semi-libre (sans plaie de coupe de gros diamètre), d'arbres adultes, d'une bonne vitalité (même si quelques signes de stress hydrique ont été remarqués), d'un bon état sanitaire, sans risque mécanique majeur et d'une bonne espérance de maintien. Les graphiques ci-dessous illustrent l'état général du patrimoine arboré.





2.4 Les problèmes sanitaires constatés

Très peu de problèmes sanitaires ont été constatés. Les principaux sont les suivants :

- Le champignon lignivore Amadouvier observé sur un platane (n°161), altérant fortement la résistance mécanique du bois.
- Le champignon lignivore Polypore hérissé (champignon de blessure) observé sur trois platanes et un frêne.
- Le champignon lignivore Phellin sur deux massifs de Laurier-sauce altérant la résistance mécanique et provoquant la mort des branches infestées.
- La maladie de la Graphiose de l'orme et la Galéruque de l'orme sur cinq ormes. La Graphiose engendre la mort des arbres.
- La maladie du Chancre du cyprès sur plusieurs cyprès, engendrant le dépérissement de branches puis des arbres.
- Des signes d'insectes xylophages sur plusieurs arbres morts. L'absence d'insecte n'a pas permis d'identifier les espèces. Nous avons pu constater des galeries d'insecte appartenant à la famille des buprestidés.
- Des symptômes de taches foliaires jaunâtres sur micocoulier attribuées à une virose (généralement bénigne) qui reste indéterminée et peu étudiée.
- Des symptômes de Tigre du platane et d'Oïdium sur les platanes. Ces deux bio-agresseurs sont communs, ils altèrent l'esthétique des arbres et, pour le Tigre du platane, peut engendrer des gênes lorsque la population de tigre est très importante et que les platanes sont proches des habitations ou des lieux de vie de la société.
- La maladie *Sphaeropsis sapinae* sur plusieurs pins, engendrant le dépérissement de pousses et, dans les cas les plus graves, le dépérissement d'arbres affaiblis.



Amadouvier



Polypore hérissé



Phellin



Sphaeropsis sapinae sur pin



Maladie virale sur micocoulier



Graphiose de l'orme et galéruque

2.5 Les désordres abiotiques constatés

Les principaux désordres abiotiques que nous avons pu observer sont les suivants :

- Echaudures des troncs et branches charpentières induites par des feux de broussaille.
- Des stress hydriques plus ou moins marqués selon les espèces végétales et les secteurs.
- Des carences induites soit par un excès de calcaire, soit par le manque d'eau.
- Des difficultés de recouvrement des plaies de coupe ou suite à un non-respect des règles d'élagage.
- Des blessures induites par les chocs de véhicules.



Echaudure sur Micocoulier.



Plaie de coupe déconseillée.



Dégât du feu de juillet 2018



Echaudure sur jeune arbre.



Elagage drastique.



Elagage drastique provoquant des cavités dans le bois.

3 Recommandations générales

3.1 Travaux de mise en sécurité

- 4 références doivent être abattues dans les meilleurs délais : le figuier n°6 (parcelle n°185, les platanes 148 et 161 (parcelle n°3) et le pin n°431 (parcelle n°25).
- 22 références doivent être abattues dans un délai court d'un à trois mois (avant la fréquentation des chantiers) car ils peuvent présenter un risque de chute à cause d'une anomalie architecturale, de blessures trop importantes, de l'action de champignons lignivores, d'une maladie létale, d'un état de dépérissement associé à une proximité d'une voie publique, etc. Ces arbres sont les suivants.

Réf.	Végétal	Parcelle cadastrale	Réf.	Végétal	Parcelle cadastrale
12	Orme champêtre	187	368	Frêne commun	167
28	Orme	187	385	Pin	167
29	Orme champêtre	187	389	Pin	167
120	Frêne oxyphylle	186	390	Pin	167
183	Robinier-Faux acacia	3	391	Pin	167
184	Pin-laricio	3	392	Pin	167
256	Frêne commun	172	413	Robinier-Faux acacia	25
257	Frêne commun	172	453	haie de cyprès	7
319	Arbre de Judée	167	544	Micocoulier	190
329	Marronnier d'Inde	167	545	Micocoulier	190
356	Pin-parasol	167	548	Micocoulier	190

Pour deux vieux frênes (n°256 et n°257 sur la parcelle n°167) il conviendrait de vérifier des cavités pour s'assurer qu'elles ne constituent pas un refuge de chauves-souris (peu d'arbre)

- 3 arbres (les muriers de chine N°402 et n°312 et le micocoulier n°307) doivent être sécurisés par un haubanage. En cas d'impossibilité, il conviendra de les abattre ou supprimer les charpentières problématiques (cf. fichier CR-2018-29-Result détaillés-Rev.01.xls).
- Prévoir une taille de prévention des risques sur quatre arbres. Elle consiste à éliminer certaines parties de l'arbre, afin de tendre à limiter les risques pour les personnes ou pour les biens. Les arbres concernés sont les suivants.

Réf.	Végétal	Parcelle cadastrale	Réf.	Végétal	Parcelle cadastrale
143	Platane commun	3	178	Laurier-sauce	3
177	Laurier-sauce	3	311	Micocoulier	167

3.2 Travaux complémentaires à prévoir pour peaufiner l'évaluation sanitaire et biomécanique

Ces travaux ne sont nécessaires que si les arbres sont conservés dans le projet d'aménagement de l'espace urbain.

- Deux platanes (n° 158 et 185) sur la parcelle cadastrale n°3 nécessiteraient une expertise biomécanique approfondie.
- Prévoir une visite du houppier du frêne 335 (parcelle 167) afin de contrôler la vigueur des cales de recouvrement et de juger l'intérêt de sonder les branches concernées.
- Évaluer la reprise des arbres qui ont subi le passage d'un feu de broussaille sur les parcelles n° 175 et n°191.

- Retirer le lierre pour faciliter l'observation et l'examen de dix-huit arbres. Les arbres sont les suivants.

Réf.	Végétal	Parcelle cadastrale	Réf.	Végétal	Parcelle cadastrale
18	Micocoulier	187	88	Micocoulier de virginie	185
19	Micocoulier	187	89	Micocoulier de virginie	185
20	Micocoulier	187	90	Micocoulier de virginie	185
22	Micocoulier	187	91	Micocoulier de virginie	185
80	Micocoulier de virginie	185	92	Micocoulier de virginie	185
84	Micocoulier de virginie	185	93	Micocoulier de virginie	185
85	Micocoulier de virginie	185	443	Arbre de Judée	25
86	Micocoulier de virginie	185	449	Micocoulier	25
87	Micocoulier de virginie	185	471	Robinier-Faux acacia	7

3.3 Travaux de sélection des arbres

- Retirer ou sélectionner les pyracanthes afin de mettre en valeur les cyprès sur les parcelles n°172 et 184.
- 57 références mériteraient d'être abattues (désigné abattage conseillé dans le fichier Excel) dans des délais de 1 à 2 ans en fonction de leur évolution. La plupart de ces arbres ont une espérance de maintien et un intérêt paysager limités à nuls à cause d'un stress hydrique irréversible, d'une anomalie architecturale, d'une maladie ou encore du caractère invasif de l'espèce. Sauf exception, les Ailantes sont proposés à l'abattage à cause du caractère envahissant de l'espèce. Ces arbres sont les suivants.

Réf.	Végétal	Parcelle cadastrale	Réf.	Végétal	Parcelle cadastrale
3	Micocoulier de virginie	185	357	Robinier-Faux acacia	167
42	Frêne oxyphylle	187	364	Robinier-Faux acacia	167
66	Micocoulier de virginie	185	382	Sophora	167
101	Frêne oxyphylle	182	387	Robinier-Faux acacia	167
108	Tilleul	186	396	Poirier ?	25
109	Tilleul	186	400	Robinier-Faux acacia	25
110	Tilleul	186	401	Frêne commun	25
111	Tilleul	186	408	Robinier-Faux acacia	25
124	Tilleul	186	425	Frêne commun	25
127	Tilleul	186	458	ailante	7
128	Platane commun	231	470	Micocoulier	7
149	Micocoulier	3	472	Murier de Chine	7
176	Platane commun	3	483	Ailante	7

Réf.	Végétal	Parcelle cadastrale	Réf.	Végétal	Parcelle cadastrale
186	Pin-laricio	3	484	Ailante	7
226	Groupe d'une dizaine d'ormes	172	489	Micocoulier	7
228	Orme	172	490	Ailante	7
230	Tilleul	172	496	Chêne-vert	7
234	Cyprès de Provence	172	499	Chêne-vert	7
235	Cyprès de Provence	172	515	Sophora	7
236	Cyprès de Provence	172	524	Pin d'Alep	7
242	Micocoulier de Virginie	172	532	Micocoulier de Virginie	7
252	Frêne commun	172	535	Cyprès de Provence	7
254	Frêne commun	172	538	Cyprès de Provence	7
261	Ailante	172	539	Cèdre de l'Atlas	190
263	Ailante	172	540	Tilleul	190
263	Ailante	172	563	Groupe d'Ailante	190
265	Micocoulier de Virginie	172	564	Groupe d'Ailantes	190
266	Micocoulier de Virginie	172			

3.4 Travaux d'entretien à prévoir pour les arbres conservés

3.4.1 Les travaux d'entretien

Plusieurs travaux d'entretien seront à réaliser sur de nombreux arbres. Ces travaux doivent être réalisés dans les règles de l'art relatives à l'élagage (cf. fiches « Elagage : comment faire des économies » et « La taille des arbres »).

Pour les arbres de Vallon-Régny il s'agira principalement :

- De maîtriser le développement du lierre sur les six arbres suivants.

Réf.	Végétal	Parcelle cadastrale	Réf.	Végétal	Parcelle cadastrale
149	Micocoulier	3	443	Arbre de Judée	25
152	Micocoulier	3	449	Micocoulier	25
181	Platane commun	3	471	Robinier-Faux acacia	7

- De prévoir des tailles d'entretien sur 144 arbres. La taille d'entretien a pour but de maintenir la forme établie à l'issue d'une taille de formation ou suite au développement naturel de l'arbre. Elle dépend étroitement du mode de conduite. Pour la majorité des arbres de Vallon-Régny, il s'agira de retirer le petit bois mort et sec, de couper les branches infestées par des maladies, de sélectionner un axe dominant, de reprendre les chicots pour favoriser le recouvrement des plaies, de permettre la cohabitation avec les contraintes urbaines, etc.

- De prévoir des tailles d'adaptation pour quatre arbres. Elle consiste à modifier ou ajuster une partie du volume d'un arbre par rapport à une contrainte, tout en préservant sa silhouette et son fonctionnement normal. Les arbres sont les suivants.

Réf.	Végétal	Parcelle cadastrale	Réf.	Végétal	Parcelle cadastrale
138	Pin-maritime	231	334	Frêne commun	167
310	Arbre de Judée	167	335	Frêne commun	167

- Prévoir une taille de rééquilibrage pour le frêne n°334 (parcelle n°7).
- Possibilité de reprendre l'architecture de 8 jeunes Arbres de Judée sur la parcelle n°25 en sélectionnant les branches qui présentent un intérêt et en programmant une irrigation de ces végétaux.

3.4.2 Le suivi sanitaire et biomécanique des arbres

Tous les arbres présentant des défauts mécaniques nécessiteraient d'être suivis afin d'évaluer régulièrement l'évolution des plaies, de leurs défauts et de leur état biomécanique général.

Deux platanes (n° 157 et 171) sur la parcelle cadastrale n°3, un frêne (n°397) sur la parcelle cadastrale n°25 et le pin n°393 sur la parcelle cadastrale n°176 nécessitent un suivi biomécanique.

3.4.3 Le plan de gestion

Ces arbres sont des éléments qui structureront le paysage et qui agiront sur le climat urbain et amélioreront la qualité physio-chimique de l'air. Par conséquent il sera important de choisir un plan de gestion à long terme afin de conduire et d'adapter les arbres aux objectifs paysagers en prenant en compte les contraintes imposées par le milieu urbain.

3.5 Protection des arbres à prévoir pendant les travaux d'aménagement

Plusieurs mesures de protection sont à prévoir pour les arbres qui seront conservés.

3.5.1 Mesures obligatoires pour éviter l'introduction et la dissémination du Chancre coloré du Platane.

La ville de Marseille et de nombreux départements français comportent des foyers de Chancre coloré du platane. Ce pathogène engendre la mort des platanes de manière irrévocable et est de nature à impacter le paysage urbain. Il constitue la menace sanitaire la plus importante pour l'alignement de platanes de cette parcelle. Cette maladie fait l'objet d'un arrêté ministériel qui impose des mesures obligatoires pour les propriétaires, gestionnaires, prestataires et toute personne intervenant à proximité d'un platane dans une zone indemne, une zone délimitée, une zone tampon ou une zone infectée. La ville de Marseille se situe en zone délimitée, elle contient plusieurs foyers de Chancre coloré sur son territoire. Vos obligations sont les suivantes :

- Vous devez effectuer une déclaration préalable à toute intervention directe sur ou à proximité des platanes auprès du service chargé de la protection des végétaux, au moins quinze jours ouvrés avant le début des travaux.
- Au commencement et à la fin des travaux sur chaque site planté, les outils et engins d'intervention doivent être nettoyés puis désinfectés avec des produits phytopharmaceutiques et biocides fongicides autorisés. Les engins et outils d'intervention sont désinfectés entre chaque platane.
- L'utilisation des griffes anglaises ou crampons est strictement prohibée, sauf lors des opérations d'abattage par démontage.

- Toutes les blessures ouvertes sur les troncs, sur les branches de plus de 5 cm de diamètre et sur les racines doivent être immédiatement parées et badigeonnées avec une spécialité fongicide homologuée ou à défaut recouvertes par une préparation protectrice des plaies de taille homologuée sur végétaux ligneux.
- La plantation de platanes dans une zone infectée est interdite pendant 10 ans après la dernière constatation de la présence du pathogène dans cette zone.

3.5.2 Mise en place des panneaux protecteurs

Avant tout commencement de travaux, il est important de mettre en place une protection qui sera maintenue en bon état pendant toute la durée des travaux. La protection individuelle la plus protectrice se compose de structures en bois de 2.00 m de hauteur minimum. Elle est constituée de 4 poteaux en bois, habillés avec du platelage bois (la distance entre les planches n'excédant pas 0.40m) de manière à constituer autour du tronc un carré de 2 x 2 mètres.

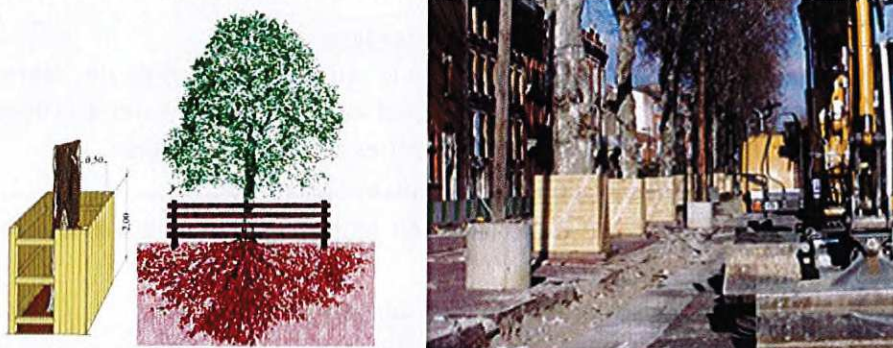


Figure 2 : exemples de protection en bois

3.5.3 Précautions à prendre en cas d'ouverture de tranchée à proximité des arbres existants

Le collet et les racines sont très sensibles aux perturbations car elles peuvent avoir des conséquences graves sur l'avenir et la stabilité de l'arbre. Aussi, un périmètre minimum de protection doit être respecté autour de l'arbre pour tout chantier. Ce périmètre comprend la surface correspondant à la projection au sol de la couronne de l'arbre où il est fortement déconseillé d'ouvrir une tranchée (à moins de 2 m de l'axe d'un arbre).

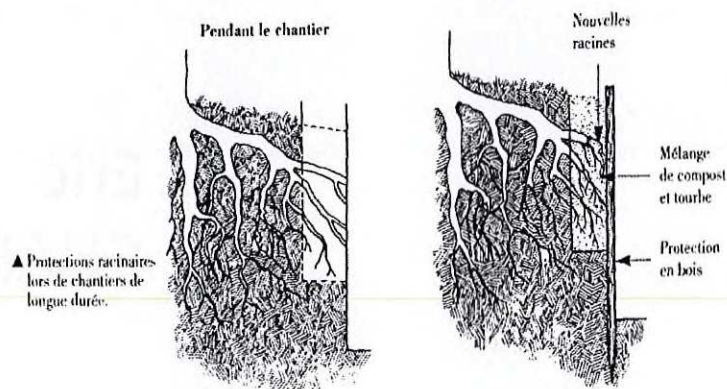


Figure 3 : exemple de protection des racines en cas d'ouverture d'une tranchée

En cas d'ouverture de tranchées sous la frondaison d'un arbre, il est recommandé :

- De privilégier les interventions manuelles et en cas de besoin avec des engins adaptés.
- De rechercher systématiquement un équilibre entre le volume du houppier et le volume racinaire préservé.
- De sectionner les racines avec des coupes franches (tronçonneuse ou scie) et en remblayant la tranchée avec une tourbe et un compost, favorables à un développement rapide des racines qui, au moment de la coupe, seront immédiatement badigeonnées à l'aide d'un produit de protection des plaies de taille.
- De désinfecter des engins de chantier, le matériel d'excavation et le matériel de coupe avec des produits autorisés pour cet usage phytosanitaire.
- De disposer, si besoin, pendant le chantier, une séparation nette, en dur, entre les racines et la zone affectée par les travaux.

3.5.4 Précautions générales visant à protéger les arbres

Il est important de sensibiliser le personnel à la sensibilité et fragilité des arbres

Il est fortement recommandé que le personnel soit tenu de respecter les consignes suivantes :

- Ne pas attacher de matériel aux branches et troncs des arbres.
- Ne pas planter de clous ou des broches sur les troncs.
- Ne pas entreposer du matériel et de matériaux, de cuve d'hydrocarbure à proximité des arbres.
- Ne pas disposer de remblais au pied des racines.
- Ne pas faire de feu à proximité des arbres.
- Ne pas réaliser les préparations de matériaux à proximité des arbres.
- Avertir un responsable en cas de blessure occasionnée par une opération.

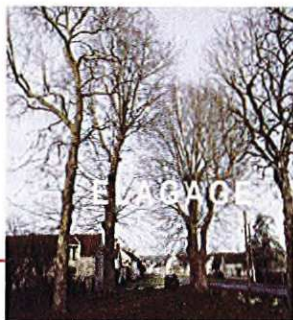
3.5.5 Suivi de la santé des arbres et contrôle de la bonne application des mesures de protection

Ces arbres demandent à être suivi pendant toute la durée du chantier afin de vérifier leur état de santé et l'absence de nouvelle blessure, contrôler le respect des consignes de protection et le bon état des panneaux de protection.

Eric
CHAPIN

Signature numérique
de Eric CHAPIN
DN : cn=Eric CHAPIN,
o=COSAVE, ou,
email=eric.chapin@cos
ave.fr, c=FR
Date : 2018.11.07
14:25:31 +01'00'

ANNEXES



COMMENT FAIRE DES ECONOMIES TOUT EN AMELIORANT LA QUALITE DES ARBRES D'ORNEMENT ?

SOINS

L'ÉLAGAGE RAISONNÉ ET LES PLANTATIONS ADAPTÉES PERMETTENT DE FAIRE DES ÉCONOMIES D'ARGENT, DE TEMPS ET D'ÉNERGIE TOUT EN AMÉLIORANT LA QUALITÉ SANITAIRE ET PAYSAGÈRE DU PATRIMOINE ARBORÉ.

Cinq principes sont à respecter :

- Élaguez uniquement lorsque cela est nécessaire,
- Ne coupez pas des branches de gros diamètre,
- Réalisez la taille de formation des jeunes arbres,
- Faites travailler uniquement des élagueurs maîtrisant parfaitement des règles de l'art de la taille,
- Plantez le bon arbre au bon endroit.

■ Élaguez uniquement lorsque cela est nécessaire

Avant toute intervention posez vous la question de savoir si l'élagage est vraiment utile.

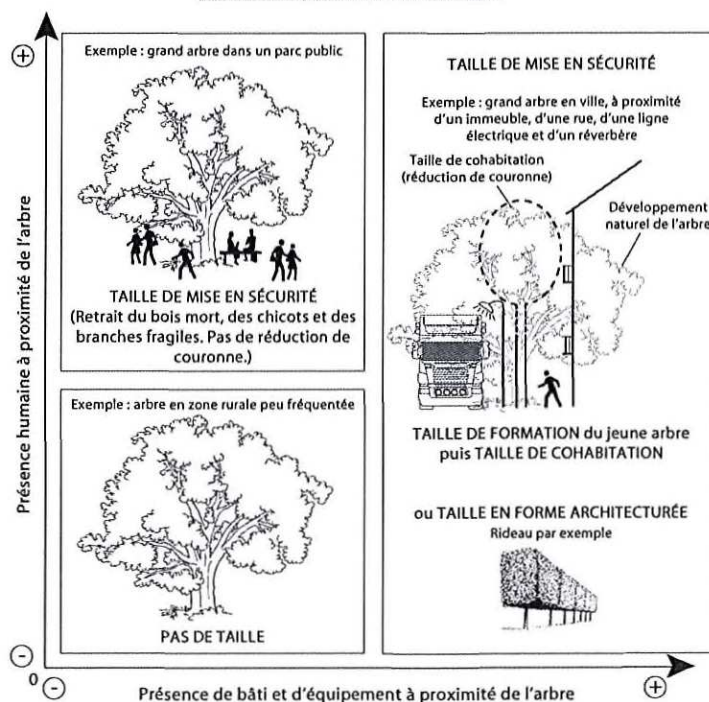
• L'arbre est-il réellement **dangereux** ? (branches mortes, fragiles, risquant de se briser sur des personnes ou des biens situés à proximité immédiate).

• L'arbre a-t-il (ou aura-t-il) un **développement trop important** qui est (sera) gênant pour l'homme, les bâtiments et les équipements ? (proximité immédiate du bâti, limite de propriété, réseaux aériens, passages de véhicules, ombrage, ...)

En dehors de ces deux motifs, un arbre d'ornement n'a généralement pas besoin d'être élagué.

L'arbre a-t-il besoin d'être taillé?

Choix du type de taille adapté



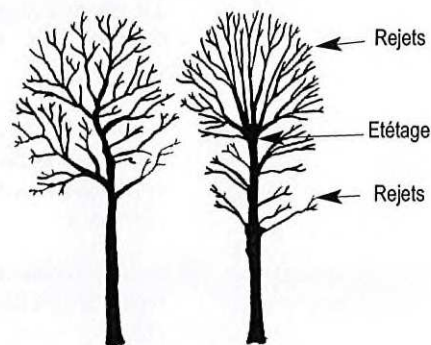


ELAGAGE : COMMENT FAIRE DES ECONOMIES ?

■ Ne coupez pas des branches de gros diamètre (sauf cas exceptionnel) :

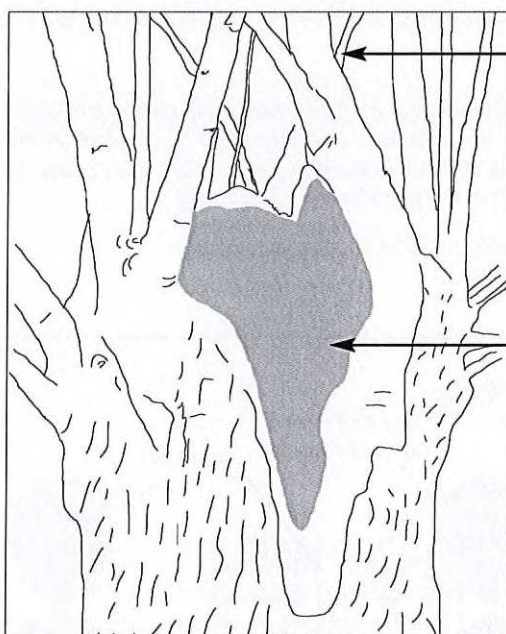
- Car l'arbre réagira en développant de nombreux rejets vigoureux ancrés sur du bois se dégradant et il vous faudra réintervenir plus tôt que si vous aviez réalisé une taille moins sévère.
- Car les plaies de surfaces importantes vont pourrir, former des cavités et l'arbre ne pourra pas être maintenu aussi longtemps qu'un arbre sain. Par conséquent, cela engendrera des frais d'expertise, d'abattage et de replantation anticipés (*Consultez la fiche « Pourquoi ne faut-il pas effectuer de taille radicale »*). Plus la plaie a un diamètre important, plus le temps de recouvrement du bois par l'écorce protectrice est long. Les plaies de surfaces trop importantes ne sont jamais recouvertes. De façon idéale, il ne faudrait pas couper les branches de diamètre supérieur à 5 cm.

2 Arbres initialement semblables taillés de façon différente dans le passé



Arbre ayant été taillé dans les règles de l'art

Arbre ayant été éêté et ayant réagi en produisant de nombreux rejets



Développement de nombreux rejets

Dégradation du bois et formation d'une cavité

Conséquences, à moyen terme, de la coupe d'une branche de gros diamètre

- Car vous aurez d'avantage de branches à évacuer ce qui représente un coût important de broyage, de transport et de stockage (le but d'un arbre d'ornement n'est pas de fournir du bois de chauffage mais de l'agrément !)
- Car les tailles drastiques dégradent considérablement la valeur financière des arbres (*Consultez la fiche « Evaluer la valeur financière des arbres d'ornement et estimer le montant des indemnités en cas de dommages »*).

La solution de l'abattage est parfois préférable et plus économique que des élagages drastiques répétés dans le temps, traumatisants et disgracieux. Cela peut être le cas pour un arbre dont le développement est totalement disproportionné par rapport à l'espace dont il peut disposer. Un végétal adapté pourra ensuite remplacer l'arbre abattu.



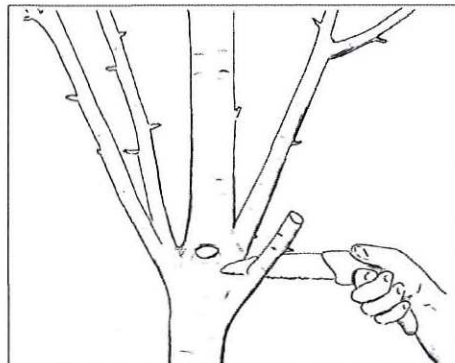


ELAGAGE : COMMENT FAIRE DES ECONOMIES ?

■ Réalisez la taille de formation des jeunes arbres.

Ces interventions très rapides avec un sécateur ou une scie manuelle permettent de résoudre, par anticipation, les problèmes qui se poseront à l'avenir (élimination précoce des branches qui seront dangereuses ou gênantes lorsque l'arbre sera adulte, branches trop basses pour le passage des véhicules,...).

- Les plaies étant de petits diamètres, elles se recouvrent rapidement et l'arbre restera totalement sain (Consultez la fiche « la taille de formation des arbres d'ornement »).



■ Faites travailler uniquement des élagueurs professionnels et spécialisés maîtrisant parfaitement les règles de l'art de la taille car un élagage trop violent est irréparable et engendre les coûts précédemment cités.

- Le travail d'élagueur est un véritable métier demandant au minimum une année complète de formation théorique et pratique reconnue officiellement par un certificat de spécialisation « Taille et soins aux arbres » délivré par le ministère de l'agriculture.

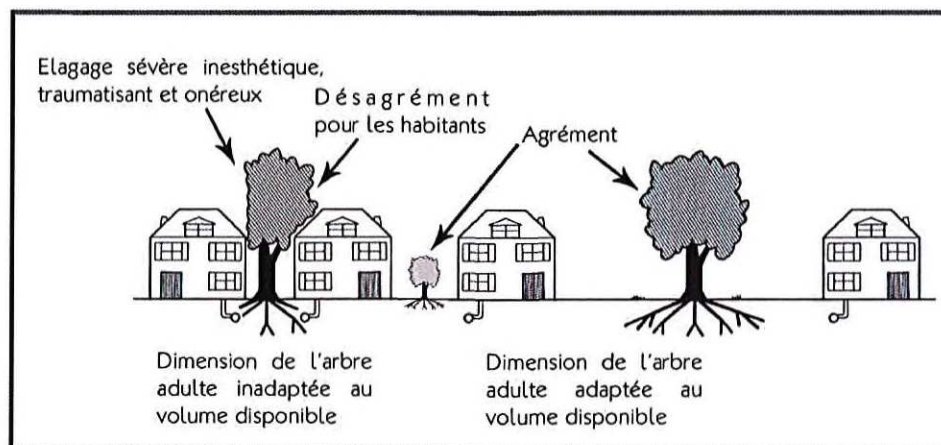
- Un arboriste-grimpeur dument qualifié maîtrise les techniques de grimper, la sécurité, mais aussi la botanique, la physiologie, la pathologie de l'arbre et bien évidemment les techniques de taille (Consultez la fiche « la taille des arbres »).

■ Lors de tout aménagement paysager, plantez le bon arbre au bon endroit.

Choisissez pour chaque emplacement l'essence dont le développement adulte sera adapté à l'espace aérien disponible et à la hauteur désirée (consultez la fiche « Le choix de l'essence la mieux adaptée au site » et la liste des arbres de moins de 10 m sur le site www.arbres-caue77.org).

Petits espaces -> petits arbres ou arbres durablement fastigiés

Grands espaces -> grands arbres



- Tenez compte de la distance de plantation réglementaire du site où vous allez planter (Consultez les fiches « Réglementation »).

- Ne plantez pas des arbres à tailler en forme architecturée (rideau, marquise, tête de chat) si vous n'avez pas les moyens humains ou financiers pour les entretenir régulièrement.





ELAGAGE : COMMENT FAIRE DES ECONOMIES ?

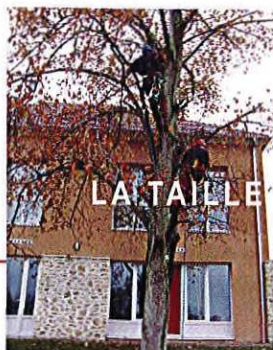
Ainsi les élagages se limiteront aux tailles de mise en sécurité, uniquement si cela est nécessaire. Vous ferez l'économie des tailles de maintien du volume qui peuvent représenter des coûts très importants.

Ces différentes actions raisonnées contribuant au développement durable des arbres et de l'environnement, vous permettront de faire des économies de temps, d'argent et d'énergie (carburant des tronçonneuses, des broyeurs et des véhicules d'évacuation des branches). Ces économies peuvent, sur certains sites, être très importantes.

Le strict respect des **5 principes illustrés** dans cette fiche, permet, de plus, de maintenir l'état sanitaire et la beauté des arbres d'agrément tout en assurant la sécurité des biens et des personnes lorsque cela est nécessaire.

*Auteur : Augustin BONNARDOT, Forestier Arboriste Conseil
Illustrations : Augustin BONNARDOT et Laure PIEDELOUP
Avril 2013*





DES ARBRES (hors taille d'entretien des têtes de chat et tonte des arbres en forme architecturée)

SOINS

LA TAILLE D'UN ARBRE D'ORNEMENT EST REALISEE POUR ADAPTER LE VEGETAL A DES CONTRAINTES HUMAINES. CES CONTRAINTES SONT POUR L'ESSENTIEL, D'UNE PART LA SECURITE DES USAGERS ET DES BIENS, ET D'AUTRE PART, LE VOLUME DE L'ARBRE PAR RAPPORT A L'ESPACE DISPONIBLE. EN DEHORS DE CES MOTIFS, L'ARBRE D'ORNEMENT N'A GENERALEMENT PAS BESOIN D'ETRE TAILLÉ.

La taille de sécurité permet d'éliminer toutes les branches qui risquent de se briser tels que le bois mort et les rameaux mal implantés ou malades. La taille de mise au gabarit consiste à conduire, puis à maintenir, le développement d'un arbre dont les dimensions naturelles ne sont pas adaptées au volume (proximité du bâti, des réseaux aériens, des véhicules,...). En aucun cas la taille radicale ne permet de répondre à ces besoins (voir la fiche «Pourquoi ne faut-il pas effectuer de taille radicale ?»).

Comment tailler ?

Avant de tailler il faut se rappeler que l'arbre est un organisme vivant

- Le fait de tailler met à nu une partie du bois qui n'est plus protégé des nombreux agents pathogènes par l'écorce. Cependant d'autres systèmes de défense existent (substances antiseptiques, compartimentation des zones infectées par l'établissement de barrières, recouvrement des plaies). Ces défenses sont plus ou moins efficaces selon les essences et la vigueur des sujets, mais elles ne peuvent pas contrecarrer les effets dus à des blessures trop importantes. Les principes énumérés ci-dessous ont pour but de rendre le recouvrement des plaies le plus facile et le plus rapide possible. Plus l'arbre est vigoureux, mieux il réagira.
- La taille élimine une partie des réserves (amidon et sucres contenus dans le bois) et de la masse foliaire qui contribue à la vie et à la croissance de l'arbre. L'arbre réagit à une élimination trop importante de branches par la fabrication de rejets, pour reconstituer la surface foliaire. Il est par conséquent nécessaire de ne pas éliminer plus de 30 % du volume initial du houppier.

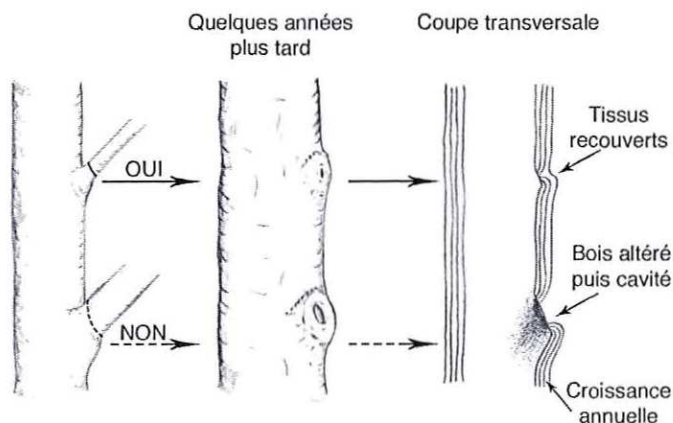
Principes généraux

■ Coupez des branches de faible diamètre

Le recouvrement des plaies sera ainsi plus rapide et elles risqueront donc moins de s'infecter. Pour que cette règle soit applicable, il est nécessaire de suivre l'arbre dès sa plantation (taille de formation), puis régulièrement tout au long de sa vie. La taille devrait toujours se limiter à des éliminations de branche de diamètre inférieur ou égal à 5 cm. L'élimination de branches de plus gros diamètre constitue des opérations de rattrapage, d'autant plus risquées qu'il s'agira d'essences à moindre pouvoir de compartimentation (marronnier, bouleau, peuplier, frêne, saule, sophora,...). Plus le diamètre de la coupe sera faible, plus le recouvrement de la plaie sera rapide.



Vidéo
La coupe de branches
de petit diamètre



C.A.U.E 77

LA TAILLE DES ARBRES

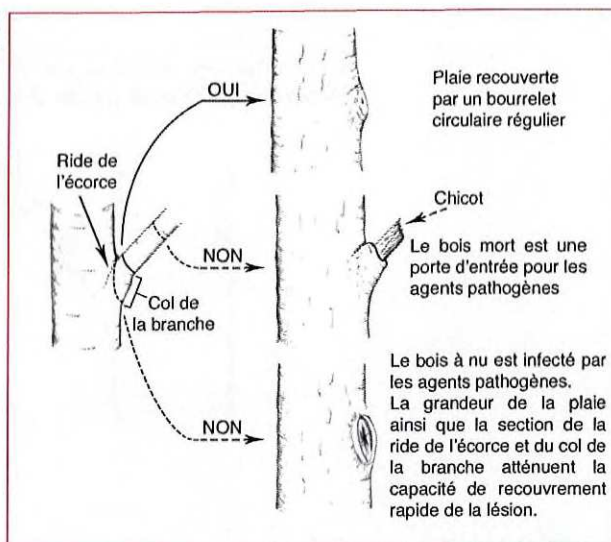


Vidéo
Le respect de l'angle de coupe

■ Respectez l'emplacement et l'angle de la coupe pour ne pas altérer le bourrelet cicatriciel

Effectuez la coupe dans le plan joignant l'extérieur de la ride de l'écorce et l'extrémité du col de la branche (pas toujours très visible), sans altérer le cambium qui formera les tissus de recouvrement de la plaie. La coupe doit généralement être perpendiculaire à l'axe de la branche à éliminer.

Ne laissez pas de chicot *



Vidéo
La taille sur tire-sève

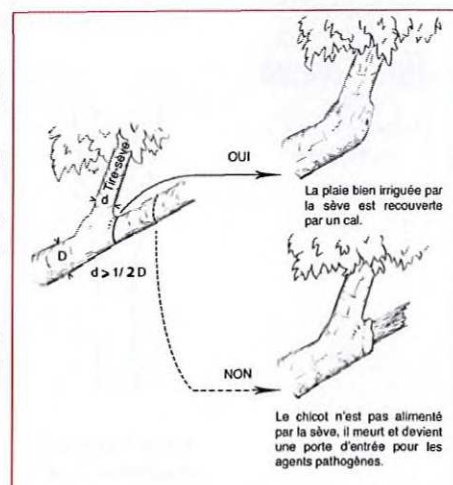
■ Taillez sur tire-sève

Lorsque vous devez réduire la longueur d'une branche, effectuez la coupe à proximité immédiate d'un tire-sève (**ne laissez pas de chicot ***).

Le tire-sève doit avoir un diamètre au moins égal à la moitié du diamètre de la branche éliminée.

La coupe doit être parallèle à l'axe du tire-sève. Le tire-sève assure une bonne alimentation en sève au niveau de la coupe et un recouvrement rapide de celle-ci.

* Le **chicot** est un moignon de branche non alimenté par la sève, qui meurt et devient une porte d'entrée pour les agents pathogènes.

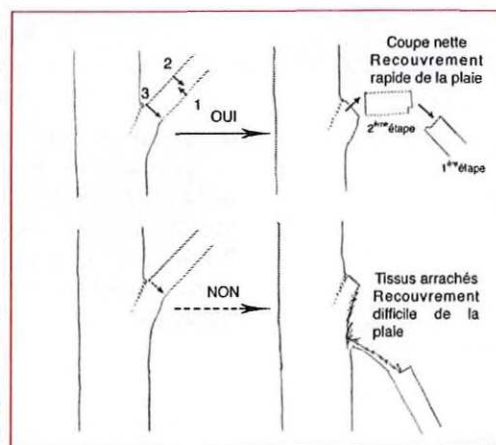


Vidéo
Eviter l'arrachage de l'écorce

■ Effectuez des coupes nettes et franches

Utilisez des outils bien aiguisés.

Pour éviter les déchirures (notamment lors des tailles en vert) effectuez la taille des branches lourdes en deux temps.



■ Désinfectez les outils de taille entre chaque chantier (ou entre chaque arbre)

La désinfection évite la contamination de tous les arbres par un agent pathogène rencontré sur l'un d'entre eux. Laissez tremper les outils dans l'alcool à brûler ou autre désinfectant antifongique pendant quelques minutes.



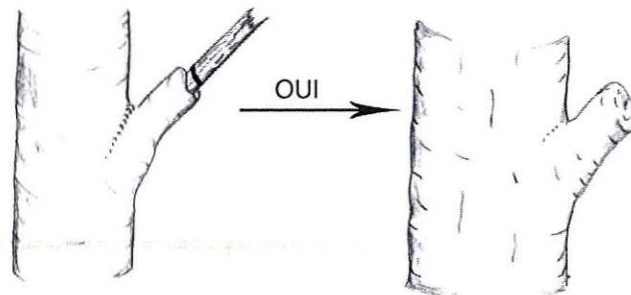


LA TAILLE DES ARBRES

Cas particuliers

■ Elimination d'une branche morte

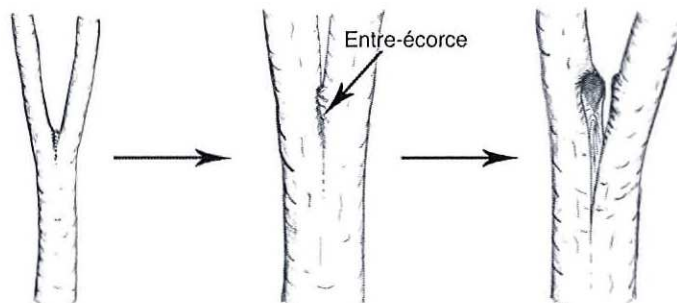
Coupez la branche morte au plus près du bourrelet annulaire sans entamer ce dernier.



Vidéo
La taille des fourches à
écorce incluse

■ Taille d'une fourche pour éviter l'apparition d'écorce incluse

Lorsque deux branches forment une fourche à angle très fermé, en grossissant, les branches sont jointes sans être soudées (l'écorce les sépare). Ce type de fourche a une résistance mécanique faible et risque de se fendre lors d'une pression importante (vent, poids de la neige, ...).

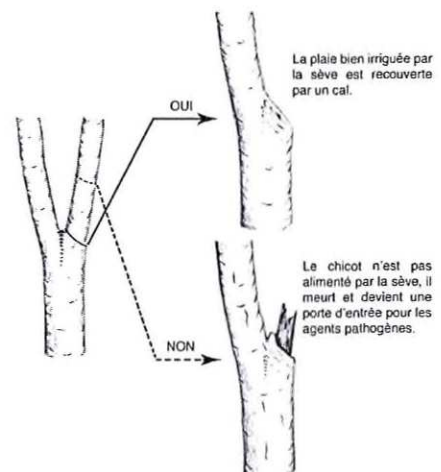


Jeune fourche à
angle très fermé

Les 2 branches grossissent
comprimées l'une contre
l'autre mais sans se souder à
leur base car leurs écorces les
séparent

Peu résistant ce
type de fourche
peut se fendre

Lorsque ce type de défaut est repéré sur des branches de petit diamètre, éliminez un axe pour éviter le déchirement futur de la fourche. La branche de plus gros diamètre et la mieux orientée sera conservée. Pour les branches de gros diamètre, n'effectuez pas de coupe traumatisante mais mettez en place un haubanage.



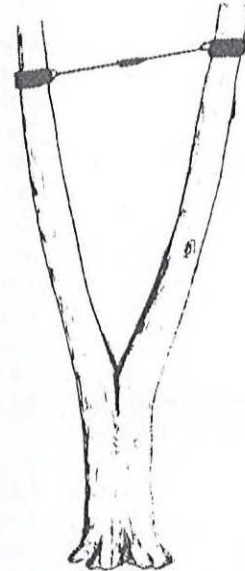


LA TAILLE DES ARBRES

■ Haubanage

Le haubanage permet de renforcer la stabilité mécanique de la couronne d'un arbre en limitant l'amplitude du mouvement des branches. Le haubanage par cerclage avec des cordes creuses en polypropylène tissé et des absorbeurs de chocs peuvent être utilisés.

Le haubanage doit être vérifié régulièrement. Les cerclages en métal sont prohibés car ils étranglent les branches. Le haubanage avec câble acier est trop rigide et le perçage des branches pour l'introduction de tiges filetées laisse des plaies qui peuvent s'infecter.



Les enduits fongicides

Ces produits à appliquer sur les plaies n'ont qu'une durée de vie limitée qui ne peut pas efficacement atténuer les méfaits occasionnés par le non respect des bonnes règles de taille énoncées ci-dessus. Si le produit est utilisé, il doit être appliqué immédiatement après la coupe et uniquement sur du bois sain.



Vidéo
La période de taille des arbres

Périodes de taille

Toute l'année sauf :

- Pendant la période d'apparition des feuilles (débourrement)
- Pendant la période précédant la chute des feuilles (descente de sève)

La taille des arbres feuillés (taille en vert) :

- Assure une meilleure compartimentation et un meilleur recouvrement des plaies
- Limite l'apparition de rejets
- Permet de mieux repérer le bois mort

La taille des arbres sans feuilles (hivernale)

- Permet de mieux distinguer l'architecture de l'arbre
- Limite les risques de déchirure d'écorce



Vidéo
L'équipement de l'arboriste grimpeur

Les moyens

De nombreux outils sont utilisés pour effectuer la taille (sécateur, sécateur de force, échenilloir, scie d'élagage à main japonaise, scie à chaîne sauf pour la taille de formation, ...).

Pour les grands arbres, la méthode du grimper est la meilleure car elle permet à l'élagueur de se déplacer dans la totalité de l'arbre (l'utilisation de la nacelle ne permet pas d'entrer dans le houppier des arbres à grand développement). L'utilisation des griffes est prohibée pour grimper dans les arbres car elles ouvrent des plaies infectées ensuite par différents agents pathogènes.



Vidéo
Les outils de taille



Vidéo
L'utilisation du sécateur



Vidéo
L'utilisation de la scie



Vidéo
Les outils sur perche





LA TAILLE DES ARBRES

La sécurité

L'élague de grands arbres est une opération dangereuse (hauteur et matériel tranchant). Il est par conséquent obligatoire de travailler en équipe de deux personnes minimum et d'utiliser l'équipement de protection approprié répondant aux normes de sécurité tels que vêtements et gants anti-coupures, chaussures de sécurité, casque, protection des yeux, dispositif anti-bruit, trousse de secours harnais et équipement nécessaire au grimpeur.

Les Equipements de Protection Individuelle (EPI) contre les chutes en hauteur doivent être vérifiés au moins tous les douze mois par un organisme certifié qui délivrera un certificat à annexer au registre de sécurité.

Les machines doivent être conformes aux normes en vigueur.

Le personnel communal conduisant des nacelles élévatrices ou tracteurs équipés de broyeur, doit être titulaire d'un certificat d'aptitude à la conduite d'engins spéciaux (CACES).

Un périmètre de sécurité doit être établi autour du chantier. La sécurité routière doit être assurée. Les lignes électriques proches doivent être mises hors tension.

A qui s'adresser ?

L'élague est une opération délicate qui demande une bonne forme physique, une formation de base solide (*certificat de spécialisation «taille et soins des arbres»*) et de nombreuses années d'expériences. Adressez vous uniquement à des grimpeurs-élagueurs professionnels diplômés et assurés pour ce type de travail (*entreprises ayant le titre de qualification E 140, E 141 ou E 142 QualiPaysage et (ou) adhérent au Cercle de qualité de l'arboriculture ornementale SEQUOIA*).

ADRESSES UTILES

SEQUOIA (Cercle de Qualité de l'Arboriculture Ornementale) - 79, avenue de la Cour de France
91260 JUVISY SUR ORGE - Tél. : 01 69 45 28 00
info@sequoia-online.com www.arboristes-sequoia.com

QUALIARBRE - Réseau arboriste élagueur - 75 rue de Bellevue
44470 THOUARE SUR LOIRE - Tél. : 09 50 56 21 36
www.qualiarbre.com

Union Nationale des Entrepreneurs du Paysage (UNEP) section élagueur
Maison du Paysage - 60 ter rue Haxo 75020 PARIS
www.lesentreprisesdupaysage.fr

QUALIPAYSAGE - Maison du Paysage - 60 ter rue Haxo 75020 PARIS - Tél. : 01 43 27 34 18
Fax : 01 43 27 34 19
www.qualipaysage.org

Caisse centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA)
19 rue de Paris - CS 50070 - 93013 BOBIGNY CEDEX
www.msa.fr

BIBLIOGRAPHIE

La taille des arbres d'ornement - Christophe Drenou - Institut pour le Développement Forestier - 1999
Guide pratique du grimpeur élagueur - Frédéric Mathias - Société Française d'Arboriculture - 2001
Guide Pratique des Professionnels de l'élague - Mutualité Sociale Agricole Caisse Centrale - 2003
Marchés publics de travaux - Cahier des clauses techniques générales - Fascicule n°35 - Aménagements paysagers - aires de sports et de loisirs en plein air - Bulletin officiel - Avril 1999
Memento de l'arboriste - Volume 1 - l'arboriste grimpeur - 2010
Travaux d'entretien des arbres - UNEP - 2013

Augustin Bonnardot, forestier arboriste - CAUE 77
Octobre 2017



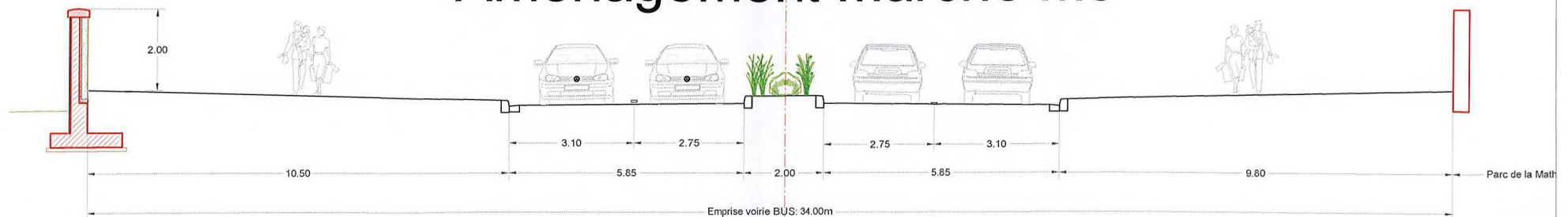


soleam

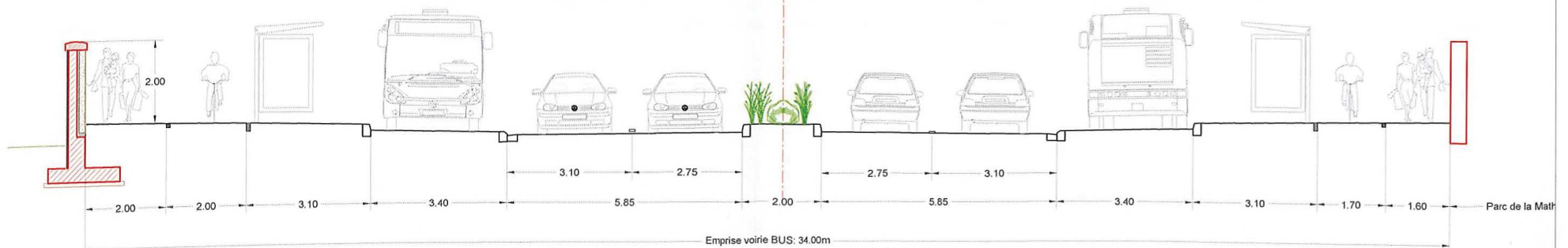
Le Louvre et Paix - 49 La Canebière
CS 80024 - 13232 Marseille cedex 01
Tél. 04 88 91 91 91 - Fax : 04 88 91 91 92

Coupe M5.0

Aménagement Marché M5

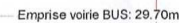


Aménagement Phase 2 (DDT/St-Marguerite)



M5.0

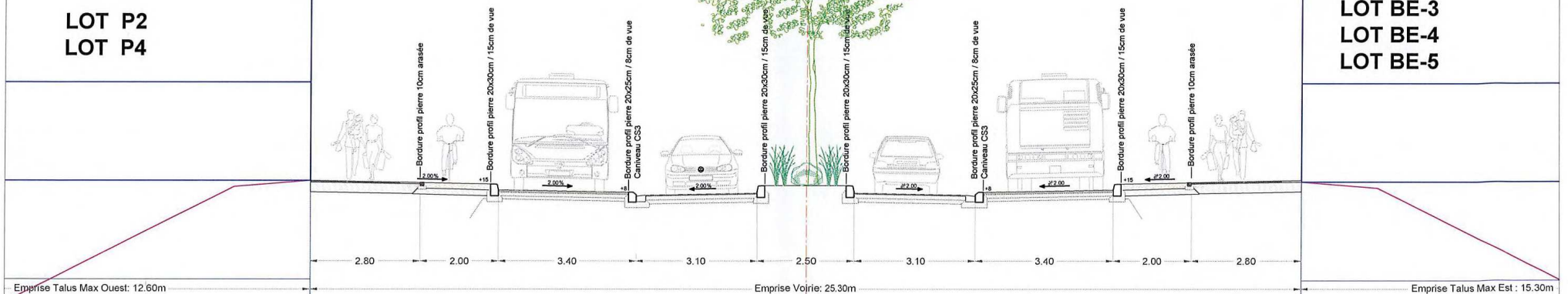
LOT BE-6



Coupe AA

LOT P2
LOT P4

LOT BE-3
LOT BE-4
LOT BE-5

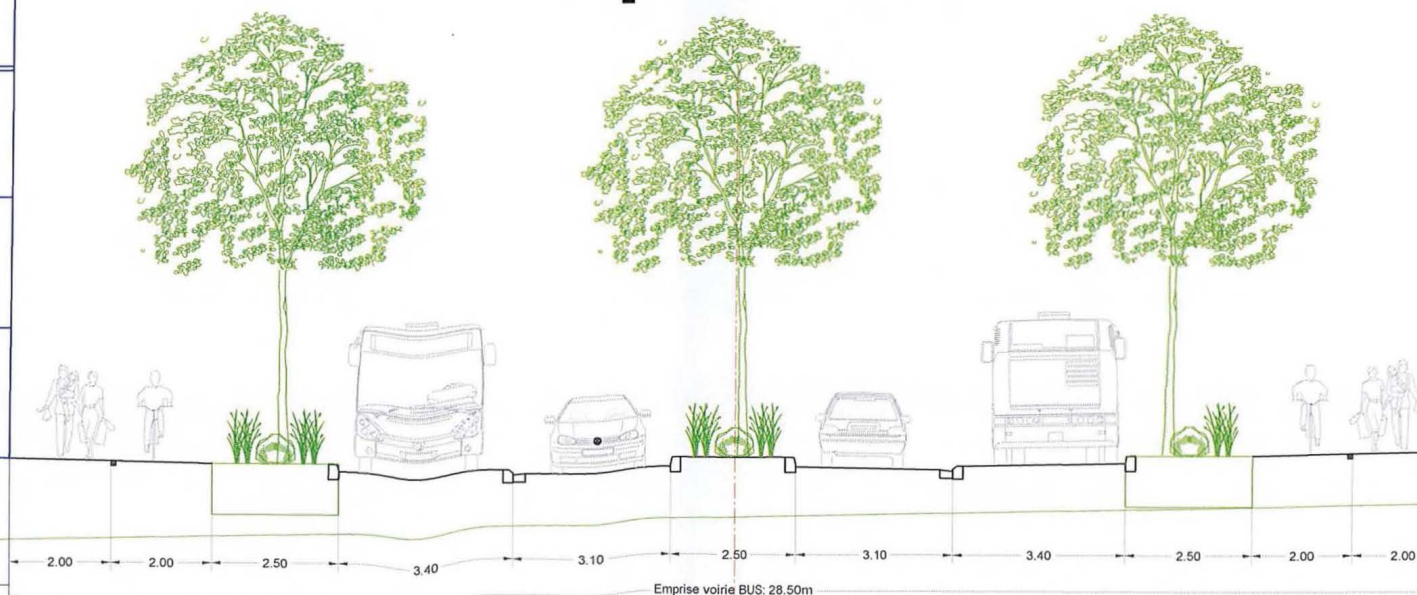


AA

Coupe M5.2

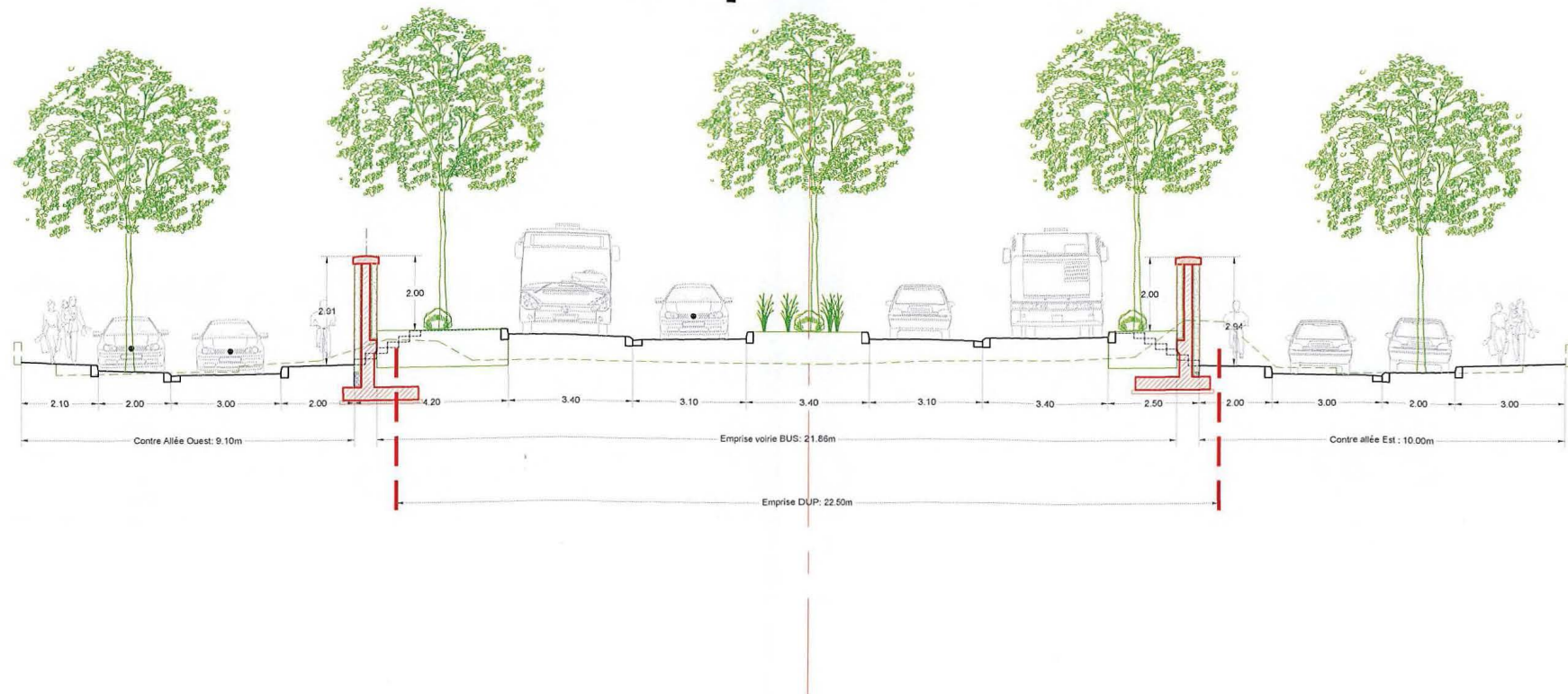
LOT BO2
LOT BO4a

LOT BE-1
LOT BE-2A



M5.2

Coupe M5.3



M5.3

Décision n° 19/318/D

Bail de location entre Monsieur Masse et la Métropole pour la location de locaux à usage de Boutique de la Mobilité situés au rez-de-chaussée de l'immeuble bâti sise Salon-de-Provence , 68 place Morgan.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'en date du 8 juin 2010 par délibération n°135/10, les membres de l'ex Communauté d'Agglomération « Agglopolo Provence », intégrée à la Métropole depuis le 1er avril 2016, ont approuvé la signature d'un contrat avec Monsieur Masse pour la location des locaux situés au rez-de-chaussée de l'immeuble bâti situé 68 Place Morgan à Salon-de-Provence ;
- Que ces locaux hébergent une partie des services administratifs des opérateurs de transport en charge du réseau urbain « Libebus » ;
- Que le contrat de location d'une durée de 3 ans, du 1er juillet 2010 au 30 juin 2013, et renouvelable deux fois, chaque fois pour une durée de 3 ans, arrive à son terme le 30 juin 2019 ;

- Que La Métropole Aix-Marseille-Provence a récemment engagé des dépenses dans ces locaux, devenus en 2017 Boutique de la Mobilité du Réseau « La Métropole Mobilité » ;
- Qu'il convient d'établir un nouveau contrat de bail afin de maintenir la Boutique Mobilité au rez-de-chaussée de l'immeuble bâti sis 68 Place Morgan à Salon-de-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé le contrat de location entre la Métropole et Monsieur Michel Masse pour la location de locaux situés au rez-de-chaussée de l'immeuble bâti sis 68 Place Morgan à Salon-de-Provence, et d'une superficie de 45m².

Article 2 :

Le contrat de bail prendra effet à compter du 1er juillet 2019 jusqu'au 30 juin 2022, il pourra être une ou deux fois renouvelé aux conditions antérieures.

Article 3 :

Le montant du loyer s'élève à 1 050 euros payable d'avance et par mois, au domicile du Bailleur ou entre les mains de son mandataire.

Le montant du loyer sera augmenté chaque année à l'anniversaire du bail (1^{er} juillet) en fonction de la variation de l'indice national de référence des loyers publié trimestriellement par l'INSEE pour la période considérée (étant toutefois précisé que pour éviter les inconvénients dus au retard de publication des indices, il sera fait référence au dernier indice paru par comparaison avec celui de la période correspondante).

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence au compte 6132 Sous politique C 210.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Mai 2019

Décision n° 19/320/D

Décision modificative pour la régie d'avances cartes grise suite au changement d'adresse et à la diminution du montant de l'avance

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°17/741/D du 12 janvier 2018 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 23 avril 2019 ;

CONSIDÉRANT

La nécessité de modifier l'adresse de la régie, de diminuer le montant de l'avance à 10 000 euros ;

DECIDE

Article 1 :

L'article 2 de la décision n°17/741/D du 12 janvier 2018 est modifié comme suit :

« Cette régie est installée dans les locaux de :
La Direction des Moyens Généraux Logistique
La Tour la Marseillaise
2 bis, boulevard Euromed-Quai d'Arenc
13002 Marseille »

Article 3 :

L'article 4 de la décision n°17/741/D du 12 janvier 2018 est modifié comme suit :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 10 000 euros.

Article 4 :

Les autres articles demeurent inchangés.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 mai 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/321/D

Décision de clôture de la régie de recettes parking Verdun de La Ciotat pour l'encaissement des droits de stationnement sur le parking

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision de création de régie n°16/057/D du 19 juillet 2016 ;
- La décision modificative n°16/250/D du 18 octobre 2016 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 23 avril 2019.

CONSIDÉRANT

La mise en Délégation de Service Public du Parking Verdun du 15 mai 2018. Il convient de clôturer la régie.

DECIDE

Article 1 :

La régie de recettes « Parking Verdun de La Ciotat » pour l'encaissement des droits de stationnement sur le parking de Verdun à La Ciotat créée par la décision n°16/057/D du 19 juillet 2016 et modifiée par la décision n° 16/250/D du 18 octobre 2016 est clôturée à compter du 15 mai 2018.

Les décisions n°16/057/D et n°16/250/D sont abrogées à compter du 15 mai 2018.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 mai 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/331/D

Mission Elu : Monsieur Nicolas Isnard - Réunion à l'Elysée pour le projet de fusion de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Département le 7 mai 2019 à Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

Article 1 :

Monsieur Nicolas Isnard se rendra à Paris le 7 mai 2019 pour une réunion à l'Elysée dans le cadre du projet de fusion de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec le Département.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Mai 2019

Décision n° 19/332/D

Mission Elu : Monsieur Didier Parakian - Salon Viva Tech - 17 mai 2019 - Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Qu'une convention logistique urbaine a été signée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le groupe La Poste.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Didier Parakian, Conseiller Métropolitain, se rendra à Paris le 17 mai 2019 pour me représenter à la table-ronde consacrée à la logistique urbaine au salon Vivatech.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le, 24 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Mai 2019

Décision n° 19/333/D

Location d'un stand de 87 m² pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, au Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) à Cannes du 10 au 13 mars 2020.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que le MIPIM, salon international, est en effet un rendez-vous annuel incontournable des acteurs nationaux et internationaux de l'immobilier d'entreprise ;
- Qu'il constitue pour la Métropole l'occasion de promouvoir ses projets et son territoire, et d'entretenir des relations avec les acteurs et décideurs économiques nationaux et internationaux ;
- Que dans le cadre de sa participation à ce salon, la Métropole souhaite louer un stand de 87 m² ;
- Que la Métropole souhaite également bénéficier de prestations de publicité connexes à sa participation au salon, à savoir disposer de deux demi-pages de présentation dans le journal du salon ainsi que de 20 autocollants à l'extérieur ;
- Qu'il convient donc de conclure avec la société par action simplifiée (SAS) Reed MIDEM, société organisatrice du MIPIM, un contrat de location pour ce stand lequel inclut lesdites prestations ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé le contrat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société par action simplifiée (SAS) Reed MIDEM relatif à la location d'un stand lors du Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIIM) qui se déroulera à Cannes du 10 au 13 mars 2020.

Article 2 :

Le contrat prend effet à compter de sa signature et trouvera son terme à l'issue du MIPIIM, le 13 mars 2020.

Article 3 :

Le coût de la location du stand et des prestations connexes de publicité s'élève à la somme totale de 102 908,35 euros TTC, répartie comme suit :

- prix de la location du stand : 88 004,35 euros TTC ;
- prix des prestations connexes de publicité dites « advertising » : 14 904 euros TTC.

Article 4 :

En ce qui concerne le prix de la location du stand, les modalités de règlement sont les suivantes :

- 30% du prix, soit 30 872.50 euros seront versés à la signature du contrat ;
- 50% du prix, soit 51 454.75 euros seront versés avant le 11 octobre 2019 ;
- 20% du prix, soit 20 581.10 euros seront versés le 6 décembre 2019.

En ce qui concerne le prix des prestations connexes de publicité, dites « advertising », celui-ci sera réglé à la signature du contrat.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole : Fonction 64 – nature 6233 « foires et expositions » - sous-politique B330.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juin 2019

Deadline for
all stand location
renewals:
June 7th 2019



10-13 March 2020
Palais des Festivals, Cannes, France
www.mipim.com

The purpose of MIPIM (hereafter the "Event") is to bring together international real estate professionals, such as local authorities, developers, architects, qualified investors, financial institutions, corporate occupiers, advisors and any person whose activities are directly related to the real estate sector.

Terms used hereafter are defined in the Rules enclosed

This contract should be completed in CAPITAL LETTERS
Please return this contract to your local office (see page 9)

1 YOUR COMPANY

Legal Company Name*

METROPOLE AIX - MARSEILLE PROVENCE

Company Name
as listed in the guide

Address*
(Incl. street, house / box number)

58 Bd Charles Livon

City*

MARSEILLE

Zip Code / Postcode*

13007

State

Country

FRANCE

Telephone

+33 (0) 4 95 09 50 00

Fax

Website

VAT Number / Tax ID**

For companies not located in the European Union, please supply your tax identification number, or national business number of your company.
If this information is not supplied, French VAT will be charged and may not be reimbursed by French tax authorities.

Name of the stand you will be based on (if applicable)

2 YOUR BILLING ADDRESS (Complete only if different from above)

Legal Company Name**

METROPOLE AIX - MARSEILLE PROVENCE

Billing Contact Name

Address**
(Incl. street, house / box number)

BP 48014

City**

MARSEILLE CEDEX 02

Zip Code / Postcode**

13567

State

Country

Telephone

Fax

Website

VAT Number / Tax ID**

For companies not located in the European Union, please supply your tax identification number, or national business number of your company.
If this information is not supplied, French VAT will be charged and may not be reimbursed by French tax authorities.

3 YOUR COMPANY CONTACTS

MAIN CONTACT (Contact details of the person who organises the stand)

☒ Mr ☐ Mrs ☐ Ms

Surname**

THIERRY

First Name**

Eric

Position**

Chef de service Promotion et événements économiques

Work email**

eric.thierry@ampmetropole.fr

Language in which you would like us to communicate with you?

☐ English

☒ French

TECHNICAL CONTACT (We recommend you include the contact details of the stand decoration company)

☐ Mr ☐ Mrs ☒ Ms

Surname**

MAHE

First Name**

Anne-Lise

Work email**

anne-lise.mahe@ampmetropole.fr

* Mandatory. Listed in the Guide

** Mandatory. Not listed in the Guide

4 YOUR COMPANY PROFILE*

To validate your registration and ensure the accuracy of your company profile, please complete the details of your company's activity carefully. This will be your reference in the:

- MIPIM Online Database: a complete directory of participating companies, individuals, real estate projects to support your networking activities, organise meetings and prepare your show

- MIPIM Guide: the Who's Who of the real estate industry

Reed MIDEM reserves the right to list or to modify this information if this section is incorrect/not completed.

a. Please specify in which countries you wish to develop your business (please tick appropriate box(es))

AMERICA

☐ Argentina☐ Brazil☐ Canada☐ Chile☐ Mexico☐ USA☐ Other Latin America

ASIA PACIFIC

☐ Australia / New Zealand☐ China☐ Hong Kong☐ India☐ Indonesia☐ Japan☐ Malaysia☐ Singapore☐ South Korea☐ Thailand☐ Vietnam☐ Other Asia

CENTRAL & EASTERN EUROPE

☐ Baltic Countries☐ Bulgaria☐ Croatia / Slovenia☐ Czech Republic☐ Poland☐ Romania☐ Russia☐ Serbia / Balkan Countries☐ Slovakia☐ Ukraine☐ Other Central & Eastern Europe

MIDDLE EAST AND AFRICA

☐ Algeria☐ Egypt☐ Ghana☐ Ivory Coast☐ Kenya☐ Mauritius☐ Morocco☐ Nigeria☐ Saudia Arabia☐ Senegal☐ South Africa☐ Tunisia☐ Turkey☐ U.A.E☐ Other Africa☐ Other Middle East

WESTERN EUROPE

☐ Austria☐ Belgium☐ Finland☒ France☐ Germany☐ Greece☐ Ireland☐ Italy☐ Luxembourg☐ Netherlands☐ Portugal☐ Scandinavia☐ Spain☐ Switzerland☐ UK☐ Other Western Europe

b. Your main business field: from the following list, please tick the box which corresponds to your company's main business field (please tick only one box).

☐ 10 INVESTORS & FINANCIAL INSTITUTIONS☒ 30 LOCAL & PUBLIC AUTHORITIES☐ 44 GENERAL BUSINESS SERVICES☐ 21 HOTEL GROUPS☐ 40 DEVELOPERS☐ 45 TECHNOLOGY & SOLUTION PROVIDERS☐ 22 RETAILERS☐ 41 OPERATORS☐ 46 ASSOCIATION & ACADEMICS☐ 23 CORPORATE END-USERS / OCCUPIERS☐ 42 REAL ESTATE BUSINESS SERVICES & SUPPLIERS

10 - INVESTORS & FINANCIAL INSTITUTIONS

☐ 100 Asset / Fund Manager☐ 103 Insurance company☐ 106 Private Sector Pension Fund☐ 101 Bank☐ 104 Investor & Developer☐ 107 Real estate investments trusts (REIT, SIIC, SICAFI, SIIQ)☐ 102 Family office, HNWI, Private investor, Wealth Manager☐ 105 Public Pension Fund / Sovereign Wealth Fund☐ 104 Venture Capitals

Please specify which real estate sector you invest in

☐ A1 Car parks☐ A5 Infrastructure / Public & Private partnerships☐ A11 Offices☐ A2 Entertainment / Leisure / Theme Parks☐ A7 Land☐ A12 Residential☐ A3 High Street Retail☐ A8 Mall / Shopping Centre☐ A13 Retail Park / Factory outlet☐ A4 Hospitality☐ A9 Medical / Healthcare☐ A14 Social housing☐ A5 Industrial☐ A10 Mixed Use☐ A15 Storage / Warehouse / Logistics

Please specify your way of investment

☐ B1 Direct investment (in real estate projects / Products)☐ B2 Indirect investment (in funds and companies)

6 YOUR BOOKING

Stand - R - Zone A+ / Riviera 7

	Price	Sqm	Total
Registration fee	2 440,00 €		2 440,00 €
Number of sqm	784,00 €	50,94	39 936,96 €
<i>Rate per sqm</i>			
Extensions of sqm	860,00 €	36	30 960,00 €
<i>Rate per sqm</i>			
TOTAL - VAT excluded	86,94 Sqm		73 336,96 €
VAT			14 667,39 €
TOTAL - VAT Included			88 004,35 €

Your stand price includes :

- Registration for 4 full time employees
- Your company & delegate listing in the MIPIM Guide
- Your access to onsite services & the full conference & event programme
- Your access to the MIPIM Online Database is available from December 2019 until the launch of the MIPIM Online Database 2021.

This complete database of participating companies, individuals and retail real estate projects helps you network, organise meetings and prepare your show

Miscellaneous**MIPIM Display Panels**

News - 1/2 page (horizontale)	2 060 €	2	4 120 €
20 stickers sur le parvis	8 300 €	1	8 300 €
		3 Qty	12 420 €
Total (VAT excluded)			12 420,00 €
VAT			2 484,00 €
Total (VAT Included)			14 904,00 €

TOTAL (Tax excluded)* € 85 756.96

21 - HOTEL GROUPS

☐ 210 Hotel operator

22 - RETAILERS

☐ 220 Individual retail company

☐ 221 Group of retail companies

☐ 222 Master franchisee

23 - CORPORATE END-USERS / OCCUPIERS

☐ 230 Consumer Goods

☐ 231 Energy / Chemicals

☐ 232 Financial Services

☐ 233 Health Care

☐ 234 Industrial Goods

☐ 235 Media & Entertainment

☐ 236 Public Services - Public Authorities

☐ 237 Publishing / Press

☐ 238 Technology & Communication

☐ 239 Travel & Tourism

☐ 240 University & Knowledge

☐ 241 Others

30 - LOCAL & PUBLIC AUTHORITIES

☐ 300 City / Metropolitan area

☐ 301 Public promotion / Development agency

☐ 302 Other local / Regional / Government authority

☐ 303 Other public authority (joint ventures, free trade zone...)

40 - DEVELOPERS

☐ 400 Car park developer

☐ 401 Entertainment / Leisure / Theme park developer

☐ 402 Hotel developer

Developer only: are you also an investor?

☐ F1 Investor & Developer

☐ 403 Industry & Logistics developer

☐ 404 Mall / Shopping center developer

☐ 405 Office developer

☐ F2 Developer only

☐ 406 Residential developer

☐ 407 Retail park / Factory outlet developer

☐ 408 Mix use developer

41 - OPERATORS

☐ 410 Transport

☐ 411 Entertainment / Leisure / Theme park operator

☐ 412 Storage / Logistics operator

☐ 413 Business centre operator

42 - REAL ESTATE BUSINESS SERVICES & SUPPLIERS

☐ 420 Architect

☐ 421 Bank (credit provider)

☐ 422 Construction company

☐ 423 Engineering firm

☐ 424 Entertainment / Leisure / Culture

☐ 425 Facilities management

☐ 426 Interior architect / Designer / Consultant

☐ 427 Real Estate Adviser / Agent

☐ 428 Tenant Representative

☐ 429 Private master planner

☐ 430 Property management company

☐ 431 Utilities

44 - GENERAL BUSINESS SERVICES

☐ 440 Accountant & Audit / Notary / Tax adviser

☐ 441 Consulting firm

☐ 442 HR / Recruitment consultant

☐ 443 Law firm

☐ 444 Marketing / Advertising / Multichannel / Digital / PR Company

☐ 445 Research institute

45 - TECHNOLOGY & SOLUTION PROVIDERS

☐ 450 3D / Virtual reality

☐ 451 Online transaction platform

☐ 452 Building technology (automation, IOT, lightning, equipment)

☐ 453 Other solution providers

☐ 454 Smart grid, Energy & Utilities

☐ 455 Software & Digital applications

☐ 456 Sustainability & Certification

☐ 457 AI

☐ 458 BIM Context

☐ 459 Data & Research Analytics

46 - ASSOCIATIONS & ACADEMICS

☐ 460 Federation / Association

☐ 461 University / Academics

5 ACCOMODATION BOOKINGS

B-Network, our official partner, negotiates preferred rates and booking conditions with a wide range of hotels and apartments in Cannes and its surrounding areas exclusively for our MIPIM participants.

Early reservation is highly recommended to secure your accommodation.

To book now, please visit www.mipim.b-network.com

For any assistance, please contact B-Network at hotel.mipim@reedmidem.com or +33 (0)4 93 68 76 00.

YOUR DECORATION

Option A (standard decoration) included with no extra cost
To be ordered eight weeks before the show.

- ☐ For more information see Exhibitor's Technical Guide.
Partitioning walls, basic furniture, stand sign, carpeting,
lighting, power supply & daily cleaning.

Option C (stand constructed by your own contractor)
Your contractor is required to send your stand project to the

- ☐ technical department six weeks before the show.
Stand construction must conform with the Palais des Festivals' safety
regulations (see Exhibitor's Technical Guide)

Only stand packages (Option B) or designed stands (Option C) are allowed in Palais - 1 Main alley, Riviera 7 and Riviera 8.
Please see the Exhibitor's Technical Guide.

- ☐ Option B - Exhibiting solutions - to be ordered four weeks before the show.

The following equipment is provided for stands less than 18 m² *

Opal	<input type="checkbox"/>	1 table + 3 chairs** 40" Full HD LED screen + DVD Player 1 Graphic panel (1m2) Your company name or logo on fascia 1 Lockable cupboard 1 Welcome desk with cupboard	1 Coffee machine + 150 coffee capsules Stand partitions and carpet 1 Magazine rack + 1 coat rack Lighting Electricity Floral decoration	€280 /m ² *** x _____ m ² Total (excl. VAT) : _____ €
Emerald	<input type="checkbox"/>	1 table + 3 chairs** 40" Full HD LED screen + DVD Player 1 Graphic panel (1m2) Your company name or logo on fascia 1 Lockable cupboard 1 Welcome desk with cupboard	1 Coffee machine + 150 coffee capsules Stand partitions and carpet 1 Magazine rack + 1 coat rack Lighting Electricity Floral decoration	€385 /m ² *** x _____ m ² Total (excl. VAT) : _____ €
Ruby	<input type="checkbox"/>	1 table + 3 chairs** 40" Full HD LED screen + DVD Player printings on wall partitions Your company name or logo on fascia 1 Lockable cupboard 1 Welcome desk with cupboard	1 Coffee machine + 150 coffee capsules Stand partitions and carpet 3 booklet holders + 1 coat rack Lighting Electricity Floral decoration	€450 /m ² *** x _____ m ² Total (excl. VAT) : _____ €
Sapphire	<input type="checkbox"/>	Stand partitions and carpet 1 table + 3 chairs** 40" Full HD LED screen + DVD Player 1 Graphic panel (1m2) Your company name or logo on fascia 1 Lockable cupboard	1 Welcome desk with cupboard 1 Coffee machine + 150 coffee capsules 1 Magazine rack + 1 coat rack Lighting Electricity Floral decoration	€505 /m ² *** x _____ m ² Total (excl. VAT) : _____ €
Diamond 18m ² minimum	<input type="checkbox"/>	Stand partitions and carpet Furniture (according to the booth's size)** 40" Full HD LED screen + DVD Player 1 Graphic panel (according to the booth's size) Your company name or logo on fascia 1 Lockable cupboard, Storage room	1 Welcome desk with cupboard 1 Coffee machine + 150 coffee capsules 1 Magazine rack + 1 coat rack Lighting Electricity Floral decoration	€710 /m ² *** x _____ m ² Total (excl. VAT) : _____ €

* specific additional furniture is provided at no extra cost from 18m², 27m² and 36m². For more information, please consult our brochure.

** according to models available in this range of package

*** the range of decoration offer and its price depend on the services proposed, the materials employed for the stand design and its associated costs.
For more information please consult our brochure.

Audiovisual Equipment upgrades		Supplementary Services	
Upgrade to 46" Full HD Led TV	€305 x _____ = _____ €	Supplementary 40" Full HD Led TV + DVD	€405 x _____ = _____ €
Upgrade to 55" Full HD Led TV	€510 x _____ = _____ €	Supplementary 46" Full HD Led TV + DVD	€710 x _____ = _____ €
Upgrade to 60" Full HD Led TV	€775 x _____ = _____ €	Supplementary 55" Full HD Led TV + DVD	€860 x _____ = _____ €
Upgrade to 65" 4K TV	€1,520 x _____ = _____ €	Supplementary 60" Full HD Led TV + DVD	€1,120 x _____ = _____ €
		Supplementary 65" 4K TV + blu-ray player	€2,030 x _____ = _____ €
		Computer	€165 x _____ = _____ €
		Water Fountain + 18L water bottle	€115 x _____ = _____ €
		140L Refrigerator	€95 x _____ = _____ €

TOTAL COST (excl. VAT) _____ €

LIST OF PARTICIPANTS FOR THE MIPIM GUIDE AND ONLINE DATABASE

Company and delegates will be listed in the MIPIM Guide and on the MIPIM Online Database (DEADLINE FOR LISTING IN THE MIPIM Guide is January 31st, 2020)

A PERSONAL/UNIQUE EMAIL ADDRESS IS MANDATORY TO:

Access the MIPIM Online Database - without an email address, you will not receive your login information.

Personal Data collected by Reed MIDEM is used to fulfill request for registration and promote our tradeshows. You may access, update or refuse for this data to be used by contacting us at: contact.dpo@reedmidem.com

1 - PARTICIPANT

☐ Mr ☐ Mrs ☐ Ms

Surname

First Name

Position

Work email

Individual email address is required☐ I do not wish my email to appear on the Online Database

Specify your Job Function

- ☐ 1 Asset management
☐ 2 Corporate management
☐ 3 Architecture / Design
☐ 4 Business development
☐ 5 Education
☐ 6 Human Resources

- ☐ 7 Finance / Accounting
☐ 8 Investment / Acquisition
☐ 9 Information technology
☐ 10 Legal
☐ 11 Marketing / Communication
☐ 12 Portfolio & Fund management

- ☐ 13 Research / Consulting
☐ 14 Leasing
☐ 15 Operation Management
☐ 16 Other

Specify your Real Estate sector

- ☐ 1 Entertainment / Leisure / Theme Parks
☐ 2 Retail
☐ 3 Hospitality
☐ 4 Industrial
☐ 5 Infrastructure / Public & Private partnerships

- ☐ 6 Land
☐ 7 Medical / Healthcare
☐ 8 Mixed use
☐ 9 Offices
☐ 10 Residential

- ☐ 11 Social housing
☐ 12 Storage / Warehouse / Logistics
☐ 13 Student housing
☐ 14 Other

2 - PARTICIPANT

☐ Mr ☐ Mrs ☐ Ms

Surname

First Name

Position

Work email

Individual email address is required☐ I do not wish my email to appear on the Online Database

Specify your Job Function

- ☐ 1 Asset management
☐ 2 Corporate management
☐ 3 Architecture / Design
☐ 4 Business development
☐ 5 Education
☐ 6 Human Resources

- ☐ 7 Finance / Accounting
☐ 8 Investment / Acquisition
☐ 9 Information technology
☐ 10 Legal
☐ 11 Marketing / Communication
☐ 12 Portfolio & Fund Management

- ☐ 13 Research / Consulting
☐ 14 Leasing
☐ 15 Operation Management
☐ 16 Other

Specify your Real Estate sector

- ☐ 1 Entertainment / Leisure / Theme Parks
☐ 2 Retail
☐ 3 Hospitality
☐ 4 Industrial
☐ 5 Infrastructure / Public & Private partnerships

- ☐ 6 Land
☐ 7 Medical / Healthcare
☐ 8 Mixed use
☐ 9 Offices
☐ 10 Residential

- ☐ 11 Social housing
☐ 12 Storage / Warehouse / Logistics
☐ 13 Student housing
☐ 14 Other

LIST OF PARTICIPANTS FOR THE MIPIM GUIDE AND ONLINE DATABASE

Company and delegates will be listed in the MIPIM Guide and on the MIPIM Online Database (DEADLINE FOR LISTING IN THE MIPIM Guide is January 31st, 2020)

A PERSONAL/UNIQUE EMAIL ADDRESS IS MANDATORY TO:

Access the MIPIM Online Database - without an email address, you will not receive your login information.

Personal Data collected by Reed MIDEM is used to fulfill request for registration and promote our tradeshows. You may access, update or refuse for this data to be used by contacting us at: contact.dpo@reedmidem.com

3 - PARTICIPANT

☐ Mr ☐ Mrs ☐ Ms

Surname

First Name

Position

Work email

Individual email address is required

☐ I do not wish my email to appear on the Online Database

Specify your Job Function

- ☐ 1 Asset management
☐ 2 Corporate management
☐ 3 Architecture / Design
☐ 4 Business development
☐ 5 Education
☐ 6 Human Resources

- ☐ 7 Finance / Accounting
☐ 8 Investment / Acquisition
☐ 9 Information technology
☐ 10 Legal
☐ 11 Marketing / Communication
☐ 12 Portfolio & Fund management

- ☐ 13 Research / Consulting
☐ 14 Leasing
☐ 15 Operation Management
☐ 16 Other

Specify your Real Estate sector

- ☐ 1 Entertainment / Leisure / Theme Parks
☐ 2 Retail
☐ 3 Hospitality
☐ 4 Industrial
☐ 5 Infrastructure / Public & Private partnerships

- ☐ 6 Land
☐ 7 Medical / Healthcare
☐ 8 Mixed use
☐ 9 Offices
☐ 10 Residential

- ☐ 11 Social housing
☐ 12 Storage / Warehouse / Logistics
☐ 13 Student housing
☐ 14 Other

4 - PARTICIPANT

☐ Mr ☐ Mrs ☐ Ms

Surname

First Name

Position

Work email

Individual email address is required

☐ I do not wish my email to appear on the Online Database

Specify your Job Function

- ☐ 1 Asset management
☐ 2 Corporate management
☐ 3 Architecture / Design
☐ 4 Business development
☐ 5 Education
☐ 6 Human Resources

- ☐ 7 Finance / Accounting
☐ 8 Investment / Acquisition
☐ 9 Information technology
☐ 10 Legal
☐ 11 Marketing / Communication
☐ 12 Portfolio & Fund Management

- ☐ 13 Research / Consulting
☐ 14 Leasing
☐ 15 Operation Management
☐ 16 Other

Specify your Real Estate sector

- ☐ 1 Entertainment / Leisure / Theme Parks
☐ 2 Retail
☐ 3 Hospitality
☐ 4 Industrial
☐ 5 Infrastructure / Public & Private partnerships

- ☐ 6 Land
☐ 7 Medical / Healthcare
☐ 8 Mixed use
☐ 9 Offices
☐ 10 Residential

- ☐ 11 Social housing
☐ 12 Storage / Warehouse / Logistics
☐ 13 Student housing
☐ 14 Other

Please photocopy this page for additional participant

7 TOTAL PAYMENT

PLEASE INSERT THE TOTAL AMOUNT INCLUDING VAT, IF APPLICABLE, IN THE "BALANCE DUE" FIELD BELOW.

TOTAL DUE FOR EXHIBITING / DECORATION (incl. VAT)*	88 004,35
TOTAL DUE FOR ADVERTISING / OTHER OPTIONS AND SPONSORING (incl. VAT)*	14 904,00
TOTAL DUE FOR PREMIUM HOSPITALITY SUITE (incl. VAT)*	
TOTAL DUE FOR REGISTRATION (incl. VAT)*	
BALANCE DUE (incl. VAT)*	102 908.35

*

VISITOR REGISTRATION	EXHIBITING & ADVERTISING
+10% VAT on visitor registration is OBLIGATORY for all customers	+20% VAT on exhibiting, exhibitors' registration and advertising is OBLIGATORY for:
	> ALL FRENCH CUSTOMERS
	> EU CUSTOMERS NOT SUBJECT TO VAT
	> NON-EU CUSTOMERS NOT SUBJECT TO CORPORATE INCOME TAX

Instructions for tax refund will be sent with your invoice.

8 TERMS OF PAYMENT

> FOR ADVERTISING, SPONSORING, HOSPITALITY SUITES, REGISTRATION & OTHER SOLUTIONS ONLY

Full payment must be made upon signature of the contract

> FOR VISITOR & EXHIBITOR PARTICIPATION

This participation contract must be accompanied by payment in all cases. Be noted that no hotel request can be dealt with, and no Directory listing processed until full payment is received. Details of how to pay can be found on the following page.

> FOR STAND & PODS ONLY

First payment must be made upon signature of the contract. All subsequent payments must be made before the show according to the payment schedule below. (VAT included)

Payment schedule MIPIM 2020 (VAT incl.)	Contract signed and return to us before 12/10/2019	Contract signed and return to us between 12/10/2019 and 6/12/2019	Contract signed and return to us after 6/12/2019
Payment upon signature of the contract	30%	80%	100%
Payment on 11/10/2019	50%	N/A	N/A
Payment on 06/12/2019	20%	20%	N/A

9 DECLARATION OF AGREEMENT

General - The undersigned acknowledges, agrees and warrants on behalf of his/her organisation that:

- he/she is duly authorised to execute and perform this Contract.
- he/she has received all necessary information from the show organiser in order to sign this Contract.
- he/she has read and will comply with the General Tradeshow Rules («Rules») printed hereafter, which are an entire part of this Contract.

Privacy and Data Policy - The undersigned warrants that he/she has duly obtained his/her organisation's appropriate personnel or representatives individual consent to provide personal data and informed them that personal data is (i) being processed subject to Article «Privacy and Data Policy» of the Rules for the purpose of carrying out the Organiser's contractual obligations and promoting its activity ; (ii) made accessible to all tradeshow's participants that may be located in countries or territories outside of the European Economic Area even where the country or territory in question may not provide a sufficient level of protection equivalent to that within the European Economic Area. He/she has duly informed his/her organisation's appropriate personnel or representatives of their right to access, obtain, correct and oppose the use of their personal data by writing to contact.dpo@reedmidem.com.

Surname**

VASSAL

First Name**

Martine

Position**

Présidente

X Stamp

X Signature (COMPULSORY)

X Date (COMPULSORY)

THIS CONTRACT IS FINAL AND BINDING

10 RULES

1. GENERAL PROVISIONS

The provisions of these Rules (the "Rules") shall apply to any individual or legal entity (such as exhibitors, sponsors, visitors, speakers, journalists, advertisers and service providers) (the "Participants"), who requests admission or is invited to the professional events organised by Reed MIDEM, a French société par actions simplifiée (simplified limited company) with share capital of €310,000, having registered office located at 27/33 Quai Alphonse Le Gallo, 92100 Boulogne Billancourt, France, and registered with the Nanterre Trade and Companies Register under number 662 003 557 (the "Organiser"). These Rules shall also apply to any other parties who contract with the Organiser. Where applicable, the goods and services proposed by the Participants at the event (the "Event") shall be offered only to meet the requirements of any individual or legal entity whose business activities are directly related to the sector promoted by the Event, as defined in the participation contract. The Organiser reserves the right to refuse to contract with any person whose business is not directly related to the sector promoted by the Event or on any other reasonable grounds, such as a dispute, etc.

2. ACCEPTANCE OF CONTRACT DOCUMENTS

Signature of any participation contracts and/or any admission to the Event shall be deemed the Participant's total and complete agreement with and acceptance of the provisions of these Rules, the relevant participation contracts, the Code of Conduct, the specifications of the operator of the Event Venue operator (the event venue being defined as the venue where the Event takes place as indicated in the participation contract or such other venue as the Organiser may decide, the "Event Venue") and, in the case of Exhibitors (an "Exhibitor") is defined as any Participant who rents a stand and/or assigned location at the Event), the Exhibitors' Technical Manual and the insurance policies that the Organiser takes out on behalf of the Exhibitors (hereinafter, collectively, the "Contract Documents"), all of which may be downloaded directly from the Event's website. Accordingly, the Participant undertakes to comply with the Contract Documents, as well as with any health and safety measures which may be imposed by the relevant public authorities, the operator of the exhibition space and/or the Organiser and to cause its employees and service providers to comply therewith. No amendments or reservations may be made by the Participant to the Contract Documents in any manner whatsoever.

3. AMENDMENTS TO AND PRIORITY OF THESE RULES

The Organiser reserves the right to decide on all matters not covered by these Rules and to add new, immediately applicable provisions to cover such matters and any matters not otherwise dealt with by the general regulations governing commercial events which are posted on the www.unimev.fr website. The Organiser shall notify the Participants thereof as necessary. These Rules shall prevail over any other terms that Participants may seek to impose or incorporate, or which are implied by trade, custom, practice or course of dealing. In the event of a discrepancy between the French and any other translated versions of the Rules, the French version shall prevail.

4. POSTPONEMENT OR CANCELLATION OF EVENTS

Until the date on which registration closes, Participants shall assume all risks associated with the non-occurrence of the Event and, in particular, they alone shall bear costs they may have chosen to incur in anticipation of the Event.

However, in the case of cancellation of the Event, Participants may be refunded any amounts paid prior to the cancellation. In the case of cancellation because of a force majeure event, as set out in clause "Limitation of liability and Force Majeure" below, Participants shall be refunded an amount equal to sums already paid less direct costs incurred by the Organiser in order to organise the Event, i.e. the costs and expenses (inclusive of any non-recoverable VAT or any other equivalent tax on sales) properly attributable to the hire of the Venue, the management, promotion (including all publicity campaigns) and operation of the Event (the "Direct Costs").

If the Event is postponed, the amount of the deposit or participation fee paid by Participant shall be carried over in view of their participation in the new Event.

5. ADMISSION REQUIREMENTS

Persons under the age of 18 may not be admitted to the Event, except with the Organiser's prior written authorisation.

The Organiser reserves the right to refuse entry to or to have expelled, temporarily or permanently, any Participant whose presence, conduct or behaviour threatens the image, peace or safety of the Event and/or of the other Participants and/or of the Organiser and/or the integrity of the site. In such case, the Participant shall be reimbursed the share of sums already paid on a pro rata basis according to the remaining period of the Event.

To gain admission to the Event Participants must show an admission pass, which the Organiser shall issue free of charge or for consideration in accordance with its own procedures. The distribution, reproduction or sale of admission passes in order for any person other than the Participant to derive a profit therefrom is strictly forbidden and may be liable to prosecution.

Due to the international nature of the Event, Participants shall:

- Ensure that their participation is neutral in terms of political, ideological or religious expression;
- Not create disturbances (visual, aural, olfactory or of any other nature) to the organisation of the Event, the other Participants, whether or not in neighbouring stands, or the public, either at their stand, in the advertising space assigned to them within the venue or in the vicinity of the Event.

Otherwise, the Organiser reserves the right to impose penalties, including refusing admission to the Event.

6. ACCREDITATION OF PARTICIPANTS' EMPLOYEES

Participants may accredit only their full-time employees from a single establishment, in a single country. The Organiser may at any time request documentary evidence thereof.

In the event a Participant accredits any person who does not meet the foregoing requirements, they shall be required to pay the registration fee applicable to visitors, as specified in the participation contract.

7. ADVERTISING

The Organiser reserves the exclusive right to post advertising and other marketing materials and operate promotions in the venue where the Event is held and in the immediate surrounding area.

All forms of advertising are strictly forbidden, with the exception of advertising that uses the media defined below, the advertising spaces that the Organiser assigns and the advertising materials displayed within the Exhibitor's stand. In the event of non-compliance with these requirements, the Organiser may remove such advertising at any time without prior notice.

Participants shall not in any form whatsoever display products or services or advertise companies or businesses that are not Participants, without the Organiser's prior written authorisation.

Furthermore, the distribution of leaflets, brochures, flyers or documents of any type for promotional or any other purposes is strictly limited within the Event venue and the immediate surrounding area and is subject to the Organiser's prior authorisation. Participants shall not, in any manner whatsoever, advertise any practitioner or establishment that is a member of a regulated profession for which the national and official organisation that represents the profession prohibits advertising.

8. SPONSORING

Certain of the Organiser's events may be sponsored by Participants pursuant to the terms and conditions set forth in the relevant participation contract which specifies the characteristics of the event. Unless otherwise stated, such sponsorships are non-exclusive.

In the event that more than one Participant sponsors the same event, the Organiser shall promote the Participants in proportion to their respective contributions. The Organiser reserves the right in its absolute discretion to modify the characteristics of the event or to require the Participants to modify the materials intended to be distributed, in particular due to legal requirements and/or for reasons related to the

general organisation of the Event and/or, more broadly, in the interest of all Participants. The Organiser shall do its utmost to notify the Participants in question beforehand, except in the event of pressing needs exempting the Organiser of such.

9. PHOTOGRAPHY AND FILMING (AUDIO AND VIDEO)

The Organiser may prohibit the taking of photographs and/or the making of audio and video recordings by Participants who have not received accreditation from the Organiser for such purpose. Only photographers / cameramen who have received written authorisation from the Organiser for such purpose shall be allowed to operate within the Event venue. A copy of their photographic prints and/or audio and video recordings shall be provided to the Organiser upon request.

Unless Participants expressly refuse consent in advance, Participants authorise, free of charge, the Organiser and its partners to photograph and/or record the voice and image of the Participant(s), the stands or specific articles displayed within stands, distribute said photos and/or recordings to third parties and to communicate them to the public, in the whole world, which may be presented (in particular in the form of live or delayed broadcasting), reproduced without limit as to the number of reproductions and published, in the whole world, for a period of five (5) years, in any format, using any method or process known or unknown at this time, in whole or in part, on all tangible or intangible media known or unknown at this time, including, in particular, the internet (the websites of the Organiser and its partners and social networks), and on any other promotional or marketing tool it may use for information or promotional purposes.

10. UNFAIR COMPETITION AND PARASITIC BUSINESS PRACTICES

Participants formally undertake not to engage in activities that are identical or similar to those conducted in the Event venue (notably to participate in any meeting with professionals not registered to the Event), the immediate surrounding area or in any other exhibition area that the Organiser may designate, in particular, in places such as hotels or other sites external to said Event, during the period of the Event. Accordingly, Participants in particular undertake not to directly or indirectly draw any other Participant away from any exhibition area for the purpose of presenting any of its products and/or services that are within the scope of the Event.

The Organiser reserves the right to have any breach of this provision evidenced by any witness sworn officer, to have the relevant Participant pay the costs associated therewith and to initiate any legal action enabling it to assert its rights.

11. ACCOMMODATION / TRAVEL

The Organiser may enter into agreements with hotels, travel agencies and/or estate agents in order to assist Participants to the extent possible and under the best possible conditions, in finding accommodation or travel. However, this does not constitute an endorsement from the Organiser of any particular accommodation/travel provider or obligation on the part of the Organiser and the Organiser shall not be liable with respect to travel, hotel reservations and/or accommodations selected.

12. ASSIGNMENT AND DISTRIBUTION OF LOCATIONS

The Organiser shall determine the Event layout and assign locations. The Organiser shall endeavour to take into account Exhibitors' requests, the nature of the products and services they plan to exhibit and the arrangement of the stand and/or assigned location they plan to install in accordance with the interests of the Event.

Participation in prior Event shall not entitle Exhibitors to a specific location. The Organiser shall in no event be liable to Exhibitors for any consequences that may ensue from the location assigned to them such as low foot traffic. In the event that:

- a Participant/Exhibitor causes a disturbance or
- does not comply with the requirements of the Exhibitors' Technical Manual, and/or
- in order to ensure the best possible presentation of the event in the interests of all Participants,

the Organiser reserves the right to modify, at any time and as often as it deems necessary, the use of the areas requested by Exhibitors, the location of stands or the decoration thereof. The Organiser shall use its reasonable endeavours to give those Exhibitors affected prior notice of its actions except in the event of a pressing need in which case the Organiser shall not be required to give prior notice.

13. SET-UP, INSTALLATION AND DECORATION, BREAK-DOWN

Exhibitors and any person duly appointed to represent them undertake to (i) familiarise themselves with the Exhibitors' Technical Manual and the specifications of the operator of the exhibition space in effect and comply therewith, (ii) comply with the safety measures imposed by applicable laws and regulations during set-up, break-down and throughout the Event, and (iii) be present at their stand and/or assigned location, solely for reasons related to set-up and break-down, as well as during the inspection by the teams responsible for ensuring compliance with safety standards.

Subject to the provisions of the Contract Documents, the event's accident prevention plan, the Exhibitor's specific prevention plan and consistent with the overall decoration of the Event, Exhibitors are free to fit out and decorate their stand, provided they do not hinder the visibility of safety signs and equipment or of nearby stands. In case of materials or installations deemed non-compliant to the Contract Documents, the Organiser reserves the right, at any time and at the Exhibitor's expense, to prohibit the use of the stand and/or assigned location, to suspend the use of water and electricity or to have removed or to destroy any materials or installations deemed non-compliant.

14. MANNING THE STAND AND/OR ASSIGNED LOCATION

Exhibitors shall at all times maintain sufficient staff at their stand and/or assigned location and keep it fully equipped during the entire duration of the Event, including if the duration of the Event is extended. Exhibitors shall display products and/or services that comply with French and European laws and regulations and that originate from lawful activities and shall obtain all authorisations necessary to conduct their business at the Event. Products and/or services shall be displayed only within the stand, shall not encroach on the aisles and shall in no event inconvenience nearby Exhibitors or any Participant or personnel or representative of the Organiser or the Event operator. Materials and products and/or services shall be arranged in an aesthetic manner. Take-away sales or sales in which goods are immediately delivered to the buyer are forbidden, except with the Organiser's prior written authorisation.

Events held at the stand and/or assigned location such as: attractions, shows, events etc. shall require the Organiser's prior authorisation.

15. DAMAGE AND REPAIRS

Exhibitors shall be liable for all damage they cause to their stand and/or assigned location. Accordingly, Exhibitors shall leave their stand and/or assigned location, as well as any equipment and materials supplied by the Organiser, in their original condition at the time they take possession of their stand and/or assigned location. Therefore, at the time they take possession of their stand and/or assigned location, Exhibitors shall have any existing damage evidenced and forward such evidence by email, on the same day, to the Organiser's technical department. Otherwise, Exhibitors risk being invoiced for such damage. The Exhibitors shall vacate its stand and/or assigned location and remove their goods, articles and specific decorations, as well as any residual waste from materials used to decorate stands, within the deadlines and during the hours specified by the Organiser and in compliance with local laws, regulations and practices concerning waste. If it fails to comply with such deadlines, the Exhibitor shall be liable for any expenses incurred as a result of its non-compliance with these instructions as well as for any damage caused by the Exhibitor.

16. ASSIGNMENT AND SUBLETTING OF ASSIGNED LOCATIONS

Participants are expressly forbidden from assigning, subletting or exchanging, free of charge or for consideration, all or any part of the locations assigned by the Organiser, including stands and advertising spaces. However, more than one Exhibitor may be allowed to exhibit jointly provided they have submitted a prior request to the Organiser and the Organiser has approved the same.

X Signature (COMPULSORY)

17. PRICE AND PAYMENT PROCEDURES

The participation fee and ancillary costs payable by the Participant (i) and the payment procedures and time periods (ii) are unilaterally specified by the Organiser in this contract, which the Participant expressly accepts. Depending on the signature date of the participation contract, the first payment shall be equal to amounts already due on the relevant date. Payment shall be made at no costs (i.e. bank fees, with holding taxes etc.) for the Organiser.

The Organiser does not apply any commercial discount, rebate or reduction policies, and Participants shall not be granted any discount in the event of payment before the due date. An additional invoice shall be issued for any service Participants may order that is not specified in the relevant participation contract.

18. LATE PAYMENT OR NON-PAYMENT

In accordance with Article L. 441.6 of the French Commercial Code (Code de Commerce), in the event of late payment, the Participant shall be liable for late payment penalties calculated at three (3) times the legal interest rate, as from the day following the payment date shown in the participation contract and on the invoice and of a flat compensation for recovery costs in the amount of 40 euros, it being specified that if the exposed recovery costs are superior to 40 euros, the Organiser may ask for supplementary compensation, with justificatory documents. This provision shall not be deemed a grant of an extension of time to make payment. A Participant's failure to comply with the Article "Price and payment procedures" clause shall automatically cause the amount of the participation fee to become immediately due and payable and/or shall entitle the Organiser to suspend performance of services, in particular access to the online community and/or the Event, and/or to reassign the stand's location to another Participant.

If and when the issue giving rise to the suspension has been resolved, at the Organiser's discretion, the Participant may be offered a substitute alternative solution.

Failure to pay the price in full shall preclude the Participant from registering for any future Event of the Organiser.

19. CANCELLATION OF PARTICIPATION

Participants shall have no right to withdraw from, cancel or otherwise terminate a participation contract for any reason whatsoever, such participation contract being final and irrevocable. The application of articles 1195 and 1220 of the French Civil Code (code civil) is expressly excluded, which the Participant accepts. The entire amount of the participation fee shall be owed less direct costs in the following cases:

- The Exhibitor is not present at its stand 24 hours before the beginning of the Event, for any reason whatsoever. The Organiser may deem such default a cancellation of the Exhibitor's participation and shall be free to make other arrangements with respect to the stand's location, in which case the Exhibitor shall not be entitled to claim any refund or compensation;
- The Participant purports to cancel its reservation on any date whatsoever and for any reason whatsoever;
- At the time of its registration, the Participant provides information that is false, erroneous or becomes inaccurate and, as a result thereof, it is refused admission to the Event;

This clause shall not apply upon the occurrence of a force majeure event", as defined by clause "Limitation of liability and Force Majeure" below which, if proved, shall entitle the Exhibitor to a refund of all amounts paid less direct costs.

20. INTELLECTUAL PROPERTY

The Participant warrants the Organiser that it or its licensors own all intellectual property rights in and to the content defined below and in the materials exhibited, or that it holds the authorisations necessary to display and/or distribute them in connection with the Event.

To ensure the complete transparency of the event, at the Organiser's request, the Participant shall provide all catalogues and/or brochures, or the media containing them, related to the products and rights it offers. The Participant shall inform the Organiser in writing if it plans to broadcast music at its stand and/or assigned location and/or in its advertising space, and shall file all required reports, in particular (but without limitation), with the SACEM (the French, Performing Rights Society) and/or other, relevant regulatory body and make the payments associated therewith.

The Participant shall indemnify and hold the Organiser harmless in the event of any recourse on the grounds of non-compliance with these obligations contained in this clause.

21. ORGANISER'S MEDIA AND CONTENT

During the Event, the Organiser shall provide the Participants with media such as printed supports, databases, websites and all other supports specific to the Event (hereinafter, the "Organiser's Media" or "Media"). The Organiser is the owner and publisher of this Media which it publishes and distributes, with the exception of the content published by Participants via the online community that the Organiser hosts. This Media is protected and the Participant shall therefore not use it in any manner whatsoever without the Organiser's prior written agreement.

- Organiser's Media and Content provided to Participants

Participants acknowledge and agree that all texts, videos, images, data bases, distinctive signs, data, IT applications and/or functionalities published in the Organiser's Media, with the exception of those submitted by Participants (hereinafter, the "Content"), are the property of the Organiser and/or third parties. Participants shall in no event reproduce, modify, delete, distribute, grant and/or use the Content, in whole or in part, and in any manner whatsoever, without the prior written agreement of the Organiser, its licensors and/or the relevant right holders. Otherwise, Participants risk being liable or being held liable.

- Organiser's Media and Content provided by Participants

The Participant authorises the Organiser to reproduce and use its own content, for the time period during which the Organiser's Media is distributed, free of charge and in the whole world.

The Participant shall be solely liable for the information and documents that it provides and that are published and distributed via the Organiser's Media. The Participant may not hold the Organiser liable, including in the event of an error and/or omission, in particular if due to erroneous or incomplete information provided by the Participant. Furthermore, the Participant shall ensure that it holds all necessary authorisations and that the information and documents that it provides do not contain anything which is libellous, obscene, indecent, blasphemous or in any way unlawful. Failing this, the Participant shall hold the Organiser harmless in the event of any recourse.

- Placing advertising on the Organiser's Media

The Organiser shall determine the advertising spaces available on its Media and has a right to control all advertising distributed thereon in order to ensure compliance with applicable laws and protect the interests of the Event and/or the Participants. In particular, the Organiser may delete any statements that may directly or indirectly draw any Participant away from the Event venue, offend the public, present false or misleading information or promote unlawful or regulated activities, services or products, as well as any unlawful statement or image.

Any authorised advertorial-type advertising within the Event venue must carry the banner "PUBLICITÉ / ADVERTISEMENT"

The Organiser may refuse to publish the text or advertisement at issue, in which case the Participant shall be reimbursed the price of the advertising space, to the exclusion of any other expenses, less sums incurred by the Organiser before it discovers the unlawful nature of the publication.

In the specific situation where a Participant has placed an order for advertising on the Organiser's Media but fails to provide the Organiser with the information and documents necessary for publication in a timely manner, the Organiser reserves the right to make other arrangements with respect to such advertising space, in particular to publish the statement "Space reserved by ...", followed by the Participant's name. In such case, the Participant shall not be entitled to claim a refund of the price of its order or any compensation. The documents used to publish advertising shall be returned to the Participant or its representative only upon request. The Organiser is required to keep such documents for one (1) year only, and may destroy them after such period.

22. ONLINE EVENT MANAGEMENT PLATFORM

For the purposes of organising business appointments between Participants, the Organiser may contract with a provider of an online Event Management Platform (EMP) tool.

In order to facilitate the registration of the Participants, to enable them to prepare the Event and schedule their business appointments during the Event, the Organiser may pre-fill on the Participant's behalf the EMP with their personal data that the Organiser has in its possession via the participation contract. Once

connected, the Participant is personally required to complete his/her own directory entry on the EMP in order to benefit from the facilities offered by the online tool. Any and all processing of this data is ruled by Clause "Privacy and Data Policy" below. The Organiser denies all responsibility if the Participants do not receive any incoming messages or meeting requests from other Participants via EMP.

23. PRIVACY AND DATA POLICY

The Organiser collects participants' personal data by the present document or during participation to the Event (attended places or events, services operated). The data is processed by the Organiser for the purposes of carrying out its contractual obligations (notably customer's data base management, events, services and ticketing management, invoicing and cash collection management) and promoting its activity. Such data is stored for a maximum duration of 10 years. This personal data can be:

- integrated into the online database available to Participants to enable them to prepare the Event, promote their business and schedule their business appointments within the Event. In this respect, Participants undertake not to use the data for any other purposes. Reed MIDEM reserves the right to stop by any means any disturbance caused by any forbidden use of personal data;
- transmitted to sub processors that have undertaken to comply with Data Protection Laws requirement such as companies belonging to the same group, in particular the companies of the RELX group, service providers and partners, who may be located outside the European Economic Area;
- communicated to Participants, such as speakers, sponsors, exhibitors and sellers, who can be located outside the European Economic Area to carry out commercial prospecting;
- used on all distribution and promotional media in connection with the relevant Event including over the internet;
- processed for distribution and promotional analysis (profiling, targeting).

As a data controller, the Organiser have implemented and maintain appropriate technical and organisational measures in such a manner that its processing of personal data meet the requirements of French and European Data Protection Laws and in particular GDPR.

Participants may exercise their right to access, obtain, correct and oppose the use of their personal data by writing to: contact.dpo@reedmidem.com. In case of unsatisfied answer to Participants' request, Participants may raise a complaint before the French National Data Protection Authority (Commission Nationale Informatique et Libertés or CNIL) www.cnil.fr

24. INSURANCE

Participants shall take out all insurance policies necessary for their participation in the Event. The Organiser declines all liability in this regard, in particular for the loss or theft of personal property.

The Organiser has taken out, on behalf of the Exhibitors only, an insurance policy that covers, at no expense to them, the following risks only:

- Civil liability to third parties;
- All other risks to property exhibited, including the fittings and decorations of the stand.

The detailed terms and conditions of the aforementioned insurance covers, in particular cover limits, excess amounts and applicable exclusions, are set forth in the applicable insurance policies, a copy of which will be provided to Exhibitors if they request it from the Organiser. A summary of these terms and conditions can also be found in the section of the Exhibitors' Technical Manual entitled "Insurance". Exhibitors are responsible for verifying that these terms and conditions are appropriate in light of the scope of the risks covered and the value of property exhibited, including the fittings and decorations of the stand. If not, Exhibitors shall take out additional insurance policies.

The Organiser shall in no event be liable for any claim for which Exhibitors may be liable or any loss Exhibitors may incur in the event of inadequate insurance cover.

25. LIMITATION OF LIABILITY AND FORCE MAJEURE

The Organiser undertakes to carry out all services set out in the participation contract in accordance with professional standards and practices and the regulations in force, except in cases of force majeure. Should the Organiser fail to fulfil any of said obligations, the Participant expressly waives its right to invoke enforcement of article 1223 of the French Civil Code and shall be required to lodge a claim for compensation with the courts within one (1) year from the breach, failing which such claims shall be time-barred.

In addition, the Organiser shall only be held liable for direct damages incurred by the Participant, for which the Organiser is responsible, without any joint and several liability vis-à-vis third parties contributing to the damage. Compensation shall not cover disturbances of peaceful enjoyment, business damages, and/or any consequences related to the cancellation or postponement of the event. Lastly, compensation for any harm thus sustained by the Participant may never exceed the amount paid in connection with its participation in the Event.

"Force Majeure" means any health, climate, economic, political or social situation at the local, national or international level: (i) which could not have been reasonably foreseen at the time of entering into the participation contract, (ii) which is beyond the control of the parties, and (iii) which precludes the performance of the parties' obligations, and, in particular, the holding of the Event, or which poses a risk of disturbances likely to seriously affect the organisation and the smooth running of the Event or the safety of persons and property.

26. SANCTIONS

In the event that the Participant fails to fulfil any of its obligations under the Contract Documents and following formal notice gone unheeded and depending on the circumstances, the Organiser reserves the right to take the following actions:

- unilaterally and automatically terminate the participation contract;
- order the immediate closure and then the taking down of the stand and/or assigned location and/or the immediate expulsion of the Participant from the Event venue;
- prohibit the Participant from participating in the Event for two (2) full consecutive years;
- suspend access to the database at any time, without compensation;
- require the Participant to comply with a court decision that makes a finding of infringement without the Participant being entitled to claim any compensation.

These sanctions may be imposed without prejudice to legal action the Organiser may initiate to assert its rights and claim damages on the grounds of the Participant's breach of contract. The Participant shall be liable for expenses incurred in connection with the Organiser's actions to enforce the terms of these Rules and/or the Contract Documents against the Participant (in particular, bailiff's costs, costs associated with taking down the stand, etc.).

27. VALIDITY

In the event any of the above provisions is held to be void or unenforceable, such provision shall be severed from the agreement without affecting the validity of the other provisions of these Rules.

28. COMPLIANCE WITH LAWS

The Parties are required to comply with all laws relevant to its rights and obligations under these Rules and/or the relevant Contract Documents. Bribery and any other form of unethical business practice are prohibited in relation to the Event. All business transactions in relation to the Event shall be accurately and completely recorded in accordance with applicable laws. The Participant shall not in connection with the Event accept gifts or inducements of any kind nor give or offer to give any person, an inducement or gift of any kind that could be perceived by others to be a bribe.

29. GOVERNING LAW AND JURISDICTION

The Rules and the Contract Documents are governed by French law.
IN THE EVENT OF A DISPUTE CONCERNING THE VALIDITY, INTERPRETATION OR PERFORMANCE OF THIS DOCUMENT, THE PARTIES UNDERTAKE TO SEEK AN AMICABLE RESOLUTION WITH THE POSSIBILITY OF USING A MEDIATOR. IN THE EVENT THAT THE PARTIES FAIL TO REACH AN AMICABLE SOLUTION, THE COURTS OF PARIS SHALL HAVE EXCLUSIVE JURISDICTION TO HEAR SUCH DISPUTE, WHICH THE PARTIES EXPRESSLY ACCEPT.

X Signature (COMPULSORY)

11 WAYS TO PAY

☐ PAYMENT BY BANK TRANSFER

This bank order must be made with the following indications to our account in GBP: "Payment at no costs for the beneficiary" together with the legal company name, name of event and invoice number.

Please send us a copy of the wire transfer to treasuryparis@reedmidem.com to facilitate the identification of your payment.

Bank code	Agency code	Account number	Control	Banking domiciliation	Swift code / BIC	Account owner	EU VAT Number
30066	10947	00010005001	79	C.I.C SAINT AUGUSTIN GCE SUD 102 BD HAUSSMANN 75008 PARIS	CMCIFRPPXXX	REEDMIDEM SAS 27 Quai Alphonse Le Gallo CS 10026 92513 Boulogne- Billancourt Cedex	FR 91 662 003 557
IBAN International Bank Account Number FR76 3006 6109 4700 0100 0500 179							

☐ PAYMENT BY CREDIT CARD

FOR SECURITY REASONS, DO NOT SEND ANY ENTIRE CREDIT CARD DETAILS BY EMAIL. FILL OUT THE 4 FIRST AND 4 LAST DIGIT ONLY
In the contrary, this page will be automatically deleted and contract destroyed

☐ VISA/MASTERCARD☐ AMERICAN EXPRESSCard number Expiry Date Name of card holder (as seen on card) € ☒ Amount (COMPULSORY)

Visa® and Mastercard® cardholders:

CVV : 3-digit security code in reverse Italics on the back of your credit card

American Express® cardholders:

CID : 4-digit security code on the front of your credit card ☒ Signature of the card holder (COMPULSORY)☒ Date (COMPULSORY)

Please send a request to get the procedure to :

- Reed Midem Paris Headquarters: treasuryparis@reedmidem.com
- Reed Exhibitions Ltd: treasuryuk@reedmidem.com
- Reed Midem North America: treasuryus@reedmidem.com

12 PLEASE RETURN ALL PAGES OF THIS COMPLETED CONTRACT TO YOUR CONTACT

Décision n° 19/334/D

Autorisation d'occupation temporaire d'un terrain appartenant à Monsieur et Madame Falco pour la réalisation des travaux de la desserte sanitaire les Xaviers la Grave à Marseille 13ème arrondissement

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La convention portant autorisation d'occupation temporaire conclue entre Monsieur et Madame Falco et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Dans le cadre de la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers/la Grave à Marseille 13ème arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite occuper le terrain appartenant à Monsieur et Madame Falco afin de réaliser les travaux du réseau sanitaire.

La demande d'occupation temporaire ne porte que sur la propriété allant de la moitié du ruisseau à la fin du ruisseau d'environ 52 m², la terrasse ne sera donc pas impactée par les travaux.

CONSIDÉRANT

- Que pour la réalisation des travaux de réseau sanitaire, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite une autorisation d'occupation temporaire sur la parcelle 879 C 0077 propriété de Monsieur et Madame Falco, située Vallon de la Grave chemin des Paranges sur la commune de Marseille 13^{ème} arrondissement.
- Qu'à cette fin une convention portant autorisation d'occupation temporaire de cette parcelle privée a été conclue avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire consentie par Monsieur et Madame Falco à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des travaux de réseau liés à l'opération de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement, pour toute la durée des travaux.

Article 2 :

Une indemnité correspondant à une occupation temporaire sera versée, calculée sur une surface de 52 m², sur la base de 120 euros/an. Cette indemnité sera due à la date de début de l'occupation temporaire jusqu'à la restitution des terrains ayant fait l'objet de l'occupation (prorata temporis).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 mai 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/335/D

Autorisation d'occupation temporaire d'un terrain appartenant à Monsieur et Madame Harouche pour la réalisation des travaux de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers/ la Grave à Marseille 13ème arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention portant autorisation d'occupation temporaire conclue entre Monsieur et Madame Harouche et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Dans le cadre de la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers/la Grave à Marseille 13ème arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite occuper le terrain appartenant à Monsieur et Madame Harouche afin de réaliser les travaux du réseau sanitaire ;

La demande d'occupation temporaire porte sur une surface d'environ 58 m².

CONSIDÉRANT

- Que pour la réalisation des travaux de réseau sanitaire, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite une autorisation d'occupation temporaire sur la parcelle 879 C 0074 propriété de Monsieur et Madame Harouche, située chemin des Paranes sur la commune de Marseille 13^{ème} arrondissement.

- Qu'à cette fin une convention portant autorisation d'occupation temporaire de cette parcelle privée a été conclue avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire consentie par Monsieur et Madame Harouche à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des travaux de réseau liés à l'opération de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement, pour toute la durée des travaux.

Article 2 :

Une indemnité correspondant à une occupation temporaire sera versée, calculée sur une surface de 58 m², sur la base de 140 euros par an. Cette indemnité sera due à la date de début de l'occupation temporaire jusqu'à la restitution des terrains ayant fait l'objet de l'occupation (prorata temporis).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 juin 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/336/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) pour l'acquisition d'un bien situé 52 avenue de Rome, 13127 Vitrolles

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n°87-257 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 27 juillet 1987 instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La délibération n°90-44 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 22 février 1990 renforçant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La délibération n°14-03 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles en date du 30 janvier 2014 confirmant le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur l'ensemble des zones U et ses déclinaisons ;

- La convention d'intervention d'anticipation et d'impulsion foncière sur le site des Aymars-Couperigne-Estroublans du 10 juin 2013 et ses avenants ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° 013 117 19M0145, reçue en mairie de Vitrolles le 29 mars 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée CI 48 sis 52 avenue de Rome, 13127 Vitrolles.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que la maîtrise de ce bien par l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur s'inscrit dans le cadre de la convention d'intervention foncière sur le site des Aymars-Couperigne-Estroublans qui doit permettre, par la requalification et le renouvellement urbain des espaces d'activités de Vitrolles, de répondre aux objectifs de l'opération Cap Horizon, afin d'améliorer les mobilités et l'offre en locaux d'activités ou d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'acquisition d'une parcelle cadastrée section CI n°48 sis 52 avenue de Rome, 13127 Vitrolles.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Mai 2019

Décision n° 19/337/D

Approbation de la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable relative à la mise à disposition à titre onéreux des parcelles cadastrées section DS n° 1, 2 et 3 sises à Entressen (13118) au bénéfice de Madame Aurélie Cerda pour le pâturage de ses équidés.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la propriété des personnes publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un ensemble foncier sis à Entressen (13118), figurant au cadastre de ladite commune à la section DS sous les numéros 1, 2 et 3 pour une contenance de 4ha 36a 82ca ;
- Que les biens immobiliers du domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peuvent faire l'objet que d'une autorisation temporaire d'occupation à caractère précaire et révocable ;

- Que Madame Aurélie Cerda a fait part de son souhait de disposer d'une période de mise à disposition pour l'occupation de cette propriété afin de faire pâturer ses chevaux sur une superficie de 0,5 ha ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est favorable à cette mise à disposition et qu'une convention d'occupation temporaire précaire et révocable à titre onéreux du domaine privé doit être formalisée par une convention.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable de l'ensemble foncier cadastré à la section DS sous les numéros 1, 2 et 3, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sis à Entressen (13118), au bénéfice de Madame Aurélie Cerda, demeurant à Entressen (13118), 3 avenue des Piboules, pour le pâturage de ses équidés.

Article 2 :

La présente convention est conclue dans le cadre du régime de l'occupation temporaire du domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence. En conséquence, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions relatives à toute réglementation susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux ou tout autre droit sur le bien.

Article 3 :

La présente convention d'occupation temporaire est consentie pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification. A son terme, elle pourra être renouvelée, sur demande expresse de Madame Aurélie Cerda à la Métropole Aix-Marseille-Provence par courrier recommandé avec accusé de réception, trois mois avant le terme.

Article 4 :

La présente convention est consentie moyennant le paiement d'une redevance annuelle fixée à 64,98 euros.

Article 5 :

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 75, nature 752.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Juin 2019

La Métropole Aix-Marseille-Provence
Territoire Istres-Ouest Provence
Chemin du Rouquier – BP 10647 - 13808 ISTRES Cedex

Direction des Affaires Immobilières
Tel: 04.42.55.97.83
Fax: 04.42.11.27.91

Entre :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par Madame Martine Vassal, sa présidente, dont le siège est situé BP 48014, 13567 Marseille Cedex 02, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision n° en date du,
Ci-après dénommée "LE PROPRIETAIRE".

D'une part,

Et :

Madame Aurélie Cerda, domiciliée au 3 avenue des Piboules, 13118 ENTRESSEN.
ci-après dénommée «LE BENEFICIAIRE»

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de parcelles cadastrées section DS n° 1, 2 et 3, pour une contenance totale de 4 hectares 36 ares 82 centiares, sises Entressen, et figurant à son inventaire au titre des réserves foncières.

Lesdites parcelles relèvent du domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Elles sont, de par leur statut de réserve foncière, susceptibles d'un changement de destination en vue de la réalisation de futures opérations d'aménagement.

Considérant l'article L.2211-1 du CG3P qui dispose que les réserves foncières relèvent du domaine privé des personnes publiques.

Considérant l'article L.221-2 du code de l'urbanisme qui dispose que les immeubles acquis pour la constitution de réserves foncières ne peuvent faire l'objet que de concessions temporaires qui ne confèrent au preneur aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive.

Considérant que, dans l'attente d'un changement de destination des parcelles cadastrées section DS n° 1, 2 et 3, Madame Aurélie Cerda a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la conclusion d'une convention d'occupation temporaire qui lui permettrait de faire pâturer ses chevaux.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1: DESTINATION DES LIEUX - JOUISSANCE

LE PROPRIETAIRE accorde l'occupation d'une partie des parcelles cadastrées section DS n°1, 2 et 3 pour une contenance d'environ 5000 mètres carrés, comme indiqué sur le plan annexé aux présentes, à Madame Aurélie Cerda, ci-après dénommée LE BENEFICIAIRE.

Par le présent contrat, LE BENEFICIAIRE se voit attribuer la jouissance provisoire desdits terrains et ne pourra, à aucun moment, revendiquer un quelconque droit sur le bien tel que le droit au renouvellement ou le droit au maintien dans les lieux si l'immeuble doit être requis pour son utilisation définitive.

Par conséquent, il ne saura se prévaloir, sous quelque forme que ce soit, de la législation applicable au statut du fermage organisé par le titre 1^{er} du livre quatrième du Code rural.

De fait, LE PROPRIETAIRE pourra récupérer à tout moment la jouissance du bien objet du contrat pour tout motif d'intérêt général dans le délai prévu ci-après à l'article 3.

Les lieux loués par la présente convention sont destinés à l'accueil de ses équidés. LE BENEFICIAIRE ne pourra y réaliser aucune autre activité ou les utiliser pour tout autre usage non prévu dans cette convention et notamment ils ne pourra réaliser aucune construction, y compris provisoire.

La présente convention ne comporte aucune dérogation quant à la réglementation à observer dans le cadre de l'activité envisagée. Le BENEFICIAIRE fera son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives éventuellement nécessaires à cet égard.

Le BENEFICIAIRE s'engage à n'utiliser aucun traitement, ni engrais chimique et à n'effectuer aucun dépôt.

Le BENEFICIAIRE s'engage à clôturer l'espace foncier objet des présentes, à ses frais, de manière adaptée à l'environnement paysager et conformément à la délimitation figurant sur le plan ci-annexé.

ARTICLE 2 : ETAT DES LIEUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX EN FIN D'OCCUPATION

Un état des lieux contradictoire sera réalisé à la prise d'effet des présentes.

Au terme de la convention ou de son renouvellement éventuel, le bénéficiaire s'engage par avance à restituer les lieux en leur état initial de fonctionnement et de propreté. La remise en état sera constatée contradictoirement dès la fin de ce même délai. A défaut, la collectivité pourra procéder à ces opérations d'office, aux frais et risques du bénéficiaire.

Reçu au Contrôle de légalité le 04 juin 2019

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION - CONGE

La présente convention est consentie pour une durée de 2 ans à compter de sa date de notification.

A son terme, elle pourra éventuellement être renouvelée, sur demande expresse du BENEFICIAIRE au PROPRIETAIRE, par courrier en recommandé avec accusé de réception dans un délai de trois mois avant le terme. La durée totale de la présente convention, et de son renouvellement éventuel, ne pouvant être supérieure à 4 années.

La présente convention pourra être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de 6 mois pour LE BENEFICIAIRE et LE PROPRIETAIRE.

ARTICLE 4 : REDEVANCE

Le BENEFICIAIRE s'acquittera d'une redevance annuelle d'occupation de 64,98 euros net de TVA, fixée d'une part en considération de la qualité des terres, et d'autre part du montant moyen des loyers des terres agricoles dans le département des Bouches-du-Rhône dont les maxima et minima sont fixés par arrêté préfectoral.

Ainsi, pour les cultures sur la région naturelle agricole de Crau, le montant de la redevance a été calculé en vertu de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2018.

Elle est payable annuellement et d'avance à la date anniversaire de la convention à la réception de l'appel de redevance émis par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Elle sera révisable, lors de la reconduction éventuelle du présent contrat, en considération des mêmes critères actualisés et après approbation de l'organe délibérant de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARTICLE 5 : CHARGES

LE BENEFICIAIRE prendra à sa charge les taxes, impôts et cotisations éventuelles, afférents au bien loué et qui incombent normalement à l'utilisateur ainsi que les droits d'eau éventuellement existants.

ARTICLE 6 : ASSURANCE

LE BENEFICIAIRE est tenu de souscrire la police d'assurance couvrant les responsabilités prévues en matière civile ainsi que toute police d'assurance couvrant les risques inhérents à son activité.

ARTICLE 7 : ENTRETIEN

LE BENEFICIAIRE déclare connaître parfaitement les terrains donnés en location et s'engage à maintenir la propriété en bon état (entretien des roubines, désherbage ... cette liste n'étant pas limitative).

ARTICLE 8 : INCESSIBILITE ET INTRANSMISSIBILITE

La présente convention est incessible et intransmissible. Elle est conclue intuitu personae, les droits en résultant ne pourront être cédés à qui que ce soit.

De fait, l'occupation des terrains est strictement réservée au BENEFICIAIRE ci-avant désigné à l'article 1. Ce dernier ne pourra, en aucun cas, sous-louer ou prêter, même à titre gratuit, tout ou partie des présents terrains.

ARTICLE 9 : CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut de paiement d'un seul terme de la redevance d'occupation à son échéance ou d'inexécution d'une seule des conditions du présent contrat de la part du BENEFICIAIRE, et un mois après un simple commandement de payer ou de sommation d'exécution demeurée sans effet, ledit contrat sera résilié de plein droit, sans formalité judiciaire par LE PROPRIETAIRE, et sans que ce dernier ait à faire la preuve d'aucun préjudice.

ARTICLE 10 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Tout différend qui pourra s'élever entre les parties au sujet de l'application ou de l'interprétation de la présente convention d'occupation fera, au préalable, l'objet d'une tentative d'accord amiable. En cas d'échec de celui-ci dans un délai de trois (3) mois, les parties signataires, d'un commun accord, font attribution de juridiction au Tribunal de Grande Instance d'Aix en Provence, situé 40, boulevard Carnot, 13616 Aix-en-Provence.

ARTICLE 11 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile aux lieux figurant en tête des présentes.

ARTICLE 12 : INFORMATION AUX LOCATAIRES

Il est expressément demandé au BENEFICIAIRE de bien vouloir prendre connaissance et de signer l'imprimé joint en annexe de la présente relativement à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département des Bouches du Rhône.

L'Arrêté Préfectoral ainsi que la cartographie liée à ces informations sont également et directement disponibles au service urbanisme de la commune concernée par le lieu de location ainsi que sur le site Rhône.pref.gouv.fr/risques/ial

ARTICLE 13 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

ARTICLE 14 : ANNEXES

- décision n° ----- du ----- autorisant la présente convention.
- plan
- IAL

Fait à Marseille, le _____ en 2 exemplaires originaux.

LE BENEFICIAIRE
Auréli Cerda

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
Martine Vassal

Décision n° 19/338/D

Approbation de la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable relative à la mise à disposition à titre onéreux des parcelles cadastrées section DS n° 1, 2 et 3 sises à Entressen

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la propriété des personnes publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un ensemble foncier sis à Entressen (13118), figurant au cadastre de ladite commune à la section DS sous les numéros 1, 2 et 3 pour une contenance de 4ha 36a 82ca ;
- Que les biens immobiliers du domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peuvent faire l'objet que d'une autorisation temporaire d'occupation à caractère précaire et révocable ;
- Que Monsieur Geoffrey Pianetti, a fait part de son souhait de disposer d'une période de mise à disposition pour l'occupation de cette propriété afin de faire paître son bétail sur une superficie de 2ha ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est favorable à cette mise à disposition, et qu'une convention d'occupation temporaire précaire et révocable à titre onéreux du domaine privé doit être formalisée par une convention.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable de l'ensemble foncier cadastré à la section DS sous les numéros 1, 2 et 3, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sis à Entressen (13118), au bénéfice de Monsieur Geoffrey Pianetti, demeurant à Entressen (13118), Mas du Vallon, pour le pâturage de ses bovins.

Article 2 :

La présente convention est conclue dans le cadre du régime de l'occupation temporaire du domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence. En conséquence, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions relatives à toute réglementation susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux ou tout autre droit sur le bien.

Article 3 :

La présente convention d'occupation temporaire est consentie pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification. A son terme, elle pourra être renouvelée, sur demande expresse de Monsieur Geoffrey Pianetti à la Métropole Aix-Marseille-Provence par courrier recommandé avec accusé de réception, trois mois avant le terme.

Article 4 :

La présente convention est consentie moyennant le paiement d'une redevance annuelle fixée à 259,94 euros.

Article 5 :

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 75, nature 752.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Juin 2019

La Métropole Aix-Marseille-Provence
Territoire Istres-Ouest Provence
Chemin du Rouquier – BP 10647 - 13808 ISTRES Cedex

Direction des Affaires Immobilières
Tel: 04.42.55.97.83
Fax: 04.42.11.27.91

Entre :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par Madame Martine Vassal, sa présidente, dont le siège est situé BP 48014, 13567 Marseille Cedex 02, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision n° en date du,
Ci-après dénommé "LE PROPRIETAIRE".

D'une part,

Et :

Monsieur Geoffrey Pianetti, domicilié Mas du Vallon, 13118 Entessen.
ci-après dénommée «LE BENEFICIAIRE»

D'autre part,

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de parcelles cadastrées section DS n° 1, 2 et 3, pour une contenance totale de 4 hectares 36 ares 82 centiares, sises Entessen, et figurant à son inventaire au titre des réserves foncières.

Lesdites parcelles relèvent du domaine privé de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Elles sont, de par leur statut de réserve foncière, susceptibles d'un changement de destination en vue de la réalisation de futures opérations d'aménagement.

Considérant l'article L.2211-1 du CG3P qui dispose que les réserves foncières relèvent du domaine privé des personnes publiques.

Considérant l'article L.221-2 du code de l'urbanisme qui dispose que les immeubles acquis pour la constitution de réserves foncières ne peuvent faire l'objet que de concessions temporaires qui ne confèrent au preneur aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive.

Considérant que, dans l'attente d'un changement de destination des parcelles cadastrées section DS n° 1, 2 et 3, Monsieur Geoffrey Pianetti a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la conclusion d'une convention d'occupation temporaire qui lui permettrait de faire pâturer ses bovins et y faucher l'herbe à titre individuel et pour son compte personnel.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1: DESTINATION DES LIEUX - JOUISSANCE

LE PROPRIETAIRE accorde l'occupation d'une partie des parcelles cadastrées section DS n°1, 2 et 3 pour une contenance d'environ 2 hectares, comme indiqué sur le plan annexé aux présentes, à Monsieur Geoffrey Pianetti, ci-après dénommé LE BENEFICIAIRE.

Par le présent contrat, LE BENEFICIAIRE se voit attribuer la jouissance provisoire desdits terrains et ne pourra, à aucun moment, revendiquer un quelconque droit sur le bien tel que le droit au renouvellement ou le droit au maintien dans les lieux si l'immeuble doit être requis pour son utilisation définitive.

Par conséquent, il ne saura se prévaloir, sous quelque forme que ce soit, de la législation applicable au statut du fermage organisé par le titre 1^{er} du livre quatrième du Code rural.

De fait, LE PROPRIETAIRE pourra récupérer à tout moment la jouissance du bien objet du contrat pour tout motif d'intérêt général dans le délai prévu ci-après à l'article 3.

Les lieux loués par la présente convention sont destinés au pâturage de ses 18 têtes de bétail de race « Black Angus » et au fauchage de l'herbe. LE BENEFICIAIRE ne pourra y réaliser aucune autre activité ou les utiliser pour tout autre usage non prévu dans cette convention et notamment ils ne pourra réaliser aucune construction, y compris provisoire.

La présente convention ne comporte aucune dérogation quant à la réglementation à observer dans le cadre de l'activité envisagée. Le BENEFICIAIRE fera son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives éventuellement nécessaires à cet égard.

Le BENEFICIAIRE s'engage à n'utiliser aucun traitement, ni engrais chimique et à n'effectuer aucun dépôt.

Le BENEFICIAIRE s'engage à clôturer l'espace foncier objet des présentes, à ses frais, de manière adaptée à l'environnement paysager et conformément à la délimitation figurant sur le plan ci-annexé.

ARTICLE 2 : ETAT DES LIEUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX EN FIN D'OCCUPATION

Un état des lieux contradictoire sera réalisé à la prise d'effet des présentes.

Au terme de la convention ou de son renouvellement éventuel, le bénéficiaire s'engage par avance à restituer les lieux en leur état initial de fonctionnement et de propriété. La remise en état sera constatée contradictoirement dès la fin de ce même délai.

A défaut, la collectivité pourra procéder à ces opérations d'office, aux frais et risques du bénéficiaire.

Reçu au Contrôle de légalité le 04 juin 2019

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION - CONGE

La présente convention est consentie pour une durée de 2 ans à compter de la date de notification.

A son terme, elle pourra éventuellement être renouvelée, sur demande expresse du BENEFICIAIRE au PROPRIETAIRE, par courrier en recommandé avec accusé de réception dans un délai de trois mois avant le terme. La durée totale de la présente convention, et de son renouvellement éventuel, ne pouvant être supérieure à 4 années.

La présente convention pourra être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de 6 mois pour LE BENEFICIAIRE et LE PROPRIETAIRE.

ARTICLE 4 : REDEVANCE

Le BENEFICIAIRE s'acquittera d'une redevance annuelle d'occupation de 259,94 euros net de TVA, fixée d'une part en considération de la qualité des terres, et d'autre part du montant moyen des loyers des terres agricoles dans le département des Bouches-du-Rhône dont les maxima et minima sont fixés par arrêté préfectoral.

Ainsi, pour les cultures sur la région naturelle agricole de Crau, le montant de la redevance a été calculé en vertu de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2018.

Elle est payable annuellement et d'avance à la date anniversaire de la convention à la réception de l'appel de redevance émis par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Elle sera révisable, lors de la reconduction éventuelle du présent contrat, en considération des mêmes critères actualisés et après approbation de l'organe délibérant de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARTICLE 5 : CHARGES

LE BENEFICIAIRE prendra à sa charge les taxes, impôts et cotisations éventuelles, afférents au bien loué et qui incombent normalement à l'utilisateur ainsi que les droits d'eau éventuellement existants.

ARTICLE 6 : ASSURANCE

LE BENEFICIAIRE est tenu de souscrire la police d'assurance couvrant les responsabilités prévues en matière civile ainsi que toute police d'assurance couvrant les risques inhérents à son activité.

ARTICLE 7 : ENTRETIEN

LE BENEFICIAIRE déclare connaître parfaitement les terrains donnés en location et s'engage à maintenir la propriété en bon état (entretien des roubines, désherbage ... cette liste n'étant pas limitative).

ARTICLE 8 : INCESSIBILITE ET INTRANSMISSIBILITE

La présente convention est incessible et intransmissible. Elle est conclue intuitu personae, les droits en résultant ne pourront être cédés à qui que ce soit.

De fait, l'occupation des terrains est strictement réservée au BENEFICIAIRE ci-avant désigné à l'article 1. Ce dernier ne pourra, en aucun cas, sous-louer ou prêter, même à titre gratuit, tout ou partie des présents terrains.

ARTICLE 9 : CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut de paiement d'un seul terme de la redevance d'occupation à son échéance ou d'inexécution d'une seule des conditions du présent contrat de la part du BENEFICIAIRE, et un mois après un simple commandement de payer ou de sommation d'exécution demeurée sans effet, ledit contrat sera résilié de plein droit, sans formalité judiciaire par LE PROPRIETAIRE, et sans que ce dernier ait à faire la preuve d'aucun préjudice.

ARTICLE 10 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Tout différend qui pourra s'élever entre les parties au sujet de l'application ou de l'interprétation de la présente convention d'occupation fera, au préalable, l'objet d'une tentative d'accord amiable. En cas d'échec de celui-ci dans un délai de trois (3) mois, les parties signataires, d'un commun accord, font attribution de juridiction au Tribunal de Grande Instance d'Aix en Provence, situé 40, boulevard Carnot, 13616 Aix-en-Provence.

ARTICLE 11 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile aux lieux figurant en tête des présentes.

ARTICLE 12 : INFORMATION AUX LOCATAIRES

Il est expressément demandé au BENEFICIAIRE de bien vouloir prendre connaissance et de signer l'imprimé joint en annexe de la présente relativement à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département des Bouches-du-Rhône.

L'Arrêté Préfectoral ainsi que la cartographie liée à ces informations sont également et directement disponibles au service urbanisme de la commune concernée par le lieu de location ainsi que sur le site Rhône.pref.gouv.fr/risques/ial

ARTICLE 13 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

ARTICLE 14 : ANNEXES

- décision n° ----- du ----- autorisant la présente convention.
- plan
- IAL

Fait à Marseille, le

en 2 exemplaires originaux.

LE BENEFICIAIRE
Geoffrey Pianetti

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
Martine Vassal

Décision n° 19/340/D

Autorisation d'occupation temporaire consentie par la SCI Castel Jolil à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des travaux de la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement n° RG 15/00037 du 2 novembre 2015 de la juridiction d'expropriation des Bouches-du-Rhône fixant l'indemnité due au titre de l'occupation ;
- L'attestation de Maître Jean-Jacques Michel, notaire à Allauch, du 20 février 2019, portant transfert de propriété de la SA EDEA au profit de la SCI Castel Joli.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation de la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite une prolongation d'autorisation d'occupation temporaire sur une emprise de 4 370 m² propriété de la SCI Castel Joli, parcelle CK 1, située avenue Emile Bodin, 13600 La Ciotat ;
- Qu'à cette fin, une convention portant prolongation d'autorisation d'occupation temporaire a été conclue avec la SCI Castel Joli.

PREAMBULE

Dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues en matière de production et de distribution d'eau potable, la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise, en parallèle du tunnel ferroviaire des Janots, une galerie souterraine d'acheminement d'eau brute du canal de Marseille vers l'usine de potabilisation des eaux de La Ciotat.

La réalisation de ces travaux nécessite d'occuper temporairement le terrain de la SCI Castel Joli (SIREN 798927554 – immatriculée au RC d'Aix-en-Provence), représentée par Yannick Piacentini pour l'installation du chantier de la galerie.

Par jugement du 2 novembre 2015, le juge de l'expropriation a fixé le montant de l'indemnité due au titre de l'occupation temporaire pour une durée de 30 mois.

Compte tenu de l'allongement de la durée d'exécution du chantier, il est nécessaire de prolonger l'autorisation d'occupation temporaire correspondant à l'emprise du chantier.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a demandé à la SCI Castel Joli l'autorisation de prolonger de 16 mois l'occupation temporaire de sa parcelle.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de prolongation d'occupation temporaire consentie par la SCI Castel Joli à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat, pour une durée de 16 mois.

Article 2 :

Cette convention est conclue moyennant le versement d'une indemnité de 7 283 euros, selon le barème de France Domaine.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mai 2019

CONVENTION - PROLONGATION AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

ENTRE :

LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE, ayant son siège à MARSEILLE (13007) 58, Boulevard Charles Livon, identifiée sous le numéro SIREN 200054807 au RCS de Marseille, représentée par sa Présidente en exercice, agissant aux présentes au nom et pour le compte de ladite Métropole, en vertu de la délibération du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 010-012/16/CM en date du 17 mars 2016

D'UNE PART,

ET

SCI CASTEL JOLI, ayant son siège social sis Pont de Bayeux - 13590 MEYREUIL, identifiée sous le numéro SIREN 798927554 au RC d'Aix-en-Provence, représentée par Monsieur Yannick PIACENTINI.

D'AUTRE PART,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

E X P O S E

Dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues en matière de production et de distribution d'eau potable, la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise, en parallèle du tunnel ferroviaire des Janots, une galerie souterraine d'acheminement d'eau brute du canal de Marseille vers l'usine de potabilisation des eaux de La Ciotat.

Par arrêté du 7 août 2013, le préfet des Bouches-du-Rhône prescrivait l'ouverture d'une enquête parcellaire et préalable à la déclaration d'utilité publique.

Le 26 juin 2014, le Conseil Communautaire a délibéré pour approuver la déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération. Cette dernière a été déclarée d'utilité publique par arrêté du préfet des Bouches-du-Rhône du 3 novembre 2014.

Par acte reçu au greffe le 1^{er} juillet 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a saisi le Tribunal de Grande Instance de Marseille de la fixation de l'indemnité d'occupation temporaire pour la parcelle CK 1, RD 559 - 13600 La Ciotat au bénéfice de la SA EDEA.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole offrait une indemnité d'occupation temporaire de 13 700 euros sur la base de 25 euros du mètre carré pour 30 mois.

Par jugement du 2 décembre 2015, le juge de l'expropriation fixait à 13 700 euros le montant de l'indemnité revenant à la SA EDEA pour l'occupation de 30 mois de la parcelle CK 1, RD 559 à La Ciotat.

Compte tenu de l'allongement de la durée d'exécution du chantier, il est nécessaire de prolonger l'autorisation d'occupation temporaire correspondant à l'emprise du chantier.

Aux termes d'un acte de l'office notarial de Maître François-Sébastien MONDOLONI, notaire, la SCI CASTEL JOLI a acquis à la Société EDEA la parcelle CK 1 à La Ciotat.

En conséquence, le représentant de la SCI CASTEL JOLI et la Métropole ont convenu de conclure l'accord suivant.

Ceci exposé, les parties ont convenu de réaliser l'accord suivant :

A C C O R D

1 - OCCUPATION TEMPORAIRE :

Le représentant de la SCI CASTEL JOLI consent au profit de la Métropole qui l'accepte, une prolongation d'occupation temporaire de 16 mois d'une emprise foncière de 4 370 M² sur la parcelle cadastrée Section CK numéro 1 telle que figurant sur le plan ci-annexé.

La libération des emprises de chantier interviendra au 29 février 2020.

2 - INDEMNISATION

La présente prolongation d'occupation temporaire est consentie moyennant une indemnité totale de 7 283 euros (sept mille deux cent quatre-vingt-trois euros).

3 - CONDITIONS GENERALES

Le présent protocole ne sera valable qu'après son approbation par la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la suite de sa notification.

Fait à Marseille, le 05/03/2019

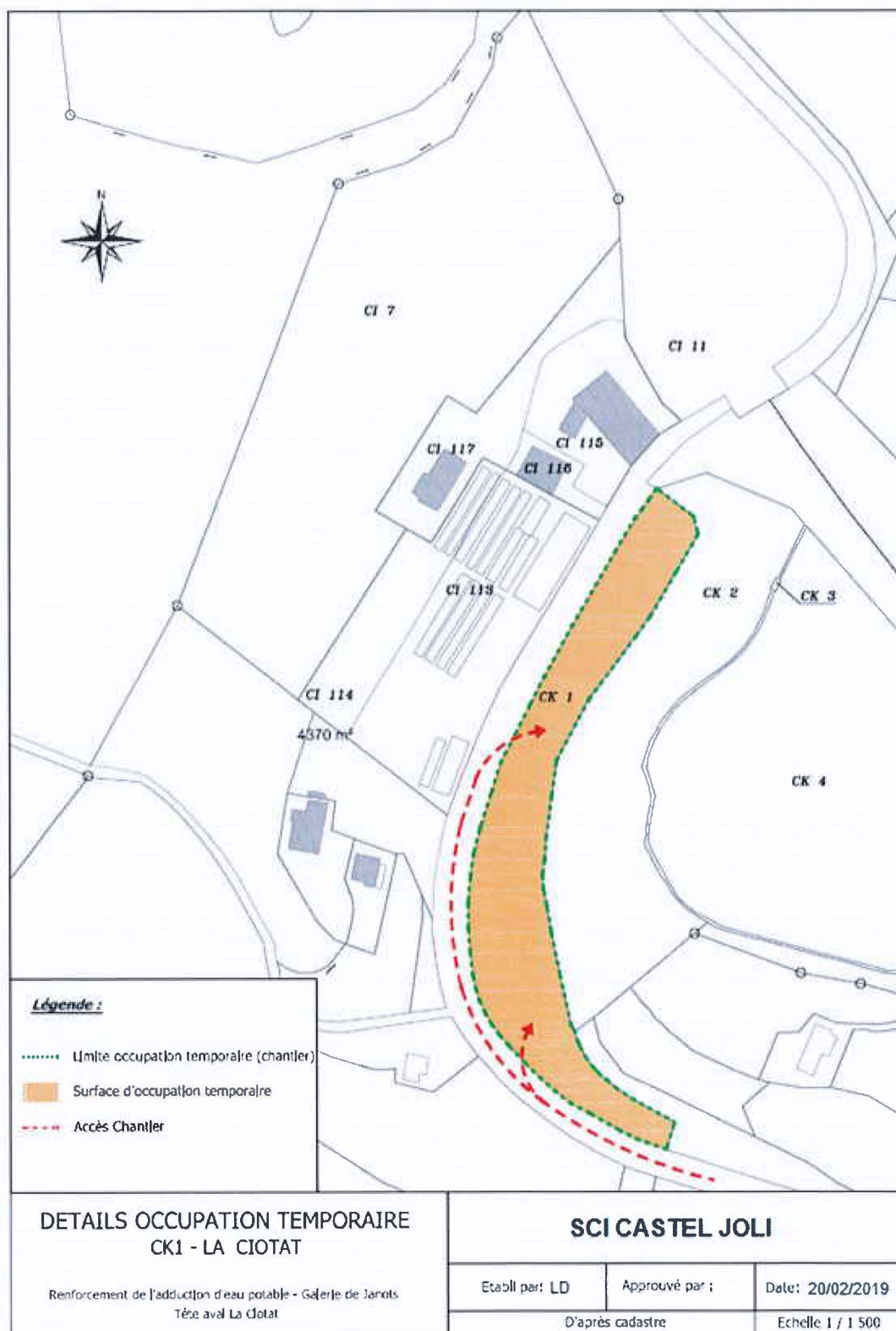
Monsieur Yannick PIACENTINI



Madame la Présidente de la Métropole
Aix-Marseille-Provence

Mme Martine VASSAL

OCCUPATION TEMPORAIRE DE LA PARCELLE CK 1
- COMMUNE DE LA CIOTAT



Décision n° 19/341/D

Approbation d'un bail de courte durée d'un local sis 1 rue Anarchasis - 13001 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Dans le cadre de la stratégie métropolitaine de redynamisation des commerces du centre ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite prendre à bail un local à usage de commerce situé 1, Rue Anarchasis 13001 Marseille ;

Par conséquent, il convient de signer un bail de courte durée dérogatoire au statut des baux commerciaux dans les conditions suivantes :

Désignation :

Au sein de l'immeuble situé 1, Rue Anarchasis, 13001 Marseille le bailleur donne à bail au preneur les locaux suivants :

- au rez de chaussée, un local à usage commercial constituant le lot numéro 2 de 56 m² environ.

Durée :

Trois ans à compter du 20 mai 2019 pour se terminer le 19 mai 2022.

Prix :

- Loyer : 15 000 euros par an, hors taxes et hors charges, payable trimestriellement et d'avance par 14 fractions égales.
- Charges : la provision pour charges est de 100 euros hors taxes par trimestre, impôt foncier et taxes d'enlèvement des ordures ménagères payables en même temps que le loyer.

Dépôt de garantie :

Le dépôt de garantie correspond à un terme de loyer soit 3750 euros hors taxes.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer un bail de courte durée dérogatoire au statut des baux commerciaux avec la SARL GESTIPAR à compter du 20 mai 2019 pour les locaux situés 1, rue Anarchasis, 13001 Marseille.

DECIDE

Article 1 :

Est signé un bail de courte durée dérogatoire au statut des baux commerciaux avec la SARL GESTIPAR, à compter du 20 mai 2019 pour une durée de 3 ans pour les locaux sus mentionnés.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal centralisé de la Métropole – Sous politique A130 – Nature 6132, 614, 63512 – Chapitre 011 – Fonction 020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Mai 2019

Décision n° 19/342/D

Convention précaire de mise à disposition d'un terrain nu au sein du domaine de la ZAC du Petit Arbois à la société Techno Bam

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- L'arrêté n°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° ECO 003-4588/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, et que dans ce cadre-là certaines entreprises peuvent avoir besoin de la mise à disposition d'un terrain nu notamment aux fins de stockage ;
- Que l'entreprise TechnoBam spécialisée dans la conception de produits dédiés à la démoustication éco responsable, est déjà locataire de bureaux au sein de la pépinière CleanTech et d'une surface de terrain nu de 30m² au sein de la ZAC du Petit Arbois, contractualisé par un avenant à leur convention depuis le 1^{er} mai 2018 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mai 2019

- Que l'entreprise TechnoBam souhaite bénéficier d'un espace supplémentaire de 70m² afin de disposer d'un quai de déchargement ;
- Qu'en conséquence il convient de régulariser la modification de surface par une nouvelle convention.

DECIDE

Article 1 :

Est validée la convention précaire de mise à disposition de deux terrains nus d'une surface totale de 100m² pour l'entreprise TechnoBam pour la période du 1^{er} mai 2019 au 30 novembre 2021, au tarif de 1€/m²/an.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – Nature 752 Fonction 61 Chapitre 75 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 mai 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/343/D

Décision d'ester en justice- Désignation du Cabinet Adamas pour défendre les intérêts de la Métropole dans le litige qui l'oppose à Monsieur Gharbi Selim

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1810983-1 déposée par Monsieur Gharbi Selim devant le Tribunal Administratif, par laquelle celui-ci conteste l'arrêté du 24 juillet 2018 le plaçant en congé de maladie ordinaire.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée par le Cabinet Adamas Affaires Publiques, domicilié 55 boulevard des Brotteaux, 69 455 Lyon Cedex 06.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mai 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/344/D

Décision d'ester en justice - Désignation du groupement SELARL SINDRES/SCP d'avocats VEDESI pour défendre les intérêts de la Métropole dans le cadre de plusieurs instances relatives à des contestations de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Les requêtes n°1808201-6, n°1808232-6, n°1808233-6 par lesquelles la Société Bayern Aix et la SNC Grands Garages de Provence ont contesté la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères mise à leur charge au titre de l'année 2016.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée par le groupement SELARL SINDRES/SCP d'Avocats VEDESI, 28 rue d'Enghien, 69 002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement SELARL SINDRES/SCP d'Avocats VEDESI pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mai 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/345/D

Décision d'ester en justice- Désignation du Groupement SELARL SINDRES/SCP d'avocats VEDESI pour défendre les intérêts de la Métropole dans le cadre de plusieurs instances relatives à des contestations de Taxes Foncières et notamment de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les requêtes n°1803294-6, n°1803300-6, n°1803301-6, n°1805479-6, n°1804188-6 par lesquelles le Grand Port Maritime de Marseille conteste notamment la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères mise à sa charge au titre des années 2015, 2016 et 2017.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée par le groupement SELARL SINDRES/SCP d'Avocats VEDESI, 28 rue d'Enghien, 69 002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement SELARL SINDRES/SCP d'Avocats VEDESI pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mai 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/346/D

Décision d'ester en justice- Désignation de Maître Semeriva pour défendre les intérêts de la Métropole dans un litige l'opposant à Monsieur Frédéric Thomas

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1807312-9 déposée par Monsieur Frédéric Thomas, devant le Tribunal Administratif de Marseille, par laquelle celui-ci conteste la décision implicite de rejet de la Métropole portant refus d'application de la délibération du 17 décembre 2017 relative au régime indemnitaire transitoire.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée par Maître Sophie Semeriva, domiciliée 2 place de la Corderie, 13007 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Semeriva pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mai 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/347/D

Décision d'ester en justice- Désignation de Maître Semeriva pour défendre les intérêts de la Métropole dans un litige qui l'oppose à Monsieur Frédéric Thomas

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1902841-9 déposée par Monsieur Frédéric Thomas, devant le Tribunal Administratif de Marseille, par laquelle celui-ci conteste la décision de la Métropole du 22 février 2019 rejetant sa demande d'inscription au tableau d'avancement des ingénieurs hors classe.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée par Maître Sophie Semeriva, domiciliée 2 place de la Corderie, 13007 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Semeriva pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mai 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/348/D

Décision d'ester en justice- Désignation du Cabinet Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole dans l'affaire qui l'oppose à la Société Bronzo

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les requêtes n°1807546-3, n°1902584-3, n°1901096-3, n°1901094-3, n°1902423-3, n°1901286-3, déposées par la Société Bronzo devant le Tribunal Administratif de Marseille, en opposition à des titres exécutoires relatifs à des pénalités appliquées dans le cadre du marché T170026 MA de collecte de déchets ménagers et assimilés.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée par le Cabinet SEBAN et Associés, domicilié 282 Boulevard Saint Germain, 75007 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mai 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/349/D

Convention de participation entre la Métropole / la SPLA «Pays d'Aix Territoire» / Jérémy Peloux et Ludivine Galvez (au titre du L 311-4 du Code de l'Urbanisme)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération du Conseil municipal des Pennes-Mirabeau n°39x15 du 26 février 2015 approuvant le dossier de création de la ZAC Pallières II ;
- La délibération du Conseil municipal des Pennes-Mirabeau n°338x17 du 21 décembre 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC Pallières II ;
- La délibération n° 121x18 du Conseil Municipal des Pennes Mirabeau du 31 Mai 2018 approuvant le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité de la ZAC Pallières II et fixant le montant des participations financières aux équipements publics au sens de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme à appliquer aux projets portant sur des fonciers non cédés par l'aménageur, à 350€/m² de surface de plancher ;
- L'avenant n°2 à la convention de concession passée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA « Pays d'Aix Territoires », par délibération n° URB 031-43-77/18/BM du 28 juin 2018, notifié à la SPLA « Pays d'Aix Territoire » le 15 janvier 2019 ;
- La délibération du Conseil métropolitain n° URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018 approuvant les conditions de transfert de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain "ZAC Pallières II" sur la commune des Pennes Mirabeau ;

CONSIDÉRANT

- Que La ZAC Pallières II a été déclarée d'intérêt métropolitain, et la maîtrise d'ouvrage a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la SPLA Pays d'Aix est chargée, en tant que concessionnaire de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la Ville des Pennes-Mirabeau a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la Taxe d'Aménagement les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que le bilan prévisionnel de l'opération prévoit que 25% du programme des constructions sera réalisé par des opérateurs privés sur du foncier non acquis par l'aménageur ;
- Que la participation financière des constructeurs au coût des équipements publics de la ZAC est fixée à hauteur de 350€/m² de surface de plancher ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la SPLA « Pays d'Aix Territoire » ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que Monsieur Peloux et Madame Galvez envisagent de construire sur leur parcelle cadastrée CR 248, un bâtiment à usage exclusif de logement individuel pour une surface de plancher totale maximale de 117,86 m².

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de participation avec les constructeurs privés Jérémie Peloux et Ludivine Galvez au coût des équipements publics de la ZAC de Pallières II dont le montant est fixé à 41 251 euros.

Article 2 :

La participation constructeur sera versée directement à la SPLA « Pays d'Aix Territoire » pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC Pallières II.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole est autorisée à signer la convention avec les constructeurs privés Jérémie Peloux et Ludivine Galvez.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mai 2019



ZAC PALLIERE II - Les Pennes Mirabeau

CONVENTION DE PARTICIPATION

(Art. L.311-4 du Code de l'Urbanisme)

ENTRE LES SOUSSIGNES,

Monsieur Jérémy PELOUX et Madame Ludivine GALVEZ, désigné ci-après « Les Pétitionnaires »,
demeurant au 109 avenue du 8 Mai 1945 13 127 VITROLLES

d'une part,

et

La Métropole Aix-Marseille-Provence représentée par sa Présidente, Madame Martine Vassal
agissant en vertu d'une délégation du Conseil de la Métropole approuvée par délibération n° HN 010-
012/16/CM en date du 17 mars 2016, désignée ci-après « La Collectivité », dont le siège est situé au 58
boulevard Charles-Livon à Marseille.

d'autre part,

et

La Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires », désignée ci-après
« L'Aménageur », au capital de 500 000 euros, dont le siège social est situé à Aix-en-Provence, 2 rue
Lapierre, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aix-en-Provence le 11 mars 2010, sous le
numéro 520 668 443, représentée par Monsieur Gérard BRAMOULLÉ, son Président Directeur Général,
désigné à l'effet des présentes par Délibération du Conseil d'Administration du 04 juin 2014.

d'autre part.

PREAMBULE

Par une délibération en date du 21 décembre 2017, le Conseil Municipal des Pennes Mirabeau a décidé de créer la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) Pallières II.

La commune des Pennes Mirabeau, dans le cadre d'une concession d'aménagement, a confié la réalisation de la ZAC Pallières II à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Par la délibération n°121x18 du conseil municipal du 31 Mai 2018 approuvant le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) de la ZAC Pallières II, le montant des participations financières aux équipements publics au sens de l'article L311-4 du Code de l'urbanisme à appliquer aux projets portant sur des fonciers non cédés par l'aménageur est fixé, à 350€/m² de surface de plancher.

Cette concession d'aménagement a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence par une décision du Conseil de Métropole du 28 juin 2018.

En application du dernier alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention a pour objet de déterminer les conditions de la participation financière du Pétitionnaire au coût de l'équipement de la ZAC. Elle constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – TERRAIN CONCERNE ET CONSISTANCE DU PROJET DE CONSTRUCTION

Les Pétitionnaires envisagent de réaliser sur un terrain leur appartenant, et en tout état de cause qui ne sera pas acquis auprès l'Aménageur, un programme de construction sur la parcelle CR 248, à l'adresse : rue Henri Dutilleux Pallières Ouest 13170 LES PENNES MIRABEAU.

Le projet de construction envisagé par les Pétitionnaires consiste en la réalisation d'un bâtiment à usage exclusif de logement individuel pour une surface de plancher totale maximale de 117,86m².

Aux fins de réalisation de ce projet, les Pétitionnaires déposeront une demande de permis de construire à laquelle sera jointe la présente convention.

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA PARTICIPATION DUE PAR LE PETITIONNAIRE

2.1. En fonction du montant global des dépenses d'équipements à engager au titre de la ZAC et de l'estimation quantitative des surfaces dont la construction y est projetée, le montant de la participation due par les Pétitionnaires est fixé à 350 euros par mètre carré de Surface de Plancher.

Sur la base de la demande de permis de construire qu'il a déposée, le programme de construction du Pétitionnaire porte sur 117,86 mètres carrés de Surface de Plancher.

En conséquence de quoi, le montant de la participation exigible au titre du projet porté par les Pétitionnaires s'élève à :

41 251 euros
(Quarante et un mille deux cent cinquante et un euros)

Pour les besoins de la confirmation du montant de participation arrêté ci-dessus, les Pétitionnaires transmettront une copie du permis obtenu à la Collectivité et à l'Aménageur sous un délai de 15 jours à compter de la notification de celui-ci.

2.2. Dans le cas où le projet serait modifié par voie de dépôt d'une demande de permis modificatif augmentant ou diminuant la surface de plancher totale des constructions, ce montant sera augmenté ou réduit à due proportion par voie d'avenant à la présente convention.

Pour les besoins de l'alinéa qui précède, les Pétitionnaires s'engagent à communiquer à la Collectivité et à l'Aménageur une copie de toute demande de permis modificatif ayant une incidence sur la surface de plancher totale de son projet.

Cette communication est opérée sous un délai de 10 jours à compter de la date de dépôt du dossier de permis modificatif.

ARTICLE 3 – MODALITES DE REGLEMENT DE LA PARTICIPATION

3.1. En application des dispositions de l'article L 311-4 du Code de l'urbanisme pris dans sa rédaction issue de la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018, la Collectivité et l'Aménageur s'accordent pour prévoir que le montant de la participation déterminé à l'article 2 sera intégralement acquitté entre les mains de l'Aménageur.

3.2. Les Pétitionnaires régleront la participation au coût des équipements publics de la zone prévue par les présentes auprès de l'Aménageur selon l'échéancier suivant :

- Versement de 100% du montant de la participation, 21 jours calendaires après la signature de l'acte authentique de vente à intervenir entre les Pétitionnaires et l'EPF PACA pour la cession des parcelles cadastrées CR n°233 et 234 et en tout état de cause après l'obtention de son permis de construire purgé de tout recours.
Les Pétitionnaires devront s'acquitter de la somme due dans le mois suivant l'appel de fonds édité par l'Aménageur ou la Collectivité signataire.

3.3. Les paiements seront effectués :

- Soit au moyen d'un chèque de banque établi à l'ordre de l'Aménageur, lequel fera l'objet d'un encaissement dans les délais normaux ;
- Soit par virement bancaire au crédit du compte de l'Aménageur, dont l'identification suit :

Titulaire	SPLA PAYS D'AIX TERRITOIRES – 2 Rue Lapierre – 13100 AIX EN PROVENCE
Domiciliation	CIC AIX PROVENCE (ENT) Bat U2B parc Actimart 1140 Rue André Ampère 13851 AIX EN PROVENCE CEDEX 3
Code IBAN	FR76 1009 6185 7100 0631 3860 160
BIC/SWIFT	CMCIFRPP

3.4. A l'expiration d'un délai de 15 jours calendaires suivant les dates d'exigibilité stipulées au 3.2 ci-dessus, les sommes dues seront automatiquement augmentées d'intérêts de retard calculés sur la base du taux de l'intérêt légal majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et sans que le paiement des intérêts de retard ne dégage les Pétitionnaires de son obligation de payer l'Aménageur à la date prévue.

3.5. En conséquence de l'autorisation donnée par la Collectivité à l'Aménageur de percevoir la participation objet des présentes :

La présente convention habilite l'Aménageur à introduire toute action amiable ou contentieuse destinée à poursuivre le complet paiement des sommes dues par les Pétitionnaires.

Toute action amiable ou contentieuse à l'initiative du Pétitionnaire et tendant, quelle qu'en soit la cause, au reversement des participations versées en application des présentes devra être dirigée contre l'Aménageur, lequel ne pourra toutefois être tenu qu'au reversement du montant de participation qu'il a effectivement perçu.

ARTICLE 4 – MUTATION – TRANSFERT

4.1. La présente convention est opposable non seulement au Pétitionnaire, mais également à ses ayant-droit, à quelque titre que ce soit. Les Pétitionnaires s'engagent à annexer la présente convention à tout acte de vente ou conférant des droits réels à un ou des tiers, dès lors qu'il intéresse le terrain désigné à l'article 1 ou les constructions édifiées sur ce terrain

Les Pétitionnaires seront tenus solidairement, avec ses successeurs, au paiement des fractions de participation non encore versées, à la date de l'acte de vente ou de tout acte conférant des droits réels.

4.2. En cas de transfert du permis, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ce transfert. Les Pétitionnaires s'engagent à transmettre à la Collectivité et à l'Aménageur la demande de transfert dans les 15 jours suivant son dépôt, et dans le même délai, la décision de transfert elle-même.

Les Pétitionnaires seront tenus solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore acquittées à la date de transfert du permis de construire ou d'aménager.

ARTICLE 5 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties font élection de domicile :

- pour La Métropole, en son siège,
- pour les Pétitionnaires, à l'adresse indiquée en en-tête des présentes,
- pour l'Aménageur, en son siège social.

ARTICLE 6 – LITIGES

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et de ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Marseille.

Fait à Marseille, le

En quatre exemplaires, dont un pour chacune des parties,

Pour les Pétitionnaires,	Pour la Collectivité, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence,	Pour l'Aménageur, la SPLA Pays d'Aix Territoires
--------------------------	---	--

Décision n° 19/350/D

Convention de participation entre la Métropole / la SPLA «Pays d'Aix Territoire» / Christelle Muller et Nizar Dendani (au titre du L 311-4 du Code de l'Urbanisme)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil municipal des Pennes-Mirabeau n°39x15 du 26 février 2015 approuvant le dossier de création de la ZAC Pallières II ;
- La délibération du Conseil municipal des Pennes-Mirabeau n°338x17 du 21 décembre 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC Pallières II ;
- La délibération n° 121x18 du Conseil municipal des Pennes Mirabeau du 31 Mai 2018 approuvant le compte-rendu annuel à la collectivité de la ZAC Pallières II et fixant le montant des participations financières aux équipements publics au sens de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme à appliquer aux projets portant sur des fonciers non cédés par l'aménageur, à 350€/m² de surface de plancher ;
- L'avenant n°2 à la convention de concession passée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA «Pays d'Aix Territoire», par délibération n° URB 031-43-77/18/BM du 28 juin 2018, notifié à la SPLA «Pays d'Aix Territoire» le 15 janvier 2019 ;
- La délibération du Conseil métropolitain n° URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018 approuvant les conditions de transfert de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain "ZAC Pallières II" sur la commune des Pennes Mirabeau ;

CONSIDÉRANT

- Que La ZAC Pallières II a été déclarée d'intérêt métropolitain, et la maîtrise d'ouvrage a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la SPLA Pays d'Aix est chargée, en tant que concessionnaire de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la Ville des Pennes-Mirabeau a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la taxe d'aménagement (TA) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que le bilan prévisionnel de l'opération prévoit que 25% du programme des constructions sera réalisé par des opérateurs privés sur du foncier non acquis par l'aménageur ;
- Que la participation financière des constructeurs au coût des équipements publics de la ZAC est fixée à hauteur de 350€/m² de surface de plancher ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la SPLA « Pays d'Aix Territoire » ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que Madame Muller et Monsieur Dendani envisagent de construire sur leur parcelle cadastrée CR 247, un bâtiment à usage exclusif de logement individuel pour une surface de plancher totale maximale de 116,76 m².

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de participation avec les constructeurs privés Christelle Muller et Nizar Dendani au coût des équipements publics de la ZAC de Pallières II dont le montant est fixé à 40 866 euros.

Article 2 :

La participation constructeur sera versée directement à la SPLA « Pays d'Aix Territoire » pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC Pallières II.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole est autorisée à signer la convention avec Christelle Muller et Nizar Dendani.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mai 2019



ZAC PALLIERE II - Les Pennes Mirabeau

CONVENTION DE PARTICIPATION

(Art. L.311-4 du Code de l'Urbanisme)

ENTRE LES SOUSSIGNES,

Mme Muller Christelle et M. Dendani Nizar, désignés ci-après « Les Pétitionnaires », demeurant au 509 rue Henri Dutilleux Zone Palliere Ouest 13170 Les Pennes Mirabeau

d'une part,

et

La Métropole Aix-Marseille-Provence représentée par sa Présidente, Madame Martine Vassal agissant en vertu d'une délégation du Conseil de la Métropole approuvée par délibération n° HN 010-012/16/CM en date du 17 mars 2016, désignée ci-après « La Collectivité », dont le siège est situé au 58 boulevard Charles-Livon à Marseille.

d'autre part,

et

La Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires », désignée ci-après « L'Aménageur », au capital de 500 000 euros, dont le siège social est situé à Aix-en-Provence, 2 rue Lapierre, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aix-en-Provence le 11 mars 2010, sous le numéro 520 668 443, représentée par Monsieur Gérard BRAMOULLÉ, son Président Directeur Général, désigné à l'effet des présentes par Délibération du Conseil d'Administration du 04 juin 2014.

d'autre part.

PREAMBULE

Par une délibération en date du 21 décembre 2017, le Conseil Municipal des Pennes Mirabeau a décidé de créer la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) Pallières II.

La commune des Pennes Mirabeau, dans le cadre d'une concession d'aménagement, a confié la réalisation de la ZAC Pallières II à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Par la délibération n°121x18 du conseil municipal du 31 Mai 2018 approuvant le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) de la ZAC Pallières II, le montant des participations financières aux équipements publics au sens de l'article L311-4 du Code de l'urbanisme à appliquer aux projets portant sur des fonciers non cédés par l'aménageur est fixé, à 350€/m² de surface de plancher.

Cette concession d'aménagement a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence par une décision du Conseil de Métropole du 28 juin 2018.

En application du dernier alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention a pour objet de déterminer les conditions de la participation financière du Pétitionnaire au coût de l'équipement de la ZAC. Elle constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – TERRAIN CONCERNE ET CONSISTANCE DU PROJET DE CONSTRUCTION

Les Pétitionnaires envisagent de réaliser sur le terrain lui appartenant, et en tout état de cause non acquis auprès de l'Aménageur, un programme de construction sur la parcelle CR 247, à l'adresse Lieu-Dit Pallières Ouest – 13 170 Les Pennes Mirabeau

Le projet de construction envisagé par Les Pétitionnaires consiste en la réalisation d'une maison individuelle.

Aux fins de réalisation de ce projet, Les Pétitionnaires déposeront une demande de permis de construire à laquelle sera jointe la présente convention.

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA PARTICIPATION DUE PAR LE PETITIONNAIRE

2.1. En fonction du montant global des dépenses d'équipements à engager au titre de la ZAC et de l'estimation quantitative des surfaces dont la construction y est projetée, le montant de la participation due par Les Pétitionnaires est fixé à 350 euros par mètre carré de Surface de Plancher.

Sur la base de la demande de permis de construire qu'il a déposée, le programme de construction du Pétitionnaire porte sur 116,76 mètres carrés de Surface de Plancher.

En conséquence de quoi, le montant de la participation due par Les Pétitionnaires s'élève à :

40 866 euros.

(Quarante mille huit cent soixante six euros)

Pour les besoins de la confirmation du montant de participation arrêté ci-dessus, Les Pétitionnaires transmettront copie du permis obtenu à la Collectivité et à l'Aménageur sous un délai de 15 jours à compter de la notification de celui-ci.

2.2. Dans le cas où le projet serait modifié par voie de dépôt d'une demande de permis modificatif augmentant ou diminuant la surface de plancher totale des constructions, ce montant sera augmenté ou réduit à due proportion par voie d'avenant à la présente convention.

Pour les besoins de l'alinéa qui précède, Les Pétitionnaires s'engagent à communiquer à la Collectivité et à l'Aménageur une copie de toute demande de permis modificatif ayant une incidence sur la surface de plancher totale de son projet.

Cette communication est opérée sous un délai de 10 jours à compter de la date de dépôt du dossier de permis modificatif.

ARTICLE 3 – MODALITES DE REGLEMENT DE LA PARTICIPATION

3.1. En application des dispositions de l'article L 311-4 du Code de l'urbanisme pris dans sa rédaction issue de la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018, la Collectivité et l'Aménageur s'accordent pour prévoir que le montant de la participation déterminé à l'article 2 sera intégralement acquitté entre les mains de l'Aménageur.

3.2. Les Pétitionnaires régleront la participation au coût des équipements publics de la zone prévue par les présentes auprès de l'Aménageur selon l'échéancier suivant :

- Première échéance : versement de 50% du montant total, après que le permis de construire a été délivré et purgé de tout recours.
Les Pétitionnaires devront s'acquitter de la somme due dans le mois suivant l'appel de fonds édité par l'Aménageur ou la Collectivité signataire.
- Seconde échéance : versement de 50% du montant total, soit le solde, six mois après que le permis de construire a été délivré et purgé de tout recours.
Les Pétitionnaires devront s'acquitter de la somme due dans le mois suivant l'appel de fonds édité par l'Aménageur ou la Collectivité signataire.

3.3. Les paiements seront effectués :

- Soit au moyen d'un chèque de banque établi à l'ordre de l'Aménageur, lequel fera l'objet d'un encaissement dans les délais normaux ;

- Soit par virement bancaire au crédit du compte de l'Aménageur, dont l'identification suit :

Titulaire	SPLA PAYS D'AIX TERRITOIRES – 2 Rue Lapierre – 13100 AIX EN PROVENCE
Domiciliation	CIC AIX PROVENCE (ENT) Bat U2B parc Actimart 1140 Rue André Ampère 13851 AIX EN PROVENCE CEDEX 3
Code IBAN	FR76 1009 6185 7100 0631 3860 160
BIC/SWIFT	CMCIFRPP

3.4. A l'expiration d'un délai de 15 jours calendaires suivant les dates d'exigibilité stipulées au 3.2 ci-dessus, les sommes dues seront automatiquement augmentées d'intérêts de retard calculés sur la base du taux de l'intérêt légal majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et sans que le paiement des intérêts de retard ne dégage Les Pétitionnaires de leur obligation de payer l'Aménageur à la date prévue.

3.5. En conséquence de l'autorisation donnée par la Collectivité à l'Aménageur de percevoir la participation objet des présentes :

La présente convention habilite l'Aménageur à introduire toute action amiable ou contentieuse destinée à poursuivre le complet paiement des sommes dues par Les Pétitionnaires.

Toute action amiable ou contentieuse à l'initiative du Pétitionnaire et tendant, quelle qu'en soit la cause, au reversement des participations versées en application des présentes devra être dirigée contre l'Aménageur, lequel ne pourra toutefois être tenu qu'au reversement du montant de participation qu'il a effectivement perçu.

ARTICLE 4– MUTATION – TRANSFERT

4.1. La présente convention est opposable non seulement au Pétitionnaire, mais également à ses ayants-droit, à quelque titre que ce soit. Les Pétitionnaires s'engagent à annexer la présente convention à tout acte de vente ou conférant des droits réels à un ou des tiers, dès lors qu'il intéresse le terrain désigné à l'article 1 ou les constructions édifiées sur ce terrain.

Les Pétitionnaires seront tenus solidairement, avec ses successeurs, au paiement des fractions de participation non encore versées, à la date de l'acte de vente ou de tout acte conférant des droits réels.

4.2. En cas de transfert du permis, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ce transfert. Les Pétitionnaires s'engagent à transmettre à la Collectivité et à l'Aménageur la demande de transfert dans les 15 jours suivant son dépôt, et dans le même délai, la décision de transfert elle-même.

Les Pétitionnaires seront tenus solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore acquittées à la date de transfert du permis de construire ou d'aménager.

ARTICLE 5 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties font élection de domicile :

- pour La Métropole, en son siège,
- pour Les Pétitionnaires, à l'adresse indiquée en en-tête des présentes,
- pour l'Aménageur, en son siège social.

ARTICLE 6 – LITIGES

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et de ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Marseille.

Fait à Marseille, le

En quatre exemplaires, dont un pour chacune des parties,

Les Pétitionnaires,	Pour la Collectivité, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence,	Pour l'Aménageur, la SPLA Pays d'Aix Territoires
---------------------	---	---

Décision n° 19/351/D

Convention de participation entre la Métropole et la SPLA Pays d'Aix Territoire; Denis Amphoux

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération du Conseil municipal des Pennes-Mirabeau n°39x15 du 26 février 2015 approuvant le dossier de création de la ZAC Pallières II
- La délibération du Conseil municipal des Pennes-Mirabeau n°338x17 du 21 décembre 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC Pallières II
- La délibération n° 121x18 du Conseil municipal des Pennes Mirabeau du 31 Mai 2018 approuvant le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité de la ZAC Pallières II et fixant le montant des participations financières aux équipements publics au sens de l'article L311-4 du Code de l'urbanisme à appliquer aux projets portant sur des fonciers non cédés par l'aménageur, à 350€/m² de surface de plancher.
- L'avenant n°2 à la convention de concession passée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA « Pays d'Aix Territoires », par délibération n° URB 031-43-77/18/BM du 28 juin 2018, notifié à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » le 15 janvier 2019,
- La délibération du Conseil métropolitain n° URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018 approuvant les conditions de transfert de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain "ZAC Pallières II" sur la commune des Pennes Mirabeau

CONSIDÉRANT

- Que La ZAC Pallières II a été déclarée d'intérêt métropolitain, et la maîtrise d'ouvrage a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la SPLA Pays d'Aix est chargée, en tant que concessionnaire de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone
- Que la Ville des Pennes-Mirabeau a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la Taxe d'Aménagement les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC,
- Que le bilan prévisionnel de l'opération prévoit que 25% du programme des constructions sera réalisé par des opérateurs privés sur du foncier non acquis par l'aménageur,
- Que la participation financière des constructeurs au coût des équipements publics de la ZAC est fixé à hauteur de 350€/m² de surface de plancher ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la SPLA « Pays d'Aix Territoire » ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que Monsieur Denis Amphoux envisage de construire sur la parcelle cadastrée CR 231, deux bâtiments à usage exclusif de logements individuels pour une surface de plancher totale maximale de 198,9 m².

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de participation avec le constructeur privé Denis Amphoux au coût des équipements publics de la ZAC de Pallières II dont le montant est fixé à 69 615 euros.

Article 2 :

La participation constructeur sera versée directement à la SPLA « Pays d'Aix Territoire » pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC Pallières II.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole est autorisée à signer la convention avec Denis Amphoux.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mai 2019



ZAC PALLIERE II - Les Pennes Mirabeau

CONVENTION DE PARTICIPATION

(Art. L.311-4 du Code de l'Urbanisme)

ENTRE LES SOUSSIGNES,

Monsieur Denis AMPHOUX, désigné ci-après « Le Pétitionnaire », demeurant Domaine de Fonchenelle, 13170 LES PENNES MIRABEAU

d'une part,

et

La Métropole Aix-Marseille-Provence représentée par sa Présidente, Madame Martine Vassal agissant en vertu d'une délégation du Conseil de la Métropole approuvée par délibération n° HN 010-012/16/CM en date du 17 mars 2016, désignée ci-après « La Collectivité », dont le siège est situé au 58 boulevard Charles-Livon à Marseille.

d'autre part,

et

La Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires », désignée ci-après « L'Aménageur », au capital de 500 000 euros, dont le siège social est situé à Aix-en-Provence, 2 rue Lapierre, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aix-en-Provence le 11 mars 2010, sous le numéro 520 668 443, représentée par Monsieur Gérard BRAMOULLÉ, son Président Directeur Général, désigné à l'effet des présentes par Délibération du Conseil d'Administration du 04 juin 2014.

d'autre part.

PREAMBULE

Par une délibération en date du 21 décembre 2017, le Conseil Municipal des Pennes Mirabeau a décidé de créer la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) Pallières II.

La commune des Pennes Mirabeau, dans le cadre d'une concession d'aménagement, a confié la réalisation de la ZAC Pallières II à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Par la délibération n°121x18 du conseil municipal du 31 Mai 2018 approuvant le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) de la ZAC Pallières II, le montant des participations financières aux équipements publics au sens de l'article L311-4 du Code de l'urbanisme à appliquer aux projets portant sur des fonciers non cédés par l'aménageur est fixé, à 350€/m² de surface de plancher.

Cette concession d'aménagement a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence par une décision du Conseil de Métropole du 28 juin 2018.

En application du dernier alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention a pour objet de déterminer les conditions de la participation financière du Pétitionnaire au coût de l'équipement de la ZAC. Elle constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – TERRAIN CONCERNE ET CONSISTANCE DU PROJET DE CONSTRUCTION

Le Pétitionnaire envisage de réaliser sur un terrain lui appartenant, et en tout état de cause qui ne sera pas acquis auprès l'Aménageur, un programme de construction sur la parcelle CR 231, à l'adresse Lieu-Dit Pallières Ouest – 13 170 Les Pennes Mirabeau.

Le projet de construction envisagé par le Pétitionnaire consiste en la réalisation de deux bâtiments à usage exclusif de logements individuels pour une surface de plancher totale maximale de 198.9 m².

Aux fins de réalisation de ce projet, le Pétitionnaire déposera une demande de permis de construire à laquelle sera jointe la présente convention.

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA PARTICIPATION DUE PAR LE PETITIONNAIRE

2.1. En fonction du montant global des dépenses d'équipements à engager au titre de la ZAC et de l'estimation quantitative des surfaces dont la construction y est projetée, le montant de la participation due par le Pétitionnaire est fixé à 350 euros par mètre carré de Surface de Plancher.

Sur la base de la demande de permis de construire qu'il a déposée, le programme de construction du Pétitionnaire porte sur 198.9 mètres carrés de Surface de Plancher.

En conséquence de quoi, le montant de la participation exigible au titre du projet porté par le Pétitionnaire s'élève à :

69 615 euros
(Soixante-neuf mille six cent quinze euros)

Pour les besoins de la confirmation du montant de participation arrêté ci-dessus, le Pétitionnaire transmettra copie du permis obtenu à la Collectivité et à l'Aménageur sous un délai de 15 jours à compter de la notification de celui-ci.

2.2. Dans le cas où le projet serait modifié par voie de dépôt d'une demande de permis modificatif augmentant ou diminuant la surface de plancher totale des constructions, ce montant sera augmenté ou réduit à due proportion par voie d'avenant à la présente convention.

Pour les besoins de l'alinéa qui précède, le Pétitionnaire s'engage à communiquer à la Collectivité et à l'Aménageur une copie de toute demande de permis modificatif ayant une incidence sur la surface de plancher totale de son projet.

Cette communication est opérée sous un délai de 10 jours à compter de la date de dépôt du dossier de permis modificatif.

ARTICLE 3 – MODALITES DE REGLEMENT DE LA PARTICIPATION

3.1. En application des dispositions de l'article L 311-4 du Code de l'urbanisme pris dans sa rédaction issue de la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018, la Collectivité et l'Aménageur s'accordent pour prévoir que le montant de la participation déterminé à l'article 2 sera intégralement acquitté entre les mains de l'Aménageur.

3.2. Le pétitionnaire règlera la participation au coût des équipements publics de la zone prévue par les présentes auprès de l'Aménageur selon l'échéancier suivant :

- Versement de 100% du montant de la participation, 21 jours calendaires après la signature de l'acte authentique de vente à intervenir entre le Pétitionnaire et l'EPF PACA pour la cession des parcelles cadastrées CR n°233 et 234 et en tout état de cause après l'obtention de son permis de construire purgé de tout recours.
Le Pétitionnaire devra s'acquitter de la somme due dans le mois suivant l'appel de fonds édité par l'Aménageur ou la Collectivité signataire.

3.3. Les paiements seront effectués :

- Soit au moyen d'un chèque de banque établi à l'ordre de l'Aménageur, lequel fera l'objet d'un encaissement dans les délais normaux ;
- Soit par virement bancaire au crédit du compte de l'Aménageur, dont l'identification suit :

Titulaire	SPLA PAYS D'AIX TERRITOIRES – 2 Rue Lapierre – 13100 AIX EN PROVENCE
Domiciliation	CIC AIX PROVENCE (ENT) Bat U2B parc Actimart 1140 Rue André Ampère 13851 AIX EN PROVENCE CEDEX 3
Code IBAN	FR76 1009 6185 7100 0631 3860 160
BIC/SWIFT	CMCIFRPP

3.4. A l'expiration d'un délai de 15 jours calendaires suivant les dates d'exigibilité stipulées au 3.2 ci-dessus, les sommes dues seront automatiquement augmentées d'intérêts de retard calculés sur la base du taux de l'intérêt légal majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et sans que le paiement des intérêts de retard ne dégage le Pétitionnaire de son obligation de payer l'Aménageur à la date prévue.

3.5. En conséquence de l'autorisation donnée par la Collectivité à l'Aménageur de percevoir la participation objet des présentes :

La présente convention habilite l'Aménageur à introduire toute action amiable ou contentieuse destinée à poursuivre le complet paiement des sommes dues par le Pétitionnaire.

Toute action amiable ou contentieuse à l'initiative du Pétitionnaire et tendant, quelle qu'en soit la cause, au reversement des participations versées en application des présentes devra être dirigée contre l'Aménageur, lequel ne pourra toutefois être tenu qu'au reversement du montant de participation qu'il a effectivement perçu.

ARTICLE 4 – MUTATION – TRANSFERT

4.1. La présente convention est opposable non seulement au Pétitionnaire, mais également à ses ayant-droit, à quelque titre que ce soit. Le Pétitionnaire s'engage à annexer la présente convention à tout acte de vente ou conférant des droits réels à un ou des tiers, dès lors qu'il intéresse le terrain désigné à l'article 1 ou les constructions édifiées sur ce terrain

Le Pétitionnaire sera tenu solidairement, avec ses successeurs, au paiement des fractions de participation non encore versées, à la date de l'acte de vente ou de tout acte conférant des droits réels.

4.2. En cas de transfert du permis, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ce transfert. Le Pétitionnaire s'engage à transmettre à la Collectivité et à l'Aménageur la demande de transfert dans les 15 jours suivant son dépôt, et dans le même délai, la décision de transfert elle-même.

Le Pétitionnaire sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore acquittées à la date de transfert du permis de construire ou d'aménager.

ARTICLE 5 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties font élection de domicile :

- pour La Métropole, en son siège,
- pour le Pétitionnaire, à l'adresse indiquée en en-tête des présentes,
- pour l'Aménageur, en son siège social.

ARTICLE 6 – LITIGES

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et de ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Marseille.

Fait à Marseille, le

En quatre exemplaires, dont un pour chacune des parties,

Pour le Pétitionnaire,	Pour la Collectivité, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence,	Pour l'Aménageur, la SPLA Pays d'Aix Territoires
------------------------	---	--

Décision n° 19/352/D

Convention de participation entre la Métropole et la SPLA Pays d'Aix Territoire la société Hectare et Denis Amphoux

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération du Conseil municipal des Pennes-Mirabeau n°39x15 du 26 février 2015 approuvant le dossier de création de la ZAC Pallières II ;
- La délibération du Conseil municipal des Pennes-Mirabeau n°338x17 du 21 décembre 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC Pallières II ;
- La délibération n° 121x18 du Conseil municipal des Pennes Mirabeau du 31 Mai 2018 approuvant le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la ZAC Pallières II et fixant le montant des participations financières aux équipements publics au sens de l'article L311-4 du Code de l'urbanisme à appliquer aux projets portant sur des fonciers non cédés par l'aménageur, à 350€/m² de surface de plancher ;
- L'avenant n°2 à la convention de concession passée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA « Pays d'Aix Territoire », par délibération n° URB 031-43-77/18/BM du 28 juin 2018, notifié à la SPLA « Pays d'Aix Territoire » le 15 janvier 2019 ;
- La délibération du Conseil métropolitain n° URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018 approuvant les conditions de transfert de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain "ZAC Pallières II" sur la commune des Pennes Mirabeau ;

CONSIDÉRANT

- Que La ZAC Pallières II a été déclarée d'intérêt métropolitain, et la maîtrise d'ouvrage a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la SPLA Pays d'Aix est chargée, en tant que concessionnaire de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la Ville des Pennes-Mirabeau a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la Taxe d'Aménagement les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que le bilan prévisionnel de l'opération prévoit que 25% du programme des constructions sera réalisé par des opérateurs privés sur du foncier non acquis par l'aménageur ;
- Que la participation financière des constructeurs au coût des équipements publics de la ZAC est fixé à hauteur de 350€/m² de surface de plancher ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la SPLA « Pays d'Aix Territoire » ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que la Société Hectare envisage, sur les parcelles CR 230, CR 232 et CR 235, une opération d'aménagement visant à produire dix maisons individuelles en R+1 maximum et d'un collectif à vocation sociale de six logements représentant une surface de plancher totale maximale de 1 440m².

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de participation avec les constructeurs privés Denis Amphoux et Hectare au coût des équipements publics de la ZAC de Pallières II dont le montant est fixé à 504 000 euros.

Article 2 :

La participation constructeur sera versée directement à la SPLA « Pays d'Aix Territoire » pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC Pallières II.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole est autorisée à signer la convention avec Denis Amphoux et Hectare.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mai 2019



ZAC PALLIERE II - Les Pennes Mirabeau

CONVENTION DE PARTICIPATION

(Art. L.311-4 du Code de l'Urbanisme)

ENTRE LES SOUSSIGNES,

La Société dénommée SAS Hectare, désignée ci-après « Le Pétitionnaire », dont le siège est à CLAPIERS (34830), le Clos des Chanterelles, 251 rue du romarin, BP 18, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de MONTPELLIER sous le numéro SIREN 351.338.660, au capital de 30 000 000,00 euros, représentée aux présentes par son Responsable Développement, Madame CAMPAGNO Audrey, ayant tous pouvoirs pour agir aux présentes

d'une part,

et

Monsieur Denis AMPHOUX, désigné ci-après « Le Tiers Intervenant », demeurant Domaine de Fonchenelle, 13170 LES PENNES MIRABEAU

d'une part,

et

La Métropole Aix-Marseille-Provence représentée par sa Présidente, Madame Martine Vassal agissant en vertu d'une délégation du Conseil de la Métropole approuvée par délibération n° HN 010-012/16/CM en date du 17 mars 2016, désignée ci-après « La Collectivité », dont le siège est situé au 58 boulevard Charles-Livon à Marseille.

d'autre part,

et

La Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires », désignée ci-après « L'Aménageur », au capital de 500 000 euros, dont le siège social est situé à Aix-en-Provence, 2 rue Lapierre, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aix-en-Provence le 11 mars 2010, sous le numéro 520 668 443, représentée par Monsieur Gérard BRAMOULLÉ, son Président Directeur Général, désigné à l'effet des présentes par Délibération du Conseil d'Administration du 04 juin 2014.

d'autre part.

PREAMBULE

Par une délibération en date du 21 décembre 2017, le Conseil Municipal des Pennes Mirabeau a décidé de créer la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) Pallières II.

La commune des Pennes Mirabeau, dans le cadre d'une concession d'aménagement, a confié la réalisation de la ZAC Pallières II à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Par la délibération n°121x18 du conseil municipal du 31 Mai 2018 approuvant le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) de la ZAC Pallières II, le montant des participations financières aux équipements publics au sens de l'article L311-4 du Code de l'urbanisme à appliquer aux projets portant sur des fonciers non cédés par l'aménageur est fixé, à 350€/m² de surface de plancher.

Cette concession d'aménagement a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence par une décision du Conseil de Métropole du 28 juin 2018.

En application du dernier alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention a pour objet de déterminer les conditions de la participation financière du Pétitionnaire au coût de l'équipement de la ZAC. Elle constitue une pièce obligatoire du dossier de permis.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – TERRAIN CONCERNE ET CONSISTANCE DU PROJET

Le Pétitionnaire envisage de réaliser sur un terrain sur lequel il est bénéficiaire d'une promesse de vente, et en tout état de cause qui ne sera pas acquis auprès de l'Aménageur, un programme d'aménagement destiné à recevoir des constructions de logements individuels et collectifs sur les parcelles CR 230, CR 232 et CR 235, à l'adresse Lieu-Dit Pallières Ouest – 13 170 Les Pennes Mirabeau.

Le projet envisagé par le Pétitionnaire consiste en l'aménagement du terrain afin qu'il y soit réalisé dix maisons individuelles en R+1 maximum et d'un collectif à vocation sociale de six logements pour une surface de plancher totale maximale de 1 440m².

Aux fins de réalisation de ce projet, le Pétitionnaire déposera une demande de permis d'aménager à laquelle sera jointe la présente convention.

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA PARTICIPATION DUE PAR LE PETITIONNAIRE

2.1. En fonction du montant global des dépenses d'équipements à engager au titre de la ZAC et de l'estimation quantitative des surfaces dont la construction y est projetée, le montant de la participation due par le Pétitionnaire est fixé à 350 euros par mètre carré de Surface de Plancher.

Sur la base de la demande de permis d'aménager qu'il a déposée, le programme de construction du Pétitionnaire porte sur 1 440 mètres carrés de Surface de Plancher.

En conséquence de quoi, le montant de la participation exigible au titre du projet porté par le Pétitionnaire s'élève à :

504 000 euros
(Cinq cent quatre mille euros)

Pour les besoins de la confirmation du montant de participation arrêté ci-dessus, le Pétitionnaire transmettra copie du permis obtenu à la Collectivité et à l'Aménageur sous un délai de 15 jours à compter de la notification de celui-ci.

2.2. Dans le cas où le projet serait modifié par voie de dépôt d'une demande de permis modificatif augmentant ou diminuant la surface de plancher totale des constructions, ce montant sera augmenté ou réduit à due proportion par voie d'avenant à la présente convention.

Pour les besoins de l'alinéa qui précède, le Pétitionnaire s'engage à communiquer à la Collectivité et à l'Aménageur une copie de toute demande de permis modificatif ayant une incidence sur la surface de plancher totale de son projet.

Cette communication est opérée sous un délai de 10 jours à compter de la date de dépôt du dossier de permis modificatif.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENT DU TIERS INTERVENANT

Le Pétitionnaire et le Tiers Intervenant ont indiqué à la Collectivité que, aux termes d'un accord sous seing privé, le Tiers Intervenant s'était engagé, à raison de son intérêt propre à la réalisation de l'opération du Pétitionnaire, à prendre à sa charge une partie de la participation exigible au titre du projet de construction mentionné à l'article 1, pour une quotité égale à 150 euros/m² de Surface de Plancher.

En conséquence de cet accord, le Tiers Intervenant s'oblige personnellement à acquitter, pour le compte du Pétitionnaire, un montant de 216 000 euros selon les modalités prévues à l'article 4 ci-après, le solde de participation de 288 000 euros étant à acquitter par le Pétitionnaire.

Au titre de la conclusion des présentes, le Pétitionnaire et le Tiers Intervenant reconnaissent expressément que les stipulations du présent article expriment pleinement les termes de l'accord contractuel intervenu par ailleurs entre eux, réitèrent celui-ci et s'interdisent par conséquent d'exciper, dans leurs rapports avec la Collectivité et l'Aménageur, de la nullité ou de l'absence de validité de celui-ci.

ARTICLE 4 – MODALITES DE REGLEMENT DE LA PARTICIPATION

4.1. En application des dispositions de l'article L 311-4 du Code de l'urbanisme pris dans sa rédaction issue de la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018, la Collectivité et l'Aménageur s'accordent pour prévoir que le montant de la participation déterminé à l'article 2 sera intégralement acquitté entre les mains de l'Aménageur.

4.2. En conséquence de l'accord intervenu entre le Pétitionnaire et le Tiers Intervenant et visé à l'article 3 ci-dessus, le montant de la participation au coût des équipements publics de la zone sera acquitté pour partie par le Tiers Intervenant à concurrence de 216 000 euros et pour le solde par le Pétitionnaire à hauteur de 288 000 euros.

4.3. Le Tiers Intervenant règlera le montant de participation qui lui échoit tel que prévu à l'article 3.2 ci-dessus auprès de l'Aménageur selon l'échéancier suivant :

- Versement de 100% du montant de la participation, 21 jours calendaires après la signature de l'acte authentique de vente à intervenir entre le Tiers Intervenant et l'EPF PACA pour la cession des parcelles cadastrées CR n°233 et 234.
Le Tiers Intervenant devra s'acquitter de la somme due dans le mois suivant l'appel de fonds édité par l'Aménageur ou la Collectivité signataire.

4.4. Le Pétitionnaire règlera le montant de la participation qui lui échoit tel que prévu à l'article 3.2 ci-dessus auprès de l'Aménageur selon l'échéancier suivant :

- Versement de 100% du montant de la participation après :
 - obtention du permis d'aménager purgé de tout recours et retrait,
 - et acquisition de l'assiette foncière de l'opération à savoir les parcelles cadastrées CR 230, CR 232 et CR 235 par acte authentique.Ce versement sera exigible à compter du plus tardif des deux événements.
Le Pétitionnaire devra s'acquitter de la somme due dans le mois suivant l'appel de fonds édité par l'Aménageur ou la Collectivité signataire.

4.5. Les paiements seront effectués :

- Soit au moyen d'un chèque de banque établi à l'ordre de l'Aménageur, lequel fera l'objet d'un encaissement dans les délais normaux ;
- Soit par virement bancaire au crédit du compte de l'Aménageur, dont l'identification suit :

Titulaire	SPLA PAYS D'AIX TERRITOIRES – 2 Rue Lapierre – 13100 AIX EN PROVENCE
Domiciliation	CIC AIX PROVENCE (ENT) Bat U2B parc Actimart 1140 Rue André Ampère 13851 AIX EN PROVENCE CEDEX 3
Code IBAN	FR76 1009 6185 7100 0631 3860 160
BIC/SWIFT	CMCIFRPP

4.6. A l'expiration d'un délai de 15 jours calendaires suivant les dates d'exigibilité stipulées aux articles 4.3 et 4.4 ci-dessus , les sommes dues seront automatiquement augmentées d'intérêts de retard calculés sur la base du taux de l'intérêt légal majoré de trois points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et sans que le paiement des intérêts de retard ne dégage le Pétitionnaire de son obligation de payer l'Aménageur à la date prévue.

4.7. En conséquence de l'autorisation donnée par la Collectivité à l'Aménageur de percevoir la participation objet des présentes :

La présente convention habilite l'Aménageur à introduire toute action amiable ou contentieuse destinée à poursuivre le complet paiement des sommes dues par le Pétitionnaire et/ou le Tiers Intervenant.

Toute action amiable ou contentieuse à l'initiative du Pétitionnaire et tendant, quelle qu'en soit la cause, au reversement des participations versées en application des présentes devra être dirigée contre

l'Aménageur, lequel ne pourra toutefois être tenu qu'au reversement du montant de participation qu'il a effectivement perçu.

ARTICLE 5- MUTATION – TRANSFERT

5.1. La présente convention est opposable non seulement au Pétitionnaire, mais également à ses ayant-droit, à quelque titre que ce soit. Le Pétitionnaire s'engage à annexer la présente convention à tout acte de vente ou conférant des droits réels à un ou des tiers, dès lors qu'il intéresse le terrain désigné à l'article 1 ou les constructions édifiées sur ce terrain

Le Pétitionnaire sera tenu solidairement, avec ses successeurs, au paiement des fractions de participation non encore versées, à la date de l'acte de vente ou de tout acte conférant des droits réels.

5.2. En cas de transfert du permis, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ce transfert. Le Pétitionnaire s'engage à transmettre à la Collectivité et à l'Aménageur la demande de transfert dans les 15 jours suivant son dépôt, et dans le même délai, la décision de transfert elle-même.

Le Pétitionnaire sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore acquittées à la date de transfert du permis de construire ou d'aménager.

ARTICLE 6 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties font élection de domicile :

- pour La Métropole, en son siège,
- Pour le Tiers Intervenant, à l'adresse indiquée en en-tête des présentes,
- pour le Pétitionnaire, à l'adresse indiquée en en-tête des présentes,
- pour l'Aménageur, en son siège social.

ARTICLE 7 – LITIGES

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et de ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Marseille.

Fait à Marseille, le

En quatre exemplaires, dont un pour chacune des parties,

Pour le Pétitionnaire,	Le Tiers Intervenant	Pour la Collectivité, la Présidente de la Métropole Aix- Marseille-Provence,	Pour l'Aménageur, la SPLA Pays d'Aix Territoires
------------------------	----------------------	---	--



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/353/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la commune de Saint-Victoret de biens et droits immobiliers situés au 22 bd Denis Papin cadastrés section AT n° 161 appartenant à Madame Mille Nicole veuve Garcia

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Saint-Victoret du 22 mai 1987 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et NA ;
- La délibération EPPS 004-245/14/CC du 26 juin 2014 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole précisant les conditions de délégations du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé aux communes membres ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 102 19 M 0032 reçue en mairie de Saint-Victoret le 10 avril 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section AT n° 161 sis 22 bd Denis Papin 13 730 Saint-Victoret appartenant à Madame Mille Nicole veuve Garcia.

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Mai 2019

CONSIDERANT

- Que cette préemption relève d'une compétence communale ;
- Que le bien est situé en zone urbaine 6U1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Victoret ;
- Que la Commune de Saint-Victoret envisage la réalisation d'un équipement public sur ce tènement foncier ;
- Que la maîtrise de cette parcelle, dévolue à la réalisation d'un équipement public communal, répond à un objectif d'intérêt général conforme aux dispositions de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Saint-Victoret pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section AT n°161 d'une contenance cadastrale de 935m² sise 22 bd Denis Papin 13 730 Saint-Victoret, appartenant à Madame Mille Nicole veuve Garcia.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mai 2019

Martine VASSAL

Approbation d'une convention d'occupation temporaire à titre précaire, révocable et onéreux de locaux situés dans le Bâtiment Mercure, en Zone 2, immeuble dit Centre de Montage Mercure, au Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre, Chemin des Bellons, Quartier Prignan sur la commune d'Istres, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont exprimé le besoin de locaux supplémentaires en vue d'y stocker du matériel volumineux ;
- Que la Société Publique Locale (SPL) « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre », dont le siège est situé Cité Entreprises Nouvelles (n° 20), Parc d'activités du Tubé, 25 Avenue du Tubé à Istres, 13800, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Salon-de-Provence sous le numéro 813 190 303 est propriétaire d'un immeuble dit « Centre de Montage Mercure » situé au Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre, Chemin des Bellons, Quartier Prignan, 13800 Istres ;
- Qu'au sein de cet immeuble, des locaux situés dans le Bâtiment Mercure, en Zone 2, sont vacants ;
- Que ces derniers correspondent aux besoins de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Mai 2019

- Que dans ce cadre, la Métropole a sollicité la SPL pour occuper temporairement ceux-ci ;
- Que la SPL a répondu favorablement à la demande de la Métropole Aix-Marseille-Provence en proposant la conclusion d'une convention d'occupation à titre précaire et révocable à son bénéfice.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable de locaux situés dans le Bâtiment Mercure, en Zone 2, dépendant de l'immeuble dit « Centre de Montage Mercure » situé au Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre, Chemin des Bellons, Quartier Prignan, 13800 Istres, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La présente convention est conclue dans le cadre du régime de l'occupation temporaire. En conséquence, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions relatives à toute réglementation susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux ou tout autre droit sur le bien.

Article 3 :

La présente convention est conclue pour une durée de six (6) mois à compter du 1^{er} juillet 2019 et pourra être renouvelée pour la même durée, sur demande expresse du bénéficiaire, dans la limite de trois années au delà de la durée initiale.

Article 4 :

Les locaux occupés par la Métropole Aix-Marseille-Provence correspondent à une surface totale de 2 726 m². L'indemnité due au titre de l'occupation est fixée à 55 euros H.T./m²/an, soit un loyer annuel de 149 930 euros H.T. à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Le montant des charges annuelles est fixé à 4,5 euros H.T./m²/an, soit un montant annuel de 12 267 euros H.T. à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal de la Métropole, chapitre 011, nature 6132.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Mai 2019

PÔLE AÉRONAUTIQUE ISTRES JEAN SARRAIL

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE



SPL « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre »

Capital de 14 954 800 €-RCS Salon de Provence N° : 813 190 303

Siège social : Cité des Entreprises Nouvelles (n°20),Parc d'activité du Tubé,
25 avenue du Tubé 13800 Istres.

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Mai 2019

Table des matières

ARTICLE 1. LES PARTIES A LA CONVENTION D'OCCUPATION.....	3
ARTICLE 2. DEFINITION DES LOCAUX OBJET DE LA CONVENTION D'OCCUPATION.....	3
ARTICLE 3. DUREE - DATE D'EFFET DE LA CONVENTION D'OCCUPATION - PRISE DE POSSESSION	4
ARTICLE 4. INDEMNITE D'OCCUPATION	4
ARTICLE 5. CHARGES, IMPOTS ET TAXES	5
ARTICLE 5. FISCALITE APPLICABLE.....	6
ARTICLE 6. DEPOT DE GARANTIE	6
ARTICLE 7. DESTINATION	4
ARTICLE 8. DROITS ET OBLIGATIONS DU PRENEUR.....	6
ARTICLE 9. ETAT DES LIEUX.....	6
ARTICLE 10. RESPONSABILITE EN CAS DE DOMMAGE ET ASSURANCES	7
ARTICLE 11. REPRISE DES LIEUX A LA FIN DE L'AUTORISATION	9
ARTICLE 12 - CONTRAINTES - SECURISATION -ACCES AUX LOCAUX OCCUPES	7
ARTICLE 14. ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES – REGLEMENTATION GENERALE	9
ARTICLE 15. DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	9

ARTICLE 1. LES PARTIES A LA CONVENTION D'OCCUPATION

Le Propriétaire :

La Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre », au capital social de 14 954 800 €, dont le siège social est situé, Cité Entreprises Nouvelles (n°20), Parc d'activités du Tubé, 25 avenue du Tubé à Istres, 13 800, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Salon-de-Provence sous le numéro 813 190 303,

Représentée par Monsieur François BERNARDINI, agissant en qualité de Président Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes, pour agir au nom et pour le compte de la société.

Ci-après le Propriétaire

L'Occupant :

METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE, dont le siège social est situé Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon - 13007 Marseille., immatriculée au Répertoire SIRENE sous le numéro 200 054 807

représentée par Madame Martine VASSAL, Présidente, dûment habilitée par décision n° xxx du xxxx .

Ci-après l'Occupant

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

Le Propriétaire consent à l'Occupant qui accepte, une convention d'occupation précaire et met à leur disposition les locaux ci-après désignés dépendant de l'immeuble dit « Centre de Montage Mercure sis au Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre, Chemin des Bellons, Quartier Prignan, 13800 ISTRES.

L'Occupant déclare être parfaitement informé que la présente convention n'est soumise dans aucune de ses dispositions au statut des baux commerciaux. En conséquence, il reconnaît qu'il ne pourra être assuré d'aucune durée déterminée du bail ni bénéficier d'aucun droit à renouvellement ni d'aucune indemnité.

ARTICLE 3. DEFINITION DES LOCAUX OBJET DE LA CONVENTION D'OCCUPATION

Les locaux, objets de la présente convention d'occupation précaire (ci-après les Locaux Occupés), sont situés dans le Bâtiment Mercure, en zone 2.

Ils comprennent

- au rez-de-chaussée partie atelier une surface de 3160 m²,
- au rez-de-chaussée sous mezzanines une surface de 414 m²,
- en R+1 : une surface de 33 m²

- en R+2 une surface de 567 m²,
Soit une surface totale de 4174 m².

La Métropole Aix-Marseille-Provence occupera les surfaces suivantes :

- au rez-de-chaussée partie atelier une surface de 2 106 m²,
- au rez-de-chaussée sous mezzanines une surface de 234 m²,
- en R+1 : une surface de 33 m²
- en R+2 une surface de 353 m²,

Soit, au total : 2 726 m².

L'Occupant déclare parfaitement connaître les lieux pour les avoir vus et visités.

Les Locaux Occupés sont désignés sur le plan en annexe 1.

ARTICLE 4. DUREE - DATE D'EFFET DE LA CONVENTION D'OCCUPATION

La convention prendra effet le 1^{er} juillet 2019 pour une durée de SIX (06) mois. Elle pourra être renouvelée à la demande de l'**Occupant** ou de l'un d'entre eux adressée au Propriétaire au moins quinze jours avant la date d'échéance.

Chaque partie pourra y mettre fin à tout moment à condition de délivrer congé à l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception moyennant un préavis de 1 mois.

ARTICLE 5. DESTINATION

L'Occupant est autorisé à utiliser les lieux loués pour y exercer les activités suivantes :

- stockage de matériel

à l'exclusion de toute autre activité, même connexe ou complémentaire.

ARTICLE 6. INDEMNITE D'OCCUPATION

La présente convention d'occupation précaire est consentie et acceptée moyennant une indemnité de 55 euros hors taxes/m²/an, soit un loyer annuel de 149 930 € HT que les Occupants s'engagent à payer d'avance le 1^{er} de chaque mois.

Les règlements s'effectuent au domicile du Propriétaire par chèque ou virement bancaire (RIB joint en annexe 2).

ARTICLE 7. CHARGES, IMPOTS ET TAXES

7.1 Quote-part :

L'Occupant remboursera au Propriétaire sa quote-part des charges ci-après :

- Gardiennage du site¹.
- Entretien des équipements communs extérieurs¹ (entretien des voiries, portail électriques, station de surpression du réseau incendie, maintenance réseau incendie, maintenance des réseaux eaux usées, eaux pluviales, récupération eaux incendie, entretien des espaces verts, entretien du tarmac et de ses équipements),
- Maintenance des équipements et des services communs du hangar² (électricité, plomberie, portes mécaniques, portes motorisées, ponts roulants, chauffage/climatisation, éclairage halle, éclairage extérieur, balisage d'obstacles aériens, ventilation, détection incendie, protection incendie, désenfumage, menuiseries, serrurerie).

Mode de calcul :

¹ total des factures divisé par le nombre de m² bâtis sur l'ensemble du site, multiplié par le nombre de m² occupés.

² total des factures divisé par le nombre de m² du Hall de montage (atelier et rdc mezzanine), multiplié par le nombre de m² occupés.

7.2 Comptage

L'Occupant remboursera au Propriétaire les charges suivantes selon un comptage privé :

- Electricité
- Chauffage
- Eau chaude et froide

7.3 Services téléphoniques

Le preneur fera son affaire d'établir en son nom les conventions adéquates avec le fournisseur en services de téléphonie et d'internet et payer directement le fournisseur concerné.

7.4. Montant, modalités de paiement et régularisation de la provision de charges

La provision annuelle correspondant aux charges, impôts et taxes imputées à l'Occupant, dont le paiement sera demandé à compter de la prise d'effet de la convention, s'élève à 4,5 euros hors taxes/m² occupé /an soit un montant annuel de 12 267 € HT.

Le Preneur versera en même temps que chaque terme de loyer, une provision représentant un douzième de la provision annuelle fixée ci-dessus.

En fin d'occupation le Propriétaire adressera à l'Occupant un état récapitulatif incluant la liquidation et la régularisation des comptes de charges avec les pièces justificatives à l'appui.

ARTICLE 8. FISCALITE APPLICABLE

La présente convention d'occupation est assujettie à la taxe à la valeur ajoutée.

ARTICLE 9. DEPOT DE GARANTIE

Sans objet

ARTICLE 10. ETAT DES LIEUX

Lors de la prise de possession, un état des lieux est dressé contradictoirement entre un représentant du Propriétaire et l'Occupant.

Un état des lieux sera dressé dans les mêmes conditions lors de l'évacuation des lieux pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 11. ENTRETIEN

L'Occupant laisse la charge des réparations locatives et de la maintenance préventive des équipements des locaux au Propriétaire contre remboursement de la quote-part du contrat d'entretien multi technique concernant les installations du bâtiment Mercure, tel que ce remboursement est prévu à l'article du présent contrat.

Seront ainsi effectués par le Propriétaire la maintenance préventive, la réparation et, au besoin, le remplacement des équipements et installations à usage personnel du Preneur, ainsi que fenêtres, portes, vitres, revêtements de sol des locaux loués (à l'exclusion du nettoyage hebdomadaire des locaux).

L'Occupant est responsable des réparations qui seraient nécessaires par suite soit du défaut d'exécution des obligations mises à sa charge soit de dégradations résultant de son propre fait, de celui de ses employés ou de ses clients.

ARTICLE 12. DROITS ET OBLIGATIONS DU PRENEUR

L'Occupant sera seul responsable des lieux qui lui sont attribués pendant le temps qui lui est imparti.

Toute sous-location devra faire l'objet d'un accord express du Propriétaire.

Il devra jouir des lieux sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité du voisinage et à la bonne tenue des lieux.

Il s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements en vigueur se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'à activité exercée.

L'autorisation d'occupation temporaire ne confère à l'Occupant, qui le reconnaît, expressément aucun droit au maintien dans les lieux et aucun des droits ou

avantages reconnus au locataire d'immeuble à usage commercial, industriel, artisanal ou agricole.

ARTICLE 13. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

L'Occupant s'oblige à :

- ne pas embarrasser ou occuper même temporairement ou d'une façon intermittente aucune partie commune, galeries, trottoirs, couloirs, etc.;
- n'utiliser aucun appareil de chauffage à combustion lente ou produisant des gaz nocifs ;
- ne pas placer des enseignes sur les façades et fenêtres, ni aucune affiche ou publicité lumineuse, sans l'autorisation expresse du Propriétaire ;
- veiller à ne pas troubler les autres occupants de l'immeuble ;

ARTICLE 14. RESPONSABILITE EN CAS DE DOMMAGE ET ASSURANCES

L'Occupant devra faire assurer par une compagnie notoirement solvable, son mobilier, matériel, ses marchandises, agencements, ainsi que les risques locatifs et le recours des voisins et des tiers contre l'incendie, les explosions, le vol, la foudre, le bris de glace et les dégâts des eaux. L'Occupant fera son affaire personnelle de tous les risques pouvant provenir de son activité. Il est seul responsable à l'égard des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit du fait de son activité dans les locaux occupés sauf faute du Propriétaire.

L'Occupant devra payer les primes ou cotisations et justifier du tout à l'entrée dans les lieux. Le Propriétaire pourra demander la communication de l'attestation d'assurance ou tout document mentionnant la limite contractuelle de garantie et le tableau des garanties.

Il supportera ou remboursera toutes surprimes qui seraient réclamées du fait de son activité au Propriétaire ou aux autres locataires ou copropriétaires.

Les polices d'assurances comporteront une clause de renonciation à tout recours à l'égard du Propriétaire et de ses assureurs sauf faute de ces derniers.

L'Occupant ne pourra exercer aucun recours contre le Propriétaire et ses assureurs, en cas de vol, cambriolage ou acte délictueux dont il pourrait être victime dans les lieux sauf faute de ces derniers.

ARTICLE 15- CONTRAINTES - SECURISATION -ACCES AUX LOCAUX OCCUPES

Sous réserve des règles et règlements régissant l'utilisation de l'installation aéroportuaire qui peuvent être établies par la Base Aérienne d'Istres, **l'Occupant**, ses employés, fournisseurs de matériels, prestataires de services, sous-traitants, visiteurs d'affaires et invités ont le droit de pénétrer et sortir, vers et depuis les Locaux Occupés 24h/24, 7j/7.

Compte tenu de la proximité des Locaux Occupés avec la Base aérienne 125, cette dernière pourra contraindre à titre tout à fait exceptionnel, le Propriétaire et l'Occupant à des mesures de limitation d'accès au site et voire à ses propres locaux, ce que l'Occupant accepte expressément et pour lequel il renonce à toute demande d'indemnisation.

Le site dans lequel se trouvent les locaux Occupés fait l'objet d'un contrôle des entrées / sorties, assuré par le Propriétaire. Toute entrée sur le site est soumise à des règles précises d'admission et de circulation.

L'Occupant, ses employés, fournisseurs de matériels, prestataires de services, sous-traitants, visiteurs d'affaires et invités ont le droit de pénétrer et sortir, vers et depuis les Locaux Occupés exclusivement par **l'Occupant**.

L'Occupant s'engage à mettre en place, les mesures suivantes :

Il remettra à chacun de ses salariés, ou stagiaires, un badge nominatif avec photo et date de fin de validité.

Il transmettra :

- Au Propriétaire aux adresses suivantes, securite@poleaeronautique-istres.fr , ifarci@poleaeronautique-istres.fr : la liste nominative (nom, prénom) des salariés devant accéder régulièrement et qui seront autorisés à accueillir des visiteurs.

Les visiteurs non signalés préalablement au poste de garde (tél : 04 42 86 02 77 ou 09 72 96 02 77 ou securite@poleaeronautique-istres.fr) devront être pris en charge et accompagnés par un salarié de l'Occupant dès le poste de garde à l'entrée de la zone contrôlée. Les visiteurs seront accompagnés en permanence sur le site, puis raccompagnés au poste de garde à l'issue de leur visite.

Ce contrôle des entrées /sorties n'exclut pas la prise en charge par l'Occupant de la gestion des accès propres des Locaux Occupés. Le Propriétaire ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable en cas d'intrusion, de malveillance, de vols, de dégradations, etc..., dans les locaux de l'Occupant.

Le Propriétaire s'engage, notamment dans le cadre du contrôle de l'accès aux locaux, à respecter la réglementation relative à la protection des données personnelles et plus particulièrement les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, ainsi que le règlement européen n° 2016/679, dit *règlement général sur la protection des données (RGPD)*,

ARTICLE 16. CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut de paiement intégral à son échéance exacte d'un seul terme de l'indemnité d'occupation (y compris les charges et autres sommes accessoires), ou d'exécution de l'une des clauses ou conditions de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, si bon semble au Propriétaire, un mois après un commandement de payer

l'indemnité d'occupation resté sans effet, ou après une sommation d'exécuter demeurée infructueuse, d'avoir à exécuter la présente clause, sans qu'il soit besoin de faire ordonner cette résiliation en justice, ni de remplir aucune autre formalité. Une simple notification recommandée avec demande d'avis de réception vaudra commandement et sommation de payer ou d'exécuter

ARTICLE 17. REPRISE DES LIEUX A LA FIN DE L'AUTORISATION

A la date d'expiration de la convention, soit à l'expiration du délai imparti en cas de résiliation, l'Occupant est tenu :

- d'évacuer tout matériel présent sur le site résultant de son activité.

ARTICLE 18. ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Le Tribunal de grande instance d'Aix en Provence dont le siège est situé 40 Boulevard Carnot est seul compétent pour connaître des litiges qui pourraient s'élever entre les parties relevant de l'interprétation, de l'application ou de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 19. ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES – REGLEMENTATION GENERALE

Il est expressément demandé à l'Occupant de bien vouloir prendre connaissance et de signer l'imprimé joint en annexe relativement aux dispositions de l'Arrêté Préfectoral relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département des Bouches du Rhône.

L'Arrêté Préfectoral ainsi que la cartographie liée à ces informations sont également directement disponibles au service Urbanisme de la Commune concernée par le lieu d'acquisition ou de location ainsi que sur le site www.bouches-du-rhone.pref.gouv.fr/risques/ial.

ARTICLE 20. DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Le dossier technique amiante a été communiqué à l'Occupant avant la conclusion de la présente convention ainsi qu'il le reconnaît.

L'Occupant déclare avoir pris connaissance des éléments contenus dans ce dossier, ainsi que des consignes de sécurité à respecter en cas de présence d'amiante, et s'il y a lieu pour la gestion des déchets amiantés, et s'engage à en aviser toute entreprise mandatée par ses soins ou par ses préposés ou mandataires amenés à effectuer des travaux dans les locaux loués.

Conformément à l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique, est annexée au présent bail la fiche récapitulative du dossier technique amiante relative aux locaux loués ainsi qu'aux parties communes dont l'Occupant a l'usage. Cette fiche récapitulative est établie conformément aux prescriptions réglementaires.

Le dossier technique amiante restera à la disposition de l'Occupant.

Annexes :

Annexe 1 : Plan-Désignation des locaux.

Annexe 2 : RIB

Annexe 3 : État des lieux (le document qui sera établi lors de la prise de possession des locaux)

Annexe 4 : État des risques naturels, miniers et technologiques

Annexe 5 : Fiche récapitulative DTA (le document en cours d'élaboration, sera fourni lors de la prise de possession des locaux)

Fait en trois exemplaires

A Istres.

Le

L'Occupant

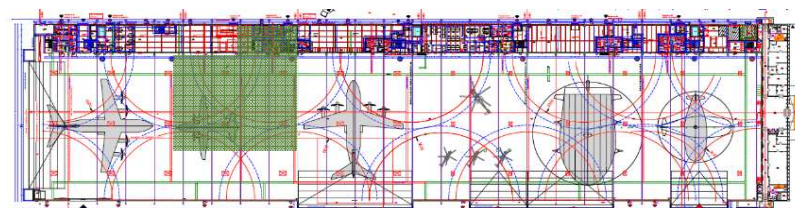
LE PROPRIÉTAIRE

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

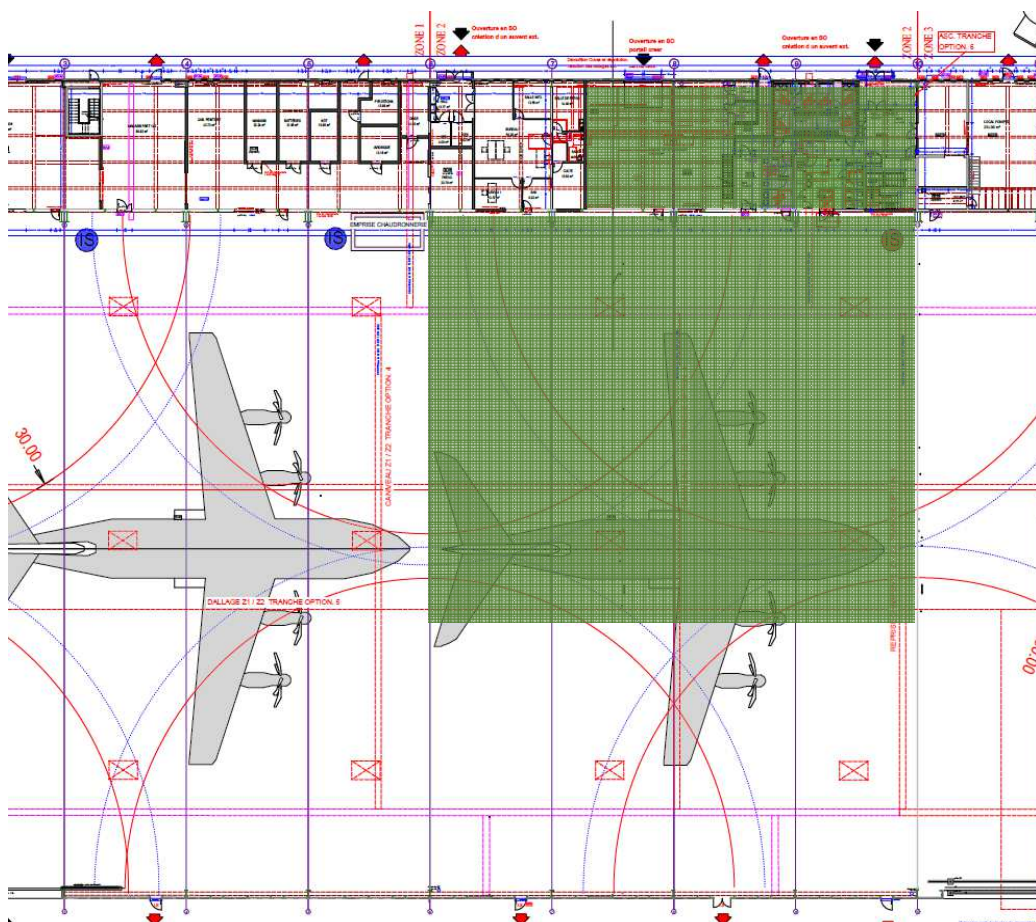
SPL Pôle Aéronautique Istres Etang de Berre

Plan des locaux

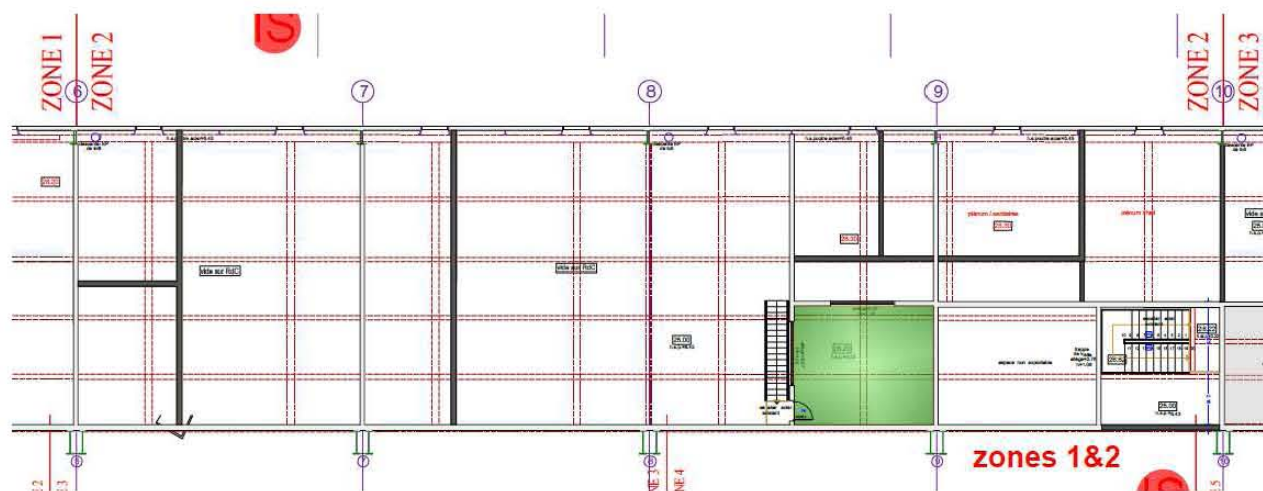
Situation dans l'immeuble



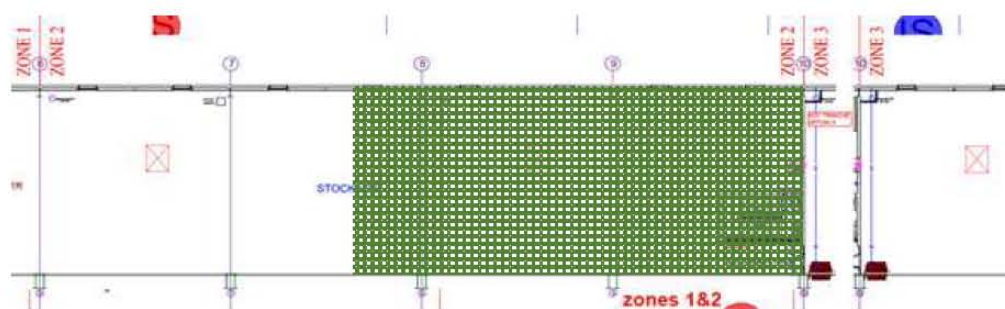
RDC



R+1



R+2



RIB

Relevé d'Identité Bancaire


CAISSE D'ÉPARGNE
 PROVENCE-ALPES-CORSE

Cadre réservé au destinataire du relevé

--	--	--	--

Identification du compte pour une utilisation nationale

11315	00001	08009493292	64
c/Etabl.	c/guichet	n/compte	c/rib

Domiciliation

BIC

CAISSE D'ÉPARGNE PROVENCE ALPES CORSE	CEPAFRPP131
---------------------------------------	-------------

Identification du compte pour une utilisation internationale (IBAN)

FR76	1131	5000	0108	0094	9329	264
------	------	------	------	------	------	-----

Agence

 CENTRE AFFAIRE BDR MARSEIL OUEST
 ATRIUM 10 3
 LES DOCKS
 10 PLACE DE LA JOLIETTE

 13002 MARSEILLE
 TEL :

Intitulé du compte

 POLE AERONAUTIQUE ISTRES ETANG B
 PARC D ACTIVITE TUBEN 20 CITE D
 25 AVENUE DU TUBE

13800 ISTRES

État des lieux

Etat des risques naturels, miniers et technologiques

Etat des risques naturels, miniers et technologiques
en application des articles L 125 - 6 et R 125 - 28 du Code de l'environnement

1. Cet état, relatif aux obligations, interdictions, servitudes et prescriptions définies vis-à-vis des risques naturels, miniers ou technologiques concernant l'immeuble, est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral n° IAL 13047-01 du 8 Février 2006 mis à jour le 26/05/2011 (IAL13047-02)

Informations relatives au bien immobilier (bâti ou non bâti)

2. Adresse
chemin des Bellons, Quartier Prignan, code postal 13800 ou code Insee 031801010 commune ISTRES

3. Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels [PPR n]
 L'immeuble est situé dans la périmètre d'un PPR naturel prescrit ☐ oui ☒ non
 L'immeuble est situé dans la périmètre d'un PPR naturel appliqué par anticipation ☐ oui ☒ non
 L'immeuble est situé dans la périmètre d'un PPR naturel approuvé ☐ oui ☒ non
 si oui, les risques naturels pris en compte sont liés à :
 Inondation ☐ crue torrentielle ☐ mouvements de terrain ☐ coulées de boue ☐
 sécheresse ☐ érosion ☐ retrait-gonflement des argiles ☐ incendies ☐ feux de forêt ☐
 autres ☐
 extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte
 Rapport de présentation du PPR approuvé - zonages réglementaires

4. L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement de ou des PPR naturels ☐ oui ☒ non
 si oui, les travaux prescrits par le règlement de ou des PPR naturels ont été réalisés ☐ oui ☒ non

5. Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques miniers [PPR m]
 en application de l'article L 174-8 du nouveau code minier.
 L'immeuble est situé dans la périmètre d'un PPR minier prescrit ☐ oui ☒ non
 L'immeuble est situé dans la périmètre d'un PPR minier appliqué par anticipation ☐ oui ☒ non
 L'immeuble est situé dans la périmètre d'un PPR minier approuvé ☐ oui ☒ non
 si oui, les risques miniers pris en compte sont liés à :
 mouvements de terrain ☐ autres ☐
 extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

6. L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement de PPR miniers ☐ oui ☒ non
 si oui, les travaux prescrits par le règlement de PPR miniers ont été réalisés ☐ oui ☒ non

7. Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]
 L'immeuble est situé dans la périmètre d'étude d'un PPR technologiques prescrit et non encore approuvé ☐ oui ☒ non
 si oui, les risques technologiques pris en compte dans l'arrêté de prescription sont liés à :
 effet toxique ☐ effet thermique ☐ effet de surpression ☐
 L'immeuble est situé dans la périmètre d'exposition aux risques d'un PPR technologiques approuvé ☐ oui ☒ non
 extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

8. L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement de PPR technologiques ☐ oui ☒ non
 si oui, les travaux prescrits par le règlement de PPR technologiques ont été réalisés ☐ oui ☒ non

9. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité
 en application des articles R 613-4 et D 613-8-1 du Code de l'environnement
 L'immeuble est situé dans une commune de sismicité zone 1 ☐ zone 2 ☒ zone 3 ☐ zone 4 ☐
 forte moyenne modérée faible très faible

10. Information relative aux sinistres intervenus par l'assurance suite à une catastrophe naturelle, minière ou technologique
 en application de l'article L 125-5 (IV) du Code de l'environnement
 L'information est maintenue dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente ☐ oui ☒ non

vendeur/bailleur - acquéreur/locataire

11. Vendeur - Bailleur SPL PMA Adromulique Istres Etang de Berre
 signer la mention inutile Nom Prénoms
 12. Acquéreur - Locataire METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE
 13. Lieu / Date à Istres le

Attention !
 Si l'acte n'impliquant pas d'obligation ou d'interdiction réglementaires particulières, les effets formels ou préventifs qui peuvent être signalés dans les autres documents d'information préventive et concernant le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

Article 125-5 (V) du Code de l'environnement
 En cas de non respect des obligations d'information du vendeur ou du bailleur, l'acquéreur ou le locataire peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix de vente ou de la location.

Fiche récapitulative DTA

Décision n° 19/355/D

Délégation du droit de préemption urbain à la SEMISAP pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section AB numéro 360 sis 80 rue du Moulin d'Isnard 13300 Salon-de-Provence, appartenant à la SCI Clément représentée par Monsieur Marc Riquet

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection du Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n°2016-165bis du 31 mars 2016 du Conseil Municipal de la commune de Salon-de-Provence, actualisant le champ d'application du droit de préemption instauré le 18 décembre 1987, modifié le 30 juillet 1994, le 4 septembre 1998, le 30 juin 2001 et le 24 mars 2005 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Salon-de-Provence le 10 avril 2019 enregistrée sous le n°01310319M0177 portant aliénation d'un bien immobilier cadastré AB 360 sis 80 rue du Moulin d'Isnard appartenant à la SCI Clément représentée par Monsieur Marc Riquet ;
- Le courrier de la SEMISAP du 26 avril 2019 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption urbain.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption,
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption à une société d'économie mixte agréée en application de l'article L.211-2 du Code de l'Urbanisme qui précise en son troisième alinéa notamment que les biens acquis par exercice du droit de préemption ne peuvent être utilisés qu'en vue de la réalisation d'opération d'aménagement ou de construction permettant la réalisation des objectifs fixés dans le Programme Local de l'Habitat ou déterminés en application du premier alinéa de l'article L.302-8 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de Salon-de-Provence, ne présente pas d'enjeu pour la Métropole, mais permettrait à la SEMISAP, par sa situation géographique et sa configuration, de développer son offre de logements sociaux existants en centre-ville de la commune de Salon-de-Provence,
- Que la préemption présente donc un intérêt social pour la commune de Salon-de-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la SEMISAP pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section AB numéro 360 sis 80 rue du Moulin d'Isnard à Salon-de-Provence, appartenant à la SCI Clément représentée par Monsieur Marc Riquet.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 mai 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mai 2019

Décision n° 19/356/D

Approbation de la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable relative à la mise à disposition à titre onéreux des parcelles cadastrées section DP n° 17, 18, 19, 20, 21, 22, 26 et 27 sises à Entressen (13118) au bénéfice de l'EARL GLS gérée par Monsieur Laurent Seguin pour la culture du foin de Crau.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la propriété des personnes publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un ensemble foncier sis à Entressen (13118), figurant au cadastre de ladite commune à la section DP sous les numéros 17, 18, 19, 20, 21, 22, 26 et 27, pour une contenance de 15ha 11a 37ca, au titre des réserves foncières ;
- Que les biens immobiliers du domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peuvent faire l'objet que d'une autorisation temporaire d'occupation à caractère précaire et révocable ;

- Que la convention d'occupation consentie à Monsieur Gérard Seguin, en vertu de la décision n° 118/09 du 3 avril 2009 est arrivée à son terme le 13 avril 2019 ;
- Que Monsieur Laurent Seguin, son fils, a fait part de son souhait de disposer d'une période de mise à disposition pour l'occupation de cette propriété afin de poursuivre la culture de foin de Crau AOC sur les parcelles susvisées ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est favorable à cette occupation et qu'une convention d'occupation temporaire précaire et révocable à titre onéreux du domaine privé doit être formalisée.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable de l'ensemble foncier cadastré à la section DP sous les numéros 17, 18, 19, 20, 21, 22, 26 et 27, pour une contenance de 15ha 11a 37ca, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sis à Entressen (13118), au bénéfice de l'EARL GLS représentée par Monsieur Laurent Seguin, demeurant à Saint-Chamas (13250), Mas Saint-Paul, 2060 chemin départemental 15, pour la culture du foin de Crau AOC.

Article 2 :

La présente convention est conclue dans le cadre du régime de l'occupation temporaire du domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence. En conséquence, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions relatives à toute réglementation susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux ou tout autre droit sur le bien.

Article 3 :

La présente convention d'occupation temporaire est consentie pour une durée de cinq ans à compter de sa date de signature. A son terme, elle pourra être renouvelée, sur demande expresse de Monsieur Laurent Seguin à la Métropole Aix-Marseille-Provence par courrier recommandé avec accusé de réception, trois mois avant le terme.

Article 4 :

La présente convention est consentie moyennant le paiement d'une redevance annuelle fixée à 1964,33 euros.

Article 5 :

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, chapitre 75, nature 752.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juin 2019

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE
RESERVES FONCIERES DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE**

Métropole Aix-Marseille-Provence
Territoire Istres-Ouest Provence
Chemin du Rouquier – BP 10647 - 13808 ISTRES Cedex

Direction des Affaires Immobilières
Tel: 04.42.55.97.83
Fax: 04.42.11.27.91

Entre :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par Madame Martine Vassal, sa présidente, dont le siège est situé BP 48014, 13567 Marseille Cedex 02, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision n° en date du

Ci-après dénommé "LE PROPRIETAIRE"

D'une part,

Et :

L'EARL GLS, représentée par Monsieur Laurent Seguin, son gérant, domicilié au Mas Saint Paul, 2060 chemin départemental 15 -13250 Saint-Chamas,

ci-après dénommée «LE LOCATAIRE»

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de parcelles agricoles cadastrées section DP n° 17, 18, 19, 20, 21, 22, 26 et 27, sises à Entressen, pour une contenance totale de 15 ha 11 a 37 ca, au titre des réserves foncières, en vue d'aménagements futurs.

Ces terres sont occupées par Monsieur Gérard Seguin. Ce dernier ayant pris sa retraite, son fils, Monsieur Laurent Seguin, gérant d'une Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée, souhaite continuer de les entretenir et les exploiter en y cultivant du foin de Crau.

Considérant l'article L. 2211-1 du CG3P qui dispose que les réserves foncières relèvent du domaine privé des personnes publiques.

Considérant l'article L.221-2 du code de l'urbanisme qui dispose que « les immeubles acquis pour la constitution de réserves foncières ne peuvent faire l'objet que de concessions temporaires qui ne confèrent au preneur aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive. Toutefois, lorsque les terres concédées sont à usage agricole, il ne peut être mis fin à ces concessions que moyennant un préavis d'au moins un an... ».

Considérant l'article L.411-2 du code rural qui dispose que les dispositions du statut du fermage ne s'appliquent pas aux conventions d'occupation précaire « tendant à l'exploitation temporaire d'un bien dont l'utilisation principale n'est pas agricole ou dont la destination agricole doit être changée ».

Il est proposé de conclure avec l'EARL GLS une convention d'occupation précaire du domaine privé d'une durée de cinq ans.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : DESTINATION DES LIEUX - JOUISSANCE

La Métropole Aix-Marseille-Provence accorde l'occupation des parcelles agricoles cadastrées section DP n° 17, 18, 19, 20, 21, 22, 26 et 27, sises à Entressen, pour une contenance totale de 15 ha 11 a 37 ca à l'EARL GLS, représentée par Monsieur Laurent Seguin.

Les terres étant situées en zone agricole de la commune, zone à protéger en raison notamment de la valeur agricole des terres, de la richesse ou de la potentialité des sols, en aucun cas le preneur ne pourra y réaliser une activité autre qu'agricole ou les utiliser pour tout autre usage non prévu dans cette convention et notamment il ne peut réaliser aucune construction.

Le présent contrat confère la jouissance provisoire desdites terres à l'EARL GLS. Toutefois, cette dernière ne pourra à aucun moment revendiquer un quelconque droit sur les biens tels que le droit au renouvellement ou le droit au maintien dans les lieux si l'immeuble doit être requis pour son utilisation définitive. Par conséquent, elle ne saurait se prévaloir, sous quelque forme que ce soit, de la législation applicable au statut du fermage organisé par le titre 1^{er} du livre quatrième du code rural.

De fait, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra récupérer à tout moment la jouissance du bien objet du contrat pour tout motif d'intérêt général.

ARTICLE 2 : DUREE DU CONTRAT - CONGE

La présente convention est consentie pour une durée de 5 ans à compter de sa date de signature.

Elle ne pourra pas être reconduite par tacite reconduction mais à son terme, elle pourra éventuellement être renouvelée, sur demande expresse du LOCATAIRE au PROPRIETAIRE, par courrier en recommandé avec accusé de réception dans un délai de trois mois avant le terme.

La présente convention pourra être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de six mois pour le LOCATAIRE et d'un an pour le PROPRIETAIRE.

Reçu au Contrôle de légalité le 03 juin 2019

ARTICLE 3 : REDEVANCE

Le LOCATAIRE s'acquittera d'une redevance annuelle d'occupation de 1 964,33 euros, fixée d'une part en considération de la qualité des terres, et d'autre part du montant moyen des loyers des terres agricoles dans le département des Bouches-du-Rhône dont les maxima et minima sont fixés par arrêté préfectoral.

Ainsi, pour les cultures sur la région naturelle agricole de Crau, le montant de la redevance a été calculé en vertu de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2018.

Elle est payable annuellement et d'avance à la date d'anniversaire de la convention à réception de l'appel de redevance émis par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Elle sera révisable, lors de la reconduction éventuelle du présent contrat, en considération des mêmes critères actualisés et après approbation de l'organe délibérant de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La révision de la redevance sera alors signifiée au locataire par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai des trois mois précédant la date anniversaire du contrat.

ARTICLE 4 : CHARGES

Le LOCATAIRE prendra à sa charge les taxes, impôts et cotisations éventuelles, afférents au bien loué et qui incombent normalement à l'utilisateur.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

Le LOCATAIRE est tenu de souscrire la police d'assurance couvrant les responsabilités prévues en matière civile ainsi que toute police d'assurance couvrant les risques inhérents à son activité.

ARTICLE 6 : ENTRETIEN

Le LOCATAIRE déclare connaître parfaitement le terrain donné en location et s'engage à maintenir la propriété en bon état (entretien des roubines, désherbage ... cette liste n'étant pas limitative).

ARTICLE 7 : CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut de paiement d'un seul terme de la redevance d'occupation à son échéance ou d'inexécution d'une seule des conditions du présent contrat et un mois après un simple commandement de payer ou de sommation d'exécution demeurée sans effet, ledit contrat sera résilié de plein droit, sans formalité judiciaire par le PROPRIETAIRE, et sans que ce dernier ait à faire la preuve d'aucun préjudice.

ARTICLE 8 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Les parties signataires d'un commun accord, font attribution de juridiction au tribunal de grande instance du ressort des immeubles.

ARTICLE 9 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile aux lieux figurant en entête des présentes.

ARTICLE 10 : INCESSIBILITE ET INTRANSMISSIBILITE

La présente convention est incessible et intransmissible. Elle est conclue intuitu personae. Le bénéficiaire ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 11 : INFORMATION AUX LOCATAIRES

Il est expressément demandé au LOCATAIRE de bien vouloir prendre connaissance et de signer l'imprimé joint en annexe de la présente relativement à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département des bouches du Rhône. L'Arrêté Préfectoral ainsi que la cartographie liée à ces informations sont également et directement disponibles au service urbanisme de la commune concernée par le lieu de location ainsi que sur le site www.bouches-du-Rhone.pref.gouv.fr/risques/ial

ARTICLE 12 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

ARTICLE 13 : ANNEXES

- décision n° autorisant la présente convention.
- plan
- imprimé IAL visé à l'article 11

Fait à Marseille, le en 2 exemplaires originaux.

Le locataire
Gérant de l'EARL GLS

Monsieur Laurent SEGUIN

La présidente
de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Martine VASSAL

Décision n° 19/357/D

Convention d'occupation temporaire de locaux de bureaux et de caves au sein du bâtiment Luminy Biotech à la société HalioDx.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment Luminy Biotech au sein du parc scientifique de Luminy sis 163 Avenue de Luminy, 13288 Marseille cedex 09 ;
- Que des locaux de bureaux / laboratoires individualisés sous les lots 300 et 301 et situés au rez-de-chaussée du bâtiment C sont libres d'occupation ;
- Que des locaux de caves situés aux niveaux -1 des bâtiments B et C sont libres d'occupation (lots B2, B3, B5, B6, C3, C5, C6 et C7) ;
- Que la société HalioDx représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Vincent Fert, désire occuper ces surfaces afin de poursuivre le développement de son activité ;
- Qu'HalioDx créée fin 2014 par l'ancienne équipe dirigeante de Qiagen, développe des tests de diagnostics dans l'immuno-oncologie. Ces tests permettent de classer les tumeurs cancéreuses et d'orienter pour chaque patient les décisions thérapeutiques ;

- Qu'il est proposé de consentir une convention d'occupation temporaire pour un loyer de 110 euros m²/HT/HC/an concernant les locaux de bureaux/labos et de 20 euros m²/HT/HC/an pour les caves ;
- Que la convention d'occupation temporaire a pris effet le 1^{er} mars 2018 et se terminera le 28 février 2021.

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée à titre onéreux l'utilisation des lots 300,301, B2, B3, B5, B6, C3, C5, C6 et C7 sis à Luminy Biotech – Parc scientifique de Luminy – 163 Avenue de Luminy – 13288 Marseille cedex 09.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole : Sous-politique B330 – Service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juin 2019

RECUEIL
21-05-19
1457.13

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2016130550029_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500013

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13209 Marseille - 9e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : Résidence La Pauline 5A Logt 10
1 PLAI
Résidence La Pauline
Bat 5A
258 boulevard Romain Rolland
13009 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	24/10/2016	20161305500061
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
COOP. SOLIDAI MEDIT BÂTISS LOG INSERT		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
Adresse		
10 che des grives		

Ville : 13013 Marseille
Exercice : 2016

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	100 823,68 €	100 823,68 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 13 200,00 €	(B) 13 200,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 17 MAI 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour la Présidente et par délégation
La Vice-Présidente
ARLETTE FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	10,78%
Conseil Général	12 143,00	9,91%
Conseil Régional	23 100,00	18,86%
Subvention EPCI	3 000,00	2,45%
Autres	12 143,00	9,91%
Sous-total Subventions	63 586,00	51,91%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	31 993,00	26,12%
Prêt CDC foncier	15 854,00	12,94%
Sous-total Prêts	47 847,00	39,06%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	11 052,03	9,02%
Sous-total Fonds Propres	11 052,03	9,02%
Total du Financement (I + II + III)	122 485,03	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	122 485,03	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 100 823,68 €

Aide : **PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	62,29 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	62,29 m²
Assiette *	:	100 823,68 €
Taux de subvention	:	13,09 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	62,29 m²
Assiette : 100 823,68 €	SUBVENTION :	13 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	13,09 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

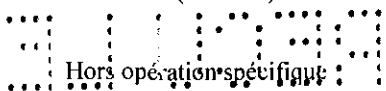
TOTAL GENERAL DE LA DECISION

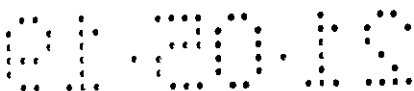
SUBVENTION :	13 200,00 €
---------------------	--------------------

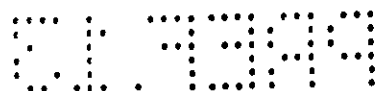
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	85 627,82 €
Coût du bâtiment ou des travaux	25 838,05 €
Décision No : 20191305500013	Page : 3/4

Prestations intellectuelles et frais	8 427,56 €
Prix de Revient H.T.	119 893,23 €
Montant de la TVA	2 591,80 €
Prix de revient TTC	122 485,03 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 966,37 €/m ²

Type d'opération :  Hors opération spécifique





19 / 359 / D

RECUEIL
21.05.19
14.05.19

DÉCISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2015130550069_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500011

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13213 Marseille - 13e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : Résidence Grand Verger logt 464
79 rue de la Maurelle
13013 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône
Date : 11/12/2015
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)
COOP SOLIHA MEDIT. BATISS LOG INSERT
UES
Code bénéficiaire : 751936624
Adresse : 10 che des grives

N° de décision
20151305500181

Ville : 13013 Marseille
Exercice : 2015

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	128 558,94 €	126 393,72 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 13 200,00 €	(B) 13 200,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 17 MAI 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE
Pour la Présidence
[Signature]

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	9,82%
Conseil Général	13 968,00	9,87%
Conseil Régional	31 500,00	22,25%
Subvention EPCI	3 000,00	2,12%
Ville	5 000,00	3,53%
Subvention Autres	13 968,00	9,87%
Sous-total Subventions	80 636,00	56,96%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	41 331,00	29,19%
Prêt CDC foncier	17 714,00	12,51%
Sous-total Prêts	59 045,00	41,71%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 894,75	1,34%
Sous-total Fonds Propres	1 894,75	1,34%
Total du Financement (I + II + III)	141 575,75	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	141 575,75	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 126 393,72 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	82,74 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	82,74 m²
Assiette *	:	126 393,72 €
Taux de subvention	:	10,44 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	82,74 m²
Assiette : 126 393,72 €	SUBVENTION :	13 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	10,44 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT 115 837,00 €
 Décision No : 20191305500011 Page : 3/4

Coût du bâtiment ou des travaux	14 949,86 €
Prestations intellectuelles et frais	9 269,23 €
Prix de Revient H.T.	140 055,79 €
Montant de la TVA	1 519,96 €
Prix de revient TTC	141 575,75 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 711,09 €/m ²
Type d'opération :	Hors opération spécifique

RECUEIL
2019-2019
13013

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2015130550088_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500012
Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration
Commune (Insee)
13213 Marseille - 13e arrondissement

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2019

Opération :
résidence Le Grand Verger ét1 logt 226
Résidence Le Grand Verger
79 rue de la Maurelle
13013 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	11/12/2015	20151305500183
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
COOP. SOLHA MEDIT. BATISS. LOG. INSERT		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
Adresse :		
10 che des grives		
Ville :	13013 Marseille	
Exercice :	2015	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	110 720,61 €	113 304,09 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 13 200,00 €	(B) 13 200,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 17 MAI 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour la Présidente et par délégation
la Vice-Présidente
ARLETTE FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	11,49%
Conseil Général	11 457,00	9,97%
Conseil Régional	24 450,00	21,28%
Subvention EPCI	3 000,00	2,61%
Ville de Marseille	5 000,00	4,35%
Subvention Autres	11 457,00	9,97%
Sous-total Subventions	68 564,00	59,68%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	29 903,00	26,03%
Prêt CDC foncier	16 102,00	14,02%
Sous-total Prêts	46 005,00	40,04%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	321,22	0,28%
Sous-total Fonds Propres	321,22	0,28%
Total du Financement (I + II + III)	114 890,22	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	114 890,22	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 113 304,09 €

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

72,10 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

72,10 m²

Assiette * : 113 304,09 €

Taux de subvention : 11,65 %

SUBVENTION : 13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1 Surface utile : 72,10 m²

Assiette : 113 304,09 € **SUBVENTION : 13 200,00 €**

Taux moyen de subvention : 11,65 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT

90 237,00 €

Décision No : 20191305500012

Page : 3/4

Coût du bâtiment ou des travaux	15 280,00 €
Prestations intellectuelles et frais	6 606,16 €
Prix de Revient H.T.	112 123,16 €
Montant de la TVA	2 767,06 €
Prix de revient TTC	114 890,22 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	1 593,48 €/m²

Type d'opération :

Hors opération spécifique

01.20.15

01.73.44

DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE
POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE

Numéro d'opération :
2015130550087_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500015

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2019

Opération : 1PLAIadapté/16BdRévolution/étage4
16 boulevard de la Révolution
13003 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	16/12/2015	20151305500176
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
Adresse :		

10 che des grives

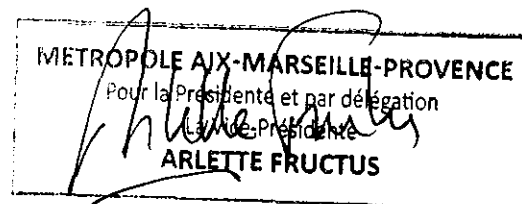
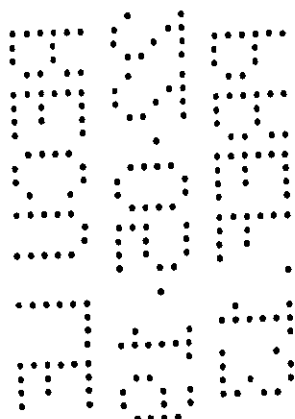
Ville :	13013 Marseille
Exercice :	2015

CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	12 960,00 €	12 960,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 960,00 €
Nombre de logements financés		1

Fait à MARSEILLE

le : 20 MAI 2019



**ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE
POUR PLAI ADAPTÉS**

A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Montant de la subvention totale du dossier : 13 200,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI adaptés		1	64,65
Consistance de l'opération concernant les logements PLAI :			
PLAI		1	64,65

B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI ADAPTÉS

Prix de revient pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	112 240,68 €
Subvention totale	12 960,00 €
Subvention par logement	12 960,00 €
Nombre de logements financés	1

19 / 362 / D

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2015130550087_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500016

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13203 Marseille - 3e arrondissement

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
1PLAadapté/16BdRévolution/étage4
16 boulevard de la Révolution
13003 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	16/12/2015	20151305500174
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
Adresse :		

10 che des grives

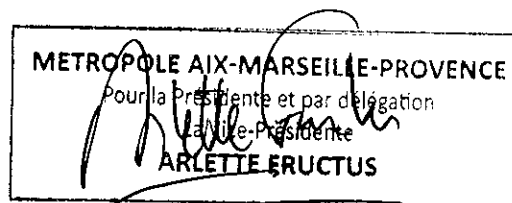
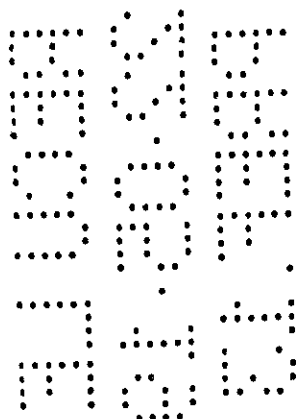
Ville :	13013 Marseille
Exercice :	2015

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	100 472,80 €	104 138,88 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 13 200,00 €	(B) 13 200,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 20 MAI 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	11,76%
PLAI adapté	12 960,00	11,55%
Conseil Général	11 865,00	10,57%
Conseil Régional	23 100,00	20,58%
Subvention EPCI	3 000,00	2,67%
Ville de Marseille	5 000,00	4,45%
Subvention Autres	11 865,00	10,57%
Sous-total Subventions	80 990,00	72,16%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	13 181,00	11,74%
Prêt CDC logement	17 304,68	15,42%
Prêts Autres	765,00	0,68%
Sous-total Prêts	31 250,68	27,84%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	112 240,68	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	112 240,68	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 104 138,88 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	64,65 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	64,65 m²
Assiette *	:	104 138,88 €
Taux de subvention	:	12,68 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	64,65 m²
Assiette : 104 138,88 €	SUBVENTION :	13 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	12,68 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

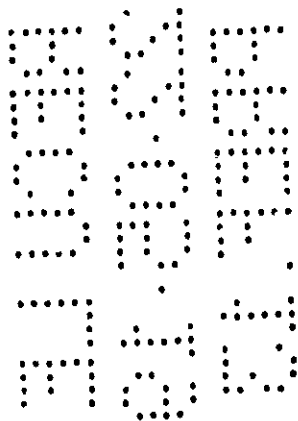
TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	84 480,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	17 000,00 €
Prestations intellectuelles et frais	9 060,68 €
Prix de Revient H.T.	110 540,68 €
Montant de la TVA	1 700,00 €
Prix de revient TTC	112 240,68 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 736,13 €/m ²

Type d'opération : Hors opération spécifique



Décision n° 19/366/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maitre Sophie Semeriva pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Gilles Escanilla

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1900821 présentée par Monsieur Gilles Escanilla devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de la décision implicite de rejet et du courrier de Monsieur Pennec du 26 juin 2018, relatifs à sa demande d'octroi d'une bonification indiciaire et le paiement des heures supplémentaires et astreintes réalisées au mois de mai 2018. D'autre part, la condamnation de la Métropole à lui verser une somme de 1 284,08 euros au titre des astreintes et heures supplémentaires de mai 2018, à ce qu'il soit enjoint à l'administration de lui verser une double bonification indiciaire de 15 points et de 20 ou 15 points depuis le mois de juillet 2016 dans un délai d'un mois à compter du jugement à intervenir, enfin, à ce qu'une somme de 1 500 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Me Sophie Semeriva – 2 place de la Corderie – 13007 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Me Sophie Semeriva pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 juin 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juin 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/367/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Abdarrahim Achour

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1800371 présentée par Monsieur Abdarrahim Achour devant le Tribunal Administratif de Marseille tendant, d'une part, à l'annulation de la décision implicite par laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence a rejeté son recours gracieux du 19 septembre 2017 sollicitant son reclassement sur un poste compatible avec son état de santé, et d'autre part, à ce qu'il soit enjoint à la Métropole Aix-Marseille-Provence de procéder à son reclassement sur un poste adapté «ainsi que la reconstitution de sa carrière, notamment concernant son droit à la retraite et traitement» sur le fondement des articles L.911-1 et L.911-3 du Code de Justice Administrative, dans un délai d'un mois à compter de la date de la décision à intervenir sous prononcé d'une astreinte à hauteur de 100 euros par jour de retard, enfin, à ce qu'une somme de 1500 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Juin 2019

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires Publiques – 55 boulevard de Brotteaux – 69455 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 juin 2019

Martine VASSAL

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2015130550138_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500017
Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration
Commune (Insee)
13213 Marseille - 13e arrondissement

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2019

Opération : 1PLAI/RésValdesPins/bat G2/ét2/logt315/Pact13
55 chemin de Chateau Gombert
13013 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

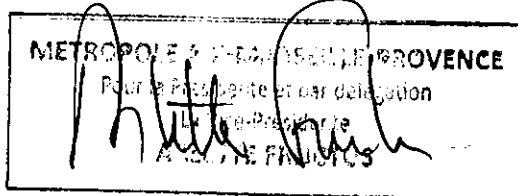
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	11/12/2015	20151305500160
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
COOP. SOLHA MEDIT. BATISS LOG INSERT		
UES		
Code bénéficiaire : 75195624		
Adresse :		
10 che des grives		
Ville :		
13013 Marseille		
Exercice :		
2015		

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	121 029,94 €	121 029,94 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 13 200,00 €	(B) 13 200,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 28 MAI 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	9,00%
Conseil Général	14 689,00	10,02%
Conseil Régional	34 500,00	23,53%
Subvention EPCI	3 000,00	2,05%
Ville de Marseille	4 909,74	3,35%
Subvention Autres	14 897,00	10,15%
Sous-total Subventions	85 195,74	58,11%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	44 432,00	30,30%
Prêt CDC foncier	16 992,26	11,59%
Sous-total Prêts	61 424,26	41,89%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	146 620,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	146 620,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 121 029,94 €

Aide : **PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	78,38 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	78,38 m²
Assiette *	:	121 029,94 €
Taux de subvention	:	10,91 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	78,38 m²
Assiette : 121 029,94 €	SUBVENTION :	13 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	10,91 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	124 500,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	11 225,14 €
Décision No : 20191305500017	Page : 3/4

Prestations intellectuelles et frais	9 803,13 €
Prix de Revient H.T.	145 528,33 €
Montant de la TVA	1 091,67 €
Prix de revient TTC	146 620,00 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 870,63 €/m ²

Type d'opération : ☒ Hors opération spécifique

☐ 1.00.00
☐ 01.20.05
☐ 01.73.04

19 / 376 / D _

20191305500018

20191305500018

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2015130550102_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500018

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13213 Marseille - 13e arrondissement

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : 1PLAI/93 Bd Barry/lgt 363/13013/Pact13
93 boulevard Barry
13013 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Date

N° de décision

Bouches du Rhône

11/12/2015

20151305500184

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

COOP SOLIMA MEDIE BATISS LIG INSERT

UES

Code bénéficiaire : 751936624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2015

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

109 232,03 €

109 232,03 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 13 200,00 €

(B) 13 200,00 €

Montant des acomptes versés

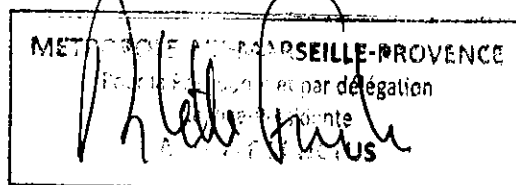
(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 28 MAI 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	11,56%
Conseil Général	13 367,00	11,71%
Conseil Régional	24 300,00	21,29%
Subvention EPCI	3 000,00	2,63%
Ville de Marseille	5 000,00	4,38%
Subvention Autres	11 367,00	9,96%
Sous-total Subventions	70 234,00	61,52%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	29 532,00	25,87%
Prêt CDC foncier	14 396,87	12,61%
Sous-total Prêts	43 928,87	38,48%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	114 162,87	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	114 162,87	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 109 232,03 €

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

68,79 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

68,79 m²

Assiette *	:	109 232,03 €
Taux de subvention	:	12,08 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	68,79 m²
Assiette : 109 232,03 €	SUBVENTION :	13 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	12,08 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	88 850,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	14 404,49 €
Décision No : 20191305500018	Page : 3/4

Prestations intellectuelles et frais	9 467,93 €
Prix de Revient H.T.	112 722,42 €
Montant de la TVA	1 440,45 €
Prix de revient TTC	114 162,87 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 659,59 €/m ²

Type d'opération : Hors opération spécifique

31 0034

01 20 05

01 7344

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2014130550056_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500020

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13215 Marseille - 15e arrondissement

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : 25PLUS/12PLAI/Hauts de la Chartreuse/13014/Erilia
13, impasse des Maronniers
13014 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône
Date : 30/12/2014

N° de décision
20141305500164

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. FERLIA

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 058811670

Adresse :

72 bis rue Perrin Solliers

Ville : 13291 Marseille Cedex 06

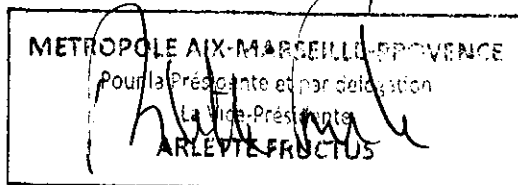
Exercice : 2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 37)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	4 629 535,87 €	4 733 029,01 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 123 000,00 €	(B) 123 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 94 710,00 €
Solde à verser		(B-C) 28 290,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 28 MAI 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	111 000,00	6,56%
Surcharge foncière	16 991,83	1,00%
Subvention PEEC 1 pour 1	18 000,00	1,06%
Ville de Marseille	150 000,00	8,86%
1%.	82 054,00	4,85%
Subvention Autres	25 586,00	1,51%
Sous-total Subventions	403 631,86	23,85%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	283 300,00	16,74%
Prêt CDC logement	982 894,00	58,07%
Sous-total Prêts	1 266 194,00	74,81%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	22 667,19	1,34%
Sous-total Fonds Propres	22 667,19	1,34%
Total du Financement (I + II + III)	1 692 493,05	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	12 000,00	0,37%
Surcharge foncière	38 508,14	1,19%
Subvention PEEC 1 pour 1	37 500,00	1,15%
Ville de Marseille	72 000,00	2,22%
1%.	170 946,00	5,26%
Subvention Autres	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	330 954,14	10,19%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	642 562,00	19,78%
Prêt CDC logement	2 228 046,00	68,58%
Sous-total Prêts	2 870 608,00	88,36%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	47 223,31	1,45%
Sous-total Fonds Propres	47 223,31	1,45%
Total du Financement (I + II + III)	3 248 785,45	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention PEEC 1 pour 1	55 500,00	1,12%
Subvention Autres	25 586,00	0,52%
Ville de Marseille	222 000,00	4,49%
1%.	253 000,00	5,12%

Subvention Etat	123 000,00	2,49%
Surcharge foncière	55 500,00	1,12%
Sous-total Subventions	734 586,00	14,87%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	3 210 940,00	64,98%
Prêt CDC foncier	925 862,00	18,74%
Sous-total Prêts	4 136 802,00	83,72%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	69 890,50	1,41%
Sous-total Fonds Propres	69 890,50	1,41%
Total du Financement (I + II + III)	4 941 278,50	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 941 278,50	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 4 733 029,01 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	25	1 761,15 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	25	1 761,15 m²
Assiette *	:	3 288 558,12 €
Taux de subvention	:	0,36 %
SUBVENTION	:	12 000,00 €
Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	12	773,57 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	12	773,57 m²
Assiette *	:	1 444 470,89 €
Taux de subvention	:	7,68 %
SUBVENTION	:	111 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 37	Surface utile :	2 534,72 m²
Assiette : 4 733 029,01 €	SUBVENTION :	123 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,60 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	2 534,72 m²
Assiette de subvention	:	615 256,34 €
Taux de subvention	:	9,02 %
Montant de subvention	:	55 500,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 178 500,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	937 955,34 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 240 910,71 €
Prestations intellectuelles et frais	516 491,88 €
Prix de Revient H.T.	4 695 357,93 €
Montant de la TVA	245 920,57 €
Prix de revient TTC	4 941 278,50 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 949,44 €/m ²

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	55 500,00	9,02%
Subvention PEEC 1 pour 1	55 500,00	9,02%
Sous-total Subventions	111 000,00	18,04%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	504 256,34	81,96%
Sous-total Prêts	504 256,34	81,96%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	615 256,34	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	615 256,34	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	380 208,00 €
Surface utile totale	2 534,72 m²
Dont SU Collectif	2 534,72
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	937 955,34 €
Assiette de subvention (dépassement)	615 256,34 €
Taux de la subvention	9,02 %

19 / 378 / D

**DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE**

Numéro d'opération :
2014130550056_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500019
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13215 Marseille - 15e arrondissement

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone B

Exercice
2019

Opération : 25PLUS/12PLAI/Hauts de la Chartreuse/13014/Erilia
13, impasse des Maronniers
13014 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

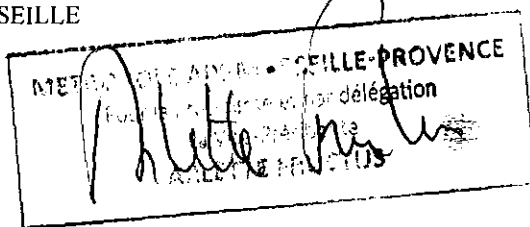
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	30/12/2014	20141305500165
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. ERLIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 058841670		
Adresse :		
72 bis rue Perrin Solliers		
Ville :		
13291 Marseille Cedex 06		
Exercice :		
2014		

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 37)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	724 531,00 €	615 256,34 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	55 500,00	55 500,00
Montant des acomptes versés		(C) 28 860,00 €
Solde à verser		(B-C) 26 640,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 28 MAI 2019



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	55 500,00	9,02%
Subvention PEEC 1 pour 1	55 500,00	9,02%
Sous-total Subventions	111 000,00	18,04%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	504 256,34	81,96%
Sous-total Prêts	504 256,34	81,96%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	615 256,34	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	615 256,34	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	380 208,00 €
Surface utile totale	2 534,72 m²
Dont SU Collectif	2 534,72
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	937 955,34 €
TVA de la charge fonciere	57 509,00 €
Charge foncière TTC	995 464,34 €
Assiette de subvention (dépassement)	615 256,34 €
Taux de la subvention	9,02 %

19 / 379 / D

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2013130550055_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500022
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13075 Plan-de-Cuques

Exercice
2019

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : 32 PLUS VEFA/LES ALLEES PASTEUR/PLAN DE CUQUES
40 avenue Pasteur
13380 PLAN DE CUQUES

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

19/12/2013

N° de décision

20131305500215

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. UNICIL

SA HLM/ESH

Code bénéficiaire : 573620754

Adresse :

11 RUE ARMENY

Ville :

13006 Marseille

Exercice :

2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 32)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

3 426 743,00 €

3 426 743,00 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 22 400,00 €

(B) 22 400,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 6 720,00 €

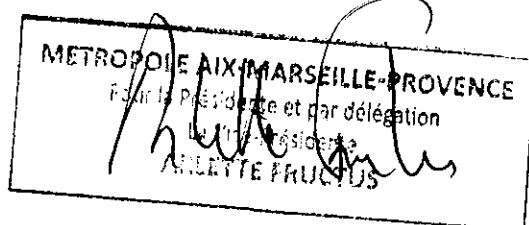
Solde à verser

(B-C) 15 680,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

28 MAI 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	22 400,00	0,54%
Surcharge foncière	54 400,00	1,31%
Subvention PEEC	54 400,00	1,31%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	96 000,00	2,31%
Subvention Commune	280 000,00	6,73%
Sous-total Subventions	507 200,00	12,19%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 713 400,00	41,19%
Prêt CDC foncier	948 600,00	22,81%
1%	500 000,00	12,02%
Sous-total Prêts	3 162 000,00	76,02%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	490 255,36	11,79%
Sous-total Fonds Propres	490 255,36	11,79%
Total du Financement (I + II + III)	4 159 455,36	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 159 455,36	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 426 743,00 €

Aide : **PLUS**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

32

1 901,44 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

32

1 901,44 m²

Assiette * : 3 426 743,00 €

Taux de subvention : 0,65 %

SUBVENTION : 22 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 32

Surface utile : 1 901,44 m²

Assiette : 3 426 743,00 €

SUBVENTION : **22 400,00 €**

Taux moyen de subvention : 0,65 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale : 1 901,44 m²

Assiette de subvention : 993 960,56 €

Taux de subvention : 5,47 %

Montant de subvention : **54 400,00 €**

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 76 800,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 272 655,56 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 865 963,12 €
Prestations intellectuelles et frais	20 836,68 €
Prix de Revient H.T.	4 159 455,36 €
Montant de la TVA	
Prix de revient TTC	4 159 455,36 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 187,53 €/m ²

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	54 400,00	5,47%
Subvention PEEC	54 400,00	5,47%
Sous-total Subventions	108 800,00	10,95%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	885 160,56	89,05%
Sous-total Prêts	885 160,56	89,05%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	993 960,56	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	993 960,56	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	285 216,00 €
Surface utile totale	1 901,44 m²
Dont SU Collectif	1 901,44
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 272 655,56 €
Assiette de subvention (dépassement)	993 960,56 €
Taux de la subvention	5,47 %

**DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE**

Numéro d'opération :
2013130550055_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500021

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13075 Plan-de-Cuques

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : 32 PLUS VEFA/LES ALLEES PASTEUR/PLAN DE CUQUES
40 avenue Pasteur
13380 PLAN DE CUQUES

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône
Date : 19/12/2013
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)
S.A. UNICIL
S.A. HEM / ESH
Code Bénéficiaire : 573620754
Adresse :

N° de décision
20131305500214

11 RUE ARMENY

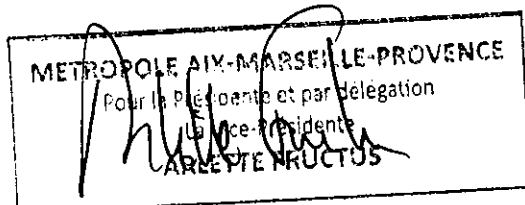
Ville : 13006 Marseille
Exercice : 2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 32)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	1 090 734,00 €	993 960,56 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	54 400,00	54 400,00
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 54 400,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 28 MAI 2019



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	54 400,00	5,47%
Subvention PEEC	54 400,00	5,47%
Sous-total Subventions	108 800,00	10,95%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	885 160,56	89,05%
Sous-total Prêts	885 160,56	89,05%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	993 960,56	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	993 960,56	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	285 216,00 €
Surface utile totale	1 901,44 m²
Dont SU Collectif	1 901,44
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 272 655,56 €
TVA de la charge foncière	6 521,00 €
Charge foncière TTC	1 279 176,56 €
Assiette de subvention (dépassement)	993 960,56 €
Taux de la subvention	5,47 %